

**La grève
des mineurs
en Grande-Bretagne**

**Reprise
des négociations**
LIRE PAGE 23

Le Monde

Fondateur : Hubert Bouve-Méry

Directeur : André Laurens

**« Le Monde
des livres »**
Pages 11 à 15

• Diderot
notre contemporain
• Colette dans « La Pléiade »

Paris ville olympique ?

La Ville de Paris posera-t-elle l'an prochain sa candidature à l'organisation des Jeux olympiques de 1992 ? On ne le sait toujours pas avec certitude, malgré le rapprochement qui s'est dessiné le 4 juillet entre M. Jacques Chirac et l'Élysée.

Le chef de l'État avait annoncé avec solennité cette candidature à l'occasion de la célébration du 90^e anniversaire de la création du Comité international olympique. « Un peu cavalierement », selon le maire de Paris. Des négociations difficiles se poursuivront, en effet, entre les trois parties prenantes du projet : l'État, la région d'Ile-de-France et la Ville de Paris - à propos du montage financier de l'opération. Le marchandage autour des Jeux olympiques rappelle fidèlement les manœuvres auxquelles avait donné lieu le projet avorté de l'Exposition universelle.

Qui couvrirait le déficit, estimé à 4 milliards de francs ? M. Jacques Chirac, maire de Paris, qui ne veut surtout pas augmenter les impôts des Parisiens, s'était engagé pour 1 milliard, M. Michel Girard, président du conseil régional de l'Ile-de-France, avait fait savoir qu'il participerait au déficit pour une somme identique. Dans une lettre du 29 juin, M. Edwige Avice, ministre du temps libre, de la jeunesse et des sports, lui avait, catégoriquement, refusé la volonté du président de la République, que l'État approuvât son concours dans la limite de 2 milliards.

Le maire de Paris se félicite aujourd'hui d'une évolution du gouvernement. Il n'a pas renoncé pour autant à ses revendications. M. Chirac réclame encore que, en cas de dépassement du déficit, l'État promette de couvrir intégralement le rattrapage et que l'ensemble des engagements financiers fasse l'objet d'une loi en bonne et due forme. Mais son souhait d'organiser les Jeux de 1992 ne fait plus de doute. Et ce n'est pas seulement pour des avantages financiers ou de prestige.

Les Français réclament toujours plus de sport sur les écrans de télévision. Ils ne se lassent pas de voir les joueurs de football et de tennis accaparer le petit écran. Dans une civilisation qui a pour ambition de développer le temps de loisir, les hommes politiques, de droite et de gauche, ne peuvent plus ignorer cette évolution des mœurs.

On ne peut que s'en réjouir. Mais comment ne pas déplorer en même temps que la politique s'empare de plus en plus du sport. Au niveau national, comme dans les relations internationales. C'est vrai, en particulier, des Jeux olympiques : les deux blocs se combattent à travers eux autant que les athlètes sur les stades.

1992, est encore loin... Que seront devenus les Jeux dans l'interval ? Combien de pays accepteraient-ils d'y participer dans huit ans ? On n'a pas fini de parler de Paris ville olympique.

EN POLOGNE

**L'opposition
espère toujours
un geste du pouvoir**

LIRE PAGE 3 L'ARTICLE
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
JAN KRAUZE

« J'assumerai ma charge sans me laisser intimider par les invectives ou les obstructions »

déclare M. Mitterrand à Aurillac

M. François Mitterrand souhaitait mettre à profit son voyage de deux jours en Auvergne, commencé jeudi matin 5 juillet dans une ferme du Cantal, pour dire, au fil de ses déclarations - que l'on annonce « importantes » - quelques conclusions il tire du mécontentement qui s'est exprimé contre le pouvoir et sa majorité parlementaire aux élections européennes du 17 juin. Dans un premier commentaire laconique, le 26 juin, en marge du sommet de Fontainebleau, le président de la République avait affirmé « s'écarter de plus en plus de ce mécontentement ».

Après deux semaines de réflexion, M. Mitterrand a décidé, semble-t-il, d'opposer à l'exaspération d'une partie de l'électorat l'assurance que la politique de rigueur, dont les premiers fruits apparaissent, permettra des lendemains un peu meilleurs à partir de 1985. On prête notamment au chef de l'État l'intention d'apporter quelques précisions sur les orientations qu'il fixera au gouvernement pour les mois à venir, et, dans cette perspective, il n'est pas exclu que M. Mitterrand rende public le contenu de quelques-uns de ses arbitrages sur les moyens d'assurer, dans le prochain budget, la baisse d'un point des prélèvements obligatoires annoncés pour l'année 1985. Les indications présidentielles pourraient inclure certaines décisions en matière fiscale, en particulier sur le sort de la taxe professionnelle, qui divise jusqu'à présent le gouvernement.

M. Mitterrand, accompagné de MM. Defferre et Rocard, a été reçu, jeudi en fin de matinée à Aurillac, par le maire socialiste de la ville, M. René Souchon, secrétaire d'État chargé de l'agriculture et de la forêt, avant de déjeuner avec les représentants des organisations agricoles du département, puis de se rendre, l'après-midi, en Haute-Loire.

Un avertissement des laïques au premier ministre

Après les responsables de l'enseignement catholique la FEN à son tour critique la position du gouvernement

Le projet de loi sur l'enseignement privé ne satisfait pas seulement les responsables catholiques. Les laïques ne sont pas davantage satisfaits, surtout depuis que des membres du gouvernement expliquent clairement que la gauche a « changé de discours » et garantit désormais le financement des établissements privés. Le secrétaire général de la FEN, M. Jacques Pommatan (1), vient d'écrire au premier ministre pour lui dire qu'il ne partage pas son interprétation.

Depuis l'adoption par l'Assemblée nationale en première lecture du projet de loi sur l'enseignement privé, le gouvernement multiplie les explications. M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, M. Max Gallo puis M. Roland Dumas (qui lui a succédé comme porte-parole du gouvernement) et enfin M. Pierre Mauroy ont tour à tour souligné que le texte gouverne-

La guerre des rabais sur l'essence

La cour d'appel de Paris se refuse à condamner les centres Leclerc

La première chambre de la cour d'appel de Paris a refusé, le mercredi 4 juillet, de donner satisfaction aux distributeurs de carburants qui protestent contre les super-rabais pratiqués par un certain nombre de grandes surfaces, en particulier par les centres Leclerc.

Un arrêté gouvernemental du 9 novembre 1983 limite à 17 centimes le montant maximum des rabais sur le litre de super-carburant. Les centres Leclerc, essentiellement, et d'autres grandes surfaces, avaient décidé de passer outre et d'afficher des rabais supérieurs à 20 centimes. Certains de leurs concurrents pompistes avaient alors porté l'affaire devant les tribunaux.

Sur les soixante-dix plaintes déposées, les trois quarts avaient été déclarées irrecevables, les tribunaux se déclarant incompétents. Toutefois, plusieurs juridictions avaient statué en référé dans le sens des pompistes, et interdit les rabais supérieurs à 17 centimes.

Or c'est un jugement différent sur le fond qui vient de rendre la cour d'appel de Paris. Refusant de donner satisfaction aux plaignants, la première chambre estime qu'il n'est tout d'abord indispensable d'examiner « la compatibilité de l'arrêté du 9 novembre 1983 avec les règles du droit communautaire ». Cette question, ajoute la cour, « requiert l'examen de problèmes économiques complexes qui rendent nécessaire une décision de la Cour de justice de la Communauté », laquelle est d'ailleurs actuellement saisie sur ce point.

Tous les jugements sont désormais suspendus en attendant la décision de la Cour européenne de Luxembourg. Celle-ci devrait rendre son avis dans le courant du mois d'octobre. Une décision qui ne concernerait pas les seuls carburants, mais le problème plus général des rabais à l'intérieur de la CEE.

Ainsi la bataille qui avait opposé la FNAC à la quasi-totalité des libraires et des éditeurs sur le prix des livres pourrait être relancée.

Jordanie : le rêve contrarié

Des ennemis puissants, des amis douteux

M. Mitterrand est attendu, jeudi 9 juillet, à Amman, pour une visite officielle de quarante-huit heures en Jordanie. Emmanuel Jarry fait ci-dessous le point de la situation dans le royaume hashémite.

Correspondance

En Cisjordanie, l'initiative de Washington était déjà moribonde quand la débandade américaine au Liban lui porta le coup de grâce. En mars dernier, une nouvelle déconvenue achève de convaincre le souverain jordanien qu'il n'avait rien à attendre de l'administration Reagan en cette année électorale. Il souhaitait en effet que Washington s'associe à une condamnation des implantations israéliennes au Conseil de sécurité de l'ONU et fasse pression sur Israël pour que les membres du Conseil national palestinien résident dans les territoires occupés soient autorisés à participer au moment venu à la réunion du Parlement de l'O.L.P. Sur ces deux points, la Maison Blanche répondit par une fin de non-recevoir.

Pour le roi Hussein, c'était trop, il le fit savoir immédiatement dans une série d'interviews françaises. En sa rangée inconditionnellement dans le camp d'Israël, estimait notamment le roi dans une interview au New York Times, les États-Unis se sont « disqualifiés ».

en tant que médiateur, « ils ont renoncé à être une nation qui tient sa parole et ses engagements ». Dans le même entretien, le roi jugeait la situation « sans espoir », et ce n'est pas du côté palestinien qu'il a trouvé un réconfort. Rumpu en avril 1983, le dialogue jordanien-palestinien a, certes, repris en février dernier et M. Yasser Arafat est venu quatre fois à Amman depuis lors. Mais « rien de concret n'est sorti des discussions », admet M. Taher Massi, le ministre jordanien des affaires étrangères, nous sommes toujours tombés d'accord - ce qui est déjà important » (1).

EMMANUEL JARRY.
(Lire la suite page 4.)

CATHERINE ARDITTI
(Lire la suite page 10.)

(1) M. Pommatan préside depuis le 1^{er} juillet la Comité national d'action laïque (CNAL). Cette présidence est occupée successivement par les cinq organisations qui le constituent : Fédération de l'éducation nationale (FEN), Syndicat national des instituteurs et professeurs de collèges (SNIP-PPC), Ligue de l'enseignement, Délégués départementaux de l'éducation nationale (DDEN) et Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE). M. Michel Bouchardier continue à exercer les fonctions de secrétaire général.

**Histoire
d'amour**
par KONK
PAGE 20

2000 et des poussières...

La conjoncture écrase tout. Par la force des choses. De quoi demain sera fait, voilà qui préoccupe évidemment l'opinion dans une société qui a perdu pied et qui cherche où s'accrocher. Après-demain, l'an 2000, cela paraît si lointain, comme l'horizon pour celui qui risque la longévité. Pourtant, le regard sur le long terme n'est pas qu'un luxe de curieux. Combien de décisions ne peuvent être valablement prises aujourd'hui si l'on ne perçoit pas, ne serait-ce qu'à travers un brouillard, l'état du monde dans quinze, vingt ans, c'est-à-dire en l'an 2000 et des poussières. Ne pensons par exemple qu'au programme énergétique.

S'il est un endroit à Paris où l'on en est bien persuadé, c'est évidemment au siège du commissariat du Plan. Pour préparer le IX^e du nom, le Bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPE) fut chargé de préparer une étude sur l'évolution à long terme du système productif français. Elle vient de faire l'objet à la fois d'une publication (1) et d'un colloque (2). Les auteurs du rapport, sous la houlette de M. Jean Malot, ont présenté avec un luxe de calculs et d'analyse ahurissant trois scénarios, ceux d'une croissance rapide avec le défi de l'équilibre extérieur, d'une crois-

par PIERRE DROUIN
sance lente qui réclame une mutation des modes de vie, et un schéma appelé « volontariste » qui privilégie fermement l'investissement et accepte une quasi-stagnation du pouvoir d'achat pendant une décennie.

Quelle impression donne ce voyage à travers ces paysages

AU JOUR LE JOUR

Utopie

Il était une fois un paradis de la liberté et de la paix scolaires. On y avait enfin dépassé l'idéal laïque, cette vieilleries. Chaque ethnisme y avait sa langue, chaque religion son quartier, chaque rite son école, chaque préau sa milice. De quoi faire rêver huit cent cinquante mille Français selon la préfecture ; le double selon les « organisateurs ». Ce pays s'appelait le Liban. BERTRAND POIROT-DELPECH.

contrastes ? Il est bien évident qu'on ne pouvait faire autrement que de partir d'hypothèses alternatives. Comme le reconnaît M. Claude Gruson, le président du BIPE : « Le rythme d'innovation est si rapide, et notre système d'information actuel si mal adapté, que nous sommes les jouets d'une évolution que nous ne savons pas décrire globalement ».

Certes, on peut, en lançant des « ponts de singe » entre les données globales et les informations concrètes, fournir par les entreprises, plus proches des besoins, tracer quelques repères. Mais, tant que ne se mettra pas en place ce que Jacques Lessourne appelait un « dispositif de contrôle du système mondial », la crise de la prospective... et la crise tout court se prolongeront.

(Lire la suite page 2.)

(1) L'Economie de la France à l'horizon 2000. Editions Economica. 514 pages, 145 F. Voir aussi l'article de Jean Malot dans le numéro de mai de la revue Futuribles.

(2) Organisé au Palais des congrès par l'association internationale Futuribles, 55, rue de Varenne, 75007 Paris. Lire l'article de François Simon dans le Monde du 3 juillet.

Plus d'une centaine de biographies

DE GAULLE

BERNARD LEDWIDGE

Bernard Ledwidge

Flammarion

PARTAGE
FOURTE 3345212

Plus vite,
moins cher

Vous cherchez
• une 305!
• une 505!

conditions spéciales

EXON ou SOLARA

MAJESTY

01.80.21

Le Monde

idées

2000 et des poussières...

(Suite de la première page.)

Si l'on regarde de plus près les « scénarios » envisagés, ce ne sont pas les chiffres inscrits dans les colonnes PIB, Importation, Exportation, Consommation des ménages ou des administrations, qui sont les plus intéressants, car les ordinateurs ne recroquent que ce qu'on veut bien leur faire ingurgiter, mais le « climat » dans lequel se situent les hypothèses, de même que les tendances lourdes et les variables. Ainsi, la France ne pourra pas sérieusement envisager de s'affranchir de la concurrence internationale, les exportations jouant un rôle croissant, les économies seront de plus en plus interdépendantes (à tel point que trop de politiques nationales déflationnistes pourraient aboutir à des scénarios de « ruptures » non envisagés ici), et les rapports de forces dans une économie mondiale hiérarchisée et structurée devront être toujours pris en compte.

Tendances lourdes et variables

M. Patrick Chaussepied, directeur d'études au BIPE, a rappelé également les « tendances lourdes » qui s'imposent à tout « bâtisseur de scénario » : la croissance démographique sera plus forte dans le tiers-monde que dans les pays développés ; l'urbanisation sera galopante ; la dégradation du rapport entre population active et population totale se poursuivra ; l'équilibre global sera réalisé entre les ressources et les besoins alimentaires mais la répartition sera mauvaise et il en sera de même pour les produits minéraux ; l'environnement

continuera de se détériorer mais sans que cela fasse obstacle au développement de l'économie mondiale.

Quant aux « variables », si l'on se reporte aux travaux d'interfuturs (pour le compte de l'OCDE), elles touchent :

1) Les relations entre les pays développés. — Va-t-on vers des blocs hostiles à la concurrence exacerbée (Etats-Unis-Japon-Europe) ou vers une sorte de gestion collégiale ?

2) Les rapports existant entre les pays en voie de développement et les pays industriels. — Y aura-t-il accroissement des importations en provenance des nations du Sud ? Vont-elles vers une relative autonomie du tiers-monde avec l'augmentation des relations Sud-Sud ou celle des échanges dans les zones cohérentes comme l'Amérique latine ?

3) La croissance de la productivité sera-t-elle suffisante pour répondre à la demande ? Ou, sinon, les tensions sociales s'exacerberont-elles, stimulées par le chômage, ou le système de valeurs se modifiera-t-il ? Y aura-t-il convergence ou divergence des évolutions de la productivité dans les pays industrialisés ?

La réponse à toutes ces variables permettrait seulement de savoir quel scénario de développement a le plus de chances de se réaliser pour la France. En tout cas, il ne faut pas rêver, estime M. Yves Berthelot, directeur du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) : « Je ne crois pas, comme certains, que le développement du tiers-monde sera un moteur de croissance pour les riches. C'est le contraire qui est vrai, même si les crises du Nord et du Sud doivent se gérer solidairement. Au reste, la France est mal implantée dans le

tiers-monde. Elle est surtout bien placée dans les « mauvais » pays du Sud, ceux qui ne croîtront pas. »

De même, il est illusoire de penser qu'une part importante de notre commerce se fera avec l'Est durant la prochaine décennie. Ces pays ne veulent pas s'endetter davantage : l'URSS n'a pas reçu, grâce à l'ouverture à l'Ouest, une forte poussée d'apports technologiques, et les perspectives de croissance des pays satellites avec lesquels l'URSS commerce le plus n'étant pas très favorables, Moscou ne reçoit pas une réelle impulsion à pousser la machine productive.

Le mouvement de désindustrialisation

Tout bien considéré, il est apparu, aussi bien aux yeux de M. Henri Guillaume, commissaire général au Plan, qu'à ceux de M. Jean-Marcel Jeanneney, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), lors du colloque Futuribles, que c'était l'hypothèse de la croissance lente qui était la plus probable, en tout cas pour une décennie. Pour l'ancien ministre, « l'économie mondiale est devenue compliquée et fragile. L'incertitude est telle aujourd'hui qu'une perturbation quelconque peut dans le monde régner sur tout l'ensemble ». Rejoignant les thèses de M. Yves Berthelot, M. Jeanneney pense que l'on surestime beaucoup les possibilités de croissance des pays en développement. « Il est même ridicule d'appliquer la notion de PNB à la plupart des pays du tiers-monde, car il faut voir ce qu'il y a derrière nombre d'industries implantées là-bas... Les effets de destruction sont tels que les indices de crois-

sance n'ont aucun sens. Pourquoi cela trait-il mieux ? On introduit les techniques occidentales, mais on ne forme pas les gens capables de les utiliser. »

Le même Jean-Marcel Jeanneney ne portait pas un jugement moins abrupt sur les « prévisionnistes ». « Il faut beaucoup d'humilité intellectuelle pour aider à la politique économique, et se contenter de définir les grands axes de ce qui est probable dans toutes les hypothèses, qu'il s'agisse de nourrir les Français, de les éclairer ou de les chauffer, ou d'assurer leur sécurité, etc. Pour le reste, laissons les industriels prendre des risques. »

Mais, justement, les prennent-ils ? L'Europe est affectée par un véritable mouvement de désindustrialisation. Comme le notait la dernière Lettre du CEPIT (3), tandis que l'emploi industriel est resté stable aux Etats-Unis et a progressé au Japon (où il a compensé la baisse de l'emploi agricole depuis 1975), c'est à une chute systématique et régulière que l'on a assisté dans les trois grands pays européens. Sans doute, la progression de la part du secteur tertiaire est logique, « mais elle n'est viable que si les services sont articulés avec une industrie forte et vigoureuse, capable de maintenir le niveau de son emploi. »

Le « court-circuit » vers le tertiaire est une démarche aussi dangereuse que celle qui conduit des pays du tiers-monde à vouloir s'industrialiser en négligeant leur agriculture. A méditer, si l'on ne veut pas entrer dans le troisième millénaire par la porte... de service.

PIERRE DROUIN.

(3) 9, rue Georges-Pitard, 75015 Paris.

LU

« L'ÉTAT ET L'ÉCONOMIE », par ROBERT DELORME et CHRISTINE ANDRÉ

Au microscope

PUISQUE la réduction des prélèvements obligatoires est à l'ordre du jour, il est tout à fait normal que l'on demande aux économistes ce qui a pu conduire à la montée lente mais inéluctable de la place de l'Etat dans la société et l'activité économique. Sans doute les réponses ne manqueront-elles pas ici (1), et de la loi de Wagner, qui associe l'Etat à l'industrialisation, aux thèses récentes sur le marché politique, qui voient dans la concurrence interparlementaire la source du gonflement incessant des budgets, il n'y a que l'embarras du choix. Mais ces réponses ne peuvent pas toujours être égayées faute d'analyses serrées sur les mouvements des dépenses publiques, des prélèvements obligatoires et de leurs différentes composantes.

L'ouvrage de C. André et de R. Delorme vient combler de manière très heureuse cette déficience traditionnelle. En procédant à la reconstitution homogène de séries statistiques depuis les débuts de la Troisième République jusqu'à nos jours, l'Etat et l'Economie offre un tableau minutieux et fiable à l'aide duquel bien des hypothèses pourront désormais être testées et confirmées ou abandonnées. Compte tenu de l'ampleur et de la qualité de ce travail, le désigne pour apparaître devant nos observateurs en quête d'idées révolutionnaires. Les déterminations de la dépense sont multiples, et le poids des contraintes financières a largement été relativisé par la recherche de compromis institutionnels s'appuyant de manière

quasi systématique sur l'industrialisation des dépenses publiques. L'application tient un peu de la loi de Wagner, un peu des hypothèses du revenu permanent et un peu du marché politique... Mais les deux auteurs ne rejettent pas ce synchronisme qui leur paraît répondre aux questions soulevées par les évolutions statistiques. Ils y voient au contraire le moyen d'éviter certaines erreurs qui consistent à croire que l'on pourrait rapidement inverser le cours des choses ou que la croissance des prélèvements est synonyme de « gauche », erreur cent fois dénoncée et aussitôt ressaisie. Il est un peu dommage que l'ouvrage ne soit pas ouvert aux comparaisons internationales, car, à notre avis, il y aurait trouvé des confirmations remarquables de leur thèse.

L'Etat est bien immergé dans le social, et l'ouvrage d'André et Delorme en montre bien les sédimentations successives. Tous ceux qui interviennent dans les débats sur la réduction des prélèvements obligatoires, la crise de l'Etat-providence ou les avatars de la bureaucratie, disposent ici d'un instrument qui n'est pas près d'être dépassé.

XAVIER GRIFFE.

★ L'Etat et l'Economie : un essai d'explication de l'évolution des dépenses publiques en France (1870-1980), Le Seuil, Paris, 768 pages, 273 F.

(1) X. Griffé, Analyse économique de la bureaucratie, Economica, Paris, 1981.

LETTRES AU Monde

Réponse à Pierre Vozlinsky

J'ai lu avec intérêt dans le Monde du 22 juin la lettre par laquelle vous répondez à l'article que j'avais publié le 27 mai. Je ne mets pas en doute votre sincérité, car j'admets les opinions différentes de la mienne. Cependant, puisque par un artifice théorique vous avez mis en cause la sincérité de ma pensée, je tiens à vous rassurer : résistant et déporté (Dachau), j'ai publié dans l'Esprit dès le mois d'octobre 1945 un article qui s'intitulait « L'Allemagne de nos infirmités ». J'y préconisais la réconciliation avec une Allemagne retrouvant la démocratie. Cette position est la mienne depuis quarante ans, je milite pour elle en souvenir des milliers de camarades allemands, socialistes, communistes, monarchistes, qui nous avaient précédés dans les camps.

Quant à la résistance allemande, je crains que vous ne soyez victime d'une insuffisante information. Les hommes du 20 juillet n'étaient pas seulement des militaires (votre formule de « brillants soldats » me paraît vraiment peu convenable pour des hommes de conviction qui ont payé de leur vie une entreprise difficile), mais pour une bonne part des civils : Gerdler, qui devait être chancelier (libéral conservateur) ; Lenshner, syndicaliste social-démocrate désigné comme ministre de l'Intérieur ; et bien d'autres. J'ignore votre âge — croyez-vous que, militaires ou civils, nous étions nombreux dans la Résistance française en mars 1941, quand j'ai commencé l'action qui devait me conduire à Dachau ? Vous m'avez décidé ment mal lu : je disais que cette guerre avait été une guerre civile, en France et en Allemagne, et ici, quoi d'autre sinon une guerre contre Vichy, allié des nazis ? (2).

Si la chose vous intéresse vraiment, il y a d'excellents livres en

français sur la Résistance allemande, celui de Maurice Beaumont, et celui de Gérard Sandoz, du Nouvel Observateur.

JOSEPH ROVAN, professeur de civilisation allemande à la Sorbonne, médaille de la Résistance avec rosette, commandeur de la Légion d'honneur.

Trop pour le Mont-Saint-Michel

Vous avouez-je — au risque de vous décevoir — ou de passer pour un barbare que le problème de l'ensemble du Mont me laisse assez indifférent et que je comprends mal l'obstination que l'on apporte — ou que l'on tente d'apporter — à l'empêcher ou simplement à le retarder.

Les sommes phénoménales que l'on est prêt à engager pour élever un fait à peu près indiscutable me paraissent, dans l'état actuel du budget du patrimoine monumental français, totalement déraisonnables.

Le Mont-Saint-Michel est ce qu'il est, et ce qu'il est devenu, peut-être par la malice ou l'impéritie des hommes, mais bien plus sous l'action de la nature. Laissons la nature agir ; le Mont sera toujours le même, cette merveilleuse architecture qui n'a pas cessé et ne cessera jamais de nous enthousiasmer.

LIBREION DE LAVERGNEE (Paris)

L'aide de l'ordre de Malte

J'ai lu avec intérêt, dans le Monde du 23 juin, l'appel de M. Pierre Mauger, maire d'Alençon, en faveur d'une opération « Forages Mali ». Je voudrais signaler que depuis 1981 les Euvres hospitalières françaises de l'ordre de Malte qui contribuent à diverses réalisations au Mali ont plus spécifiquement envoyé un compresseur qui a

permis de creuser une cinquantaine de puits. Elles ont également fourni un matériel de forage pour tuber des puits et envoyé une trentaine de pompes. Elles ont de même fait don d'un camion-benne avec citerne de 10 000 litres pour l'alimentation en eau des troupeaux dans le désert. A l'heure actuelle, les OHFOM ont également procédé à la fourniture à la ville de Gao (45 000 habitants) de deux groupes électrogènes permettant l'alimentation en eau de la ville, qui en est privée depuis août 1983. Notre contribution a donc été considérable, et je tiens à le signaler.

JEAN-LOUIS DE FAUCIGNY-LUCINGE, président des OHFOM (Paris).

Curieuse consolation !

Vos colonnes publient des réflexions de lecteurs pour le moins fantaisistes ou discutables, comme celle de M. Carlsky sous le titre « La défaite de la droite », dans votre numéro du 29 juin.

Son raisonnement, on bien fait preuve d'un grand humour (1), et dans ce cas il n'y a rien à dire, ou bien est sérieux et donne alors du suffrage universel une interprétation inquiétante. Selon ce lecteur, la droite n'ayant obtenu que 29,59 % des suffrages des électeurs inscrits, cela signifie que 70,41 % n'ont pas voté contre la majorité, c'est vrai, mais, aucun parti n'ayant appelé à l'abstention (à la différence de la Pologne), nul n'a le droit de s'annexer les abstentionnistes (il n'y a que les dictatures qui le font). Quant à la comparaison avec le vote de censure à l'Assemblée nationale, elle est sans valeur, car dans ce cas ne votent que ceux qui sont contre, le député qui ne vote pas sait qu'il soutient le gouvernement, il est absurde d'en dire autant des abstentionnistes du 17 juin. M. Carlsky a-t-il

songé à ce que donne ce raisonnement quand on l'applique de l'autre côté ? La majorité n'a eu que 19,69 % des voix des électeurs inscrits, on peut dire que 80 % des Français ne la soutiennent pas : en vertu de ce principe, le 10 mai 1981, le président sortant V. Giscard d'Estaing n'a-t-il été censuré que par les 43,15 % des inscrits qui ont voté F. Mitterrand ; autrement dit, en poussant cette logique aberrante, digne de M. Cyprien, 56,85 % d'électeurs — ne se sont pas prêtés à cette manœuvre — de censure, le vaincu serait donc le candidat de gauche !

M.-J. SURGEY, professeur d'histoire (Saint-Etienne).

(1) Ce qui était notre avis, mais, comme certains lecteurs ont lu ce texte au premier degré, nous publions cette lettre (NDLR).

Non, les anciens combattants d'AFN ne sont pas oubliés...

M. Richard Dupuy a mis en cause dans le Monde du 22 juin « l'inertie persistante et surprenante des organisations de rapatriés... » quant au rappel qu'elles devaient faire de la participation des Français d'Afrique du Nord, de toutes confessions, à la libération de la France. Je me permets de rassurer M. Dupuy sur ce sujet.

Notre confédération n'a cessé de rappeler, tant à travers de nombreux articles et communiqués que lors de ses multiples réunions publiques, le sacrifice de notre communauté pendant les deux grandes guerres mondiales. Je l'ai, personnellement, fait encore récemment sur les antennes des trois chaînes nationales, le 26 mai dernier.

Nous avons été même plus loin dans ce sens, puisque nous avons fondé, il y a deux ans, sous l'autorité de Léo Palacio, la Fédération des anciens combattants de l'Empire français, dont la vocation est de regrouper tous les Français musulmans et pieds-noirs qui ont participé aux divers combats de 1939-1945 et de sauvegarder la mémoire historique de leur importante contribution à la libération, puisque le taux de mobilisation des Français d'AFN fut (avec 18,5 %) le plus élevé du monde occidental.

L'immense monument que nous devons réaliser avec le concours de Raymond Moretti à la mémoire des martyrs de l'Algérie française doit aussi célébrer le souvenir de tous nos morts au champ d'honneur.

JACQUES ROSEAU, porte-parole du RECOURS (Rassemblement et coordination unifiée des rapatriés et spoliés, Paris).

Réponse à Alain Carignon

Alain Carignon, maire de Grenoble, signataire de l'Appel pour les assises de la survie, souligne, dans un article paru dans le Monde du

23 juin, la nécessité pour les citoyens d'une ville de faire partie d'une « communauté plus vaste » et d'inscrire cette « solidarité à l'échelon non seulement d'une cité ou d'un pays », mais aussi bien au-delà. Et de préciser qu'il propose aux Grenoblois « une pratique nouvelle de la responsabilité, de la solidarité, de l'union ».

Nous ne pourrions que souscrire à de telles déclarations... si elles n'étaient — hélas ! — démenties par les faits. De nombreuses associations tiers-mondistes ont nous depuis près de deux ans des échanges exemplaires, dénués de tout paternalisme et de tout esprit d'assistance, avec une région du Zaïre, le Kivu : échanges avec des populations paysannes, d'ordre socio-santitaire, agricole, scolaire. Or ce comité d'échanges s'est vu refuser le moindre centime de subvention de la part de la municipalité d'Alain Carignon. Bien plus, dix associations grenobloises, qui ont toutes pour objectif de lutter soit contre le racisme, soit pour les droits de l'homme et des peuples en Amérique latine, en Afrique du Sud, en Turquie, et d'une façon générale pour les droits économiques et politiques du tiers-monde, ont vu leur subvention soit purement et simplement refusée par la nouvelle municipalité (c'est le cas de trois d'entre elles), soit fortement diminuée (jusqu'à 50 %). Et le maire de Grenoble a refusé jusqu'à ce jour de recevoir ces associations qui lui ont demandé instamment une entrevue il y a plus d'un mois.

JO BRIANT, président du Centre d'information inter-peuples de Grenoble.

Des unités spéciales ?

Je viens de lire dans le Monde du 29 juin un compte rendu de l'intervention de M. Max Lejeune (député de la Somme), qui s'interroge le gouvernement : « En incorporant huit à dix mille jeunes musulmans, le ministre de la défense ne va-t-il pas se voir obligé de créer pour les accueillir des unités spéciales respectant leurs pratiques religieuses, alimentaires... »

Il n'y a pas lieu de créer des « harkis » (pluriel de harki), monsieur le nostalgique de l'empire colonial, puisque cela est inscrit dans tous les textes juridiques existants depuis la Déclaration universelle des droits de l'homme : la liberté de pratiquer la religion de son choix.

Ce texte qui est à l'honneur de la France m'a amené à choisir d'être Français en 1966 (quatre ans après l'indépendance de l'Algérie, comme le stipulent les accords d'Evian).

J'ai fait mon service militaire (d'octobre 1966 à mars 1968) et je n'ai eu aucun problème pour que ma religion soit respectée. Je n'étais pas le seul, il y avait également des appelés de confession israélite. A-t-on créé des unités spéciales juives ?

Nous sommes en France depuis mars 1956, et j'ai toujours eu cette possibilité de librement respecter la religion islamique (au lycée, en faculté, à mon travail et ailleurs).

MUSTAPHA MESLEM, (Les Bains-de-Bretail).

"APOSTROPHES"

FRANÇOISE RULLIER

la vie extraordinaire de Raphaël Ariatégui

"Enfin quelqu'un qui a vraiment une voix, un ton."
MICHEL DEON, DE L'ACADEMIE FRANCAISE

"On se laisse prendre au jeu de ce livre énigmatique et original."
JEAN-CLAUDE PERRIERE/QUOTIDIEN DE PARIS

"Un bonheur à inventer des pays, des destins, des amours."
JOYANE SAVIGNEAU/LE MONDE

"Une biographie imaginaire d'une étonnante maîtrise. Une réussite."
JEAN-DOUBET WOLFFSON/LEPRESS

CALMANN-LEVY



Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287-23 PARIS - Tél. MONDPAIR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER		ABONNEMENTS			
		3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,20 \$; Cote-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 5 \$; G.-B., 26 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 375 F. ; Lituanie, 0,350 Lt. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 7,75 fl. ; Portugal, 96 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; Yougoslavie, 110 mt.					
Édité par la S.A.R.L. Le Monde					
Gérant : André Laurens, directeur de la publication					
Anciens directeurs : Hubert Beauvallet (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)					
Imprimé en France par S. J. des Imprimeries PAUL-DE					
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration					
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037					

FRANCE
341 F 645 F 859 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE
661 F 1 245 F 1 819 F 2 368 F

ÉTRANGER
(par correspondance)

PAYS-BAS
L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
381 F 685 F 979 F 1 240 F

IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (ou chèque) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont tenus de fournir leur demande avec ancienne et nouvelle adresse avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مكتبة المصطفى

Le Monde

EUROPE

étranger

Italie

NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PCI

M. Natta entend poursuivre la politique d'Enrico Berlinguer

(De notre correspondant)

Rome. — Au cours de sa première conférence de presse en tant que secrétaire général du PCI, M. Alessandro Natta a fait, mercredi 4 juillet, un large tour d'horizon des questions intérieures et internationales posées à son parti. Proclame-t-il, M. Natta a confirmé que la ligne du PCI sera celle de la continuité.

En matière internationale, M. Natta a rejeté l'hypothèse de revenir sur le jugement porté par le PCI sur l'Union soviétique. Une rencontre avec M. Tchernomirski, qui était déjà envisagée par Enrico Berlinguer au début de cette année mais avait dû être repoussée, n'est pas exclue. En ce qui concerne la fidélité à l'OTAN (en 1976, dans une interview au *Corriere della Sera*, Berlinguer avait affirmé qu'il était possible de construire le socialisme dans le cadre de cette organisation), le nouveau secrétaire général a déclaré : « Je pourrais répéter textuellement ce qu'a dit Enrico Berlinguer ».

Interrogé sur la situation du PCI, M. Natta a esquissé la question en déclarant : « Il est difficile d'analyser la dérive du PCI. Il faut la situer dans le contexte français marqué par une politique de rigueur ». Résumant les propos du secrétaire général à ce sujet, l'UNITA, organe du PCI écrit : « Il convient d'entreprendre une réflexion profonde qui aille au-delà des faits conjugués ».

C'est surtout sur les questions de politique intérieure que M. Natta s'est étendu. Il a d'abord déclaré que la ligne du PCI est toujours celle de l'« alternative démocratique » et qu'il n'est pas question de faire une nouvelle expérience de « solidarité nationale ». « Nous n'entendons pas répéter des expériences que nous avons déjà faites », a-t-il déclaré. M. Natta a cependant ajouté que le PCI ne renouvellerait aucun esprit d'exclusive à l'égard de la démocratie chrétienne.

En ce qui concerne le PSI, qui avait été depuis un an le cible des attaques de Berlinguer, le nouveau secrétaire général a déclaré que les critiques des communistes adressées à M. Craxi visaient moins son souci de prendre des décisions que le fait qu'il décide mal : choisissant, par exemple, de diminuer le pouvoir d'achat des travailleurs par la remise en cause de l'échelle mobile des salaires plutôt que de lutter contre la fraude fiscale.

En ce qui concerne le cas de M. Longo, secrétaire général du Parti social-démocrate et ministre du budget, impliqué dans le scandale de la P.2, M. Natta a déclaré que le gouvernement avait commis une erreur en n'écoulant pas le président de la République lorsque celui-ci avait affirmé que, même s'il ne s'agit que d'un soupçon, les hommes politiques doivent donner leur démission.

« Aujourd'hui », a conclu M. Natta à propos du gouvernement Craxi, il

n'existe pas de solution qui passe par des ajustements. (...) Seulement après l'ouverture de la crise, nous pourrions juger des propositions des autres partis. (...) Je ne pense pas que la force qui est celle du PCI depuis le 17 juin doive servir à soutenir un gouvernement dont nous ne savons pas ce qu'il veut faire. Je crois que le PCI ne peut que conserver en la matière une position de dignité ».

Le PSI divisé

Alors que M. Natta faisait ces déclarations, M. Martelli, secrétaire général adjoint du PSI, prononçait, au cours de la réunion de l'assemblée nationale de son parti un discours mesuré où perçait la déconvenue du PSI à la suite des élections européennes et le souci de ménager la minorité du parti. A propos du PCI, M. Martelli a déclaré qu'il espérait un « dégel » des relations après une période d'« incommunicabilité ». M. Martelli a soutenu, en outre, qu'il fallait éviter une crise de gouvernement.

Le représentant de la minorité, M. Mancini, a, au contraire, estimé qu'« on ne peut faire dériver le parti pour un leader. Si nous ouvrons une crise aujourd'hui, nous pourrions revitaliser la présidence socialiste du gouvernement. Demain, ce sera impossible ».

PHILIPPE FONS.

Espagne

L'ETA-MILITAIRE RECOMMANDE LES ACTIONS CONTRE LES INTÉRÊTS FRANÇAIS

Madrid (AFP). — L'organisation indépendantiste basque ETA-Militaire (ETA-M) a recommandé à ses commandos de s'attaquer « aux intérêts français, à l'oligarchie et aux militaires espagnols », mais leur a demandé en revanche de ne pas s'en prendre au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOR, au pouvoir).

Ces recommandations sont contenues dans des lettres d'un dirigeant de l'ETA-M, M. Francisco Múgica Garza, envoyées à des militants de l'organisation. Cinq d'entre elles ont été saisies, le 26 juin, à Hernani (Pays basque espagnol), par la garde civile sur un membre de l'ETA-M, M. José Antonio Etxebarria. La presse espagnole en publie de larges extraits.

Dans une lettre datée du 5 juin, M. Múgica insiste sur le fait que l'ETA-M doit s'attaquer aux intérêts français « car le sort des réfugiés basques espagnols dépend de la France ».

Pologne

L'opposition espère toujours un geste du pouvoir

Une amnistie est attendue sans beaucoup d'illusions

De notre envoyé spécial

son bénéficiaire la menace d'une réactivation de toutes les charges qui pesaient contre lui s'il reprend une activité répressible.

A supposer même, ce qui est très douteux, que cette amnistie soit cette fois inconditionnelle et concerne tous les prisonniers politiques, il resterait à savoir si le pouvoir serait prêt à l'accompagner d'un « geste » qui serait, pour l'opposition, le signal de cette « avancée » politique. Il s'agirait d'accepter une répartition du pluralisme syndical, d'abord au niveau de l'entreprise, puis, selon un calendrier clairement fixé, de permettre aux divers syndicats de se doter de structures régionales, puis nationales. Telle était — à côté de la libération des prisonniers — la seule revendication essentielle formulée au nom de la commission clandestine de Solidarité (TKK) par l'un de ses dirigeants, M. Bogdan Lis, peu avant son arrestation à Gdansk, le mois dernier.

Sur ces bases, les clandestins, de même que M. Walesa et tous ceux qui oscillent entre les limites, très imprécises, de la légalité se disent plus que jamais prêts à un « compromis » avec les autorités.

Le respect des accords de Gdansk

Il s'agit là, de la part d'hommes qui ne veulent pas se considérer comme des vaincus, d'une tentative de préserver, ou plutôt de reconquérir, le terrain, ce qui était au cœur des accords de Gdansk : l'introduction du pluralisme, c'est-à-dire d'une certaine quantité de liberté, dans un système socialiste qui, jusqu'à présent, ne l'a jamais accepté.

Une concession sur ce point essentiel n'est pas seulement réclamée par les fidèles de Solidarité, mais aussi par les évêques, comme l'indiquent, avec les circonscriptions d'usage, les dernières prises de position officielles de l'épiscopat. Et c'est le pape lui-même qui, par sur lui de donner le ton, en rappelant, dans un discours prononcé au mois de mai à l'occasion de l'anniversaire de la bataille de Monte-Cassino, et très remarqué en Pologne, que le respect des accords signés à Gdansk était fondamental pour l'avenir du pays.

Tout cela peut sembler bien réaliste. Comment imaginer que le régime envisage de s'accommoder à nouveau d'un principe si « dangereux » pour lui et qu'il a mis toute son énergie à détruire ? Il faudrait pour cela admettre qu'il se décide, bien tardivement, à fonder sa politique non sur la seule force mais sur un certain consensus. Rien, pour l'instant, n'indique une telle évolution. « Nous exhortons complètement le pluralisme », répète à l'envi le porte-parole du gouvernement, et s'il parle de « politique de la main ten-

due », c'est en prenant bien soin de lui enlever toute substance puisqu'il en exclut l'« opposition ».

Logiquement, explique pourtant une des figures de cette opposition, le besoin de crédits, la nécessité urgente de remettre en marche l'économie, devraient inciter ceux qui gouvernent à rechercher un consensus minimal. Mais il admet aussi que ce type de logique semble tout à fait étranger à l'équipe qui gouverne depuis trois ans.

Cette défiance fondamentale à l'égard du pouvoir explique largement le très grand scepticisme que suscitent les perspectives de l'amnistie. « On libérera des gens, et ensuite après on en arrêtera d'autres, moins connus, plus difficiles à défendre ». Telle est la réaction immédiate que l'on peut entendre en ces lieux privilégiés que sont les comités d'aide sociale constitués auprès des principaux évêchés (les anciens comités d'aide aux prisonniers politiques réabsorbés à la demande de l'Eglise pour ne pas trop irriter les autorités).

Après l'amnistie précédente (celle de 1983), le comité de Cracovie n'avait plus à occuper que d'un seul détenu politique, mais, très vite, les arrestations ont repris, et il doit à présent gérer avec des moyens de plus en plus maigres l'assistance à une bonne centaine de prisonniers de la région, et naturellement à leurs familles. Le comité de Varsovie s'occupe, lui, de deux cents prisonniers, étendant son activité aux régions moins « riches » (tout est relatif), à certaines petites villes de province où la répression est beaucoup plus dure et moins bien connue. Au total, le nombre des prisonniers est estimé à plus de sept cents, et de nouvelles arrestations ont eu lieu tout récemment, notamment à Gdansk.

« Tout est possible »

Le pouvoir, entend-on souvent, n'a que l'embaras du choix. Il y a actuellement en Pologne plusieurs dizaines de milliers de personnes qui se font à des activités plus ou moins illégales. Alors, si l'on espère l'amnistie, on pense surtout à trouver de quoi remplir les poquets destinés aux prisonniers, actuels ou futurs (nourriture, vêtements), car les dons, notamment en provenance de l'Occident, se réduisent fatalement à mesure que le temps passe.

Mais on chercherait vainement le moindre signe de découragement, de renouveau, chez ces hommes, ces femmes surtout — qui depuis décembre 1981, consacrent une bonne part de leur temps à aider les prisonniers et leurs familles ou apportent une assistance matérielle, médicale, juridique, un réconfort moral aussi qui permet de limiter les effets de l'isolement et de la peur.

Parmi ces femmes, certaines ont des raisons très particulières de s'in-

quiéter. Elles subiront directement les conséquences du procès, tout proche, de quatre des principaux animateurs du KOR. Un procès auquel les accusés auraient pu échapper. Mais, tout comme sept dirigeants élus de Solidarité, ils ont refusé une libération assortie de conditions, précisément parce qu'ils ne voulaient pas « sortir » vaincus, désarmés, sans avoir obtenu la moindre concession politique du pouvoir, et privés de toute possibilité d'action au cas où les arrestations reprendraient.

La encore, le calme, la détermination, affichés étonnamment, même si les réalités décrites permettent d'imaginer à quel point l'épreuve peut être pénible pour l'ami, la femme ou l'enfant de tel ou tel détenu « volontaire ». Y compris la visite à la maison d'arrêt et la conversation, évidemment enregistrée, à laquelle assiste et même « participe » un surveillant, assis à la même table que le prisonnier et son visiteur. Un prisonnier qui, ensuite, comme c'est actuellement le cas pour M. Adam Michnik, réagisse à « cage à tigre » — une cellule ouverte en permanence aux regards des geôliers, sans doute pour l'empêcher d'écrire à nouveaux des lettres comme celles qu'il a réussi à plusieurs reprises à faire parvenir à l'extérieur.

Ce procès, tant attendu, est lui aussi l'objet de toutes sortes de conjectures. Sera-t-il ouvert pour le principe et aussitôt reporté, expédié rapidement ou, au contraire, largement présenté comme « exemplaire » ?

Les accusés auront-ils la possibilité de le transformer, comme ils l'espèrent, en un procès du régime, les observateurs seront-ils bannis ou strictement filtrés puisqu'il s'agit d'un tribunal militaire ? « Tout est possible », s'accorde-t-on à dire, y compris que l'amnistie s'applique aussi aux accusés du KOR.

Mais il faut bien convenir que l'atmosphère ne semble guère à ce type de détente. L'inculpation récente du Père Popieluszko pour « abus de sacerdoce », le ton insultant adopté par le porte-parole du gouvernement à l'égard de l'opposition en général et de M. Walesa en particulier, la manière dont la presse et surtout la télévision rendent compte d'un autre procès, celui des responsables présumés de la mort du jeune Przemyski (la télévision se permet de dire que les témoins qui mettent en cause les policiers mentent et servent les intérêts des ennemis de la Pologne...), sont autant de signes peu encourageants. Si les hommes qui ont fait Solidarité n'ont pas renoncé à leur rêve de légalité et de compromis, l'équipe du général Jaruzelski semble moins décidée que jamais à renoncer à une quelconque parcelle de son pouvoir absolu. Une manière, en fait, assez logique d'assumer l'héritage de quarante années du régime.

JAN KRAUZE.

Grande-Bretagne

L'ÉGLISE ANGLICANE EN ÉMOI Un évêque hérétique ?

De notre correspondant

Londres. — L'Incarnation, la virginité de Marie, les miracles, la Résurrection... tout cela ne serait que « mythes » ? L'homme par qui le scandale est arrivé dans l'Eglise d'Angleterre est l'un de ses membres les plus éminents. Il s'agit en effet d'un théologien, le professeur David Jenkins, qui doit être consacré nouvel évêque de Durham, le vendredi 8 juillet, et devenir ainsi, en ordre de préséance, le quatrième personnage de l'Eglise anglicane (1).

Alors qu'il était déjà désigné (par la reine et sur proposition du premier ministre, selon la tradition constitutionnelle), il s'était permis, fin avril, de mettre en doute la « réalité historique » du mystère de l'Incarnation et de plusieurs de ses implications, au cours d'une émission religieuse de la télévision. Il a certes employé le terme de « mythes » mais au sens propre, et non figuré comme voudraient le faire entendre ses détracteurs indignés. Depuis, il s'est expliqué à plusieurs reprises, avec une tranquillité assurée, ce qui n'a fait qu'aggraver la colère de ceux qui le sommaient de revenir au « dogme » en démentant des propos jugés « hérétiques ».

Soulignant que le récit évangélique a été composé « une ou deux générations » après les faits, il affirme qu'il n'est pas « nécessaire » de prendre « à la lettre » des interprétations qui n'étaient destinées — à une certaine époque — qu'à faire mieux comprendre la nature divine du Christ et de son message. Et il remarque que le thème

de la conception virginale n'appartient qu'à deux évangiles. Il faut savoir que le professeur Jenkins, qui enseignait jusqu'à présent à l'université de Leeds, avait le souci de s'adresser à « ceux qui, aujourd'hui, ont du mal à croire » et peuvent être arrêtés par la forme « poétique » de la tradition. D'où l'allusion au mythe qu'on lui reproche tant.

Une pétition

Le professeur Jenkins a su beau répéter que « sa foi en la divinité du Christ est absolue », rien n'y a fait. Évidemment sans précédent : des prêtres ont pris l'initiative d'organiser une pétition, à l'échelle nationale, pour demander à l'archevêque d'York d'annuler la consécration. Douze mille cinq cents signatures ont été réunies pour faire valoir qu'il est inadmissible de confier des fonctions épiscopales à quelqu'un qui « contredit la doctrine » et qui, à l'avance, a manqué au vœu qu'il s'apprête à prononcer : veiller au respect de l'enseignement de l'Eglise.

D'autres ecclésiastiques ont réclamé auprès de l'archevêque de Canterbury, primat d'Angleterre, le docteur Robert Runcie, un débat extraordinaire lors de la réunion du synode général prévue samedi. On a même sollicité l'intervention de M^{me} Thatcher, qui a participé à la nomination du professeur Jenkins. Quelles que soient ses convictions personnelles dans le domaine reli-

gieux (son père était méthodiste), il est vraisemblable qu'elle s'inquiète du trouble profond affectant l'opinion conservatrice. Mais elle ne peut que s'en remettre à l'avis des pairs de l'accusé. Or, selon un sondage qui vient d'être récemment publié, la majorité des évêques déclarent comprendre ou partager le point de vue libéral de leur nouveau collègue.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que l'archevêque d'York, le docteur John Habgood, prenant résolument la défense du professeur Jenkins, ait annoncé son refus de céder aux pressions exercées par les tenants d'une orthodoxie intangente.

Cette affaire n'en demeure pas moins grave, car elle continuera certainement à provoquer des remous, non seulement parmi les fidèles anglicans, mais aussi, dans l'ensemble des autres communautés chrétiennes britanniques, et il est vraisemblable, étant donné son caractère fondamental, qu'elle aura des répercussions ailleurs qu'en Grande-Bretagne.

Ces dernières années, l'Eglise d'Angleterre a connu des débats difficiles. Touchée par le mouvement pacifiste, elle a été obligée de prendre position, en 1982, sur le désarmement nucléaire, un an avant le déploiement très contesté des premiers missiles de croisière au Royaume-Uni. Avec une grande prudence et des réserves qui révélaient son embarras et ses divisions, le synode s'est déclaré en faveur du désarmement « multilaté-

nel ». Au début de 1984, il a encore après bien des hésitations, l'assemblée des évêques a renoncé à s'opposer aux divorcés le droit de se remarier à l'Eglise. Les choix sont d'autant plus délicats que les dirigeants de l'Eglise anglicane doivent faire face à une crise : si environ 80 % des Anglicans disent appartenir à la « Church of England », 2,5 % d'entre eux avouent assister plus ou moins régulièrement aux offices, un phénomène préoccupant quand la pratique religieuse et le militantisme restent nettement plus importants dans les autres confessions catholiques ou protestantes du pays.

C'est justement dans ce problème que le professeur Jenkins trouve le principal argument pour justifier ses « audaces » et repousser les objections de ses détracteurs. Cat universitaire, depuis des années au contact des jeunes, dit avoir surtout pensé aux non-pratiquants et aux non-croyants, que certains aspects de l'enseignement religieux peuvent rebuter au point de détourner leur attention de l'essentiel : « la foi en Dieu et en l'exemple du Christ ». Et ce casuiste de faire remarquer, avec une saine malice, qu'il s'est déjà montré fidèle à sa mission, puisque dans la formule séculière du vœu qu'il va prononcer, il en a précisé que l'évêque a la charge de présenter les préceptes de l'Eglise à « la génération de son temps ».

F. C.

(1) A ce titre, il devient membre de la Chambre des Lords.

Angelo RINALDI



Les jardins du Consulat

roman

« Un beau livre sombre qu'éclairent deux affections — l'une pour une femme, l'autre pour une chatte... »

Jacqueline Platier / Le Monde

« Une œuvre homogène, tendre, mais une des rares à s'édifier sous nos yeux, indiscutable. »

François Nourissier / Le Figaro Magazine

GALLIMARD

(1) A ce titre, il devient membre de la Chambre des Lords.

AMÉRIQUES

États-Unis

UNE EXPOSITION, UN LIVRE

Les cent ans de « Miss Liberty »

La statue de la Liberté a cent ans. On peut s'en vanter. C'est le 4 juillet 1984, qu'eut lieu la cérémonie de remise de la statue aux États-Unis, mais, comme le piédestal offert par les Américains n'était pas terminé, ce n'est que le 25 octobre 1986 que le président Cleveland put procéder à l'inauguration sur l'île de Bedloe, près de Staten Island. Les cérémonies du centenaire vont donc s'étaler sur plus de deux ans.

L'idée d'implanter ce monument dans le port de New-York est née de la collaboration de deux hommes : Edouard Laboulaye, opposant au Second Empire, qui faisait l'éloge du libéralisme prédicté aux États-Unis, et Auguste Bartholdi, qui proposa une statue pour célébrer le centenaire américain, dont la France avait facilité la naissance. Pendant que Laboulaye recueillait les fonds, Bartholdi travaillait à la maquette, réalisait les pièces détachées et confiait l'armature à Gustave Eiffel. En 1883, la statue était terminée, et ses 40 mètres dominaient les immeubles de la plaine Monceau, à Paris, où elle avait été construite.

El Salvador

LA GUÉRILLA AURAIT REÇU DES SAM-7

San-Salvador (Reuter). - Les insurgés du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) se sont procurés des missiles anti-aériens Sam-7 de fabrication soviétique. Cette information a été donnée par les services de renseignements de l'armée salvadorienne, mais elle est confirmée dans les milieux proches de la guérilla, où l'on affirme que l'armée révolutionnaire du peuple (ERP) a demandé l'aide de l'OLP et de la Libye pour acheter ce type d'armes. On ne précise pas cependant, dans ces milieux, leur nombre ni si elles sont déjà arrivées sur place.

Jusqu'à présent, aucun Sam-7 n'a été utilisé par la guérilla contre les chasseurs A-37 et les hélicoptères américains Huey de l'armée salvadorienne. Mais on note dans la capitale salvadorienne que l'utilisation de Sam-7 par les rebelles marquerait un tournant important dans la guerre, qui dure maintenant depuis près de cinq ans.

ISTH
INSTITUT DES SCIENCES
ET TECHNIQUES
DES COMPTABILITÉS
GESTION - ENTREPRISE
• Enseignement complet
des techniques comptables
et financières
• Diplôme de l'État
6, Av. Lénine - 75016 Paris
T. 01.42.22.22.22

(Publicité)
Clinique médicale VALMONT
70 chambres
1823 CLIGNAN-MONTEUX
(Seine) T. 01.41.21.63.48.51 (10 lignes)
Ouverte toute l'année
Toutes affections de médecine interne.
Rééducation intensive après affections cardio-vasculaires et rhumatismales.
Suites de traitement hospitalier (médecine interne, chirurgie).
Service de radiologie, ultrasonographie, laboratoire permanent, physiothérapie intensive.
Brochure et tarifs sur demande.
Dir. : H. TUCOT

M. RONALD REAGAN SUGGÈRE A M. JACKSON DE NE PAS INTERVENIR POUR M. ANDREI SAKHAROV

Le président Reagan a suggéré, mercredi 4 juillet, au pasteur Jesse Jackson d'abandonner son intention de se rendre en Union soviétique pour plaider en faveur de M. Andreï Sakharov. « Intervenant sur ce problème très délicat ne tient pas compte de ce qui pourrait être en cours à travers les canaux diplomatiques », a-t-il déclaré.

Le président a rappelé, au cours d'un entretien radiodiffusé, qu'une loi, le Logan Act, interdisait aux citoyens américains de mener des négociations avec des gouvernements étrangers. Toutefois, en cette année électorale, l'administration républicaine n'envisage pas d'intenter une action en justice contre le pasteur Jackson après sa récente initiative cubaine, qui a permis la libération de quarante-huit prisonniers détenus à La Havane.

M. Reagan a cependant critiqué le voyage à Cuba du candidat noir à l'investiture démocrate. Il a estimé que le succès de M. Jackson était très relatif. La libération des prisonniers n'était pas un geste humanitaire, a-t-il dit, mais un acte répondant à des « préoccupations politiques » de la part de Fidel Castro. (AFP, AP.)

Bolivie

Grève générale contre la politique économique du gouvernement de gauche de M. Siles Zuazo

La Paz (AFP, Reuter, UPI). - La Centrale ouvrière bolivienne (COB) a lancé un mot d'ordre de grève indéfinie à partir de ce jeudi 5 juillet, en vue de contraindre le gouvernement de gauche du président Siles Zuazo à mettre en œuvre certaines mesures économiques favorables aux travailleurs.

Selon M. Oscar Sanjinés, secrétaire général de la COB, l'arrêt de travail a été décrété « devant le refus du gouvernement de mettre en œuvre des décisions prises récemment », notamment une augmentation de 130 % des salaires et un contrôle des prix des produits de première nécessité. Le mercredi 4, le président Siles Zuazo, reprenant ses activités normales après la tentative d'enlèvement dont il a été victime le samedi 30 juin, a signé trente décrets relatifs à la situation économique nationale. L'un de ces textes prévoit que le pays ne saurait en aucun cas consacrer plus du quart de ses ressources d'exportation (soit environ 200 millions de dollars par an) au service de sa dette extérieure (1).

Un autre décret annonce une éventuelle révision des contrats passés avec les compagnies pétrolières américaines Occidental et Tesoro, que la COB accuse de s'être soustraites à certains impôts. Le gouvernement a encore promis de mettre au point dans les trente jours avec la Centrale ouvrière une politique des prix pour certains produits

de première nécessité. Mais il n'a pas répondu à la demande d'augmentation des salaires qui, pour la COB, est un élément déterminant. C'est pourquoi la Centrale, après un ultime examen des décrets du 4 juillet, n'a pas renoncé à lancer son mot d'ordre de grève, qui aurait dû initialement prendre effet le 2 juillet, mais qui avait été suspendu en raison de la tentative de coup d'État.

Le ministre de l'Information, M. Mario Ruata, ainsi que ses collègues des Affaires étrangères, des Finances et du Travail, ont appelé la COB à reprendre le dialogue avec le gouvernement. M. Ruata a déclaré que le mot d'ordre de grève constituait un « acte d'insurrection ».

Le mouvement est en effet une menace mortelle pour le président social-démocrate au pouvoir depuis octobre 1982, dont la fragilité de la situation est apparue lors de la tentative d'enlèvement dont il a été l'objet. La fermeté dont fait preuve le régime dans la poursuite des séditions - plusieurs centaines d'arrestations de civils et de militaires ont été opérées - n'a donc pas suffi à désamorcer l'hostilité de la COB, et singulièrement de son président, M. Juan Lechin, à l'égard de M. Siles Zuazo et de sa politique.

(1) La dette extérieure de la Bolivie est estimée à 3,7 milliards de dollars. Ses remboursements sont assurés, pour l'essentiel, par ses exportations d'étain et de gaz.

Cuba

« Il y a plusieurs milliers de prisonniers politiques » affirme l'écrivain Jorge Valls, récemment libéré

L'universitaire et écrivain cubain Jorge Valls, arrêté à l'âge de trente et un ans le 8 mai 1964 par la Sécurité d'État pour « activités contre le gouvernement », a été autorisé par les autorités de La Havane à quitter le territoire national, le 23 juin dernier, après avoir purgé intégralement une peine de vingt années de prison (le 26 juin). Après un bref passage à Caracas, puis en Hollande, où il a reçu le prix Rotterdam de poésie qui lui avait naguère été décerné, M. Valls s'est rendu à Paris, première étape d'une tournée dans plusieurs pays européens.

L'ancien détenu de six prisons castristes a livré son témoignage sur sa propre expérience carcérale et sur la connaissance qu'il a accumulée en vingt années du système de répression cubain. Selon M. Valls, les derniers chiffres donnés par Amnesty International sur le nombre de détenus dans l'île caribéenne (deux cent cinquante) sont inférieurs à la réalité : ils ne prennent pas en compte que les prisonniers soumis au régime de rigueur le plus strict et les condamnés aux plus lourdes peines. En prenant en compte les « politiques » soumis à un « plan de rééducation » et les « plantados », qui ont refusé, ainsi que les personnes incarcérées en raison de convictions religieuses non tolérées

par le régime (comme les Témoins de Jéhovah) et les « éléments antisociaux », qui ne bénéficient pas de la qualification de « politiques », ce sont plusieurs milliers de détenus que compterait Cuba.

Le régime carcéral décrit par M. Valls est d'une extrême dureté, et vise à briser la personnalité des opposants par les techniques en usage dans tous les pays totalitaires, et, notamment, par des méthodes de déstabilisation sensorielle (rupture des rythmes vitaux, introduction d'une confusion entre le jour et la nuit, rupture des habitudes alimentaires, etc.). Les violences physiques ne sont pas davantage absentes : M. Valls fait même état d'exécutions sommaires, parfois devant d'autres prisonniers.

Le témoignage de M. Valls est celui d'un homme qui ne cache pas avoir été hostile au régime castriste dès ses premières années. Mais il est aussi celui d'un homme qui avait lutté contre la dictature de Batista (1952-1959), au point d'avoir, durant cette période, été arrêté à plusieurs reprises, et exilé deux fois. En toute hypothèse, M. Valls avait toujours lutté pacifiquement contre M. Fidel Castro, qu'il accuse de tendance « caudillesque » et d'intolérance envers toute forme de pluralisme politique.

PROCHE-ORIENT

Liban

LA PACIFICATION DU GRAND BEYROUTH

Le port et l'aéroport s'apprentent à rouvrir

Beyrouth. - La pacification du Grand Beyrouth va bon train : après le retrait des armes lourdes par les milices belligères, mardi 3 juillet, et le déploiement mercredi de l'armée réunifiée sous un commandement collégial, trois voies de passage supplémentaires sont en cours de réouverture ce jeudi entre les deux secteurs de la ville ; enfin, le port et l'aéroport devraient ouvrir leur activité vendredi, après cinq mois de fermeture.

La compagnie nationale d'aviation MEA, qui survit difficilement à cette paralysie, la plus longue et la plus préjudiciable pour elle de toutes celles ayant émaillé les dix ans de guerre au Liban, prévoit six vols au départ et huit à l'arrivée dès le premier jour. Des hélicoptères pourraient assurer une navette entre l'aéroport situé en secteur musulman et Jouneieh, en secteur chrétien, pour les passagers de cette partie du territoire qui effraieraient encore la traversée de Beyrouth-Ouest, malgré la présence de l'armée.

L'opération s'est jusqu'ici déroulée dans de très bonnes conditions et tout indique qu'il pourrait en être de même pour les phases ultérieures du plan de sécurité. L'armée a annoncé qu'elle perquisitionnera, à partir du lundi 9 juillet, la recherche de ca-

De notre correspondant

ches d'armes. Il est vraisemblable qu'elle consacrerait une attention particulière aux camps palestiniens où se manifeste une résurgence de présence armée. Mercredi encore, un incident s'est déroulé au camp de Borj-Barajneh, en plein haut-parleur sud chrétien, dont, selon l'Organisation de libération de la Palestine, ont été victimes dix Palestiniens : trois morts et sept blessés. De nombreux autres incidents s'étaient déjà produits entre la milice chiite Amal et des Palestiniens.

Une extension du plan de sécurité aux hauteurs dominant Beyrouth est prévue, notamment à Souk-el-Gharb. Elle pourrait intervenir assez rapidement.

La satisfaction voire l'enthousiasme sont unanimes. Le plan, en cours d'exécution, bénéficie, il est vrai, de la couverture de toutes les parties au conflit, et de toutes les communautés religieuses, ainsi que du parrainage actif de la Syrie. Avec trois mois et demi de retard, la « trêve de Lausanne » prend donc finalement corps. Mais tout n'est pas réglé pour autant, et le Liban demeure, par excellence, le pays des rebondissements dramatiques.

Les choses sont certes en bonne voie pour une stabilisation politico-militaire dont tous les protagonistes ont senti l'urgence nécessaire, afin de donner à leur pays le minimum de cohésion à l'approche de l'été, de la fin de l'été, avec l'inévitable redéfinition postélectorale de la politique israélienne au Liban. Cela ne signifie toutefois pas que la crise libanaise est réglée, mais une solution pourrait être mise en œuvre à travers le comité constitutionnel de trente-deux membres que le gouvernement doit maintenant former pour restructurer les institutions. Œuvre difficile et de longue haleine, qui risque d'être de nouveau jalonnée de sang et de destructions.

LUCIEN GEORGE.

● Les combats au Liban-Nord. - Les affrontements ont repris en force ces derniers jours à Tripoli, deuxième ville du Liban, entre le Mouvement de libération nationale (MLN) et les forces armées alliées de l'OLP de M. Arafat et le Parti arabe démocratique (alancousiyyens), faisant dix-sept morts et une centaine de blessés. Le MLN a annoncé d'embellie qu'il refusait à Tripoli tout plan de sécurité semblable à celui appliqué à Beyrouth. (Corresp.)

Jordanie

Un rêve contrarié

(Suite de la première page.)

Le chef de l'OLP avait trop à faire avec les dissensions au sein de son organisation et les Jordaniens se sont résignés à attendre qu'il ait « remis de l'ordre dans la maison palestinienne ». Peut-être en vain d'ailleurs, car, si le Fath et les principales autres composantes de l'OLP sont finalement parvenues à s'entendre à Aden fin juin, la marge de manœuvre de M. Arafat pour désamorcer les dissensions est réduite.

Le plan pour la Jordanie serait de rester inactive car elle s'exposerait alors à faire les frais d'une redistribution des cartes au Proche-Orient », murmure-t-on dans les chancelleries. Aussi le roi Hussein préche-t-il de nouveau depuis plusieurs mois pour une conférence internationale de la paix à laquelle participerait l'Union soviétique. A défaut d'être neuve, l'idée a l'avantage d'être acceptée tant par l'OLP que par la Syrie. Les Jordaniens y croient-ils vraiment ? Lorsqu'on les interroge à ce sujet ils répondent invariablement : « Aujourd'hui il n'y a pas d'autre choix ».

C'est peut-être aussi pour le roi une manière de se préparer à l'éventualité d'un nouveau rôle, une sorte de différentiel en Israël », note un diplomate occidental. Les Jordaniens observent en effet attentivement le déroulement de la campagne électorale israélienne et ne cachent pas qu'ils souhaitent la victoire du parti travailliste le 23 juillet, tout en estimant que la politique de M. Shimon Pérès ne diffère sans doute guère de celle de l'actuel cabinet israélien, si ce n'est dans le ton.

« Nous ne pensons pas que M. Pérès sera vraiment plus souple sur la question des implantations. Il dit aussi qu'il est prêt à ne rendre que 60 % de la Cisjordanie, ce qui est en contradiction avec la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU. De même parle-t-il de retirer les troupes israéliennes du Liban mais il insiste en même temps sur la conclusion d'arrangements de sécurité, ce qui veut dire que le statu quo actuel doit se prolonger des années », déclare M. Marri. « Nous avons demandé leur opinion à certains de nos amis occidentaux, pour- suit le ministre, et ils ont comme nous le sentiment qu'il n'y aura pas de véritables changements dans la politique israélienne. Cela dit, nous verrons ce que M. Pérès aura à proposer après les élections ».

Si le problème palestinien continue de peser lourdement sur la destinée du royaume, les dirigeants jordaniens n'en scrutent pas moins avec une égale anxiété la frontière orientale du monde arabe, où l'Irak et l'Iran se livrent depuis trois ans et demi une guerre ruineuse. Le soutien sans réserve que le roi Hussein a apporté à Bagdad dès les premiers jours du conflit (2) est en grande partie motivé par la conviction que l'Irak de Saddam Khouweïss et sa prétention à exporter son idéologie constituent une menace pour la stabilité de la région tout entière.

Bien que les dirigeants jordaniens s'abstiennent de le dire publiquement, ils sous-entendent de toute évidence plus de fermeté dans l'engagement des pays arabes du Golfe aux côtés de l'Irak et plus de « punch » dans leur attitude face à la menace iranienne. En juin, les rumeurs sur l'imminence d'une offensive irakienne de grande envergure contre l'Irak ont provoqué le départ précipité du roi Hussein pour les États membres du Conseil de coopération du Golfe, à qui il a notamment proposé de nouveau son aide.

La modernisation de l'armée

Quelque 250 000 ressortissants jordaniens travaillent actuellement dans ces États, qui sont également des armées. Un projet de loi, présenté au Parlement en 1982, prévoit de créer une « armée populaire » qui seconderait les forces régulières en cas de crise, en participant notamment à la protection des agglomérations et des communications. La formation de cette armée populaire a été jusqu'à présent retardée pour des raisons financières, mais, assure-t-on au gouvernement, tout est prêt désormais pour la réalisation de ce projet, dont l'objectif final est d'entraîner quelque deux cent mille civils de seize à cinquante-cinq ans au maniement des armes. Un projet de loi, présenté au Parlement en 1982, prévoit de créer une « armée populaire » qui seconderait les forces régulières en cas de crise, en participant notamment à la protection des agglomérations et des communications. La formation de cette armée populaire a été jusqu'à présent retardée pour des raisons financières, mais, assure-t-on au gouvernement, tout est prêt désormais pour la réalisation de ce projet, dont l'objectif final est d'entraîner quelque deux cent mille civils de seize à cinquante-cinq ans au maniement des armes. Un projet de loi, présenté au Parlement en 1982, prévoit de créer une « armée populaire » qui seconderait les forces régulières en cas de crise, en participant notamment à la protection des agglomérations et des communications. La formation de cette armée populaire a été jusqu'à présent retardée pour des raisons financières, mais, assure-t-on au gouvernement, tout est prêt désormais pour la réalisation de ce projet, dont l'objectif final est d'entraîner quelque deux cent mille civils de seize à cinquante-cinq ans au maniement des armes.

Héritière de la fameuse Légion arabe, l'armée jordannienne, forte d'environ 90 000 hommes, a la réputation d'être l'une des mieux entraînées et des plus « professionnelles » de la région. Mais si grande que soit la qualité de ses officiers et de ses soldats, elle ne peut se mesurer à ses voisins suréquipés et très supérieurs en effectifs : les armées israélienne et syrienne.

Israël dispose des meilleurs armements américains, et la Syrie a ce que les Soviétiques offrent de mieux », fait-on valoir à Amman. Soucieux de ne pas laisser s'aggraver un déséquilibre qui les inquiète au plus haut point, les responsables jordaniens placent la modernisation de leur armée, et plus particulièrement le renforcement de leur défense anti-aérienne, en tête de leurs préoccupations.

« Nous avons besoin de plus d'avions, car nous voudrions au moins atteindre la proportion de 1 contre 3 avec nos voisins, alors qu'aujourd'hui nous n'en sommes même pas à 1 contre 5 », souligne le général Abou Taleb. Pour compenser ce handicap, les Jordaniens mettent l'accent sur l'acquisition d'un système de missiles anti-aériens et d'équipement électronique au sol, moins coûteux et plus rapidement opérationnel.

Il se heurte cependant à une double difficulté : la faiblesse de leurs ressources financières et l'opposition du Congrès américain à la fourniture par les États-Unis d'armes ultra-modernes à la Jordanie, tels que les chasseurs bombardiers F-15 et F-16 et les batteries mobiles de missiles sol-air Hawk, qu'Amman réclame en vain depuis des années. En mars dernier, l'administration Reagan a également refusé de livrer à 600 missiles sol-air portatifs Stinger, en invoquant les « sentiments anti-jordaniens » suscités au Congrès par les attaques du roi Hussein contre la politique de Washington au Proche-Orient. Conséquence : les Jordaniens se tournent actuellement vers d'autres

sources d'approvisionnement en Europe et s'adressent à l'Union soviétique (3).

L'invasion du Liban par Israël en 1982 avait éveillé de nouvelles craintes à Amman, et celles-ci sont en grande partie à l'origine de la décision du roi Hussein, la même année, de créer une « armée populaire » qui seconderait les forces régulières en cas de crise, en participant notamment à la protection des agglomérations et des communications. La formation de cette armée populaire a été jusqu'à présent retardée pour des raisons financières, mais, assure-t-on au gouvernement, tout est prêt désormais pour la réalisation de ce projet, dont l'objectif final est d'entraîner quelque deux cent mille civils de seize à cinquante-cinq ans au maniement des armes. Un projet de loi, présenté au Parlement en 1982, prévoit de créer une « armée populaire » qui seconderait les forces régulières en cas de crise, en participant notamment à la protection des agglomérations et des communications. La formation de cette armée populaire a été jusqu'à présent retardée pour des raisons financières, mais, assure-t-on au gouvernement, tout est prêt désormais pour la réalisation de ce projet, dont l'objectif final est d'entraîner quelque deux cent mille civils de seize à cinquante-cinq ans au maniement des armes.

Les relations avec la Syrie

Israël représente indubitablement le danger le plus redoutable aux yeux des responsables jordaniens, mais l'hostilité de la Syrie est également pour eux un constant sujet d'inquiétude. Ils n'ont pas oublié que, en novembre 1980, Damas avait massé des troupes sur la frontière syro-jordanienne. Les menaces à peine voilées proférées par la presse syrienne, notamment lors des pourparlers Hussein-Arafat, sont de celles que l'on prend au sérieux à Amman, où une série d'attentats à la bombe ont mis en émoi les services de sécurité à la fin de l'année dernière. Depuis novembre 1983, les Jordaniens ne sont plus autorisés à se rendre librement en Syrie. Mesure dont le premier ministre, M. Ahmad Obeidat, n'hésite pas à affirmer récemment qu'elle avait permis de « diminuer de 70 % à 80 % les activités de sabotage dans le royaume ».

Ces derniers mois les deux États ont cependant cessé de s'opposer sur les ondes et dans la presse. « Mais jusqu'à présent il n'y a pas d'autres signes d'amélioration dans nos relations », constate un membre du gouvernement.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le roi Hussein ressente le besoin de s'assurer des appuis extérieurs. C'est en partie le sens qu'il faut donner au rapprochement avec l'Égypte amorcé par Amman depuis deux ans. Il n'a jamais été facile à la Jordanie de faire entendre sa voix, et elle reste, dans une large mesure, vulnérable aux soubresauts de son environnement, ce qui la contraint, aujourd'hui encore, près de quarante ans après son indépendance, à vivre sur la défensive.

EMMANUEL JARRY.

Prochain article :

UN VENT DE RÉCESSION

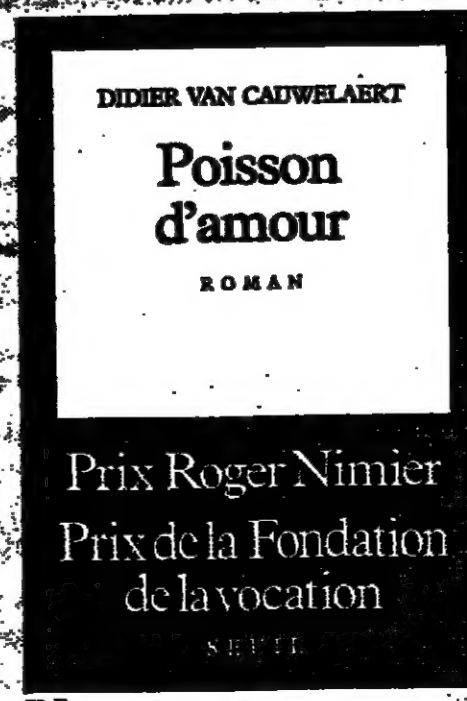
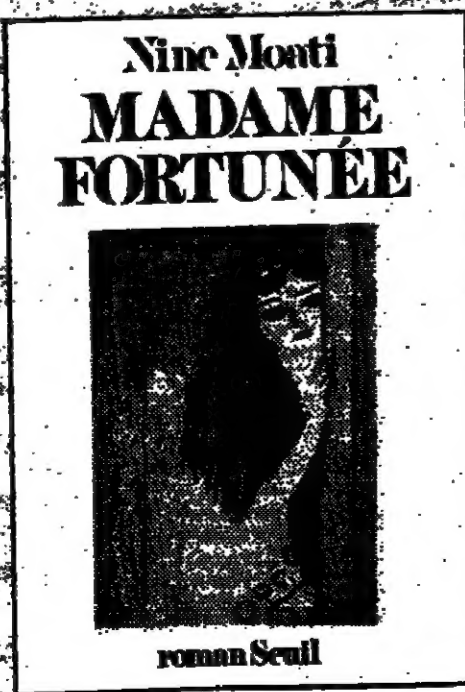
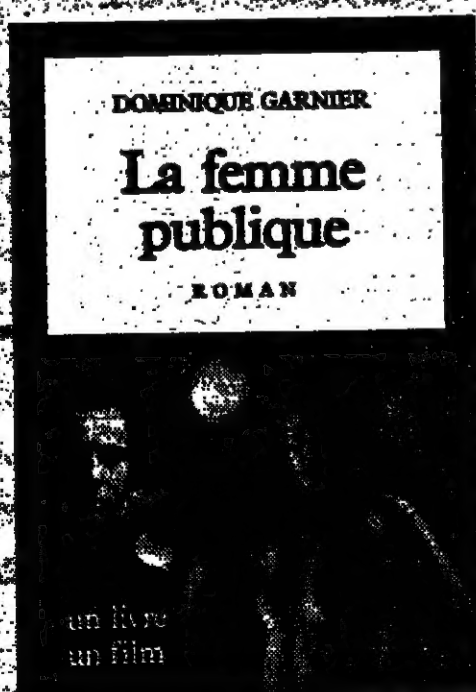
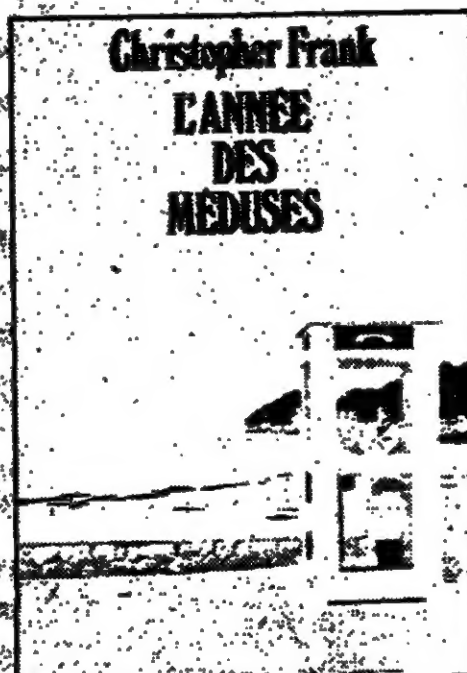
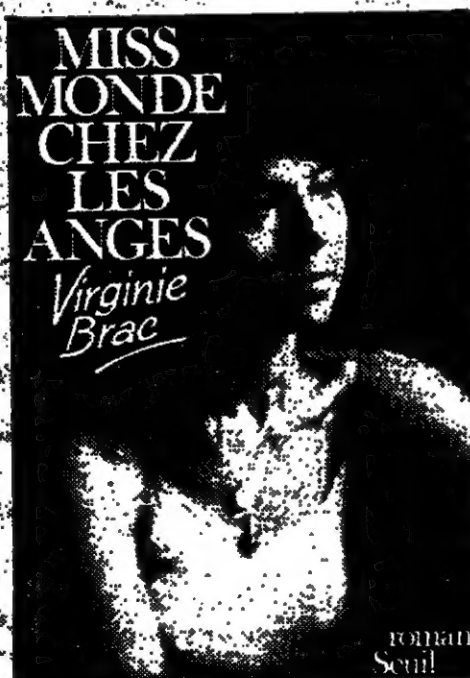
(2) Ce soutien s'est notamment concrétisé début 1982 par l'envoi en Irak d'une brigade de volontaires jordaniens qui a cependant été retirée, il y a peu d'un an.

(3) Au cours des dernières années, la Jordanie s'est déjà adressée à l'URSS pour l'achat de 20 batteries de missiles SAM-4 et de 16 batteries de canons anti-aériens Shilka 2S-23, la France (36 Mirages F1) et un système de commandement intégré de tir d'artillerie (Amila) et à la Grande-Bretagne (278 chars Chieftain).

مكتبة المجلد



BAINS DE MER... PLONGEZ DANS LE ROMAN!



SEUIL

DIPLOMATIE

Deux diplomates américains interpellés en URSS

Tout faire pour « irriter » les Etats-Unis

Les responsables soviétiques ne négligent décidément aucune occasion pour se montrer désagréables à l'égard des Etats-Unis. Mercredi 4 juillet, deux diplomates américains en poste à Moscou ont été interpellés et retenus pendant près de deux heures, sans avoir la possibilité de se mettre en contact avec leur ambassade. L'incident a suscité une protestation formelle des Etats-Unis, tandis que le président Reagan a parlé d'un « sujet d'irritation majeur », d'un « geste impoli et insultant ». Les deux diplomates, MM. Jon Funnell, conseiller politique, et George Gliss, attaché consulaire, ont été interpellés alors qu'ils conversaient dans la rue avec une Soviétique.

Ces deux hommes sont considérés comme des spécialistes des droits de l'homme et avaient déjà été mis en cause par l'agence Tass en mai dernier, quand les Soviétiques avaient accusé M. Elena Bonner, l'épouse de M. Andreï Sakharov, d'avoir ourdi un « complot » avec l'ambassade des Etats-Unis.

Selon le porte-parole du département d'Etat, M. Anita Stockmann, « ni au moment de leur interpellation ni en aucune autre occasion M. Funnell et M. Gliss n'ont été engagés dans des activités contraires à leur statut diplomatique ». Les Etats-Unis « rejettent catégoriquement toute allégation affirmant le contraire ».

Cet incident succède à une série d'autres désagréments subis par les diplomates et les journalistes améri-

caïns en URSS. En juin, l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Arthur Hartmann, avait déjà dénoncé cette situation, en particulier à la suite d'une agression dont avait été victime à Leningrad un vice-consul.

M. Hartmann lui-même a subi un affront inhabituel, puisque les Soviétiques lui ont refusé la possibilité de s'exprimer à la télévision, comme il est de tradition, à l'occasion de la fête nationale des Etats-Unis (le 4 juillet). Comme si cela ne suffisait pas, les techniciens soviétiques ont empêché ensuite la chaîne de télévision américaine NBC de transmettre depuis Moscou sa propre interview de l'ambassadeur. Dans celle-ci, qui a finalement pu être expédiée par avion, M. Hartmann expliquait pourquoi, à son avis, les Soviétiques lui avaient refusé le droit d'apparaître à la télévision. « L'une des choses que j'essaie de dire au peuple soviétique », a déclaré M. Hartmann, « c'est que, quel que soit leur parti, les Américains sont véritablement pour la paix, et c'est un message qu'ils (les responsables soviétiques) ne veulent pas que leur peuple entende ».

Ces petits empires ne passent sans doute pas très lourds, à côté des rebuffades imposées régulièrement aux Etats-Unis par l'agence Tass ou par M. Andreï Gromyko lui-même. Mais il s'agit d'utiliser tous les moyens, les petits comme les grands, pour signifier au président Reagan que ses efforts pour apparaître comme un homme de dialogue resteront vains.

LA VISITE DU MINISTRE SUD-CORÉEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

La France est opposée

à toute réunification des deux Corées par la force rappelle M. Cheysson

Au cours du dîner offert mercredi 4 juillet par M. Cheysson, au Quai d'Orsay, en l'honneur de M. Lee Won Kyung, ministre sud-coréen des affaires étrangères, le ministre des relations extérieures a évoqué la mémoire du prédécesseur de son hôte, Lee Sun Suk, qui a trouvé la mort dans l'attentat survenu le 9 octobre 1983 lors de la visite du président Chun Doo Hwan à Rangoun. M. Cheysson a fait observer une minute de silence à la mémoire des victimes « assassinées au cours de ce lâche attentat », geste qui a visiblement touché son collègue sud-coréen et les membres de la délégation.

A propos de la division des deux Corées, M. Cheysson a déclaré : « La France, pour sa part, n'accepte pas que les peuples soient ainsi partagés, nulle part au monde. Nous espérons que par les voies pacifiques de ce Yalta sera un jour dépassé. (...) Je fais appel à vous les Coréens pour en trouver les moyens, dans la paix, (car mon pays ne sau-

rait s'associer à toute formule fondée sur la contrainte ou la guerre. La France veut avoir des rapports avec tous les Coréens, mais elle ne veut agir que dans des conditions acceptables pour tous. A vous de décider où et comment vous pouvez éventuellement nous y aider ».

M. Cheysson a également évoqué les progrès accomplis par la Corée du Sud en matière de droits de l'homme, non sans lancer un appel en faveur de ceux « qui connaissent encore la tristesse des prisons ».

Dans sa réponse, M. Lee a assuré que Seoul souhaitait « la réunification de la Corée par des moyens pacifiques », et ne se laisserait pas rebuter par « les refus et les provocations » de la Corée du Nord. Il a par ailleurs confirmé que le premier ministre français était attendu en octobre à Seoul, pour une visite officielle. Le ministre sud-coréen devait rencontrer M. Pierre Mauroy ce jeudi en fin de matinée.

L'OPÉRATION « UN BATEAU POUR ALGER »

Les autorités algériennes critiquent le « caractère théâtral » de la démarche

Les autorités algériennes sont disposées à recevoir, « dans le cadre des relations bilatérales, une délégation restreinte (de moins de dix personnes), dont les modalités de déplacement restent à fixer » en vue de discuter de la situation des enfants issus de mariages mixtes franco-algériens, a annoncé mercredi 4 juillet l'agence Algérie Presse Service.

APS, dont c'est la première réaction à l'opération « Un bateau pour Alger », précise que cette assurance avait déjà été donnée par l'ambassade d'Algérie à Paris aux organisateurs. Elle leur reproche toutefois de donner à leur démarche « un ton qui s'apparente aux différentes campagnes organisées contre l'Algérie ». Soulignant que cette question constitue « un problème complexe et délicat qui existe des deux côtés de la Méditerranée » et qu'il « n'est pas spécifique aux deux pays », APS estime, citant les milieux algériens autorisés, que « la meilleure approche de l'examen de ce problème juridique et humain ne réside certainement pas dans le caractère théâtral et spectaculaire que certains veulent lui donner ».

Cette première réaction autorisée laisse clairement supposer que les vingt-cinq mètres ne seront peut-être pas reçues par les « autorités algériennes compétentes » dans la mesure où les conditions d'une telle audience, telles qu'elles ont été fixées par ces autorités, ne sont pas remplies. En effet, précise APS, la « délégation restreinte » ne peut être reçue que « dans le cadre des

relations bilatérales » - ce qui laisse supposer que cette délégation serait agréée par le Quai d'Orsay - et « les modalités de [son] déplacement restent à fixer ».

Il n'est cependant pas exclu, estime-t-on à Alger, que les représentants des mixtes d'enfants « élevés » par leur père algérien puissent exposer leur point de vue à un responsable algérien, quitte à fixer pour plus tard une rencontre plus officielle dans un cadre approprié. En tout cas, le ministre français des relations extérieures a indiqué mercredi soir avoir « l'assurance officielle de la part des autorités algériennes qu'une délégation restreinte (de femmes) pourrait être reçue à Alger par les responsables de la justice et de la protection sociale dans un délai d'environ trois semaines ».

Enfin, M. Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, a estimé mercredi que le geste des vingt-cinq mètres a « certes quelque chose de provocateur », mais, « s-t-elle demandée, « qui ne comprendrait pas leur impatience ? ». Rappelant que ce problème se pose avec plusieurs Etats, M. Roudy précise, dans un communiqué : « Depuis trois ans et plus, le gouvernement français négocie avec les autorités de ces pays. Les progrès, c'est vrai, sont lents. « Nous nous efforçons depuis plusieurs jours, sans relâche, de faire avancer les négociations, et d'espérer que le bon sens et l'humanité finiront par prévaloir ».

AFRIQUE

Haute-Volta

Les premières exécutions politiques depuis l'indépendance ont créé un traumatisme général

De notre envoyé spécial

a, désormais, ses « martyrs ». Pour la première fois, celle-ci s'est manifestée, à Paris, le 12 juin dernier. Dans un communiqué, le « Mouvement de la résistance voltaïque (MRV) », « mouvement nationaliste armé », entend débarrasser la Haute-Volta du CNR, « système diabolique, barbare, inhumain, injuste et immoral ».

Des luttes dérisoires

Ces luttes intestines, qui apparaissent si dérisoires comparées aux dramatiques problèmes de sous-développement que connaît le pays, sont de toute façon parfaitement étrangères pour 95 % des Voltaïques. En brousse, personne ne sait ce que sont la LIPAD ou l'ULC. La Haute-Volta, qui compte un peu plus de 6 millions d'habitants, paraît ainsi vivre à deux rythmes différents : d'un côté, à Ouagadougou, l'agitation politique incessante d'une minorité ; de l'autre, la grande masse d'une population essentiellement rurale, qui essaie de comprendre ce que l'on attend d'elle.

An-dé-là des efforts que déploie la presse officielle pour « conscientiser » la population et lui apprendre la signification de concepts révolutionnaires, celle-ci est invitée à débattre « démocratiquement » au sein des CDR. Et là, c'est la surprise : les problèmes posés sont concrets et le langage du pouvoir semble assez bien perçu.

A Ouagadougou, les « AG » (assemblées générales) des CDR ont lieu chaque semaine. Dans le quartier Samadindé, ce dimanche matin, l'affluence est faible car, faute de papier, les convocations n'ont pu être lancées. La discussion s'engage sur la baisse autoritaire des loyers, l'absence de propriétaires. « Est-ce qu'il y a une justice sociale quand les plus riches deviennent toujours plus riches et les plus pauvres toujours plus pauvres ? ». L'interrogation, qui est traduite en morce pour ceux qui ne comprennent pas le français (les vieux surtout), provoque l'approbation générale : pas de pitié pour « les bourgeois réactionnaires et contre-révolutionnaires nostalgiques » des régimes précédents !

On passe ensuite au choix de l'implantation d'un mini-marché, du bois, une initiative du ministère de l'environnement pour tenter de freiner la coupe anarchique et préserver les forêts. Le mini-marché sera situé « à côté du palais de Moro-Naba (roi), côté barbare ». Ce point précis, on en revient à « quotidien », la « révolution », pour constater que les cadres ne fréquentent guère les AG. Or « ceux qui ont le savoir » doivent en faire profiter les autres, rappelle l'animateur, en soulignant qu'il ne s'agit pas d'une « menace ».

A Ouagadougou, comme en brousse, les réactions ont été positives face à l'instauration des tribunaux populaires révolutionnaires qui se substituent, peu à peu, à l'appareil judiciaire bourgeois. « Les vieux », explique Pierre Ouedraogo, « étaient choqués par la présence des avocats, surtout des blancs, des types qui pouvaient transformer la vérité en mensonge et le mensonge en vérité. Les vieux nous ont dit : « Avant [à l'époque de la justice traditionnelle], on faisait comme vous ». Dans les tribunaux populaires, celui qui sait mettre les

chances de son côté a de bonnes chances d'être acquitté. Méfiantes au départ, les chefferies traditionnelles ont accepté un modus vivendi avec les « délégués » de village, membres des CDR, qui ont remplacé les « chefs » de village. Une certaine cohabitation s'instaura.

Une crise politique

En brousse, les CDR, c'est, concrètement, une organisation rationnelle des bras valides. Le capitaine Sankara explique à ce sujet : « Je ne crois pas que les Voltaïques se désignent. Notre sort s'est écrit il y a 40 ans. En résumé, il se dit : « Maintenant nous pouvons ensemble améliorer notre sort ». Toutes les marques de soutien que nous recevons traduisent un espoir, l'attente d'un espoir, que s'il y a eu la révolution ! Eh bien, je dirai qu'ils font partie de ceux qui ne perdent pas leur temps à se livrer à des querelles idéologiques dans les officines de la radio-télévision. L'illusion est transparente : elle vise le « microcosme » dont les querelles sont à l'origine de la crise politique que traverse le gouvernement.

Tout le monde sait bien, à Ouagadougou, que la LIPAD cherche, en imposant sa propre direction à la « révolution », à rapprocher la Haute-Volta du bloc soviétique. Or, comme le capitaine Sankara n'est pas prêt à le suivre sur ce terrain-là,

à terme, une clarification devra nécessairement s'imposer.

Quant au dernier « complot », en date, celui du 28 mai, les autorités voltaïques assurent que celui-ci était émané de deux mois. Il est vrai qu'à Ouagadougou tout finit par se savoir. Cette fois-ci, le CNR avait décidé de laisser agir les conjurés pour mieux les confondre. Pour cela, il fut décidé de les « moyauter ». Des éléments « sûrs » furent donc infiltrés. Pour preuve de leur allégeance, ils fournirent des armes et des munitions, ainsi que le calendrier des déplacements du chef de l'Etat. Les « sous-marins » ayant été découverts, il ne restait plus qu'à arrêter les conjurés, ce qui fut fait le 27 mai.

Mais les exécutions ont fait peur. La nuit tombée, les habitants de la capitale se gardent d'approcher le « périmètre interdit » qui entoure la présidence et le Conseil de l'entente, siège du CNR. Un couvre-feu nocturne est maintenant de mise jusqu'à cinq heures du matin, et circule dans les rues est alors un exercice réservé aux amateurs d'émotions fortes.

Face aux mouvements et groupuscules qui se bousculent dans les aléas du pouvoir et qui passent leur temps à s'épier et à se tendre des pièges, le capitaine Sankara donne l'impression de naviguer à vue. Sa tâche consiste à essayer de maintenir un certain équilibre entre ses partisans ou partisans remuants. Jusqu'ici, il y est parvenu. Mais pour combien de temps ?

LAURENT ZECCHINI.

Des « oreilles complices » en France pour les opposants

De notre envoyé spécial

Ouagadougou. — Au cours de l'entretien qu'il nous a accordé, le président Sankara a notamment évoqué les complicités dont auraient bénéficié les protagonistes du « complot » du 28 mai.

« Des complots, nous en rencontrerons tant que la révolution s'installera. Les ennemis utiliseront contre nous des armes de toute nature et des alliances avec tous ceux qui peuvent fournir l'appui logistique, politique, et une caution internationale. Mais il faut être assez prudent et ne pas s'embarquer dans des accusations hasardeuses trop expéditives ».

C'est pourquoi il nous importe peu de connaître le nationalisme de ceux qui ont comploté avec des putschistes de l'intérieur. Nous ne pensons pas qu'un gouvernement, un régime, puisse planifier la déstabilisation de la Haute-Volta, mais nous n'oublions pas que des responsables d'un régime peuvent consciencieusement, secrètement ou même ouvertement, souhaiter la perte de [notre] régime, et qu'ils n'hésitent pas à prêter leur concours à des opposants, à l'extérieur ou à l'intérieur de la Haute-Volta. Alors, cela ne nous empêche pas d'attirer l'attention de tel ou tel pays sur des activités qui seraient parties de son sol, à

charge pour les autorités de ce pays, si elles nous croient et veulent nous rendre service, de prendre les dispositions qui s'imposent.

— Concrètement, vous parlez — notamment — de la France ?

— Y a-t-il des opposants voltaïques en France ? (Silence.) Nous savons que, de temps en temps, ils trouvent des oreilles peu seulement complaisantes, mais même complices.

Certains vous accusent d'avoir inventé un complot pour vous débarrasser de personnalités gênantes... C'est de l'imagination. Ceux qui disent cela se laissent influencer par des scénarios, idées déjà vécues. Que représentent politiquement ceux qui ont été déjoués ? Absolument rien dans le contexte actuel. C'est à dire que les contradictions les plus importantes, les plus embarrassantes, ne se situent pas de ce côté-là. Ce n'était pas des hommes politiques en vue, des hommes d'Etat, des ministres. Donc, le thème du complot fabriqué se détruit d'elle-même. Tant qu'à faire, s'il faut monter un complot, il vaut mieux le faire pour porter un coup sérieux du côté le plus important.

L.Z.

A TRAVERS LE MONDE

Egypte

● LA REPRISE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC L'UNION SOVIÉTIQUE. — M. Salah Bassiouni, nommé récemment ambassadeur d'Egypte à Moscou, doit gagner sa nouvelle affectation « au plus tard » le 1^{er} août, annonce l'officier égyptien Al Akram, mercredi 4 juillet.

Ile Maurice

● RETRAIT DU PROJET DE LOI « ANTI-FRÈSE ». — Le premier ministre, M. Desmond Huggan, a annoncé mardi 3 juillet au Parlement qu'il retirait son projet de loi sur la presse. Prévoyant pour chaque directeur de journal le dépôt d'une caution de 250000 roupies (200000 FF), ce projet aurait entraîné la fermeture de la majorité des journaux de l'île. Une commission dirigée par l'ancien magistrat Sir Maurice Rault, a dénoncé le projet comme une atteinte à la liberté de la presse. Les quarante-quatre journalistes inculpés pour avoir manifesté contre le projet, et qui risquent jusqu'à trois ans de prison, seront probablement acquittés. — (AP.)

RDA

● M. PAPENDREOU A BERLIN-EST. — Venant de Prague, où il est resté trois jours en visite officielle, M. Andreas Papandreou est arrivé, mercredi 4 juillet, à Berlin-Est, pour une « visite d'Etat ». Le premier ministre grec a eu une première série d'entretiens avec M. Erich Honecker, chef de l'Etat et du parti communiste allemand. — (Routier.)

Tchécoslovaquie

● DIX JEUNES CATHOLIQUES CONdamnÉS. — Dix jeunes catholiques tchécoslovaques ont été condamnés, mardi 3 juillet, en Moravie, à des peines de six à dix-huit mois de prison avec sursis, pour avoir organisé une représentation théâtrale privée sans autorisation. Par ailleurs, la cour d'appel de Prague a confirmé, mercredi, la condamnation à trois mois de prison infligée à l'un des disciples tchécoslovaques les plus connus, M. Ladislav Lis. Les autorités lui reprochent d'avoir quitté la capitale sans autorisation préalable, enfreignant ainsi le régime de liberté surveillée auquel il était soumis puis sa sortie de prison, en mars dernier. — (AFP.)

Nigéria

DEUX JOURNALISTES CONdamnÉS A UN AN DE PRISON

Deux journalistes du quotidien indépendant The Guardian, MM. Tunde Thompson et Nduka Irador, ont été condamnés, mercredi 4 juillet, par un tribunal militaire de Lagos, à une peine de douze mois de prison ferme pour « publication de fausses informations ». Leur employeur a été condamné pour le même motif à une amende de 50 000 naira (environ 43 000 francs).

Les deux journalistes, qui étaient en détention préventive depuis trois mois, et le journal étaient poursuivis en vertu d'un décret promulgué par les autorités militaires, visant à protéger les personnalités officielles contre toute fausse accusation ou toute information susceptible de « ternir la réputation du gouvernement ou de le ridiculiser ».

MM. Thompson Irador étaient accusés d'avoir publié des informations erronées sur la réorganisation des missions diplomatiques du Nigéria à l'étranger. Le gouvernement militaire de l'Etat de l'Anambra, d'autre part, ordonne l'arrestation du rédacteur en chef du journal Sunday Satellite, M. Chigozie Ejirofor, à la suite de la publication d'un article « gênant pour le gouvernement et l'Etat ». — (AFP, Reuters, AP.)

AU PARLEMENT, LE GOUVERNEMENT FACE A L'OBSTRUCTION DE L'OPPOSITION

Le « 49-3 » à répétition

L'engagement par le gouvernement de sa responsabilité sur le vote d'un projet de loi par l'Assemblée nationale, qui devait intervenir jeudi après-midi 5 juillet, a été privé des députés de leur possibilité d'examiner complètement le texte. Il y a eu, en effet, au droit du Parlement, que les socialistes ne se privaient pas de critiquer avant mai 1981, quand M. Raymond Barre dut utiliser une telle procédure six fois en trois mois, entre le 18 novembre 1979 et le 9 janvier 1980. Mais les constituants de 1958, grâce à cet article 49 alinéa 3 de la Loi fondamentale, ont voulu que le gouvernement puisse mettre sa majorité au pied de la barre :

acceptez ce texte que je juge indispensable pour ma politique ou renversez-moi !

Cette possibilité constitutionnelle permet aussi, en mettant fin à la discussion des articles, de s'opposer aux manœuvres de retardement de l'opposition. Dans ce cas, ce n'est plus une arme contre la majorité, mais contre la minorité. C'est bien ce qui se passe aujourd'hui.

La volonté d'obstruction du RPR et de l'UDF sur ce texte n'est plus à démontrer. M. Roland Dumas, porte-parole du gouvernement, a pu expliquer que, avant que le mercredi 4 juillet, le conseil des ministres

n'autorise le premier ministre à engager la responsabilité du gouvernement, il y avait eu depuis l'ouverture du débat vingt et une heures de discussion ne permettant que l'examen de dix amendements, avec cinquante-huit rappels au règlement, dix-huit demandes de suspension et deux fois appel à la vérification du quorum, alors que cette dernière procédure n'avait été utilisée qu'une fois sous la précédente législature et deux fois depuis juin 1981.

L'opposition omet de rappeler qu'il s'agit de la deuxième lecture du projet sur la presse. Les députés

ne peuvent se plaindre d'un manque de discussion en première lecture. Tous les records, au moins depuis 1945, avaient alors été battus : cent quarante-quatre heures de discussion en commission, cent soixante heures trente en séance publique pour examiner deux mille cinq cent quatre-vingt-dix amendements !

La situation est donc différente de la précédente utilisation du « 49-3 » par M. Mauroy. C'était au mois de mai dernier, lors de la première lecture du projet sur l'école privée. Les députés n'avaient pu débattre des articles de ce texte, alors même que la commission spéciale créée à cette occasion ne les avait pas examinés, puisque son président, M. André Laignel (PS, Indre), avait suspendu ses travaux, se plaignant que l'opposition refusait d'en débattre assez vite.

Les autres utilisations de cette procédure par le gouvernement de M. Mauroy relevaient de motivations diverses : en janvier 1982, lors de la première lecture du projet sur les nationalisations, déjà pour s'opposer aux manœuvres de retardement de l'opposition ; en juin et juillet 1982, lors des trois lectures du texte sur les blocages des prix et des revenus, pour éviter aux députés communistes de se prononcer sur une mesure qu'ils n'approuvaient pas ; en novembre 1982, pour imposer à la majorité, en seconde lecture, l'amnistie des généraux « factieux » d'Algérie.

Seulement, la poursuite des discussions sur la presse et sur l'enseignement privé pourrait contraindre le premier ministre à engager encore quatre fois sa responsabilité pour voir définitivement adopter ces projets de loi, donc d'ici à la fin de la session extraordinaire, s'il réussit à atteindre l'objectif qu'il s'est fixé.

Le Sénat n'est pas décidé à lui faciliter la tâche, d'autant qu'au Palais du Luxembourg le gouvernement ne peut engager sa responsabilité pour accélérer les débats. Or M. Charles Pasqua, président du groupe RPR de la Haute Assemblée, a indiqué, le mercredi 4 juillet, que « la session extraordinaire pourrait durer jusqu'au 1^{er} octobre », veille de l'ouverture constitutionnelle de la session ordinaire d'automne ; il a ajouté que le projet sur l'enseignement privé « ne pourra être examiné qu'à partir du 27 août et ne pourra pas être voté avant le mois de septembre ». Si c'était le cas, il resterait bien peu de temps pour les navettes.

THIERRY BRÉHER.

Le Sénat et les réformes outre-mer. — La commission des lois du Sénat, réunie le mercredi 4 juillet, a décidé, sur proposition de son rapporteur, M. Cocard-Pavard (Un. cent.), d'opposer au projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, lors de son examen en séance publique, la question préalable, dont l'adoption équivaut au rejet du texte. D'autre part, c'est par erreur que le Monde du 5 juillet indiquait que M. Cocard-Pavard avait été désigné pour succéder comme rapporteur au projet relatif au statut de la Polynésie française à M. Romani (RPR), qui avait remis sa démission. La commission des lois n'a pas désigné de successeur à M. Romani.

un climat pesant, mais sans suspension de séance, ni vérifications de quorum. M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), qu'on sait réellement intéressé par les problèmes de communication, gaspille ses talents à énumérer pour la millième fois les turpitudes de l'agence Havas. Sur les bancs de la majorité on s'occupe comme on peut. Dans ces conditions, la physionomie du débat de jeudi est déjà fixée, si le gouvernement confirme son intention de mettre en œuvre l'article 49 alinéa 3.

L'opposition : « Les socialistes libéralisés, vous laissez votre engagement de laisser l'Assemblée débattre normalement malgré nos gages de bonne volonté ! »

Le gouvernement : « Quels gages de bonne volonté ? Déposer et défendre des amendements sur des sujets identiques sur le fond, voire dans la forme, et déjà repoussés en première lecture ? En fait, vous continuez votre obstruction. »

L'Assemblée s'est séparée mercredi 4 juillet à 23 h 35 après quelques ultimes rappels au règlement, sans avoir abordé l'examen de l'article 1^{er} du projet de loi et après avoir adopté quelques quarante heures depuis le début de la deuxième lecture.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) A ce stade de la discussion, le règlement de l'Assemblée nationale ne permet plus le dépôt d'amendements, mais il autorise le dépôt de sous-amendements.

L'escargot après le pilonnage

La menace brandie par le gouvernement (le Monde du 5 juillet) d'utiliser à l'Assemblée nationale l'article 49 alinéa 3 de la Constitution pour débattre l'examen en deuxième lecture du projet de loi sur la presse a permis, au début, mercredi après-midi 4 juillet, de sortir de l'immobilité pour adopter une allure d'escargot.

Comme à l'accoutumée, l'opposition entonne d'abord le grand air de la gauche libérale. Selon l'usage, c'est à M. Emmanuel Hamel (UDF, Rhône) que revient le redoutable honneur de s'agiter pour tenter de convaincre (qui ?) que la mise en œuvre de cette procédure représente un pas de plus dans la marche au goulet entravé en 1981 avec l'arrivée au pouvoir de la coalition socialo-communiste.

Comme prévu, M. Claude Evry (PS, Loire-Atlantique), président de la commission des affaires culturelles, réagit par principe la mise en œuvre éventuelle de l'article 49 alinéa 3, mais souligne que l'attitude d'obstruction depuis l'opposition, qui n'est pas en accord avec les principes de position de M. Raymond Barre, rend inacceptable, si elle se poursuit, toute autre solution. Et M. Evry d'aligner une impressionnante série de chiffres : l'Assemblée a adopté ainsi qu'avec 2 539 amendements déposés en première lecture, en projet, à lui seul, a fait l'objet de plus d'amendements que le total des textes examinés annuellement (sauf en 1971) de 1958 à 1979.

La main sur le cœur, l'opposition jure alors que son vœu le plus cher est désormais d'examiner sereinement le texte. MM. Claude Evry, Georges Filloud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de communications et Jean-Jack Queyranne (PS, Rhône), rapporteur de la commission des affaires culturelles, enregistrent cette déclaration d'intention. « Chiche ! commençons tout de suite ! », lance le secrétaire d'Etat, initié par M. Evry. Mais la méfiance règne. « Nous ne nous satisferons pas de vos promesses », avertit M. Evry. « La ficelle est un peu grosse », renchérit M. Queyranne. « Je suis comme vous, et plus que vous, un vieux singe », lance M. Filloud.

Ce n'est pas un Parlement mais une cour de récréation où des potaches taquineuses, trop vite grandies mais restées gamines dans l'âme, se chamaillent en s'échangeant des billes. « Pour prouver votre bonne volonté, retirez vos amendements répétitifs et engagez-vous à ne pas déposer de nouveaux sous-amendements » (1), demandent en substance le gouvernement et la majorité. « Si vous retirez la moitié des vôtres, nous sommes prêts à retirer la moitié des nôtres », répond avec une imperturbable mauvaise foi le duo d'Aubert-Madelin.

Ce marchandage dérisoire semble bien dans la confusion, mais, au moins pour quelques heures, la discussion des amendements reprend calmement dans

LE PRÉSIDENT DU CRIF A MOSCOU

Curieuse synagogue, curieux rabbin

M. Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), était l'un des invités personnels du président de la République française en Union soviétique, du 20 au 23 juin. Il a confié à l'hebdomadaire Tribune juive (daté 29 juin - 5 juillet) ses impressions. M. Klein souligne « l'importance symbolique, la caractère unique et nouveau de l'initiative prise par le président de la République française d'inviter la représentation laïque de la communauté juive de France à l'accompagner dans ce voyage officiel en Union soviétique ».

« J'étais donc à Moscou, écrit M. Klein, pour témoigner du souci qu'a la France du sort des juifs soviétiques, mais, aussi, pour témoigner de la solidarité de la communauté juive. Solidarité avec les refuseniks (1), bien sûr, mais aussi avec ceux qui n'ont ni le courage ni le pouvoir de quitter le pays où ils sont nés, mais veulent y demeurer fidèles à leur histoire et à leur culture juive ».

C'est pour manifester cette solidarité que je me suis rendu, le vendredi soir, à la synagogue de Moscou au 8 de la rue Arkhivova. La rue était vide, et la synagogue, ce vendredi soir, ne contenait que le nombre suffisant de juifs pour assurer le minyan (2). Les journalistes des agences tendent à se réfugier à l'extérieur. Mon hébreu était meilleur que mon anglais, cela ne me dérangeait pas. Mais, vis-à-vis des journalistes questionneurs, cette ignorance affichée n'était, sans doute, qu'une précaution. Il y a à Moscou 200 000 juifs, 300 000 à 350 000, (on parle de 300 000 à 350 000), et deux synagogues, la sienne et une plus orthodoxe.

« Ils éditent des Siddourim (3), fabriquent leurs matzoth (4), n'ont aucun lien organique avec les soixante autres communautés juives (qui ne sont pas toutes, il s'en faut, pourvus d'un rabbin), et il a reconnu qu'ils ne pouvaient disposer d'aucun enseignement aux enfants. Seules les familles peuvent transmettre l'héritage. Quant aux refuseniks, il n'a aucun rapport avec ces gens-là ».

Le président du CRIF poursuit : « Par un fait du hasard — ou de la tactique soviétique — c'est ce même vendredi que la Pravda annonçait qu'une haute distinction devait honorer la région autonome des juifs : le Birobidjan. Me relatant ce fait, Edgar Fasce (qui lit le russe dans le texte) me dit : « Ils vous ont vu venir ». Je ne sais si cette réflexion était juste, mais, le même soir, l'intervention à la télévision russe de François Mitterrand était précédée d'un long reportage... sur le Birobidjan ! »

« Avant cette soirée chahutieuse, il y avait eu le dîner officiel au Kremlin. Les krentinologues ont débattus de la question de savoir si le fait que je n'avais pas reçu le carton d'invitation, bien que prévu sur le plan de table à une place très honorable, n'était pas une manœuvre, dont nos hôtes conservent le secret. Le fait est que j'ai été bloqué aux portes du palais à facettes, en même temps que M. Piterman. Situation cocasse, à l'occasion de laquelle je m'interrogeais sur nos points de convergence : ministre, communiste, il était et pas moi. Alors, je vous laisse deviner la suite de ma réflexion ».

sortir qu'un niveau du donjon-donjon (give and take) convenait au politique. Et c'est aussi la logique de ce système qui enferme les refuseniks et les dissidents, dont on m'a dit et répété qu'ils ne se sentaient pas seulement parmi les juifs, mais aussi parmi bien d'autres peuples non russes. « Seulement, m'a-t-on dit, vous faites plus de bruit. » C'est vrai, ai-je répondu, mais c'est parce que nous avons, hélas ! deux mille ans d'expérience... »

(1) Candidats à l'émigration, auxquels le visa soviétique est refusé par l'administration soviétique.

(2) Quorum de dix hommes, nécessaire pour dire l'office.

(3) Livres de prière.

(4) Pains azymes.

« Curieuse synagogue et curieux rabbin. M. Schayevitch a été accueilli, sympathique, par un très bon hébreu et se refusant à comprendre l'anglais. Mon hébreu était meilleur que mon anglais, cela ne me dérangeait pas. Mais, vis-à-vis des journalistes questionneurs, cette ignorance affichée n'était, sans doute, qu'une précaution. Il y a à Moscou 200 000 juifs, 300 000 à 350 000, (on parle de 300 000 à 350 000), et deux synagogues, la sienne et une plus orthodoxe.

« Ils éditent des Siddourim (3), fabriquent leurs matzoth (4), n'ont aucun lien organique avec les soixante autres communautés

Ce mois-ci dans CITY :

Deux nouvelles villes invitées, Athènes et Venise vous livrent leurs adresses secrètes.

Les plus belles plages de la Californie et de la côte Est des Etats-Unis.

Le cinéma selon Richard Brooks.

Peggy Guggenheim, la rencontre de l'argent et de l'art moderne à Venise.

Un tour de France des concerts secrets de l'été.

Design in America : la Cranbrook Academy of Art de Saarnin à Florence Knoll.

Melrose : le nouveau quartier de Los Angeles.

Willi Smith : le styliste coqueluche de New York.

Les restaurants de charme en terrasse à Paris.

Etc...

CITY MAGAZINE INTERNATIONAL
La vie des grandes villes, en vente dans tous les kiosques.

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES DE CORSE

Une opposition unitaire et une gauche en ordre dispersé

De notre envoyée spéciale

Ajaccio. — Les élections de la future assemblée régionale de Corse auront lieu le 12 août prochain. C'est ce qu'a officiellement confirmé M. Gaston Defferre lors de son voyage à Ajaccio le 2 juillet. Le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation était venu expliquer aux parlementaires, aux conseillers généraux, aux maires des chefs-lieux d'arrondissement, ainsi qu'aux présidents des chambres consulaires et aux représentants syndicaux, les raisons qui ont conduit le conseil des ministres du 27 juin dernier à proposer la dissolution de la première assemblée de Corse élue à la représentation proportionnelle. C'est en constatant le « blocage » de cette dernière que le gouvernement a pris cette décision.

En effet, faute d'une majorité stable, le fonctionnement de l'Assemblée régionale s'est progressivement bloqué, de son installation le 8 août 1982 à sa dernière session le 12 avril 1984. Elues au suffrage universel et à la proportionnelle, les listes de droite disposaient de vingt-neuf sièges, celles de gauche de vingt-trois, les autonomistes de sept et les nationalistes ou apparentés de deux. Face à une droite divisée en 1982, la gauche détenait le bureau et le poste de président occupé par M. Prosper Alfonsi (rad. g.).

Mais en avril 1984, après divers renversements d'alliance, la situation est devenue tout autre. L'exécutif a été mis en minorité. Car la droite s'est réunifiée dans un front commun, et l'UPC de M. Edmond Siméoni, réduite de sept à cinq membres a refusé de siéger depuis février. C'est ainsi que M. Prosper Alfonsi a demandé lui-même la dissolution de l'Assemblée. Auparavant, le mode de scrutin avait été modifié par le Parlement : il faut désormais obtenir 5 % des suffrages exprimés pour qu'une liste obtienne des sièges.

Le gouvernement espère ainsi favoriser la constitution d'une majorité plus stable. Le dépôt des listes de candidats doit se faire avant le 16 juillet à midi. Mais combien y aura-t-il de listes ?

L'opposition corse joue la carte unitaire, elle présentera vraisemblablement une seule liste (au lieu de cinq en 1982), regroupant sous la houlette de M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député (RPR), maire de Porto-Vecchio, les vingt-neuf élus sortants (RPR, UDF, CCB, divers droite). Cette union n'est pas tout à fait arrêtée en raison des pressions exercées par les appareils nationaux de ces divers partis. De son côté, le Front national présentera sa propre liste.

A gauche, la dispersion apparaît presque inévitable. Certes le PCF (sept élus en 1982) a proposé une liste d'union avec le PS et le MRG, qui pourrait être menée par M. Prosper Alfonsi, l'ex-président de l'Assemblée corse. Mais cette proposition semble d'ores et déjà écartée. Car le MRG de la Haute-Corse (sept élus) ne veut ni de cette union ni de M. Alfonsi. Quant à présenter sa propre liste. Enfin le PS (trois élus en 1982) préconise le regroupement de ceux qui ont fait campagne pour la liste Jospin aux européennes, à savoir le MRG de Corse-du-Sud mené par MM. Nicolas Alfonsi et Toussaint-Luciani (quatre élus en 1982), mais ce regroupement est loin d'être acquis. La gauche pourrait être amenée à présenter quatre listes : celles du PC, du PS, du MRG de Corse-du-Nord et Unité et démocratie, de MM. Nicolas Alfonsi et Toussaint-Luciani. Cette liste pourrait être conduite par M. Nicolas Alfonsi.

Pour leur part, les autonomistes de l'UPC présenteront leur propre liste conduite par M. Edmond Siméoni. Enfin, les nationalistes iront sans doute aux urnes sans se regrouper. Et, par-là même, ils auront des difficultés à franchir le seuil imposé des 5 %. Le Parti du peuple corse, le Mouvement corse pour le socialisme, de M. Charles Santoni, et Sud Diaspora défendront ensemble ses couleurs. Pour la première fois, le Mouvement corse pour l'autodétermination, qualifié par l'ex-FLNC, et la consulte de la jeunesse nationaliste corse vont présenter des candidats communs.

DANIELLE ROUARD.

L'effet CFR

L'Association pour la Corse française et républicaine (CFR), à l'occasion de son rassemblement le 30 juin à Ajaccio, s'est lancée, elle aussi, en campagne pour les prochaines élections régionales.

M. Jean Degrad, président fondateur, relève « le défi d'une consultation électorale libre et démocratique, qui ne manquera pas de poser les séparatistes et de les mesurer, en les ramenant à la juste et minime place qu'ils occupent ». Pour le colonel Villanova, autre fondateur, la présence de la CFR ira aux candidats qui n'ont jamais failli dans leur lutte contre les nationalistes. Déjà l'association fustige les élus de gauche qui, avant 1981, défendaient contre la répression aux ordres des nationalistes. Elle part en chasse contre ceux qui, de gauche ou de droite, ont accepté hier ces mêmes nationalistes sur leurs listes. Enfin et surtout, elle accuse l'actuel gouvernement d'avoir pacté, un temps, avec l'ex-FLNC. Mission Barril et

autres démarches sont mises au pilon. L'effet CFR ne paraît guère favorable à certains partis de la majorité gouvernementale. M. Gaston Defferre, lors de sa visite à Ajaccio, le 2 juillet, a reconnu dans la CFR « essentiellement des éléments hostiles au gouvernement ».

Les résultats aux européennes — un scrutin corse très différent de celui prévu pour l'Assemblée régionale — donnent cependant quelques indications d'évolution tандancielle. Le bourg de Cargèse lui-même, berceau de la CFR, a donné la tierce de ses voix (1) à la liste Le Fan. Ces élections, en majorité, votaient auparavant RPR. Mais, comme le suggère un des leaders CFR du bourg, « le gaullisme n'est plus ce qu'il était »...

D. R.

(1) 140 voix sur 443 suffrages exprimés ; plus de 50 % d'abstentions.

POLITIQUE

Valéry Giscard d'Estaing dans son canton

Chamalières. — A l'hôtel de ville de Chamalières, M. Claude Wolff, bien calé dans son fauteuil de maire, attend la question qu'il sait inévitable : quand abandonnera-t-il son mandat de député du Puy-de-Dôme, permettant ainsi à M. Giscard d'Estaing, au terme d'une élection législative partielle, de revenir siéger à l'Assemblée nationale ? Il a l'habitude. Pour les élections municipales, déjà le bruit avait couru que, peut-être, l'ancien président de la République, après avoir été élu conseiller général dans le nouveau canton de Chamalières, pourrait bien avoir envie de retrouver un mandat de maire... Fausse rumeur...

Mais aujourd'hui ? M. Wolff « ne sait pas ». Il joue au naïf. Son élection à l'Assemblée de Strasbourg ? « Aucun rapport, dit-il. Il n'y a pas d'incompatibilité entre le mandat national et le mandat européen... Il a seulement été décidé que nous devrions choisir en 1986. » Et de remarquer que l'on semble « se préoccuper plus souvent de ce qu'il pourrait ne plus faire que de ce qu'il fait... ».

N'est-il pas le « leader » de l'opposition dans le Puy-de-Dôme, face à quatre députés et trois sénateurs socialistes ? N'est-il pas le maire d'une commune plus importante qu'on veut bien le dire, tant a été grande la confusion entre Chamalières et Chanonat ? Tout de même ? Il y a entre le président de la République et moi de l'amitié. Entre deux amis, tout est possible. Si un intérêt supérieur nécessitait... J'ai toujours été fidèle... Dans ce mot de fidélité, vous trouverez les réponses à toutes les questions qui peuvent se poser quant à mon attitude à venir, explique encore M. Wolff. Ce sera tout sur le sujet.

Pourtant, le maire de Chamalières n'est pas avare de paroles. Il parle volontiers de ses rapports avec M. Giscard d'Estaing. Il songe même à écrire un livre qui regrouperait toutes les anecdotes, les souvenirs qu'il a amassés au contact de l'ancien président de la République : « Les gens ne savent pas comment il est vraiment. On a trop souvent dit n'importe quoi. » Il ne démentirait pas à M. Wolff d'être celui qui révélerait « la vérité ». Comme il ne lui déplaît pas de jouer dans le département, le plus grand serviteur de l'ancien président de la République. Homme lige et

De notre envoyée spéciale

intermédiaire exclusif. « Il com- pense un certain complexe par une boulimie de tout contrôler », disent certains Chamaliérois. D'autres, au contraire, vantent ses qualités de gestionnaire ou ses qualités tout court. Ce sont les plus nombreux, qui assurent à M. Wolff des réactions confortables depuis qu'il a succédé en 1974 à M. Giscard d'Estaing.

Les Chamaliérois sont parfois un peu les des questions qui leur sont posées sur M. Giscard d'Estaing. Comme peut l'être, peut-être, le jeune propriétaire de l'Hôtel Radio, qui, en 1974, avait conçu un nouveau plat : « le suprême de turbot de ligne du président Valéry Giscard d'Estaing ». Aujourd'hui, le nom a disparu. Pas un reniement, non ! M. Miché en a simplement assez de préparer toujours le même plat depuis dix ans. Alors il a un peu modifié la recette et... l'appellation. « Avec ce poisson, j'ai un fantastique barométrique ! dit-il. Quand M. Giscard d'Estaing intervient à la télévision, mon turbot se vend beaucoup mieux ! » Mais plus que de M. Giscard d'Estaing, M. Miché préfère parler des difficultés des hôteliers et des restaurateurs de la région : « Nous sommes installés dans un site exceptionnel, mais on dirait que personne n'y croit. Ni les hommes politiques ni les hommes d'affaires ».

« Enroué au fond de lui-même »

Les Chamaliérois n'ont pas tous rencontré l'ancien président de la République. Ils protestent parfois : « On ne parle pas toujours de politique... sauf avant les élections bien sûr. » Certains lui reprochent de n'avoir pas su « écouter les gens dans les bistrot ». S'il l'avait fait, il n'aurait pas été battu, disent-ils. D'autres sont plus sévères. La plupart, très fiers de celui qui fut leur ancien maire, insistent sur « sa simplicité ».

« En raison de sa personnalité, il pouvait paraître assez lointain, mais il est en fait extrêmement cordial, quel que soit son interlocuteur. Avec lui, les relations sont très agréables », raconte M. Louis Charrière, une figure de Chamalières, l'un des premiers pilotes de chasse pendant la guerre

de 1914, qui a connu Chamalières, quand, dit-il, « ce n'était encore qu'un tout petit pays ». Aujourd'hui, il a cédé à son fils la présidence de ses deux sociétés : les glaciers et entrepôts frigorifiques d'Auvergne et les Ateliers mécaniques du Centre... M. Giscard d'Estaing, il le connaît depuis plus de trente ans... Mieux que Georges Pompidou, qui, lui, avait « un vrai tempérament d'Auvergnat », reconnaît-il, alors que, chez M. Giscard d'Estaing, ce tempérament est « enroué au fond de lui-même ». Peut-être apparaît-il davantage à Chamonat ?

Dans ce petit village perdu au cœur de l'Auvergne est venue s'installer, il y a de longues années, la famille Giscard d'Estaing. A l'entrée du village, les portes du château de la Verrière sont ouvertes, mais le château est vide aujourd'hui. M. Giscard d'Estaing marie son fils au Pays-Bas. Dans les rues du village, seuls quelques garnis font la course en vélo... Sur les marches de leur maison, Jeanine et René Gauthier prennent le soleil... Ils ont l'habitude des touristes qui viennent leur demander où est « le château de Giscard ».

Il se méfient des questions posées puis, peu à peu, parlent. Non, ils ne considèrent pas que Giscard « c'est le Bon Dieu », mais c'est vrai qu'« il n'a jamais fait de mal à personne ». Il vit comme nous, disent-ils. Bien sûr, certains lui ne l'aiment pas, mais lui, il ne fait pas de distinction ; quand il peut aider, il aide. Ceux qui le critiquent sont souvent ceux qui lui ont le plus demandé. Ils critiquent parce qu'ils n'ont pas connu la famille... »

Dans leur cave bien fraîche, Jeanine et René vous inviteront peut-être à goûter leur verveine... Ils se souviennent de cette fameuse nuit du 10 mai 1981. « On n'a pas dormi de la nuit ! La prochaine fois qu'il y aura les présidentielles, il faudra qu'on nous donne un jour de congé le lendemain. Et dire qu'il y en a qui ont enlevé les drapeaux de la mairie parce qu'ils étaient contents que M. Giscard d'Estaing soit battu ! » Ça, ils ne le pardonneront pas ! Eux, si M. Mitterrand venait à Chamonat, ils pourraient peut-être l'inviter à boire un verre, pourquoi pas... Il n'empêche. Avant, avec Giscard, ils étaient plus « heureux »...

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 4 juillet au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié.

LE TRANSFÈREMENT EN FRANCE DES PERSONNES CONDAMNÉES ET DÉTENUES À L'ÉTRANGER

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif au transfert en France des personnes condamnées et détenues à l'étranger.

Les conventions sur le transfert des condamnés permettent de renvoyer les détenus purger leur peine dans leur pays d'origine. Elles répondent à des objectifs humanitaires et facilitent la réinsertion sociale des condamnés.

La France attache un intérêt particulier au développement de ces conventions. Elle s'apprête à ratifier la convention du Conseil de l'Europe sur le transfert des personnes condamnées. Des accords bilatéraux ont déjà été conclus en ce domaine avec les États-Unis, le Maroc et le Canada. D'autres négociations sont en cours.

L'entrée en vigueur prochaine de plusieurs de ces accords rend nécessaire l'adoption d'une législation interne destinée à en préciser les modalités d'application. Tel est l'objet du projet de loi présenté au conseil des ministres.

LES CONDITIONS DE DÉSIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Sur la proposition du premier ministre, le conseil des ministres a adopté, en application de la loi organique du 27 juin 1984, un décret relatif à la répartition et aux conditions de désignation des membres du Conseil économique et social, dont le renouvellement interviendra le 31 août prochain.

L'APPLICATION DE LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le ministre de l'éducation nationale a rendu compte au conseil des ministres de la progression des réformes relatives à l'enseignement supérieur.

Indépendamment des statuts des enseignants-chercheurs qui ont fait

l'objet du décret du 6 juin 1984, l'application de la loi du 26 janvier 1984 comporte deux volets principaux : les réformes pédagogiques et les réformes institutionnelles.

1. — Les orientations pédagogiques sont marquées par la volonté de mieux former des étudiants plus nombreux et par l'affirmation de la personnalité propre de chaque établissement.

La réalisation du premier objectif suppose que de nouveaux premiers cycles soient mis en place en vue, d'abord, d'organiser une bonne orientation des étudiants, ensuite, de constituer l'assise professionnelle des formations qui suivent le baccalauréat. A cet égard, la préparation de la rentrée 1984 a été active et fructueuse : presque toutes les universités ont proposé des projets de rénovation de leurs premiers cycles ; ceux qui ont été retenus, après une phase de concertation, intéresseront plus de soixante mille étudiants dès 1984-1985. Un nouveau diplôme national est créé : le diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST), destiné à donner une qualification professionnelle précise dès la fin du premier cycle.

La réalisation du second objectif s'appuiera notamment sur la réforme du troisième cycle qui comporte l'institution d'un doctorat unique et d'une procédure d'habilitation à diriger des recherches. Le choix par chaque établissement de priorités précises conformes à ses spécialisations en recherche permettra de faire bénéficier les étudiants, dès l'année 1984-1985, de l'encadrement scientifique le plus qualifié.

En même temps, les universités et les autres établissements d'enseignement supérieur sont invités à élaborer leurs nouveaux statuts dans le cadre de la loi du 26 janvier 1984 et dans l'esprit des missions qui leur sont confiées, en particulier le développement de nouvelles filières professionnelles, la formation permanente et la valorisation de la recherche.

L'ANNÉE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE

Madame le ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports a présenté au conseil des ministres une communication sur l'Année internationale de la jeunesse qui aura lieu en 1985 sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies.

La France participera activement aux manifestations qui seront organisées sur le plan international et dont certaines relèvent de son initiative. Elle présidera, au deuxième semestre de 1985, une conférence des ministres européens de la jeunesse qui se tiendra à Strasbourg ; elle organisera une rencontre européenne des centres d'information de la jeunesse et participera à l'organisation des premiers jeux, à vocation sportive et culturelle, placés sous l'égide de la conférence des ministres de la jeunesse et des sports des pays d'expression française.

Les actions de caractère national proposées par les collectivités territoriales, les associations de jeunesse, les pouvoirs publics ou d'autres organismes seront examinées par le comité national de coordination, créé par décret du 10 février 1984 et présidé par le ministre délégué. Celles d'entre elles qui recevront le label de l'Année internationale de la jeunesse seront inscrites dans le programme français, qui sera arrêté à la fin 1984.

L'Année internationale de la jeunesse constituera une action de grande ampleur pour la sensibilisation de l'opinion publique aux problèmes de la jeunesse. Elle concernera toutes les composantes de la jeunesse française.

ENGAGEMENT DE LA RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT

Conformément à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, le conseil des ministres a autorisé le premier ministre à engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote du projet de loi tendant à garantir la liberté de la presse et son pluralisme, à assurer la transparence financière des entreprises de presse et à favoriser leur développement.

En outre, le conseil des ministres a prononcé la dissolution des conseils régionaux des communes de Saint-Germain-de-Longue-Chaume (Deux-Sèvres) et de Champsevin (Haute-Marne).

UNE PRÉCISION DE M. POURCHON

M. Maurice Pourchon, président du conseil régional d'Auvergne, député socialiste du Puy-de-Dôme, estime que le titre sous lequel nous avons publié ses déclarations dans le Monde du 5 juillet (1) « infléchit (son) propos jusqu'à le rendre quelque peu caricatural ».

M. Pourchon nous précise qu'il s'est borné à « constater que sur certains dossiers concrets relatifs au développement économique, en Auvergne comme dans d'autres régions, un consensus s'est dégagé au moment de l'élaboration des contrats de plans ». Il ajoute : « Je m'en réjouis et je vois dans ces convergences un facteur décisif pour la réussite des plans régionaux. Pour le reste, ne rêvons pas : la majorité reste la majorité et l'opposition reste l'opposition. Chacun a son rôle à jouer. »

(1) NDLR : ce titre était : « La gauche et la droite doivent s'unir pour gérer l'entreprise régionale », nous déclare M. Maurice Pourchon. Dans son entretien, M. Pourchon avait affirmé : « Gérer l'entreprise régionale », formule que j'utilise à dessein, nécessite avant tout du réalisme et, disons-le, un consensus. »

LE MONDE
diplomatique
JULIET 1984
ÉVALUÉS ET PALESTINIENS
COTE D'IVOIRE
SUR UN CROQUIS PÉRI
(Un témoignage de général Pélé)
AUX ÉTATS-UNIS :
LES DÉMOCRATES
SUR LA CORÉE RAIDE
(Thomas Perren et Joel Rogers)
EN VENTE : 11 F
CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX
ET AU « MONDE »

**Monsieur le Ministre,
n'empoisonnez pas
la Médecine !**

Les Français font confiance à leurs médecins.
Aujourd'hui, 100.000 praticiens vous mettent en garde.

Le Gouvernement prépare une médecine :

MOINS DISPONIBLE
avec la limitation des visites à domicile
des médecins de famille.

MOINS COMPÉTENTE
avec des spécialistes
qui ne pourront plus mettre à la disposition de tous
les nouvelles techniques médicales.

MOINS EFFICACE
avec des cliniques et des hôpitaux
privés de moyens.

Les français ont le droit de savoir.
Les médecins ne leur cachent pas la vérité.

Les médecins généralistes,
spécialistes,
radiologues.

Quand on empoisonne votre médecine,
c'est votre santé qui est menacée.



CSMF

Confédération des Syndicats Médicaux Français
60, boulevard de Latour-Maubourg - 75007 PARIS - TEL : (1) 705.59.72

Mesures individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes.

Sur proposition du ministre de l'économie, des finances et du budget, sont nommés :

Président du conseil d'administration de banques nationales : M. Jean-Yves Hebrer, de la banque Paribas ; M. Jean Payre, de la banque Indosuez ; M. Pierre Vajda, du Crédit chimique.

Président du conseil d'administration d'entreprises nationales d'assurances : M. Robert Berteaux, de la Société centrale du groupe d'entreprises nationales d'assurances Mutuelle générale française.

Président du conseil d'administration d'une société nationale : M. André Rousselet, de l'Agence Havas.

Sur proposition du ministre de la défense, sont nommés président du conseil d'administration d'entreprises nationales d'affaires économiques et internationales :

tionale industrielle aérospatiale ; M. Jacques Benichou, de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion.

Sur proposition du ministre de l'industrie et de la recherche, sont nommés président du conseil d'administration d'établissements publics et sociétés nationales industrielles : M. Gérard Ronon, du Commissariat à l'énergie atomique ; M. Marcel Boiteux, de l'Electricité de France ; M. Pierre Alby, de Gaz de France ; M. Claude Dollé, de Sécil ; M. René Loubert, d'Uel-nor ; M. Jean Audibert, du Bureau de recherches géologiques et minières ; M. Michel Paqueux, de la Société nationale ELF-Aquitaine ; M. Philippe Huet, de Carthonnages de France ; M. Michel Rollet, de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie.

Sur proposition du ministre de l'urbanisme et du logement : il est mis fin aux fonctions de M. René Loubert comme directeur des affaires économiques et internationales.

Un démenti... démenti

Après la publication, dans le Monde daté 1-2 juillet, d'un extrait de l'interview accordée par l'écrivain Jean-Edern Hallier à National-Hebdo, le journal de Jean-Marie Le Pen, M. Hallier nous écrit :

« Je tiens à apporter le démenti le plus formel aux propos que me prête le journal du Front national. J'ai effectivement déclaré que Mitterrand méritait douze balles dans la peau, mais, considérant, après Cocteau, l'assassinat comme l'un des beaux arts, j'ajoutai que la première balle servirait le style, la seconde l'humour, la troisième l'exactitude historique, etc... M. Hallier affirme, en outre, qu'il n'a pu « ni relire ni corriger » le texte de l'interview publié par National-Hebdo.

« Le passage en cause de l'interview est, tel qu'il a été publié, le suivant : « Je peux vous dire que Mitterrand est tenu par les Ennemi. Depuis l'affaire des fautes, j'ai la preuve qu'il a donné des documents compromettants la défense nationale aux Soviétiques. C'est un traître ! Il méritait douze balles dans la peau ! » L'entretien comportait d'autres passages de la même veine que l'extrait que j'ai pu vous adresser : « Je veux bien tuer Mitterrand. Tous les moyens étaient bons. Même la corruption. L'affaire avait touché de l'argent, de la main à la main, de l'indignité pour l'œuvre de l'affaire des fautes. » A la rédaction de National-Hebdo, on dément que M. Jean-Edern Hallier ait apporté lors de l'entretien les précisions que j'ai invoquées. Dans une note au point d'arrivée, l'indignité de l'œuvre de l'affaire des fautes est éliminée et il ne s'agit plus de « prendre au pied de la lettre ».

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TELEX PARIS 345.21.62

AU TOURNOI DE TENNIS DE WIMBLEDON

Le dernier carré

Wimbledon. - Un seul «tueur» dans le dernier carré des championnats de Wimbledon : l'Américain Cash, troisième mondial. Il doit disputer, vendredi 6 juillet, les demi-finales pour lesquelles se sont qualifiés les trois meilleurs mondiaux : McEnroe, son adversaire, tenant du titre ; Lendl et Connors. Les demi-finales de samedi matin sont attendues avec intérêt, ce jeudi 5 juillet, d'une part Navratilova, championne du monde, et Jordan, d'autre part Manassikova et Everet-Lloyd, qui a éliminé la Suédoise Karpent.

Lady Di a quitté, mercredi, la tribune royale de Wimbledon sans attendre la fin du quart de finale Amman-Cornors. L'épouse du prince Charles a compris assez vite que le diplôme de sociologie allait subir, face au champion 1974 et 1982, un sort identique à celui de McEnroe en 1977. Comme le champion du monde - qui, cette année-là, était aussi sorti des qualifications - Paul Amman a en effet trouvé en travers de son chemin le vieux «Jimbo», toujours aussi intraitable avec les «petits jeunes». Dix ans après son premier titre, Connors n'a fait qu'une bouchée de ce petit fils d'immigrants siciliens. Sans doute Amman a-t-il été trop impressionné, en posant pour la première fois les pieds sur le gazon de «centre court», pour dériver son service avec le timing désastreux qui avait fait des trois dans le tennis de McEnroe un retourneur du calibre de Connors, c'était une brèche dans son jeu, d'autant plus large qu'Amman a, comme plusieurs doubles fautes, le thérapie du psychologue australien, Noël Blundell, qui avait aidé le deux cent trente-huitième mondial à aborder son premier tournoi professionnel dans les meilleures conditions possibles, ne lui a-t-il pas, cette fois, d'un coup sec, sur un rectangle d'herbe où il a découvert une perspective sans rapport avec celle des courts amateurs fréquentés par lui jusqu'alors.

Ici, l'expérience est en effet la meilleure des armes. Et, dans ce domaine, Connors, fort des deux titres gagnés durant sa longue carrière, était le maître. Il a bien concédé une fois son service, au huitième jeu du deuxième set, mais cela a été comme dans un moment d'inattention. En fait, Amman s'est battu comme la chèvre de M. Seguin : il a été courageux, mais il n'a jamais eu la moindre chance de sortir «vivant» des griffes de Connors.

Discriminations

Le 3 mondial doit donc retrouver en demi-finales, vendredi 6 juillet, l'adversaire qui l'a battu deux fois en finale des Internationaux de l'Est-ouest : le Tchèque Lendl. Le récent vainqueur, de Roland-Garros à lui aussi, comme un léger passage à vide au cours de la deuxième manche du match contre son compatriote Smith. Tête de série n° 13, ce dernier l'avait déjà accablé sur herbe lors des quarts de finale des derniers Internationaux d'Australie. Mais Lendl semble avoir un moral d'acier depuis qu'il a été de nouveau sélectionné dans l'équipe de Coupe Davis qui doit affronter la France dans une dizaine de jours.

La partie avait pourtant été interrompue à l'occasion d'un incident d'arbitrage qui a valu à Lendl un avertissement. Le Tchèque a en effet profité pour déplorer les discriminations entre joueurs faites par les organisateurs. Les mêmes réserves auraient pu être émises par l'Équatorien Gomez qui n'a pas vu - et ne verra pas - la couleur de l'herbe des courts principaux. Classé tête de série n° 6 en raison de son rang mondial, le gaucher champion d'Italie a été éliminé par les organisateurs qui, le considérant comme un vulgaire joueur de terre battue, lui ont fait disputer tous ses matches, jusqu'aux quarts de finale inclus, sur les terrains amateurs. Sa seule ruse a été d'aller à la croisée du chemin de l'Australien Cash, véritable «raging bull» du tennis.

Champion du monde junior en 1981, celui-ci, âgé de dix-neuf ans, a un jeu puissant, notamment en service et en coup droit, mais stéréotypé, sans imagination aucune. L'athlète de Melbourne compense toutefois cette absence de génie par

une parfaite adaptation à l'herbe, surface sur laquelle il a grandi. Avec application et obstination donc, il a plié les genoux comme un skieur sur les volées basses et il a couru comme un sprinter sur les amortis, jusqu'à en écrouler Gomez qui n'a pas trouvé dans son engagement et son coup droit de gaucher les ressources tactiques pour s'imposer.

Malheureusement pour Cash, cette manière diabolique de persévérer dans le service volé sur chaque point lui sera d'un médiocre secours en demi-finales contre John McEnroe, qu'il n'a jamais affronté. John Sadri, qui avait été battu pour la première fois par le champion du monde en finale des Internationaux universitaires américains 1978, en a fait l'année dernière mercredi pour la dixième fois de sa carrière, son service fulgurant, qui lui avait permis d'atteindre la finale des Internationaux d'Australie en 1979, ne lui a guère été utile face au n° 1 mondial. Il n'a pas fait «tomber» moins de trente aces durant la partie. Mais dès que sa première balle de service ne passait pas, McEnroe a retourné avec une facilité insoumise des points gagnants qui n'ont pas permis au soixante-seizième mondial de marquer plus de sept jeux en tout et pour tout.

ALAIN GRAUDO.

RÉSULTATS

Quarts de finale

SIMPLE MESSIEURS

McEnroe (E-U, 1) h. Sadri (E-U, 79), 6-3, 6-3, 6-3; Cash (Aus, 33) h. Gomez (E-U, 3), 6-4, 6-7, 6-4; Connors (E-U, 3), h. Amman (E-U, 238), 6-2, 6-4, 6-2; Lendl (Tch, 2) h. Smith (Tch, 15), 6-1, 7-6, 6-3.

SIMPLE DAMES

C. Everet-Lloyd (E-U, 2) h. C. Karpent (Sud, 156), 6-2, 6-2.

AU TRIBUNAL DE BOBIGNY

Soixante Turcs dans un atelier clandestin

Il s'agissait de trouver du travail en France. Ils n'ont rien trouvé qu'une odyssée désolante entre un coin de Turquie et un pavillon de Roissy-Charles-de-Gaulle (Seine-Saint-Denis). Un absurde aller et retour pour un salaire de 150 francs par semaine. Les victimes d'un trafic d'immigration népotique. Inculpés d'infraction à la législation sur le travail et le séjour en France, M. Tuncur Kiraz comparait le 4 juillet devant le tribunal correctionnel de Bobigny.

De la Turque, ses victimes n'avaient obtenu que son passe-passe de la banlieue nord et ce pavillon d'atelier clandestin où s'organisaient leur vie, toute leur vie : au rez-de-chaussée, les quarante machines à coudre, les hommes au premier étage, les femmes aux combles. Après dix à douze heures de travail, on n'a qu'à monter l'escalier pour se jeter sur un matelas moussé posé à même le sol.

Équipe de jour et équipe de nuit se relayaient. Quarante les shifts par jour et par personne, payés 2,50 francs pièce. L'affaire tourne. Jusqu'en 14 septembre 1983. La rue de la Voisinage a la police la porte du commissariat. La police découvre l'atelier. Fin de l'exploitation.

La petite communauté s'opposait à la justice. Les policiers de la CFDT, se trouvaient aux prises avec des hommes qui les considéraient comme des «touristes». Tous, en pleine période de chasse à l'immigration sauvage (1983) ont obtenu leur visa au consulat de France avec une surprenante facilité.

Les «musiciens» ne sont strictement pas dupes. Mais savent-ils vraiment que leur atelier les conduisait vers des journées de douze heures payées à la pièce quand elles étaient payées - de la main à la main ? Ni bulletin de paie, bien entendu, ni médecine du travail, ni congés payés, ni rétribution des heures supplémentaires.

L'enfer ? Tout de même pas. Car on est entre soi. Le patron leur a fait miroiter une régularisation de leur situation. Bravo patron ! «J'allais leur faire les courses moi-même. Monsieur le président, et je leur de-

mandais ce qu'ils voulaient manger. » Un jeune homme de bonne famille et de grande impuissance, marié à une Française qu'il utilise comme prétexte pour louer le pavillon. Une autre société - parfaitement en règle celle-là, semble-t-il - installée dans le 19^e arrondissement de Paris, fait fonction de façade légale. La marchandise est écoulée à d'honorables sociétés françaises «qui fournissent les jeux», suppose le président, M. Claude Brunet, et, bien sûr, n'ont pas donné signe de vie au procès.

Le magistrat, M. Jean Dupont, a requis deux ans d'emprisonnement pour M. Kiraz (peine maximum encourue par cet homme incarcéré depuis décembre 1983), un an pour dix autres, les femmes aux combles et des peines d'un an avec sursis pour ses deux compatriotes convoyeurs. Voulaient populariser le combat contre les ateliers clandestins, la CFDT et l'Office national de l'immigration, qui bénéficie en principe de monopole du recrutement des étrangers en France, s'étaient portés partie civile. Mais combien de Kiraz dirigent encore tranquillement leurs PME dissidentes et prospères ? Jugement le 11 juillet.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

AU TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Le mystère Hinault

Un sprint houleux, mercredi 4 juillet, à l'arrivée de la sixième étape Cergy-Pontoise-Alençon : le Belge Franck Hoste, le porteur du maillot vert bat de peu Sean Kelly, qui sera sanctionné par les commissaires et rétrogradé à la dernière place du peloton pour avoir gêné le Suisse Glass. Le Français Vincent Barthelemy conserve, quant à lui, la première place de classement général.

Alençon. - Une part de mystère entoure Bernard Hinault, et les questions que l'on se pose à son sujet ne recouvrent sans doute pas une réponse immédiate. Même en tenant compte du résultat de l'étape contre le monteur Alençon-Le Mans, il faudra attendre la montagne pour évaluer sa condition physique avec précision.

Leader à l'issue du prologue, le Breton a perdu un peu de terrain dans les sprints intermédiaires assortis de bonifications, et surtout dans la «spéciale» contre la montre collective au cours de laquelle il a

De notre envoyé spécial

concedé cinquante-cinq secondes à Laurent Fignon, son rival direct. Mais sur la route d'Alençon, il s'est montré très actif et a impressionné ses adversaires, en particulier l'Américain Greg Lemond, qui désigne en lui l'homme à battre. Déjà au départ de Paris, Cyrille Guimard, directeur sportif de l'équipe Renault, citait Bernard Hinault en tête des vainqueurs possibles, avec la conviction de lui compliquer la tâche tout en donnant l'illusion du fair-play et de l'objectivité. La campagne d'auto-promotion, et la partie de poker menteur ébauchée l'an passé continue. Ce Tour de France aux évolutions bizarres et aux multiples favoris se prête à des stratégies subtiles.

JACQUES AUGENDRE.

Hinault est peut-être le seul qui ne triche pas avec les formules. Depuis le début de saison, il annonce la couleur en affirmant que le Tour représente son objectif principal. Cette attitude sans équivoque lui vaut la sympathie du public et une popularité qu'il ne connaissait pas à l'époque de ses plus grands exploits.

Son comportement ne cesse pourtant d'intriguer les observateurs. La plupart d'entre eux s'étonnent de le voir participer aux épreuves volontaires qui rapportent quelques poignées de secondes. Pour les uns, c'est la preuve qu'il n'est pas sûr de lui. Pour les autres, c'est la démonstration qu'il dispose de tous les moyens. La vérité se situe probablement entre les deux.

JACQUES AUGENDRE.

PROPOS D'UN SUIVEUR

Les vieux de la vieille

De notre envoyé spécial

Alençon. - Comme chaque année, ils sont là. On les trouve et on les salue dès le matin sur les lignes de départ. On les retrouve après les arrivées, mêlés aux journalistes. Les uns vont sur la cinquantaine, les autres sont déjà sexagénaires. Ils s'appellent dans le désordre, Raphaël Génissier, Roger Fignon, Jacques Anquetil, Raymond Poulidor, Maurice De Muer, Louis Caput, Fred De Bruyne.

Certains ont gagné le Tour une fois ou plus. D'autres jamais. Leur drapeau, Roger Lapébie, fut le vainqueur de 1937 et dit volontiers qu'aujourd'hui encore, il se souvient du bonheur d'être devenu un héros à 120 kilomètres à vélo pour le simple plaisir. Entre eux, tout est loin d'être commun. Ni la gloire ni les caractères. Ce qui les unit reste quand même cette frustration vaine et surtout ce besoin vital de se retrouver dans une ambiance unique de bruit sans fureur qui, pour n'être plus celle de leur époque, se rattache toujours pour eux à l'épopée. S'ils sont assez lucides pour mesurer les changements qui ont donné au Tour de France sa physionomie actuelle, ils

éprouvent malgré tout le sentiment d'une continuité. Les uns y viennent par plaisir. D'autres jouent les experts, les commentateurs pour un journal, une radio, une télévision. Ceux-là ont, dans l'ordinaire des jours, réussi parfaitement la fameuse reconversion du champion, et ce n'est assurément pas le besoin qui les pousse à être de la partie. D'autres, à côté, ont connu moins de bonheur, et même parfois, de vaines infortunes. S'ils sont restés dans ce monde de la compétition cycliste professionnelle, ce fut par nécessité et non par hasard. Ils peuvent alors occuper des fonctions de directeur sportif, tel un Cyrille Guimard ou un Peter Post. Mais aussi, bien plus modestement, retrouver dans le simple emploi de mécanicien ou même de chauffeur. Rien pourtant ne les différencie quand il s'agit d'aller les consulter comme on consulte les sages. Ils ont en commun ce langage de peloton qui lui, en tout cas, n'a jamais changé. Leur promesse est assez sûre lorsqu'il s'agit, à la veille d'une course contre la montre, de désigner le tiers gagnant.

Le bon temps

Leur temps, celui des années 50-60, était le bon temps ? Grave question. Génissier, surnommé naguère «le Grand Fusil», mais qui, pour tous, reste le «grand Gam» avec, derrière lui, douze Tours de France comme tourneur et vingt autres comme suiveur, est un homme tempéré. «Autrefois, dit-il, il y avait du bon et du mauvais. C'est comme aujourd'hui. Le bon, pour nous, c'était que dix minutes après l'arrivée d'une étape on se retrouvait dans sa chambre. Aujourd'hui il faut passer plus de deux mille personnes dans des hôtels qui peuvent être situés à 30 ou à 50 kilomètres de l'arrivée. Pour certains coureurs, il faudra attendre 10 heures du soir pour se faire masser.»

Il regrette ce temps des bons vieux hôtels deux étoiles, pas

plus, mais où l'on était «comme des coqs en cage». «Le patron était sur pied avec nous. Je me suis fait comme ça de bons copains.»

L'amitié, il aime cela, le Grand Gam et ses yeux brillant de plaisir. Le Tour, c'est sa vraie drogue. Il avait un petit cabinet d'affaires. Il l'a vendu, en partant heureux et se déclare «quellement rentier». Faisait-il alors lui poser la question stupide d'un éventuel Tour de France d'aujourd'hui ? «Tu rigoles ou quoi ? Je l'ai fait comme directeur sportif, comme journaliste. Je le fais aujourd'hui comme technicien. S'il le fallait, je le ferais comme balayeur.» L'emploi n'est pas prévu officiellement. Il serait bien capable de le faire orlé.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

LE PROJET DE BARRAGE D'EDF DANS LA VANOISE

Le gouvernement tranche en faveur des écologistes

De notre correspondant

Chambéry. - Victoire pour les protecteurs de la nature : le premier ministre vient d'intervenir en procédure devant le tribunal administratif pour la construction d'une série de barrages dans les Alpes. Trois ouvrages étaient projetés par EDF au Savoy, l'un à 900 mètres à Vigne, le second à 1 300 mètres à La Raie, le troisième à 2 300 mètres au Clos.

Équipées d'usines souterraines et reliées par des galeries, ces installations seraient en 1995, une puissance installée de 1 600 mégawatts. Elles seraient d'abord testées l'un de haut en bas, et donc fourniraient du courant pendant les heures de forte consommation. Puis, fonctionnant en sens inverse, elles seraient utilisées le courant fourni par les centrales nucléaires pour ramener l'eau pendant les heures creuses, c'est-à-dire durant la nuit et les week-ends.

Or, la construction de l'un de ces ouvrages, celui de La Raie, et sa retenue d'eau de 20 hectares obligent à amputer le Parc national de la Vanoise de 10 hectares. Ce serait peu de chose s'il ne s'agissait justement de 10 hectares boisés, l'un des rares refuges des chamois et des bouquetins (Le Monde du 24 juin).

En mai 1984, et pour la cinquième fois, le conseil d'administration du parc avait réaffirmé son hostilité au projet EDF. Cependant, il avait indiqué qu'il insisterait ce printemps prochain sur l'absence de son programme d'aménagement si l'Etat décidait de le déclarer d'utilité publique. Dans ce cas, il devait être accordé de justes compensations territoriales. Certains suggèrent alors qu'EDF donne en contrepartie un territoire «dix, vingt, voire cinquante fois supérieur» aux dix hectares perdus.

Un procédé inhabituel

Les protecteurs de la nature, notamment le Club alpin français et la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAAPN), ne vivent dans la prise de position du conseil d'administration du parc qu'une «trahison», et ils contestent la légalité de sa délibération. «La mission d'un parc national ne consiste pas à inscrire des travaux de barrage dans son programme d'aménagement», soulignent le CAF et la FRAAPN, mais de préserver un territoire clairement acquis il y a vingt ans.

Le gouvernement leur a donné raison et de manière spectaculaire. Il est en effet tout à fait inhabituel qu'un projet soit retiré après

CLAUDE FRANCELLO.

Insemination artificielle, bébé-éprouvette, embryons congelés, dons d'ovules, ventres à louer, etc.

Que penser de ce monde que nous proposent les biologistes ?

DES THÉOLOGIENS, DES GYNÉCOLOGUES, DES JURISTES REPONDENT.

LES ENFANTS DE LA SCIENCE

ROBERT CLARKE

276 pages 85 F

Stock

ÉDUCATION

LA RÉFORME DE L'HISTOIRE ET DE LA GÉOGRAPHIE À L'ÉCOLE

1539 contre 1515

Les nouvelles instructions relatives aux objectifs et méthodes d'enseignement de l'histoire et de la géographie à l'école élémentaire viennent d'être officiellement publiées sous la forme d'un arrêté daté du 18 juin. Applicables dès la rentrée prochaine, elles s'inspirent des conclusions du rapport de M. René Girault, professeur à l'université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne) (*le Monde* du 23 septembre 1983), qui constatait l'état « alarmant » des enseignements d'histoire et de géographie.

Ce texte ne s'écarte guère de la première mouture officielle publiée par le ministère de l'Éducation nationale (*le Monde* du 21 avril 1984). Sa version définitive est considérée dans les grandes lignes comme satisfaisante par M. Girault lui-même. Il s'agit principalement de réhabiliter

l'histoire et la géographie en les faisant sortir du ghetto des « activités d'histoire », mais sans condamner ces dernières en tant que méthode pédagogique. Les instructions nouvelles insistent sur l'apprentissage de la chronologie à partir des dates les plus significatives. Elles sont complétées par une série de tableaux qui répertorient, à l'intention des maîtres, « ce que l'élève doit savoir » et proposent des sujets d'études. Vercingétorix, Magellan et Marie Curie font partie des « repères significatifs » cités au même titre que les dates de 732, 1492 ou 1918. Mais au célèbre millésime de la bataille de Marignan a été préférée la date de l'ordonnance de Villers-Cotterêts (1539), qui « impose l'usage du français qui devient la langue de l'administration et du pouvoir ».

Les raisins de la querelle

La querelle scolaire a fait irruption, mardi 3 juillet, là où on ne l'attendait pas : une salle de conférence du quartier Latin, où une cinquantaine d'enseignants des établissements catholiques écoutaient sereinement M. René Girault, universitaire, se présentant comme « laïque convaincu », commenter son rapport sur l'histoire et la géographie et les instructions officielles qui en sont issues. Les auditeurs, instituteurs et professeurs du secondaire privé, avaient renoncé à quatre jours de vacances et parfois consenti un effort financier important pour participer à ce stage, animé par une dizaine d'historiens et géographes de l'enseignement public, dans les locaux de l'Institut supérieur d'éducation permanente de Paris (ISEPP), organisme rattaché au système de formation de l'enseignement catholique.

M. Girault, lui, affirme n'avoir été informé de ce dernier détail qu'une dizaine de jours à l'avance. Il avait précédemment maintenu sa participation « pour ne pas être traité de sectaire ». Mais, mardi, devant le milieu de son exposé que son public provenait uniquement de l'enseignement privé et qu'un représentant de la presse avait été autorisé à suivre son intervention, il s'est déclaré « piégé » et a

décliné d'interrompre sa prestation. Non sans avoir exprimé publiquement, avant de quitter la salle, son accord avec le projet de M. Savary sur l'enseignement privé.

La rencontre d'enseignants des établissements privés avec des formateurs issus du secteur public est une réalité quotidienne dans bien des centres de formation permanente de l'enseignement catholique. L'ISEPP, créé en 1983, principalement pour préparer les professeurs du privé aux concours du CAPES et de l'agrégation, fait intervenir, pour ses sessions, presque uniquement des enseignants du public (114 au total pour la dernière année scolaire, et il n'y a aucun crucifix dans les salles, fait remarquer M. Jean-Paul Gourditch, directeur de l'Institut. Nous ne clamons pas notre appartenance à l'enseignement catholique. D'ailleurs, plus de 40 % des stagiaires de l'ISEPP reçoivent des concours en 1983 ont opté finalement pour l'enseignement public. L'établissement, qui se flatte d'obtenir de bons résultats (90 % d'admission au CAPES dans huit disciplines l'an dernier), se présente aussi comme « un lieu d'échanges et de rencontres » entre public et privé.

Propos unitaires

Les frais de stage peuvent être pris en charge pour les professeurs de l'enseignement catholique en vertu de la convention liant le ministère de l'Éducation nationale et l'Union nationale pour la promotion pédagogique et professionnelle dans l'enseignement catholique (UNAPEC), mais leur remplacement est financé par l'État. L'enseignement catholique estime ce dispositif menacé aujourd'hui l'administration proposant une nouvelle convention. Quant aux enseignants du public, ils peuvent théoriquement participer aux sessions de l'ISEPP, mais à leurs frais, en tant que candidats individuels.

Ce contexte de querelle scolaire brouille les cartes et rend difficiles les tentatives de dialogue. Une intervention au stage sur l'histoire avoue qu'elle s'

entouré sa participation d'une discrétion certaine à l'égard de ses homologues enseignants du public. Des stagiaires regrettent, pour leur part, l'absence de professeurs du public à leurs côtés. Une enseignante de lycée privé, qui a financé le stage sur ses propres deniers, a tenu à venir « à tout prix pour rencontrer des enseignants qui se trouvent être à la fois de grande valeur et du public ». Elle souhaite que l'on sorte du débat public-privé, dans lequel elle se sent « très mal à l'aise », pour « parler ensemble de la pratique du métier et de l'avenir des jeunes ». Avec la plupart de ses collègues, elle a compris, mais amèrement ressenti, le départ précipité de M. Girault, qui s'est dirigé vers la sortie sous les applaudissements de son auditoire.

PHILIPPE BERNARD.

Un avertissement des laïcs au premier ministre

(Suite de la première page.)

Tant il est vrai que personne ne gagne à laisser se développer une fausse interprétation d'un projet de loi aussi important. Mais c'en était trop pour les militants de la laïcité.

« Les récents propos tenus par le ministre de l'éducation nationale, par le porte-parole du gouvernement et par vous-même tendent à donner au texte de loi une interprétation que nous ne saurions faire nôtre », écrit le secrétaire général de la FEN à M. Mauroy. Si nous contestons cette loi en son état actuel, car elle ne répond pas aux objectifs de la FEN, nous ne saurions compte tenu précisément des amendements apportés le 22 mai, qu'elle conduise à consacrer définitivement un dualisme scolaire subventionné.

Et pour devancer les éventuelles modifications que les parlementaires pourraient être tentés de proposer — et le gouvernement d'accepter — comme le laissait entendre le premier ministre, la FEN prévient que « le gouvernement créait une situation inacceptable s'il consen-

tait de nouvelles concessions au détriment du principe fondamental de laïcité de la République et des institutions et services publics ». La FEN, pour sa part, souhaite inverser le sens de la future loi en demandant que la possibilité de titularisation des maîtres soit immédiate et que l'existence d'une majorité de titulaires conditionne l'agrément et le financement de tous les établissements privés (écoles, collèges, lycées).

La démarche de la FEN est une ultime tentative. Mais qui vise-t-elle réellement ? Le gouvernement ou ses adhérents ? L'attitude du CNAL (Comité national d'action laïque), qui a refusé de participer aux négociations officielles pour ne pas cautionner un éventuel compromis entre le gouvernement et les défenseurs de l'enseignement privé, montre que la surprise n'est pas totale. Mais la FEN est confrontée, d'une part, à un important mouvement de désyndicalisation et, d'autre part, à l'offensive de Force ouvrière qui s'implante en milieu enseignant.

CATHERINE ARDITTI.

DÉFENSE

NOMINATIONS MILITAIRES

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du mercredi 4 juillet a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• **TERRE.** — Sont promus : général de division, les généraux de brigade Pierre de Quengo de Tonquedec, Jacques Julien de Zélicourt (nommé commandant la 5^e division blindée) et Jean Gosset ; commissaire général de brigade, le commandant Pierre David (nommé commandant la 21^e division militaire territoriale), Hubert Gouttenoir, Bruneau Chaux et Henri Fourcade ; commissaire général de brigade, le commissaire colonel Jean Vilasquez.

Sont nommés : directeur central du service national, le général de brigade Guy Allemane ; adjoint au général gouverneur militaire de Paris et commandant la 1^{re} région militaire, le général de division Pierre Morizot ; adjoint au général gouverneur militaire de Strasbourg et commandant la 1^{re} armée, le général de division François Gerin-Roze.

• **AIR.** — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps aérien, le général de division aérienne Jean-Marie de Burel de Chasse.

Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Claude Clément ; général de brigade aérienne, les colonels Elie Verdier, Jacques Devand, Pierre Richalet et Rolland Delaunay.

Sont nommés : commandant les forces françaises stationnées à Djibouti, le général de brigade aérienne Claude Carreau ; directeur adjoint du personnel militaire de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Jacques Simonpieri ; directeur technique du commandement « air » des forces de défense aérienne, le général de brigade aérienne Pierre Feyssier.

• **ARMEMENT.** — Sont nommés : chargé de mission auprès du directeur des armements terrestres, l'ingénieur général de 1^{re} classe Gérard Delyon ; adjoint au chef du service technique des engins tactiques à la direction des engins, l'ingénieur général de 2^e classe Didier Bienvenu.

• **GENDARMERIE NATIONALE.** — Sont promus : général de brigade, les colonels Pierre Deveny et Maurice Perrigaud.

Sont nommés : sous-directeur « personnel » à la direction générale de la gendarmerie nationale, le général de brigade Léon Nivelet ; adjoint au général commandant la 1^{re} région de gendarmerie, le général de brigade André Thepenier.

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

Enseignement sup. privé
46, bd St-Michel, Paris 6^e
Tél : 633.81.23/329.03.71/354.45.87

AIKIDO
CLUBS GERARD DUMONT
CN-4 DAN DTR (BRETAGNE)
LE SQUARE (14). Tél : 542-50-57
Cours-Mardi/Jeu/Vendredi : 20 h 30
BAYVILLE-SPORTS (17). Tél : 227-34-75
Cours-Lundi/Jeu : 12 h 15
SACAMP (19). Tél : 209-07-46 et 74-74
Cours-Mardi/Vendredi : 18 h 30
Pour tous renseignements complémentaires :
Tél : 805-29-78.

Préparez votre BAC tout en préparant une école supérieure de commerce.

CLASSES PRÉPARATOIRES SUPÉRIEURES
GROUPE ÉCOLE DES CADRES, 92 AV. CHARLES DE GAULLE
92200 NEUILLY-SUR-SEINE, TEL : 747.06.40 +
Établissement privé d'enseignement supérieur mixte reconnu par l'État.

Le Groupe Ecole des Cadres offre aux élèves du niveau des classes terminales une triple opportunité :

• Une préparation efficace au Baccalauréat (sections A et B) par un contrôle continu des connaissances, un entraînement accéléré, des horaires renforcés en mathématiques, économie, langues...

• Une solide formation méthodologique pour « apprendre à apprendre » et « apprendre à travailler » par des méthodes modernes et dynamiques (visites d'entreprises, études de cas...) ;
• Une initiation économique pratique, préparant l'accès à des études supérieures : gestion, commerce international, comptabilité, informatique, publicité...

Admission sur dossier et sur entretien d'orientation (90 places).

RELIGION

Les catholiques tentés par la tradition

II. — Des paroissiens de toutes les couleurs

par ALAIN FAUJAS

Le dogme, le latin et l'eau bénite étaient de plus en plus certains catholiques. Tous les observateurs conviennent de ce mouvement « rétro » perceptible chez les fidèles (*le Monde* du 5 juillet). On l'appelle ici « restauration », là « retour aux valeurs », ailleurs encore « recentrage », selon qu'on le redoute ou qu'on l'approuve.

Les fidèles se tournent-ils avec nostalgie vers des certitudes morales ? Le latin efface-t-il un « come back » romanesque ? Les catholiques apprennent-ils par cœur le credo aux enfants ? En question de voir dans cette vague de fond une poussée de conservatisme ou la restauration d'un ordre moral ? Le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, n'apprécie pas du tout cette assimilation à une réaction de droite d'une évolution qui lui semble, tout compte fait, positive.

« C'est vrai, il s'agit grosso modo, d'un retour en arrière, mais par rapport aux illusions de la cité séculière, explique le cardinal. Au lendemain du concile Vatican II, la théologie de la mort de Dieu a fait croire aux bons esprits qu'il convenait de faire disparaître le sacré et le religieux. Les prophètes d'alors sommaient l'Eglise d'abandonner son style archaïque. Cette orientation était à la fois terriblement rationnelle et idéaliste. Elle méconnaissait ce que Durand a démontré, à savoir que la société est fondée sur le sacré et sur le symbolique. Mais 68 a été la résurgence défilante de ce besoin. Cette pseudo-modernité a conduit les agents de l'Eglise — prêtres et laïcs engagés — à nier la vocation et l'identité de celle-ci. Un refoulement collectif s'en est suivi, dont le cas Lefebvre est le produit direct, une sorte de névrose dépressive ».

Mgr Lustiger analyse l'un de ces domaines où les réformistes, comme disent les Britanniques, ont jeté le bébé avec l'eau du bain : la liturgie. « Elle fait partie du patrimoine symbolique, et les symboles ne se maintiennent pas comme cela. Les réformateurs liturgistes ont voulu les réhabiliter en les rendant plus accessibles au monde. Ils ont prétendu bouleverser un domaine sensible. Ils ont fait passer des autoroutes là où le cheminement populaire suivait encore les traces du néolithique. Ils ont aboli à un appauvrissement, par exemple dans le rituel qui accompagne la mort. Je ne défends certes pas l'ancien, et j'estime que l'usage du français dans les célébrations a représenté un gain incommensurable. Mais les réformateurs ont organisé l'absence collective, et il faudra plusieurs générations pour que nous nous réappropriions les symbolismes qu'ils ont rejetés ».

Lorsqu'il a quitté le monde étudiant à la fin des années 60, le père Lustiger a vécu le malaise que connaissent aujourd'hui les clercs devant le « recentrage » des catholiques. Laisser une communauté jeune et sans pesanteur institutionnelle pour une paroisse parisienne ordinaire était un retour en arrière d'un bon demi-siècle.

« Je n'ai commenté à m'en tirer qu'en comprenant que ces paroissiens-là étaient tout autant l'Eglise, tout autant source de bénédictions et de grâce. J'ai fait taire mes réactions. A partir de ce changement d'attitude de ma part, les gens sont devenus différents parce qu'il était alors possible de faire appel à leur meilleur d'eux-mêmes. Après tout, les « aboucheurs », les grands-mères aveugles, qui continuaient comme personne à transmettre le

message chrétien. C'est cela qui compte au moment où nous nous retrouvons un peu dans la situation des Newman, Bloy, Péguy, Maritain, Bernanos, qui, au début de ce siècle, ont préparé la réapparition du christianisme contre l'établissement catholique. Les crises de cette fin de siècle posent à nouveau la question du sens de l'existence, et c'est cela qui importe : qu'est-ce que je fais de ma vie ? »

Parmi ceux qui se réjouissent de cette nouvelle attitude des fidèles figure aussi M. Jean-Luc Marion, réducteur en chef laïc de la revue théologique *Communio*. Pour lui, Vatican II a amené l'Eglise à prendre conscience de son altérité. Appréhendant, certains croyants cherchaient à convertir la société laïque, par exemple grâce à l'extrême prière par la démocratie chrétienne. A l'opposé, avec les théoriciens de la mort de Dieu, il s'agissait de convertir l'Eglise à la laïcité totale. Dans les deux cas, le but recherché était de supprimer l'hiatus entre la société civile et la société religieuse.

Désormais, l'hiatus est accepté, et Jean-Paul II peut faire reconnaître le pouvoir politique de l'Eglise, qui est à la fois « du monde et hors du monde ».

« Je suis sidéré par le chemin parcouru depuis 1968, explique-t-il. La théologie chrétienne est l'un des rares interlocuteurs valables de la philosophie. Prenons Solers : c'est tout naturellement qu'il se réfère à saint Bernard à propos de l'amour. Nos contemporains veulent des valeurs sûres pour tenir tête à la crise. Ils reviennent aux idées qui ont été le choc. Les chrétiens possèdent un capital formidable dans ce domaine, et il n'est pas étonnant que les gens se tournent vers eux pour puiser dans ce fonds ».

Pauvres progressistes !

Même son de cloche, encore qu'un peu plus polémique, chez le père Serge Bonnet, dominicain, professeur de théologie au CNRS. Selon lui, l'ampleur — limitée — du traditionalisme chez les catholiques a été occultée par les évêques et les prêtres très imprégnés de « progressisme ». « Seul dans son insistance sur le tiers-monde, le progressisme catholique s'est avéré sans grande originalité par rapport au progressisme non chrétien. Il a été exotique en politique (Tito, Mao, Castro, etc.), mytique en histoire, utopique en économie, bon cœur en social, sectaire aigre en dessous du vernis humanitaire. La découverte d'un retour au traditionalisme s'explique par une plus grande attention portée à ce que le progressisme avait occulté. Il y a toujours eu une partie très importante des fidèles contre le grabuge en liturgie et la vacuité en morale. Par ailleurs, je n'observe pas une progression sensible du traditionalisme dans l'Eglise, la magistrature, l'école, l'armée ou la presse. En revanche, il existe des indices incontestables d'une nouvelle vitalité religieuse : des jeunes moins obéissants par le social que leurs aînés et désireux de créer des groupes de prières ; des noviciats qui attirent un peu plus de monde ; une école privée qui réagit contre l'uniformisation. Tout cela n'est pas à verser au seul crédit du « traditionalisme ».

Ces points de vue optimistes sont minoritaires dans l'Eglise. Un plus grand nombre de prêtres et de militants laïcs voient, dans la « restauration » en cours, un sujet de perplexité et d'inquiétude. En effet, ils ont cru à l'émergence d'une foi dépourvue de ses pesanteurs rituelles et ecclésiastiques, une foi d'adulte. Pourtant, le « peuple de Dieu » leur semble préférer une religion sécurisante aux forts relents de passivité. Ce serait, en quelque sorte, la foi contre les souvenirs d'enfance.

Le père Xavier de Chalender, responsable du secteur pastoral expérimental « les Halles-Beaubourg », qui regroupe les paroisses parisiennes Saint-Eustache, Saint-Les, Saint-Gilles, Saint-Merri et Saint-Gervais, appartient, avec des nuances, à ce courant. Sous sa houlette, Saint-Merri est devenu un lieu de recherche « avec droit à l'erreur », où la foi et la culture essaient de marcher de conserve. Cette église du XVI^e siècle tente de cohabiter avec Beaubourg en communion avec son évêque. Belle gageure ! « Nous n'avons aucun complexe à utiliser l'ascenseur et les escaliers », explique-t-il. Car, à des groupes se servant des techniques zen pour entrer en prière. Nous connaissons la force du rituel qui joue avec le corps et les objets. Resté que tout prouve le regain de la tradition : les discours du pape, des évêques un peu plus raides, des laïcs

plus pinçés. « Quand tout bouge, l'homme éprouve le besoin de se cramponner à un pilier solide, par exemple l'Eglise. Quand le doute s'installe, il recherche la voie forte qui rassure. Le Concile avait ouvert des portes qui ont peut-être été poussées trop vite ou trop mal. Mais les signes de vie abondent. La foi se nourrit d'une grande familiarité avec la Bible. Elle s'exprime aisément, sans fausse honte, ce qui n'était pas le cas autrefois. On risque de se retrouver déshabillés entre ceux qui veulent restaurer une époque et ceux qui ne supportent plus l'usage de leur paroisse, qui veulent aller de l'avant. J'ai peur que ces forces vives de l'expérience spirituelle ne se détournent de l'Eglise officielle et ne choisissent les catéchismes ».

Un grouillement religieux

Certains observateurs renvoient des à des Jean qui rit et Jean qui pleure. Ils sont sociologues et relativisent les modes religieuses en les replaçant par rapport aux constantes du comportement ecclésial. La nouveauté des découvertes et des efforts des clercs ou des journaliers les font sourire. M. Étienne Fovet, directeur du CNRS et à l'Ecole pratique des hautes études, se place ainsi à l'échelle du siècle. « Il existe des turbulences qui n'écarteront pas une génération parce que les rêves ne sont pas transmissibles. Ainsi du rêve de la génération de l'action catholique, qui a tenté de refaire une société chrétienne dans le monde ouvrier. La tendance à long terme pousse dans l'autre sens. Nous assistons à la fin d'une culture catholique en France. Il y aura des résistances encore, mais de la part des prêtres et laïcs qui ont vécu la pratique religieuse jusqu'à la maturité. Les manifestations institutionnelles en ont pris un coup, mais on assiste à la montée d'un grouillement religieux. Il est frappant d'entendre des catholiques se déclarer tels, mais sans pour autant éprouver le besoin d'adhérer à l'Eglise officielle. A l'opposé, des personnes en apparence totalement étrangères au fait religieux s'interrogent sur le rituel. Le pape, les curés, l'Eglise, sont perçus comme des nécessités, mais à condition qu'ils aient quelque chose de personnel. C'est ce que j'appellerais le « page-service public ».

Quelqu'un qui ne conclut pas non plus au retour du balancier, c'est le père Julien Pote, sociologue à la Mission de France. Il n'est pas possible de remplir d'un coup de baguette magique les saints, et les laïcs occupent une place plus en plus grande dans l'Eglise. La page est tournée. « En fait, l'Eglise évolue en harmonie avec la société qui la baigne. Les catholiques sont des hommes comme les autres. Le mouvement de fond porte vers une Eglise plurielle, vers la cohabitation de destins et de situations contradictoires. Le monolithisme est mort. On voit s'affirmer, en même temps, le désir de sécurité et d'intégrité, le besoin d'une morale claire et puis le goût de vérifier la validité d'autres religions. Certains parents demandent aux prêtres de transmettre à leurs enfants un dogme appris par cœur, et on sent un courant opposé qui se rattacherait au libre examen protestant et pour lequel seule compte la fréquentation de l'Evangile. La seule inconnue est de savoir si elle ouvrira ses portes et se fera attentive au monde ».

Sans attendre la confirmation de ces analyses foisonnantes, il est possible de s'accorder sur quelques conclusions partielles et provisoires. Pas question, bien sûr, de discerner le bon grain de l'ivraie. Une certitude : l'Eglise de France est parvenue à un étiage. Elle est, certes, réduite, mais les fils qui lui restent témoignent d'une foi plus vigoureuse que jamais. En 1984, on n'est pas catholique par hasard ou par intérêt. Cela donne un message plus clair que par le passé, des témoignages sans ambiguïté, une Eglise moins floue mais plus complexe parce qu'elle abrite une multitude de chapelles vivant leur foi comme elles l'entendent. Les uns se réfèrent à la loi. Les autres à l'amour. Certains vont à Dieu à travers l'expérience humaine. D'autres préfèrent commencer par l'extrême et finir par sa création. D'autres parlent d'espérance, pendant que leurs voisins chantent les vertus de la charité. Tous tombent d'accord pour agir selon la devise de saint Ignace : « ad maiorem Dei gloriam ». Ce qui n'exclut pas des querelles solides et persistantes entre ces paroissiens de toutes les couleurs.

FIN

CÉLÉBRATION D'UN BICENTENAIRE

Diderot, notre contemporain

Goethe disait, en parlant de Diderot, dont il avait traduit le *Nèveu de Rameau* : « La plus haute efficacité de l'esprit est d'éveiller l'esprit ». Les commémorations solennelles sont rarement l'occasion d'un tel effet. L'année Diderot fera-t-elle exception ? Évidemment et surtout, « satire intellectuelle », « esprit turbulent », comme le disait Barbey d'Aurevilly et avec lui la droite institutionnelle, qui ne l'aime guère, Diderot échappera-t-il à une réhabilitation de gauche que toute son œuvre est là pour empêcher ? Ou, roderait-elle, comme le bicentenaire de sa mort soit une incitation à la lire.

Le colloque international, placé sous le haut patronage du président de la République, s'est ouvert au grand amphithéâtre de la Sorbonne mercredi 4 juillet, sous la présidence

effective de M. Jack Lang, ministre délégué à la culture. Il se poursuivra jusqu'au 11 juillet, à Sèvres, à Reims, puis à Langres, ville natale de Denis Diderot. Un important colloque a eu lieu à Leningrad. D'autres manifestations marquent le bicentenaire.

Nous avons demandé à Jacques Proust, auteur d'un classique de la critique dictionnaire, *Diderot et l'Encyclopédie* (A. Colin, 1967, réimpression), et responsable, avec Jean Varloot et Robert Mauzi, de la monumentale édition scientifique des *Œuvres complètes* en trente-deux volumes, en cours de publication chez Hermann, de répondre à quelques questions soulevées aujourd'hui par l'œuvre et sa réception.

Jean-Claude Bonnet, chargé de recherche au CNRS et l'un des meilleurs diderotiens de la jeune génération, vient de publier un très remarquable *Diderot dans la nouvelle collection « Textes et Débats »* du « Livre de poche » chez Hachette et une édition richement documentée du *Nèveu de Rameau* chez Garnier-Flammarion ; il souligne ici l'actualité de l'œuvre, comme le font Elisabeth de Fontenay en parlant de sa théâtralité profonde et gaie, Jacques Collard en relisant Jacques le Fataliste et Serge Kostor en visitant son esthétique de la digression. Deux cents ans après sa mort, Diderot est plus vivant que jamais.

M. C.

Un initiateur des formes nouvelles

LES préoccupations de Diderot sont les nôtres : par exemple, la biologie avec le questionnement continu sur l'organisation de la matière, ou les thèmes économiques jamais figés, ou l'innovation esthétique fondée sur une démarche scientifique. Sur ce dernier point, l'actualité de Diderot est évidente. À partir de l'observation scientifique des formes, il conçoit son esthétique du composé, c'est-à-dire de la pluralité et des contaminations fécondes entre les différents arts. L'imposant ainsi comme un chef de file et un initiateur des formes nouvelles, dont la réflexion influence aujourd'hui le théâtre et le cinéma. Ce « journaliste moderne », selon l'expression de Sainte-Beuve, s'est jeté dans l'aventure encyclopédique sans s'y perdre.

Il a su inventer un style et concevoir une disposition de son œuvre absolument appropriée à son idée de l'ère (dans la vertu est inaccessible) et de l'homme (dans la définition est périlleux). Pour ne pas trahir l'infinité du réel fait d'une collection d'êtres emboîtés, il combine ses écrits en un vaste moule, « ainsi par l'énergie de l'écriture ». Au-delà d'un monde étroit et divers dont elle veut rendre compte, l'œuvre oppose le miracle d'un langage rassurant.

Comme chez Montaigne, confronté lui-même à une époque de turbulence et de vacillement général, voit son style se réinventer, car l'auteur entend avec les signes un rapport idéal : à la distance des choses pour les atteindre ou d'un amour pour le préserver, par une capacité de retrait à la mesure d'un pouvoir d'abandon, dans un équilibre calculé d'absence et de présence.

La plus forte vigueur de l'œuvre tient à cette manière enchevêtrée d'« évaluer », de la lire, les éléments disparates, de rendre à la fois l'ivresse de la musique et la couleur des choses, et finalement de convertir en bonheur l'immense savoir acquis. La force d'attraction de la verve et de la satire déjoue le piège des positions et écarte la tentation dogmatique.

JEAN-CLAUDE BONNET.
(Lire la suite page 14.)

Jacques Proust : « Un écrivain réfractaire à tous les systèmes »

« Des trois grands écrivains du dix-huitième siècle, Voltaire, Rousseau, Diderot, ce dernier fait presque figure d'exception. Il n'est pas un Panthéon... »

Montesquieu n'y est pas non plus, et c'est lui, à mon goût, le plus grand écrivain du dix-huitième siècle. Cela dit, Montesquieu, Rousseau, les grands penseurs de ce siècle, appartiennent à ce que Diderot appelait la philosophie « rationnelle ». Hommes de théorie, ils ont bâti chacun un grand système politique. La grandeur de Diderot et son actualité, c'est que, précisément, il a toujours refusé les systèmes, même s'il les a connus et appréciés. Ce qui l'intéressait, c'est la réalité telle qu'elle est et telle qu'elle change.

Il fait appel à la discussion, au dialogue, à la remise en cause perpétuelle de tous les systèmes dans tous les domaines de pensée. Lorsqu'il a réalisé l'*Encyclopédie*, avec d'Alembert et un certain nombre d'autres, il a toujours passé que cette entreprise ne serait jamais achevée, qu'elle devrait être reprise de génération en génération. Il misait sur la postérité.

« La fortune de l'œuvre de Diderot est récente ? »

« On le lit, on le relit plus que jamais. Au théâtre, les jeunes le découvrent avec enthousiasme. Mais, à l'Université, la fortune de cette œuvre est encore modeste, malgré les efforts d'enseignants et de chercheurs depuis trente ans. Les jeunes étudiants qui sortent du lycée n'ont pas l'occasion d'y lire Diderot, ou alors une ou deux pages, tous les mêmes, du genre « Pédagogie des ruines » ou « La rite des Langrois » sur leurs épaules comme un coq sur son clocher. Dans l'institution universitaire, Diderot a été longtemps exclu, et beaucoup reste à faire.

« Le discrédit de Diderot auprès de nombre de bons esprits vient de ce qu'on a constamment associé les encyclopédies aux révolutionnaires et à la Terreur. Pourtant, les premiers à avoir condamné de la façon la plus formelle l'œuvre des encyclopédies ont été les Montagnards, Robespierre en particulier.

« Pourtant, dans la critique universitaire, Diderot, à partir

des années 50, a été surtout le chef des marxistes.

« J'ai participé moi-même à cette entreprise de réhabilitation de l'œuvre de Diderot avec un certain nombre d'amis marxistes, et, quelle que soit l'opinion qu'on puisse avoir du stalinisme et de l'évolution récente du Parti communiste français, cela a été le très grand honneur des marxistes français, et notamment de ceux qui travaillaient autour des Editions sociales, de remettre, les premiers, Diderot à la disposition du plus grand public. L'une des meilleures éditions, du point de vue scientifique, actuellement sur le marché du *Rêve de d'Alembert* reste celle des « Classiques du peuple », la collection que dirigeait à cette époque-là mon ami Jean Varloot.

« Il se peut que chez certains marxistes ce travail de diffusion de l'œuvre et de la pensée de Diderot ait été plus ou moins lié au souci de montrer une grande continuité entre l'œuvre des encyclopédistes, celle de Robespierre et celle du Parti communiste de Maurice Thorez, mais je dirais que cela n'a aucune importance par rapport au résultat : de grands textes de Diderot ont été diffusés, des introductions intelligentes et historiquement fondées ont été écrites. C'est un succès irréversible.

« Ne craignez-vous pas que, dans le reflux du marxisme, Diderot ne soit emporté ? »

« Il le sera si l'on identifie son œuvre à celle d'un primariste. On s'est beaucoup fatigué pendant quelques temps à montrer qu'il a été le précurseur de Danton, du positivisme, du marxisme, de Teilhard de Chardin et de Dieu sait qui encore ! La critique moderne nous enseigne qu'il faut se garder absolument de l'illusion rétrospective, et c'est particulièrement vrai dans le cas de Diderot. Il a parlé sur la postérité, mais cela ne donne pas à la postérité tous les droits sur son œuvre.

« Celle-ci est-elle surtout une œuvre de vulgarisation ? »

« Il était absolument cohérent avec le projet global de l'*Encyclopédie* que les textes concernant la théologie, les arts et métiers, les sciences, la politique, etc., soient

écrits dans une langue telle que tous les honnêtes gens puissent la lire.

« C'est là que Diderot a réalisé son projet de rendre la philosophie « populaire ». Mais il s'agit de vulgarisation d'un très haut niveau.

« Pour le reste de son œuvre, il a été beaucoup plus réservé puisqu'une grande partie de ses écrits n'a pas été publiée de son vivant, et ce qu'il a publié dans la *Correspondance littéraire* de Grimm s'adressait à un public de quelques dizaines de têtes couronnées d'Europe. Ainsi son souci de vulgarisation n'est pas une hypothèse qui aurait pesé sur toute son œuvre.

« La diversité est-elle le caractère principal de celle-ci ? »

« Oui, et ce n'est sûrement pas une infirmité. Diderot a essayé toutes les formes d'expression qui lui permettaient de briser une tradition scolastique, dogmatique. Il pratique le dialogue, la dialectique au sens premier du terme. S'il préfère le fragment à l'œuvre systématique, c'est justement parce que le fragment peut jouer librement dans les différents contextes où il est inséré. C'est la notion même de livre qui est mise en cause par sa pratique de l'écriture. Quand il parle de ce qu'il écrit, plutôt que de le lire, il parle de page, et c'est ce qu'on appelle aujourd'hui le fragment.

« En quoi l'*Encyclopédie* est-elle une entreprise de libération ? »

« Il faut bien voir dans l'*Encyclopédie* ce qui s'y dit et ce qui s'y fait, non qu'il y ait contradiction, mais parce qu'il y a une complémentarité intéressante. Prenons l'exemple de la politique. Même dans les articles politiques de Jean-Jacques Rousseau pour l'*Encyclopédie* il serait difficile de trouver la présentation d'un idéal démocratique.

« Dans l'article « Économie politique », il est évident que Rousseau est en train de mettre en place les grandes lignes de son *Contrat social*, mais enfin il n'y est pas encore arrivé.

Propos recueillis par MICHEL CONTAT.
(Lire la suite page 14.)

le feuilleton

Colette dans « la Pléiade »

J'en avais pas ouvert un livre de Colette depuis des années. Le tome I de « la Pléiade » et l'*Album* qui l'accompagne donnent une belle occasion d'y retourner voir. Il en est de ces pèlerinages comme des retrouvailles avec des endroits ou des êtres qu'on a chéris, et perdus de vue. Les livres revisités auront-ils changé à ce point qui serre le cœur, pour l'autre, pour soi ? Aurons-nous encore le choc ? Nous auront-ils oubliés ? L'expression paraît absurde pour un texte, qui n'a pas à se souvenir de nous ; mais elle traduit le lien trouble entre auteurs et public, les dettes qui s'échangent au secret de la lecture.

On traverse l'œuvre de Colette comme on parcourt une forêt. Il peut ne rien se passer et, tout aussi bien, un écouleil ou un sanglier vont vous dévisager, avec un regard de vraie personne, qui hénisse l'épiderme. Cet imprévisible est au cœur de la prose de Colette. Au lieu de l'être, ce qui surgit, ce sont de brèves fusions extatiques avec la nature entière. Trois de ces extases restaient gravées en moi. J'ai retrouvé leur trace, intacte ; l'herbe était encore couchée, les branches coudées, sur leur passage.

La première se situe page 155 de « la Pléiade ». Claudine est encore à l'école. Elle rêve qu'elle arpente ses chers bois de Montigny, à l'heure bourdonnante où guêpes et mouches, en pompant dans les fleurs des sureaux, font vibrer la forêt comme un orgue. Les oiseaux ne chantent plus, ils cherchent l'ombre. Le vent chaud sur sa figure, Claudine s'imaginer « à moitié morte d'aise et de paresse ».

La deuxième paragraphe qui me trotte dans la tête, j'ai eu plus de mal à mettre la main dessus. Il se niche page 463. Claudine est en ménage. Son mari, le grossier et pervers Renaud, la lasse. Rézi, l'amazone, l'émute. D'où cette découverte : la beauté de Rézi, le reste de désir pour Renaud, la suavité des sous-bois, aussi chez l'héroïne la même faim d'émotion et d'embrasement. « N'ai-je donc qu'une façon de sentir ? », se demande-t-elle. Et nous, sommes-nous ainsi faits ?

La troisième passage paraît de douloureux qui prend fin. Autant chercher une aiguille dans une meule de Montigny ! Le trésor se cache page 1028, dans les *Grilles de la vigne* ; le titre du chapitre — « La guérison » — aurait dû mettre sur la voie. La peine s'efface, assure la narratrice. Le bonheur revient tout ou tard ; un

par Bertrand Poirot-Delpech

soir de printemps ou un matin mouillé d'automne, une chose inexprimable s'échappe voluptueusement dans votre cœur, une « chenille de valeurs dénouées », une « déchirure soyeuse et bienfaisante comme celle de l'iris qui éclot ». Vous nouez les mains derrière votre tête, avec un « inexplicable sourire ».

A quoi bon ajouter aux gloires infinies sur la sensualité de Colette ! Mieux vaut éprouver, chacun pour soi, ce qu'elle a, cette sensualité, d'invinciblement adolescente, polyvalente, et jamais découragée.

Ce premier tome correspond à une étape bien nette de la vie et de l'œuvre. On va des débuts, du dressage par Willy, à l'émancipation par d'autres amours, le mime, l'entrée en littérature ; de Claudine à l'école (1900) à la *Vagabonde* (1910), en passant par les autres *Claudine*, la *Retraite sentimentale*, les *Grilles de la vigne* et l'*Ingrat* libertin.

Claude Pichois rappelle le déclin où la NRF de l'époque tenait cette littérature réputée trop frivole et humoristique. Les époux Willy étaient en bonne compagnie, puisqu'on les associait à Toullet, Schwob, Tristan Bernard.

Pour s'imposer hors des mœurs bourgeoises et des normes littéraires, il fallait un joliot, une sacrée santé. La femme de la Belle Époque n'a le choix qu'entre la soumission au bon vouloir masculin ou la rébellion canaille. Colette aura brisé cette alternative. Non par féminisme conscient et organisé ; par instinct. « C'est une personne vivante et débordante », disait Rachilde. Ce qui ne veut pas dire masculine. Suzanne Lilar, citée par Françoise Mallet-Joris devant l'Académie royale de Belgique, affirmait : « Une félicité si véritablement ouverte demeure spécifiquement féminine » (*Cahiers Colette* n° 1, Flammarion, 1977).

Dès Claudine à Paris, la libération de la femme se pose en termes de manque humiliant. Comment concilier passion et orgueil ? Du leurre qu'est l'amour, comment s'affranchir ? De livre en livre, Colette dresse l'inventaire des pièges à éviter. Les plaisirs « qu'on dit physiques » et la solitude dont ils se peignent remplissent-ils l'attachement à un homme et ses risques de servilité ? Le féminisme des années 70 pensait avoir tranché. Beaucoup de romans récents, dont *Une femme amoureuse*, d'Annick Galle, montrent que le problème reste entier.

LES textes réunis dans les *Grilles de la vigne* apparaissent, avec le recul, les plus accomplis. Colette le sentait. Elle les a retouchés à plusieurs reprises, en 1923, avant guerre, en 1950. La première version (1908) suit d'une dizaine d'années les *Nourritures terrestres* (1897) et les *Histoires naturelles* (1896). Le lyrisme postsymboliste de Gide y est tempéré par la causticité familière de Jules Renard. L'auteur a fini de subir et de rejeter la tutelle de Willy ; sa sensibilité et son style s'enrichissent de ses expériences du saphisme, des planches. Elle a trente-cinq ans. Elle a trouvé sa voie et sa voix.

(Lire la suite page 12.)

Tardi vu par un enfant du Bronx

Jérôme Charry avait été une des dernières découvertes de Marcel Duhamel, qui publia dans la « Série noire » ses premiers titres en français : *Kermesse à Manhattan*, *Zyrex blessé*, *Marlène la diable*. Il vient de terminer le scénario de sa première BD (en français), la *Femme du magicien*, qui paraît en septembre dans *A saifre* (illustration de Bosc).

De New-York, il nous fait parvenir ses impressions sur l'album de Tardi-Légrand, *Tueur de cafards*, qui se passe chez lui, entre Manhattan, Brooklyn et le Bronx.

AYANT eu un père qui ne savait que grommeler et une mère qui était toujours occupée à froter les murs, j'ai fait mon éducation dans les livres de bandes dessinées. Walt Disney m'a appris à lire. J'étais l'enfant de Mickey et de Donald Duck. Je suis passé à Captain Marvel, en détestant Superman, qui ne pouvait même pas dire « Shazam », et qui était inférieur à Marvel à tous les points de vue. J'ai acquis mes diplômes grâce à la collection des « classiques en BD », dans les versions illustrées de Diderot et de Dumas, car j'avais rien d'autre à me mettre sous la dent.

J'ai aggravé la situation en devenant moi-même un écrivain et je voulais croire à la réalité des Trois Mousquetaires sautant d'image en



image en brandissant des épées que je voyais. Il n'y avait pas de bandes dessinées pour adultes autour de moi, sauf des fragments de pornographie, et je n'avais pas de goût pour les parties génitales en couleur.

J'ai redécouvert la bande dessinée en France, où cet art est bien trop sérieux pour être abandonné aux enfants. Mickey n'aurait aucune chance rue du Bac. Paris est le pays de la BD, et Jacques Tardi est un de ses maîtres. Avec le scénariste Benjamin Legrand, il a créé *Tueur de cafards*, une triste allégorie douce-amère sur un singulier enfant de ce siècle : Walter Eisenhower. Walter est un « schlemiel » (1) sans frontières. Né au milieu de la seconde

guerre mondiale, il a été « kidnappé » en Allemagne par un GI marié à une infirme. Walter passe d'un Berlin dévot au Bronx. Une magicienne lui dit : « Tu es le fils de personne (2) ».

Walter est un homme invisible. Il n'avale pas les têtes de poulets comme un geek ordinaire (3) : il rue les cafards pour la « Blitz Extermination Corporation ». Mais Walter ne trouve pas la paix chez Blitz. Il sait qu'il n'y a pas de troisième étage à New-York (4), cependant, lors d'un travail de routine près de Wall Street, il atterrit au « troisième étage » au milieu d'une bande d'assassins. Que peut-il faire ? La magicienne sait tout de lui. « On t'appelle, on te cherche, mais c'est

la mort qui te suit ! » Ce « petit tueur de petites choses vivantes » réussira à faire tuer tout le monde autour de lui, magicienne comprise.

Cette histoire est assez simple, mais c'est la griffe de Tardi, son style original, qui fait avancer l'histoire et qui l'empêche de tomber dans le mélodrame. Tardi plonge ses lecteurs dans le noir et blanc : seul l'uniforme de Walter est rouge. Il le présente comme un somnambule sorti de Berlin qui dérive dans Manhattan, Brooklyn et le Bronx.

Tardi et Legrand connaissent parfaitement les bas-fonds de Manhattan. C'était bizarre pour moi de retrouver « mon » New-York dans une bande dessinée française ! C'est la vie. *Tueur de cafards* est poignamment parce que Tardi a plongé son héros dans un paysage de parkings, de bars crasseux, de cafétérias en sous-sol, de métro aérien, de ruines du Bronx, de panneaux de signalisation tordus. C'est son environnement qui protège Walter et son histoire. Tardi semble avoir le parfait style urbain, une tristesse poétique de la rue bien à lui. Espérons que le génie de Tardi gagnera bientôt l'Amérique et me permettra de satisfaire ma passion pour les BD.

JEROME CHARRY.
* *Tueur de cafards*, de Tardi-Légrand. Casterman, 64 pages, 48 F.

- (1) Parasite du folklore yiddish.
- (2) En français dans le texte.
- (3) Paumé, dégoûté.

DIDEROT
Œuvres complètes

Première édition scientifique intégrale

La collection des 33 volumes à tirage limité (14 déjà parus) en souscription : 14 800 F

HERMANN
éditeurs des sciences et des arts
293 rue Lecourbe, 75015 Paris

tradition
eurs

Dans le froid,
un homme seul, traqué...

la roulette suédoise

KJELL-OLOF BORNEMARK

Parmi les espions, il est un jeu dont chaque coup n'obéit qu'aux règles de la perfidie

CALMANN-LÉVY

Le premier vrai roman de suspense informatique

THIERRY BRETON
DENIS BENEICH

SOFTWARE

LA GUERRE DOUCE

C'est plus qu'un roman.
JEAN-PIERRE ELKABACH Europe n°1.
Le polar qui empêche les Soviétiques de dormir.

FABRIEN GRUIER
Le Nouvel Observateur

Destabiliser l'U.R.S.S. en "piégeant" ses ordinateurs: facile! C'est le scénario de "Software". Un best-seller pour ne l'être pas.

ARNOLD DE LIEDEKERKE
Le Figaro Magazine

ROBERT LAFFONT

ContreCiel

Le magazine de lecture

Special Double

Les meilleurs inédits des auteurs français et étrangers; l'actualité littéraire vue par les meilleures signatures!

Le mini Roman de votre été

par ALAIN GERBER

Prix de la société des gens de lettres 1984

et

Poivre d'Arvor, Murail, Nadaud, Matkowski, Host...

Chez tous les marchands de journaux et dans tous les kiosques.

à découper ou recopier

Bon pour une documentation gratuite (à retourner à ContreCiel, 24 bis, rue Fochet, 76000 Rouen).

Nom Prénom

Adresse

le feuilleton

Colette dans «la Pléiade»

(Suite de la page 11.)

L'Album de Colette est particulièrement justifié avec des écrits tels que *Le roman expérimental*, dont l'œuvre a pompé la vie comme les insectes bourdonnants de Montigny. Elle complète visuellement les repères chronologiques et les sources fournies par Claude Pichois, et notamment Paul d'Hollander, grand spécialiste de la période Claudine.

Je ne connais pas de matériel plus littéraire, plus prêt à devenir des textes, que ces cartes postales comme nous en avons tous héritées, où, sous un vieux timbre de traviola, des messieurs bedonnants et des dames en noir attendent on ne sait quel cortège, devant les boutiques sépia de «grand rue» sablée... Fermez les yeux sur les vues de Saint-Sauveur-en-Puisaye, et déjà une nouvelle de Daniel Boulanger lance entre les chaises en paille ses chats, ses caquetages...

Le Paris des music-halls sent encore la campagne. Du ferra grimpé à la façade du Moulin-Rouge. L'odeur de glycine repousse sous celle des fonds de teint.

L'ALBUM ne s'arrête pas aux années 10, où s'achève le tome I des Œuvres. Il va jusqu'à la seconde guerre, lorsque le ferra grimpé et le «fanel bleu» du Palais-Royal subissent les assauts de la consécration. En quelques pages, la danseuse nue de Montmar-

tre est devenue l'infirme aux yeux de charbon, à la bouche comme une pieuvre par flèche (disait Cocteau). Henriot et André Marie se penchent tristement sur la gloire nationale, que l'Eglise refusait d'enterrer...

A ces célébrations finales on préfère les moments de bonheur de l'entre-deux-guerres : en Bretagne, à Rozven, où brûlera le *Bleu en herbe*; à la Trille muscade de Saint-Tropez. Des couples en maillot à bretelles font les singes sur le sable atlantique; une femme écrit à sa table de jardin, tandis que le soleil provençal s'acharne contre la pergola... Les mouches de Montigny reprennent leur ronde.

Rien ne nous rapproche autant d'un artiste et entre nous, lecteurs, que le parfum, libre de ce qui ne sera plus.

BERTRAND POROT-DELPECH.

* Œuvres, de Colette, tome I, édition publiée sous la direction de Claude Pichois, «Bibliothèque de la Pléiade», Gallimard, 1 688 pages.

* Album Colette, 324 p., offert à tout acheteur de trois volumes de «la Pléiade».

Ouvrages et manifestations

Si l'on peut déplorer que l'époque actuelle soit trop

frivole d'années et de célébrations, peut-être pour masquer ses incertitudes sur elle-même, comment s'en plaindre vraiment lorsque c'est l'occasion de retrouver, de mieux connaître, voire de découvrir, Colette morte il y a tout juste trente ans, à l'été de 1954?

Plus qu'à une commémoration, c'est à une renaissance avec Colette qu'invitent jusqu'au 31 juillet les éditions Des Femmes, dans leur librairie-galerie parisienne (74, rue de Seine, 75006 Paris). Bien que présentée dans un espace réduit, l'exposition qu'elles proposent rassemble plusieurs manuscrits, des éditions originales, notamment celle de *Chéri* (Payot 1920), des photos, dont deux très belles en couleurs de 1939 par Gisèle Freund, des dessins et des peintures, ainsi que des enregistrements de textes lus par Colette. Parmi les documents

exposés, un seul est en vente. Il s'agit du manuscrit de *L'enfant et les Sortilèges* de Ravel.

Les éditions Des Femmes ont aussi voulu, à cette occasion, restituer à Sido, la mère de Colette, si présente dans son œuvre, sa voix propre, en publiant ses *Lettres à Colette* (1905-1912). S'y ajoutent quelques lettres inédites de Colette à divers correspondants, mais aucune à Sido, toute cette correspondance ayant été détruite. «Dans leur dévouement, dans leurs préoccupations à l'égard de l'enfant chérie — santé, argent, tendresse, — les lettres de la petite bourgeoise Sido ne sont pas sans rappeler les missives plus élaborées de la grande dame Marie de Sévigné», écrit Michèle Sarde dans sa préface (le livre est présenté en coffret, 580 p., 98 F.).

Des extraits de cette correspondance, lus par Edwige Feuillère —

auxquels s'ajoutent un ou deux textes de Colette — vont sortir dans les prochaines semaines en cassette aux éditions Des Femmes. Deux autres cassettes sont d'ores et déjà disponibles : *La Maison de Claudine*, par Amy Duperey, à l'exception d'une nouvelle lue par Colette elle-même, et *La Naissance du jour* par Michèle Morgan, suivie de *Cactus rose* par Colette.

D'autre part, le livre de Michèle Sarde, *Colette libre et entravée*, paru aux éditions Stock en 1978, vient d'être repris en poche dans la collection Points du Seuil (485 p.). «Au commencement était l'angoisse que sa mère Sido voulait à tout prix lui imposer, car il n'y a qu'une seule bête», écrit Michèle Sarde. «Et puis elle a connu les entraves de la province, de la pauvreté, de la réprobation, de l'exploitation. Elle a tenté de s'en libérer. Elle rencontre les lions, les coquelards, les amazones, les femmes de lettres. Sa vraie liberté elle la trouve dans l'écriture. Ses œuvres proposent à la femme des ruptures avec tous les conformismes. A l'heure de la vieillesse, le chemin de la liberté passe par la dépossession. Il la ramène à son modèle bien-aimé : Sido. La boucle est bouclée».

Enfin, après l'été, paraîtront plusieurs autres ouvrages consacrés à Colette. Parmi eux, un numéro spécial de la revue *Musiques*, en octobre (80 F.), qui rassemblera de nombreux documents, notamment des photos et des articles de journaux jamais encore réunis. Egalement en octobre, les éditions Herscher doivent publier *Amouruses Colette*, un album de 320 pages avec un texte de Geneviève Dormann (recherches de Sylvie Datas), (530 documents, dont une vingtaine en couleurs, 298 F. jusqu'au 31 décembre 1984, 350 F. à partir du 1^{er} janvier 1985).

J.O.S.

la vie littéraire

Nos collaborateurs ont publié (suite)

Dans son précédent numéro du 29 juin, «le Monde des livres» a publié, parmi une sélection de lectures d'été, une première liste d'ouvrages écrits par nos collaborateurs. Voici une deuxième liste, dans l'ordre alphabétique, de livres des collaborateurs de notre journal publiés depuis le 1^{er} janvier 1984.

Serge Kostar : *Francis Ponge*. Cet essai parvient à faire le tour d'une œuvre jubileuse, savoureuse, qui a fortement contribué à rétablir notre héritage linguistique dévalisé (Hens Veyrier, 148 pages, 120 F.).

André Laude : *Roi ou roi mort*, le chant d'un poète-désespéré, d'un banni de l'espoir (La Table rase, BP 23, 77230 Cesson, 50 F.).

Paul Morelle : *Un nouveau cadavre*, Aragon, pamphlet qui n'épargne ni l'homme ni l'œuvre poétique et romanesque (La Table rase, 220 pages, 79 F.).

Eric Roussel : *Georges Pompidou*, les grandes lignes du «régime» pompidolien (Lattès, 562 pages, 119 F.).

Alain Woodrow : *Les Jésuites*, histoire de pouvoir, de mystère, de cette nouvelle stratégie, un changement de cap spirituel; l'auteur montre que ce changement est

radical et qu'il est, en fin de compte, une stratégie (Jean-Claude Lattès, 310 pages, 88 F.).

Christian Zimmer : *Le Retour de la fiction*, un observateur attentif du cinéma politique des années 80, qui ne brûle pas ce qu'il a approuvé, précisément parce qu'il ne l'a pas adoré (Ed. du Cerf, coll. «7^e Art», 96 pages, 66 F.).

Précisons enfin que l'ouvrage des Auteurs de la République, *Souvenir de F.V. Raspail* (Hachette) que nous avons signalé dans notre sélection a pour auteurs Pierre Lenoir et Yves Lenoir (et non Lemaire, comme nous l'avons écrit par erreur).

Nathalie Sarraute prix Grinzane Cavour 1984

Le prix Grinzane Cavour, fondé il y a trois ans sous les auspices de la Société Editrice Internationale de Turin et de la cité d'Albe, vivante petite ville située au cœur du vignoble piémontais, est décerné selon une procédure originale, sinon unique. Un jury de douze critiques italiens, présidé par le directeur général adjoint d'Il Giornale de Milan, Ugo Ronfani, sélectionne d'abord dans la production de

l'année six romans ou récits, trois d'auteurs italiens, trois d'étrangers traduits en italien. Ces six volumes sont ensuite soumis à des jurés de classes terminées dans onze établissements choisis par tirage au sort selon un savant dosage entre régions, villes et campagnes, divers ordres d'enseignement. Chacun de ces établissements dispose de trois voix par catégorie (ouvrages italiens et traductions) pour le décision finale.

Ainsi, après un colloque de deux jours sur la lecture, les onze délégués scolaires mènent les suffrages de leurs camarades à ceux des critiques professionnels, en plein air, sous les murs du château de Grinzane Cavour, devant une nombreuse assistance : car le scrutin et son dépouillement se déroulent en public, ce qui n'est pas le moindre particularisme de ce prix...

On vit donc, pour les Italiens, Luca Delsotto avec *Galileo mio padre* (Mondadori éd.) l'emporter d'une voix (pour 155 au total sur *Danza di Porto Pim* d'Antonio Tabucchi (Sellerio), tandis que dans le domaine étranger un véritable plébiscite de ses jeunes lecteurs donne le prix à *Infanzia* de Nathalie Sarraute (Fleury éd.), de préférence aux ouvrages du Bulgare Jordan Radicov et du Nigérien Amos Tutuola, ses concurrents. — MICHEL DÉCAUDIN.

vient de paraître

Document

WILFRED BURCHETT : *Hiroshima maintenant*. — L'auteur, journaliste renommé, mort en 1983, après avoir évoqué l'épouvantable destruction d'Hiroshima, met en garde contre le stock mondial d'armes nucléaires permettant de détruire treize ou quinze fois la planète. Traduit de l'anglais par Gilbert Alleg-Salem. (Ménard/Tempo actuels, 204 p., 85 F.).

Chroniques

JEAN RAMBAUD. En Provence avec «le Monde». Notre collaborateur Jean Rambaud publie le deuxième volume de ses chroniques provençales parues dans le Monde. Nos lecteurs retrouveront dans ces trente-deux articles le récit de fileries dans des lieux célèbres, mais aussi des portraits et des enquêtes documentées de ce pays alpiné par le touriste Ugo Ronfani. (Edisud, 125 p., 397 F.).

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrites inédites de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.


la pensée universelle

ROBERT LUBERLY dans "UNE ÎLE AU SOLEIL" L'ALBUM DE BD À DÉCOUVRIR ENVOI DIRECT 42 F. (64 pages) B.P. 229, 55106 YERDUN (documentation contre un timbre)

ROBERT DARNTON

LA FIN DES LUMIERES

Le mesmerisme et la Revolution



"Qu'est-ce qui bouillonnait en 1780 dans les baquets du docteur Mesmer?"

LE NOUVEL OBSERVATEUR

Par l'auteur de L'aventure de l'Encyclopédie pour l'Histoire PERRIN

Relatio e Micho version et présent J.M.C E CLÉ

كتاب المصطفى

histoire littéraire

Promenade à travers le Bordas

● Un dictionnaire précieux qui fait le grand écart

Je viens de jeter pendant une bonne semaine avec le *Dictionnaire des littératures de langue française* (révisé et complété) que les éditions Bordas commencent à publier. Cela tient à l'ambition de l'ouvrage, à la variété de ses points de vue, à la vivacité presque constante de sa rédaction. Longs ou courts, la plupart des articles échappent à la banalité, à la froideur d'une simple notice d'information. L'essentiel est dit, l'écrivain situé, les raisons de sa présence données; des citations vous mettent au goût des œuvres analysées; une bonne bibliographie fait le point sur les éditions et les recherches. Si quelques articles consacrés à des notions que la critique moderne emprunte à la

linguistique ou à la science toute nouvelle de la communication paraissent plus coriaces, le pittoresque, l'effort difficile et généreux pour être clair, l'important presque partout.

On sait déjà en gros ce qu'est le Bordas (voir le *Monde des livres* du 8 juin) : un monument élevé non à la France, mais à la langue française, dont il prétend en trois gros volumes rassembler les meilleurs écrivains depuis le Moyen Âge jusqu'à nos jours, et des bords de la Seine aux plus lointains pays où le français s'écrit encore. L'attention accordée à la francophonie est le premier caractère distinctif de ce dictionnaire qui traite, sous la plume de spécialistes autochtones, des littératures d'expression française, belge, suisse, québécoise, africaine, antillaise, maghrébine, égyptienne, libanaise dans leurs ensembles, mais qui présente aussi individuellement leurs créateurs les plus marquants. L'émergence de ces littératures est récente, si bien que ces écrivains n'ont pas eu le temps de s'inscrire dans la longue théorie des morts.

Ce mélange du passé et du présent, de l'histoire et du contemporain, constitue la seconde hardiesse de cet énorme inventaire où dix-huit cents écrivains sont répertoriés à leur nom, tandis qu'autour d'eux quatre cents autres « entrées », imprévisibles, étendent approches, conditions, théories et petite histoire de la littérature.

De quoi rapprocher ce nouvel instrument de travail ? Nous avions les *Laffont-Bompiani*, *Dictionnaire des auteurs*, *Dictionnaire des auteurs*, que leur rédaction dans la collection « Bouquins » a rendus accessibles. Mais le dictionnaire de la littérature

est plus grand. « Nous présentons en moins de dix fois plus d'entrées », déclare Jean-Pierre de Beaumarchais, un des trois maîtres d'œuvre du Bordas. Mais les littératures étrangères ne sont pas totalement absentes. Nous étudions leur influence. Nous avons même un article sur Brecht, nous en aurons un sur Shakespeare, pour faire éclater nos limites.

Une vocation européenne ?

Ce Brecht inattendu est en effet une des nombreuses surprises que nous procure ce premier tome. Mais on cherchera en vain Kafka dans le catalogue des entrées à venir. On s'étonne de même de l'absence des États-Unis dans ce répertoire des influences où figurent l'Angleterre, l'Allemagne, l'Espagne, la Russie. A sa vocation francophone, le Bordas ne superpose-t-il pas une vocation européenne ?

Nous sommes et nous sommes classés alphabétiquement. Ainsi s'écrit-on gaillardement d'une monographie sur notre *Arabel* à la découverte totale de la littérature *française* qui se faisait dans la bonne ville d'Arns de la fin du dix-neuvième siècle à 1290. Cette entrée médiévale est si neuve que l'ouvrage qui la fonde, et qui est dû à l'auteur de l'article, apprend-on dans la bibliographie, a été même pas encore paru. C'est ce qui s'appelle être à la pointe de la recherche érudite.

Nous passerons ensuite à l'évocation d'un salon romantique, l'Arse-

nal, sur lequel régnait Nodier, puis à la théorie de l'Art pour l'Art, peut-être trop limitée à son fondateur Théophile Gautier, pour retrouver une nouvelle monographie avec *Artaud*, lequel a droit à cinq colonnes et demie quand *Arabel* n'en avait qu'un peu plus d'une. Pas moyen de s'ennuyer avec ce constant changement de genre, de ton, de lieu, de temps.

La diversité de ces « entrées » réjouit autant qu'elle déconcerte. On ne sait jamais sur qui, sur quoi, on va tomber. Voici, par exemple, classé à *A. l'Affaire Dreyfus*, érudite sur plus de quatre colonnes à travers les réactions qu'elle a suscitées chez les écrivains. C'est un thème en même temps qu'un événement politique. Mais pourquoi la Commune, qui a joué à peu près le même rôle, n'est-elle pas mentionnée ? Les œuvres ne sont pas répertoriées à leur titre, sauf s'il s'agit d'anonymes. Pour les autres, un index de dix sept mille titres les regroupera à la fin du troisième

Chassez le naturel...

Quel est l'inventaire de ces deux célèbres proverbes : « Chassez le naturel, il revient au galop », « La critique est aisée mais l'art est difficile » ? Ni La Fontaine ni Boileau, auxquels le ont dû être plus d'une fois attribués. Jean-Pierre de Beaumarchais les rend ici à notre premier Dictionnaire, Philippe, dramaturge né à Tours en 1680, mort en 1754. Ils sont tirés des deux chefs-d'œuvre de l'écrivain : le *Philosophe marié* (1727) et le *Glorieux* (1732).

volume. C'est un parti à prendre. Mais, dès lors qu'il est pris, pourquoi relever *Eracle* dans le corps des « E », quand ce roman du douzième siècle à pour auteur, nous dit-on, Gautier d'Arns, contemporain et rival de Chrestien de Troyes, qui se taille ailleurs la part belle dans ce dictionnaire.

Vérités que ces contradictions ! En voici une plus grosse. Au nom de son ordre alphabétique, le Bordas se targue dans son avant-propos d'une « mise à plat » de la littérature. En fait, la hiérarchie existe bel et bien. Elle s'installe d'après la longueur des articles : il y a même des gloires reconnues et imposées, puisque quatre-vingts écrivains environ recevront l'hommage d'un « dossier » éclairé par un titre en pleine page, par des tableaux synoptiques où s'écrivent la vie d'un côté, l'œuvre de l'autre. Nous avons déjà signalé que Samuel Beckett est le seul vivant à obtenir cette faveur dans le premier tome. Il y en aura un autre dans les suivants : Eugène Ionesco.

Une dénonciation de la « morale petite-bourgeoise »

Ce sont deux écrivains venus d'ailleurs pour illustrer la langue française : le Bordas est ici cobécité avec lui-même. Mais ce sont aussi des hommes de théâtre, et je crois bien que le théâtre est un domaine privilégié de cet inventaire. Quand je tombe sur un nom inconnu, et l'avoue à ma honte qu'il y en a beaucoup — du moins parmi les écrivains du passé — c'est presque toujours

d'un dramaturge qu'il s'agit. Du mélo à la *Tragédie*, à la *Comédie*, au *Drame*, genres qui font tous les trois l'objet d'un « dossier », ce secteur est passé au peigne fin. L'oralité, le spectacle, appartiennent à la littérature dans ce dictionnaire qui s'ouvre aussi à la *Chanson* et qui présente *Brassens* et *Brel* aussi bien que les poètes les plus hermétiques.

J'ai cherché à repérer les grands axes d'orientation du Bordas, ceux qui déterminent ses choix, ses recensements et constitueraient ainsi sa nature profonde : ouvrage de combat au service d'une esthétique, d'une politique, ou simple bilan de l'état actuel de nos richesses et de nos connaissances ? Je pense pour le bilan. Mais cette encyclopédie spécialisée ne se définit pas très bien dans son avant-propos, qui commence pourtant avec fracas sur une dénonciation de la « morale petite-bourgeoise », « conservatrice et native », qui pèserait encore sur notre conception de la littérature.

On va donc remédier à tout cela ! Effectivement, le Bordas rend les *Ones mille verges* à Apollinaire, sinon le *Con d'Irène* à Aragon, et leur inspiration homosexuelle s'empêchera ni Tony Duvert, ni Dominique Fernandez, à défaut de Renaud Camus, de figurer parmi les contemporains. Comment pourrait-il en être autrement quand on consacre un « dossier » au phénomène de la *Censure* ?

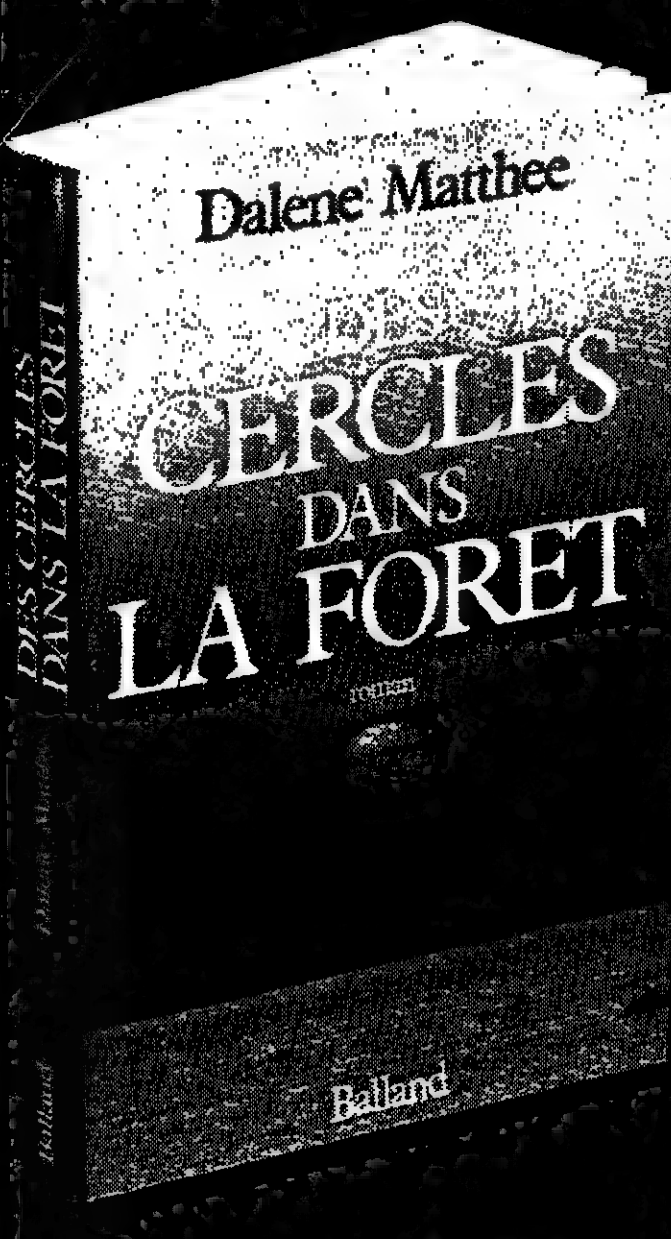
La même largeur de vue — à moins que ce ne soit un refus d'illuminisme — se retrouve dans la sélection des quelques deux cents écrivains vivants. Que cette liste prête à discussion, c'est inévitable. Plutôt que de repérer ses oublis, mieux vaut remarquer son extension. Christine Arnothy se rencontre ici avec Hélène Cixous, Françoise Dorin voisine avec Marguerite Duras, René Barjavel croise Maurice Blanchot, et Pierre Boule Michel Butor. Force est de constater que, entre les écrivains de la modernité et ceux de la consommation courante, le Bordas fait souvent le grand écart. L'*Avant-garde* n'y a d'ailleurs pas bonne presse : « référence dorénavant plénière, [elle] apparaît comme dérisoire et révolue », lit-on. Il n'empêche que pas un écrivain du nouveau roman ne manquera à l'appel, que le nouveau roman lui-même en tant que mouvement ou querelle, que Jean-Pierre Faye et sa revue *Change*, que Sollers et sa revue *Tel quel* obtiennent déjà ou obtiendront une attention particulière.

La notion de littérature, sur laquelle la critique s'est tant interrogée dans les décennies précédentes, en devient floue. Alain Rey, qui fera l'amusante histoire du mot dans le prochain tome, en souligne longuement l'ambiguïté : « *Peut-on risquer une définition unique de la littérature ?* », demande-t-il au terme de son article. Et de répondre : « *Sous littérature, ces discours considérés comme littéraires par un consensus, une opinion commune.* » On ne saurait se montrer plus prudent... ou plus avisé. Car n'est-ce pas appeler le Bordas à conférer à ses écrivains ce label de qualité ?

JACQUELINE PIATIER.

* **DICTIONNAIRE DES LITTÉRATURES DE LANGUE FRANÇAISE** : tome I, de A à F ; 250 collaborateurs sous la direction de Jean-Pierre de Beaumarchais, Daniel Coste, Alain Rey. Éditions Bordas, 856 pages, relié et illustré, 340 F.

UN PLAISIR RARE... LE BONHEUR, DE LIRE DE LA PREMIERE A LA DERNIERE PAGE



le fascinant roman découvert par ANDRÉ BRINK et publié simultanément dans 16 pays.

384 pages
89 F

Balland

Relation de Michoacan

Version et présentation de

J.M.G. LE CLÉZIO

Un livre essentiel et profond

Jean-Yves Létourneau / Le Monde

GALLIMARD nrf

« Un premier roman plein d'humour comosif et de tendresse. Tonique comme de la vitamine ! »
Martine Laval / Télérama

MARIE-FRANCE BRISELANCE

DAMES SANS ROIS

roman

« Ici, la cocasserie règne en maîtresse, mais elle va de pair avec l'intelligence... l'affirmation d'un beau tempérament et d'un vigoureux talent. »
Jean Bourdier / Minute

« Elle n'est pas banale !... Marie-France Briselance a la manière, le truc, la magie, bref, le style. »
Pierrette Rosset / Elle

« Ce livre est écrit avec une pique mais il a le bonheur du trèfle. »
Sim

BUCHET/CHASTEL

18, rue de Condé - 75006 Paris

anniversaire

Jacques Proust : « Un écrivain réfractaire à tous les systèmes »

(Suite de la page 11.)

Les articles « Autorité politique » et « Droit naturel » de Diderot lui-même sont anti-absolutistes mais monarchistes ; l'article du baron d'Holbach, qui est l'un des encyclopédistes les plus radicaux, prône une monarchie tempérée par une représentation de notables, à la manière anglaise. Ces articles présentent ainsi, sur le fond d'une même réprobation pour la monarchie de droit divin, un large éventail de solutions possibles dans les années 1750-1760.

Dans ce que font les encyclopédistes, il y a donc une pratique réclémentaire démocratique : collaborateurs et souscripteurs ont formé une république du contrat, dont Diderot et d'Alembert, qui dirigeaient l'*Encyclopédie*, n'étaient pas les chefs, mais plutôt les législateurs au sens de Rousseau, à la fois au-dessus et à l'écart.

— Roland Barthes disait de l'*Encyclopédie* qu'elle présente « un monde sans peur ». Elle semble arriver à un moment de l'histoire où on peut penser le travail comme quelque chose d'humain.

C'est l'une de ses limites. Dans l'enthousiasme de leur travail, dans le masochisme élan qui caractérise leur œuvre, les encyclopédistes ont oublié qu'il existait des maux sociaux. Les planches de l'*Encyclopédie* constituent l'une des utopies les plus extraordinaires du XVIII^e siècle : elles montrent le monde du travail sans douleur, presque joyeux, les ateliers sont clairs, spacieux, les hommes qui y travaillent sont tous bien habillés et propres. C'est l'âge d'or de la manufacture, mais c'est une utopie, car la réalité est tout autre.

Dans ses rapports avec Catherine II de Russie, Diderot ne tombe-t-il pas dans le piège du despotisme éclairé ?

C'est Robespierre qui a attaché ce gilet en insistant sur le caractère qu'il attachait nécessairement à une œuvre écrite par un individu de la teneur. Il est vrai que Diderot, jusqu'au voyage de Russie, n'est fait que quelques illusions sur celle qu'il appelait « la Séminarie du Nord ». Les théories qu'il défend dans l'*Encyclopédie* sont assez proches du despotisme éclairé des physiocrates, elles n'ont rien à voir avec ce qu'on appelle le despotisme éclairé.

Catherine de Russie et Diderot disposent, comme base pour leurs critiques, principalement de l'œuvre de Montesquieu, dont elle s'est inspirée pour son projet de Constitution avorté, et des écrits d'œuvres physiocratiques. Elle a écouté Diderot très attentivement, mais il a su, en quittant Saint-Petersbourg, que Catherine ne réaliserait pas les réformes qu'il avait préconisées. Il est revenu en France ayant écrit un *Voyage de Hollande* et non pas un *Voyage de Russie*. Or la Hollande était le pays de la démocratie par excellence.

Diderot est républicain, incontestablement ?

— A partir de ce moment-là, oui. Les textes qu'il a écrits dans l'*Histoire des deux Indes* de l'abbé Raynal le confirment. Il y a aussi une page admirable, insérée dans le dernier ouvrage, intitulée « De l'Esprit sur les régimes de Claude et de Néron », c'est une apostrophe aux insurgés d'Amérique, qui date de 1782. S'adressant à la nation américaine récemment libérée de la colonisation anglaise, Diderot manifeste de la façon la plus nette qu'il veut ses sympathies à ce moment-là.

— La fortune de Diderot a été plus rapide à l'étranger qu'en France. Comment expliquer cette expatriation de l'œuvre ?

— Elle s'explique par les amitiés que Diderot a eues pendant sa vie, en particulier par l'amitié de Grimm et de d'Holbach, qui étaient allemands et qui ont été ses meilleurs amis. Ainsi s'il est très tôt en contact avec la pensée allemande. Ensuite il y a eu les occasions éditoriales qui lui ont été données, précisément par Grimm. La *Correspondance littéraire* de Grimm, qui était diffusée principalement dans les cours allemandes, a recueilli très tôt des pages de Diderot, les *Salons*, les *Contes*, puis les grands romans, la *Religieuse*, Jacques le Fataliste.

une grande œuvre philosophique comme le *Rêve de d'Alembert*.

— Il y a une antériorité de la réception de Diderot en Allemagne par rapport à la France.

— Tout prédisposait le public allemand à recevoir l'œuvre de Diderot, et un Diderot que le public français n'avait pas lui-même les moyens de connaître. C'est d'ailleurs par des copies de la *Correspondance littéraire* de Grimm que les grands écrivains allemands comme Goethe et Schiller ont connu d'abord Diderot. Le *Neveu de Rameau*, dont Goethe a fait la traduction que l'on sait, lui est parvenu non pas par la *Correspondance littéraire* de Grimm puisque, on ignore pour quelle raison, il n'y avait pas paru, mais par une copie faite sur la copie.

— Quel est le Diderot que vous aimez ?

— L'écrivain. Ce qui comprend l'homme des *Lettres à Sophie Voland*, qui sont une œuvre à part entière. Elles sont aussi la meilleure biographie que nous ayons de lui, mais leur intérêt n'est pas d'abord



Diderot par Jean-Baptiste Greuze (1767)

de Saint-Petersbourg. Ajoutons à cela que, en particulier dans le domaine du théâtre, la sensibilité du public allemand était mieux disposée que la française à recevoir les innovations de Diderot, surtout ses innovations théoriques, comme on l'a vu avec Lessing dès le XVIII^e siècle. En France, c'est Sainte-Beuve qui a ressuscité Diderot dans les années 1830, en plein romantisme, à partir des *Lettres à Sophie Voland*.

Diderot matérialiste ne croyait qu'à une seule possibilité, celle des œuvres. Laquelle, parmi les sciences, avait le mieux ?

— Contrairement à ce qu'on pourrait croire, l'*Encyclopédie* lui servait bien, puisque de grands éditeurs prennent la peine de la rééditer. Mais en France comme à l'étranger ce sont évidemment les romans et les contes qui l'emportent sans aucune contestation possible sur le reste de son œuvre. A part *Est-il bon, est-il méchant ?*, qui connaît de nouveau un bon succès à la Comédie-Française, le théâtre paraît caduc.

— Cependant, ses théories théâtrales ont de l'intérêt encore aujourd'hui, et des hommes de théâtre les discutent, mais je doute que l'on réussisse à jouer, en tout cas dans cette génération, le *Fils naturel* ou le *Père de famille*.

— Ce qui caractérise la pensée de Diderot, n'est-ce pas avant tout un optimisme fondé sur l'idée de progrès ?

— Je ne connais pas un seul texte de Diderot qui ait comme centre l'idée de progrès. Cette idée existe disséminée dans l'œuvre, mais ce n'est pas l'idée de progrès que nous avons aujourd'hui, qui, elle, repose sur une conception linéaire et ascendante de l'histoire. Diderot avait encore la vieille conception stoïcienne de l'histoire cyclique : comme tout organisme vivant, la société connaît la naissance, la croissance, l'épanouissement, la décadence et la mort.

— Il y a un pessimisme relatif de Diderot : pour la société comme pour l'individu, pour l'espèce comme pour la société, pour l'univers lui-même comme pour notre globe, il faut admettre qu'il y aura décadence et disparition. L'optimisme de Diderot est donc un optimisme à très long terme : il y aura toujours de la matière en mouvement, il y aura toujours des possibilités de régénérescence.

— Quel est le Diderot que vous aimez ?

— L'écrivain. Ce qui comprend l'homme des *Lettres à Sophie Voland*, qui sont une œuvre à part entière. Elles sont aussi la meilleure biographie que nous ayons de lui, mais leur intérêt n'est pas d'abord

de Saint-Petersbourg. Ajoutons à cela que, en particulier dans le domaine du théâtre, la sensibilité du public allemand était mieux disposée que la française à recevoir les innovations de Diderot, surtout ses innovations théoriques, comme on l'a vu avec Lessing dès le XVIII^e siècle. En France, c'est Sainte-Beuve qui a ressuscité Diderot dans les années 1830, en plein romantisme, à partir des *Lettres à Sophie Voland*.

Diderot matérialiste ne croyait qu'à une seule possibilité, celle des œuvres. Laquelle, parmi les sciences, avait le mieux ?

— Contrairement à ce qu'on pourrait croire, l'*Encyclopédie* lui servait bien, puisque de grands éditeurs prennent la peine de la rééditer. Mais en France comme à l'étranger ce sont évidemment les romans et les contes qui l'emportent sans aucune contestation possible sur le reste de son œuvre. A part *Est-il bon, est-il méchant ?*, qui connaît de nouveau un bon succès à la Comédie-Française, le théâtre paraît caduc.

— Cependant, ses théories théâtrales ont de l'intérêt encore aujourd'hui, et des hommes de théâtre les discutent, mais je doute que l'on réussisse à jouer, en tout cas dans cette génération, le *Fils naturel* ou le *Père de famille*.

— Ce qui caractérise la pensée de Diderot, n'est-ce pas avant tout un optimisme fondé sur l'idée de progrès ?

— Je ne connais pas un seul texte de Diderot qui ait comme centre l'idée de progrès. Cette idée existe disséminée dans l'œuvre, mais ce n'est pas l'idée de progrès que nous avons aujourd'hui, qui, elle, repose sur une conception linéaire et ascendante de l'histoire. Diderot avait encore la vieille conception stoïcienne de l'histoire cyclique : comme tout organisme vivant, la société connaît la naissance, la croissance, l'épanouissement, la décadence et la mort.

— Il y a un pessimisme relatif de Diderot : pour la société comme pour l'individu, pour l'espèce comme pour la société, pour l'univers lui-même comme pour notre globe, il faut admettre qu'il y aura décadence et disparition. L'optimisme de Diderot est donc un optimisme à très long terme : il y aura toujours de la matière en mouvement, il y aura toujours des possibilités de régénérescence.

— Quel est le Diderot que vous aimez ?

— L'écrivain. Ce qui comprend l'homme des *Lettres à Sophie Voland*, qui sont une œuvre à part entière. Elles sont aussi la meilleure biographie que nous ayons de lui, mais leur intérêt n'est pas d'abord

de Saint-Petersbourg. Ajoutons à cela que, en particulier dans le domaine du théâtre, la sensibilité du public allemand était mieux disposée que la française à recevoir les innovations de Diderot, surtout ses innovations théoriques, comme on l'a vu avec Lessing dès le XVIII^e siècle. En France, c'est Sainte-Beuve qui a ressuscité Diderot dans les années 1830, en plein romantisme, à partir des *Lettres à Sophie Voland*.

Diderot matérialiste ne croyait qu'à une seule possibilité, celle des œuvres. Laquelle, parmi les sciences, avait le mieux ?

— Contrairement à ce qu'on pourrait croire, l'*Encyclopédie* lui servait bien, puisque de grands éditeurs prennent la peine de la rééditer. Mais en France comme à l'étranger ce sont évidemment les romans et les contes qui l'emportent sans aucune contestation possible sur le reste de son œuvre. A part *Est-il bon, est-il méchant ?*, qui connaît de nouveau un bon succès à la Comédie-Française, le théâtre paraît caduc.

— Cependant, ses théories théâtrales ont de l'intérêt encore aujourd'hui, et des hommes de théâtre les discutent, mais je doute que l'on réussisse à jouer, en tout cas dans cette génération, le *Fils naturel* ou le *Père de famille*.

— Ce qui caractérise la pensée de Diderot, n'est-ce pas avant tout un optimisme fondé sur l'idée de progrès ?

— Je ne connais pas un seul texte de Diderot qui ait comme centre l'idée de progrès. Cette idée existe disséminée dans l'œuvre, mais ce n'est pas l'idée de progrès que nous avons aujourd'hui, qui, elle, repose sur une conception linéaire et ascendante de l'histoire. Diderot avait encore la vieille conception stoïcienne de l'histoire cyclique : comme tout organisme vivant, la société connaît la naissance, la croissance, l'épanouissement, la décadence et la mort.

Propos recueillis par MICHEL CONTAT.

L'« Encyclopédie », cet opéra familial

L'ENCYCLOPÉDIE ne peut plus être feuilletée à l'aveugle pour la simple raison qu'elle a tout lieu, à elle seule, de tous les supports que nous désignons aujourd'hui comme média. Nous percevons mal les articulations de son système textuel et nous avons perdu le mode d'emploi de ses illustrations. Sans doute Roland Barthes, Jean Starobinski, Jacques Proust, ont-ils fortifié nos goûts simples et maladroits de lecteurs requis de pénétrer avec les bras autant qu'avec les yeux dans les volumes monumentaux, dans ce déchiffrement devenu si difficilement déchiffable.

Restant, c'est à Michelot que j'en reviens, à son admiration pour ce qui a rendu toutes les connaissances populaires. Il semble, en effet, que les pages de l'*Encyclopédie* de France consacrées à Diderot offrent une méditation entre la démesure naïve d'une modernité qui désapprend de lire et l'ancienneté de ce monde nouveau qui entendait substituer à la Révolution et à son livre majeur les périlleuses livraisons

d'un exhaustif feuillet. Quand Michelot traite Diderot de « pontophile », et surtout de « Panurge », d'« universel faiseur », l'on ne sait pas trop si c'est du maître d'œuvre de l'*Encyclopédie* qu'il parle ou du *Neveu de Rameau*. Après avoir écrit : « Ainsi la nature tout entière devant l'industrie qui naissait dit qu'elle aussi elle était une industrie », il ajoute : « Le vertige me vient à regarder cette scène prodigieuse ». « Schœ », c'est le mot même qu'emploie couramment Diderot, comme l'a montré Jean Starobinski, qui le premier a remarqué l'extrême théâtralité du grand dictionnaire des sciences et des arts. La fréquentation du théâtre de Diderot rend particulièrement sensible, en effet, une homologie entre les postures du comédien et les planches de l'*Encyclopédie*. On sent, de ce côté, de ce qu'on entend par planches ! Il y a comme une continuité révéralrice entre la mise en scène encyclopédique et la facture théâtrale.

Diderot nous convie à aller et venir entre l'atelier et s'élaborant

En croupe derrière « Jacques »

On devrait lire Jacques le Fataliste et son maître comme on lit un Tintin : de sept à soixante-dix-sept ans. Et le reste au-delà, s'il est écrit sur le grand rouleau, dit Jacques, que nous voyons au-dessus, la rage de vivre chevillée au corps.

On devrait. Mais comment, à ceux qui n'en ont pas encore fait, donner l'envie de suivre les deux cavaliers tout au long des dix aventures, des cent personnages et des trois cents bonnes pages de cette cavalcade sans fin si lointaine ?

— En nous racontant Jacques, mon ami.

— C'est que Jacques n'est pas racontable !

— Allons donc ! C'est que vous n'êtes pas raconteur.

— Soit. A risques partagés, s'entend. Pour moi, celui de trahir l'auteur et de vous faire bâiller. Pour vous, celui de lire cependant l'auteur trahi.

L'époque ? Premier embarras : celle de la révolution ? celle de la publication ? ou celle du voyage buissonnier de Jacques et de son maître ?

La première s'étend sur une quinzaine d'années. Compris vers 1763, à peu près achevé vers 1774, Jacques le Fataliste reste cependant sur la table de Diderot, qui le retouche, le corrige et l'augmente encore entre 1780 et 1781.

Il a alors soixante-sept ans. Ébah, follement jeune, Jacques n'est pas une œuvre de jeunesse. La publication ? Une première, confidentielle, de 1778 à 1780, dans une *Correspondance littéraire*. Suivront, tout long des XIX^e siècles, des éditions plus ou moins fidèles, jusqu'à l'édition critique définitive de S. Lecolaitre et J. Le Galliot (Librairie Droz, Paris-Genève, 1976). Les nombreuses éditions récentes du commerce sont fidèles au texte de Diderot ainsi rétabli.

Quant à l'époque qui fait tant bien que mal la trame du roman, il est difficile de la situer dans le temps avec un peu d'exactitude, tant Diderot est amusé à brouiller les pistes. On peut cependant, à travers ce que Jacques raconte de sa vie, voir presque clair.

Fils de paysans d'une petite aisance, Jacques s'est engagé dans l'armée du roi sur un coup de tête, en 1745, à la veille de la bataille de Fontenoy. Il peut avoir alors vingt et un ou vingt-deux ans. Sérieusement blessé, il est soigné, guéri, reprend du service durant quelques années, puis passe (ou plutôt est passé de main en main par ses maîtres successifs) en qualité de valet-coiffant dans une dizaine d'excellentes maisons.

Même si l'on tient compte de l'assez peu de temps que lui reproche son maître, ce ne peut guère être moins d'une quinzaine d'années après Fontenoy que prend place la randonnée de quelques jours que raconte Jacques le Fataliste. En fait, nous apprenons au passage que Jacques, blessé au genou à Fontenoy et mal opéré, boîtit depuis vingt ans.

Des gendarmes et des voleurs

Deux hommes dans la force de l'âge vont donc vivre sous nos yeux une semaine d'errance cavalière. « D'où viennent-ils ? Du lieu le plus prochain. Où allaient-ils ? Là-encore que l'on sait où l'on va ? », répond Diderot magnifiquement. Et voilà !

A différents indices, cependant, la paraisissent venir de Paris (où vit Diderot), et aller quelque part vers Langres, où il est né), en passant par une contrée désolée et peu sûre, que l'on peut, sans imprudence excessive, situer entre Bar-sur-Aube et Langres, à la frontière, effectivement fréquentée alors par des bandes de contrebandiers et de malfaiteurs, de la Champagne, de la Bourgogne et de la Lorraine.

Ces détails ont leur importance. Lire Jacques le Fataliste aujourd'hui, c'est avant tout plonger avec jubilation dans une ébouriffante aventure de chevaux perdus ou volés, achetés à la diable au bourreau de la ville la plus proche (dont la monture ramène obstinément le malheureux Jacques au pied des gibets et des potences), de manoir ou de bourne volée et retrouvée, de coupe-jerrets, d'agents des douanes

le président De Brocas porte sur Diderot un jugement qui l'estime d'exclure pas le reproche : « C'était un gentil garçon, grand philosophe, fort raisonneur, mais fauteur de digressions perpétuelles ». Voilà précisément un trait d'originalité libérée qui nous le ferait davantage aimer aujourd'hui où nous nous radions de ces grandes constructions systématiques dont l'homme du siècle des Lumières semble avoir encore la nostalgie. Le maître d'œuvre de l'*Encyclopédie* n'est pas loin de s'effrayer le blâme lorsqu'il s'accommode de n'avoir pas « la partie ordonnatrice ».

Il est vrai : Diderot passe pour écrire à la diable. Il aime à laisser perdre le fil directeur ; il ne se soucie pas de donner à ses ouvrages un caractère de composition achevée qui figurerait l'élan et le désir ; il a du goût pour les « folies », comme il appelle le triptyque dialogué de d'Alembert. Une tumultueuse, une enthousiaste improvisation. Et Jacques le Fataliste ? Un inintermittent enchevêtrement de récits hétéroclites. De bavardages en divagations, les personnages paraissent échapper à leur auteur, ce qui ne fait pas l'affaire des censeurs épris de règles, en rhétorique comme ailleurs.

Les têtes ébouriffées font la saveur de la tradition. Très lentement réhabilité, l'œuvre de Diderot a été longtemps l'objet de lectures partielles dévotement. Nous sommes enfin en pleine familiarité avec elle. Ce précieux argentine, grain de levain qui fermentait et dont nous disposons à volonté, a une prodigieuse descendance, si bien que l'*Encyclopédie* n'occupe pas dans notre mémoire une place retranchée et blême parmi les ombres. Il appartient à notre présent le plus vif par l'effacement de son œuvre, brillant, solet aux éclats illudables.

JEAN-CLAUDE BONNET.

Un initiateur des formes nouvelles

(Suite de la page 11.)

Jamais empanaché dans un rôle d'idéologue complaisant ou d'impressionniste stérile, Diderot préfère une subversion douce et non bérécide, plutôt sceptique que prométhéenne, inspirée simplement par une passion de connaître sans reproche. Pas de peur, partons par de là.

Partout s'affirme un parti pris de tendresse (car « le bon style est dans le cœur »), d'où se déduisent la règle et la « cordons » du matérialisme lyrique : aimer de préférence, parce que dans une machine où tout est lié, « s'il y a quelque chose d'indifférent ou d'absorbé, c'est une des suites de notre ignorance » ; se préserver d'être « mal avec soi-même » pour épargner à autrui le poison d'une fausse charité ; ne jamais oublier (parce que la vie est celle de la fleur du plaisir doit venir : la faire partager et en souhaiter la jouissance à tous ceux qu'on aime).

A l'encyclopédisme qui, par sa volonté d'organiser, ne saurait être qu'un maître de dévotion, Barthes oppose en 1913 le bûche Miron qui s'harmonise mieux, selon lui, avec « l'esprit public ». Diderot est assurément un original, mais un curieux de tous les mélanges, mais nous mesurons maintenant la force de son génie réconciliateur. Il est fier de prendre que les physico-mathématiques ne sont jamais fondatrices.

Les têtes ébouriffées font la saveur de la tradition. Très lentement réhabilité, l'œuvre de Diderot a été longtemps l'objet de lectures partielles dévotement. Nous sommes enfin en pleine familiarité avec elle. Ce précieux argentine, grain de levain qui fermentait et dont nous disposons à volonté, a une prodigieuse descendance, si bien que l'*Encyclopédie* n'occupe pas dans notre mémoire une place retranchée et blême parmi les ombres. Il appartient à notre présent le plus vif par l'effacement de son œuvre, brillant, solet aux éclats illudables.

Le génie du hasard, qui rend le *Neveu de Rameau* aux digressions de toute existence : traduit par Goethe en 1806, le texte fut retraduit de l'allemand en français, de sorte que la traduction fut donnée en 1821 comme le texte même de Diderot. En 1823, on découvrit une copie de texte original mais ce n'est qu'en 1891 qu'on en retrouva le manuscrit autographe sur les originaux. Alors, oui, comme il est dit dans *Faut-il* : « Grise est toute rhétorique et vers le bel air de la vie ! »

JEAN-CLAUDE BONNET.

Abdel Magid TURKI Hadj Rahab SOUAMI

Récits de pèlerinage à La Mekke

Journal d'un pèlerin avec une préface de Lakhdar Souami

120 pages 58F

En vente chez tous les libraires et dans l'éditeur

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Gousin 75005 Paris - Tél. 364 32 70

مكتبة المصطفى

EROT
milier

NOTRE CONTEMPORAIN

L'édition des Œuvres complètes à mi-parcours

TRENTÉ-TROIS volumes, dont quatorze parus à ce jour : l'édition Hermann des Œuvres complètes de Diderot (1) est presque parvenue à mi-parcours. Son achèvement est prévu pour la fin de 1987. Ce sera en même temps la fin heureuse d'une aventure exceptionnelle dont le début remonte aujourd'hui aux environs de 1938 !

Près de cinquante ans donc, au total, pour donner à deux mille souscripteurs avisés (et vous pouvez encore être du nombre, le tirage prévu n'étant pas épuisé) la première édition de Diderot à la fois complète, scientifique et belle. On se frotte les yeux : un demi-siècle de travail ? Pourquoi ? Comment ?

Le « comment » d'abord, par dérogation aux habitudes. C'est Catherine de Russie, la Grande Catherine, admiratrice inconditionnelle de l'écrivain, qui s'employa la première à rassembler en une même main, la sienne, la totalité des écrits de Diderot. Elle lui avait acheté symboliquement sa bibliothèque, contre une rente viagère pour lui, et une dot pour sa fille ; et, avec la bibliothèque, une copie manuscrite de ses propres œuvres.

Cette copie, très soignée, fut exécutée dans les années 1780-1781, sur les instructions et pour une bonne part sous le contrôle de Diderot lui-même, par son copiste préféré, Girbal. Peu après la mort de l'écrivain, les trente-deux volumes (manuscrits) de Girbal étaient bien arrivés à Saint-Petersbourg, où il sont toujours, aujourd'hui, à la Bibliothèque d'Etat de Leningrad.

C'est sur ce fonds de Leningrad, qui ne fut inventorié (et médiocrement) qu'en 1882, qu'ont été réalisées les premières éditions dites « complètes ».

Outre son œuvre, Diderot laissait une fille, M^{me} de Vandeuil. Et une masse énorme de manuscrits autographes et de copies, soixante-trois volumes au total, qui devinrent la propriété de celle-ci, puis de ses descendants. Ce fonds Vandeuil, de façon très étrange, resta soit inconnu, soit négligé, en tout cas inutilisé jusqu'au moment (vers 1938) où les héritiers entreprirent de le vendre à une université... américaine.

Passons sur le véritable roman à suspense qui s'ensuivit, et qui vit l'achat du fonds par la Bibliothèque

nationale en 1952 ; puis, vers 1958, la constitution d'un comité national des œuvres de Diderot ; enfin, celle d'un comité de publication des Œuvres complètes, autorité responsable de l'édition en cours, chez Hermann. C'est à la rencontre de trois hommes, autour d'une même passion pour Diderot, et à leur ténacité, que nous devons cette édition, française contre vents et marées. A l'Américain Herbert Dieckmann d'abord, découvreur du fonds Vandeuil et initiateur de toute l'entreprise. Et derrière lui, à Julien Cain, longtemps administrateur de la Bibliothèque nationale, et à Pierre Berès, directeur des éditions Hermann, sur qui seul repose aujourd'hui le poids éditorial, et financier de l'édification de ce monument.

Après ce « comment » rapide, un double « pourquoi » ? Pourquoi engager tant d'argent, tant de temps, tant d'incertitudes, dans une édition que sa richesse même réduit, en quelque sorte, à n'intéresser que les fervents ou les spécialistes de Diderot, et les bibliothèques d'universités ? Par patriotisme ? Oui, pourquoi pas ? Par amour de Diderot ? Oui, évidemment. Par goût du vrai, du beau, du définitif ? Oui encore.

Parallèlement, et du côté de l'acheteur, pourquoi cette dépense.

lourde pour un particulier ? D'abord, pour les mêmes raisons que celles de l'éditeur, qui sont déjà excellentes.

Mais aussi et surtout, par goût d'un savoir plus étendu, plus précis. Si bonnes que soient les éditions courantes de Diderot, elles ne sont pas faites pour contenter ce besoin, mais seulement pour le faire naître. Ajoutons-y par goût du beau livre, de l'investissement matériel et intellectuel réalisé dans la grande tradition typographique française.

JACQUES CELLARD.

(1) Denis Diderot, Œuvres complètes, trente-trois volumes (dont six de Correspondance) ; quatorze volumes parus (juillet 1984). Chaque volume d'environ 400-500 pages, relié toile avec tranche et tête dorée sous une jaquette rhododé, comprend les variantes du texte et un appareil critique et historique important.

L'ensemble est présenté dans l'ordre chronologique. La première édition, à tirage strictement limité de deux mille exemplaires, n'est vendue que complète des trente-trois volumes, soit au prix forfaitaire de 14 800 F (actuel, sous réserve de révision pour les souscriptions ultérieures) ; soit par achat des quatorze volumes publiés (5 680 F) et engagement d'achat des suivants, cautionnés par 2 000 F d'arrhes.

* Editions Hermann, 193, rue Lecourbe, 75015 Paris. Tél. : 557-45-40.

DENOËL DENOËL DENOËL

Barjavel

l'Enchanteur

roman

«René Barjavel est un grand artiste et sûrement l'un des deux ou trois conteurs qui nous restent.» Charles Le Quintrec / Ouest-France

«Barjavel exalte le merveilleux comme une chose de toujours et il y ajoute son humour, sa fantaisie, sa chaleur joyeuse.» Lucien Guissard / Le Pételin

«Quand Merlin quitta le monde des hommes, il laissa une place dans notre cœur : Barjavel vient de la combler.» H.R. / Figaro Magazine

Repères

- 1719 : naissance à Langres le 5 octobre. Le père est maître coutelier.
- 1723 : diplôme de maître les arts de l'université de Paris.
- 1733-1740 : vie de bohème.
- 1742 : se lie avec Rousseau et épouse Antoinette Champion, lingère.
- 1744 : rencontre de Condillac.
- 1746 : se lie avec d'Alembert.
- 1747 : contact avec les érudits pour l'Encyclopédie.
- 1748 : les *Œuvres* indécises publiées anonymement. Mémoires sur différents sujets de mathématiques.
- 1749 : *Lettre sur les aveugles*. Diderot est arrêté et emprisonné à Vincennes. Vie de Rousseau : libéré par ordre du roi.
- 1760 : prospectus de l'Encyclopédie. Rencontre de Grimm, de M^{me} d'Épinay et du baron d'Holbach.
- 1761 : publication du tome I de l'Encyclopédie. Attaques des jésuites.
- 1766 : début de la liaison avec Sophie Volland.
- 1767 : *Paisot* («pâle, sot») publie ses *Petites Lettres sur de*

- grande philosophie*. Rupture avec Rousseau. Début de la collaboration à la *Correspondance littéraire* de Grimm.
- 1769 : arrêt révoquant le privilège de l'Encyclopédie. Selon de 1759 les huit autres seront aussi écrits pour Grimm.
- 1780 : rédaction de la *Religieuse* (publiée en 1786).
- 1781 : première ébauche du *Nouveau de Rousseau*. Diderot est invité par Catherine II.
- 1789 : écrit le *Rêve de d'Alembert*.
- 1771 : Jacques le Fataliste (publié en 1796).
- 1773 : *Paradoxe sur le comédien* (publié en 1830). Séjour à Saint-Petersbourg et entretiens avec Catherine II.
- 1774 : retour à Paris. Écrit le *Voyage de Hollande* (publié en 1819).
- 1782 : publication de l'*Essai sur les règnes de Claude et de Néron*.
- 1784 : 22 février, mort de Sophie ; 31 juillet, mort de Diderot.
- 1830-1831 : édition des *Mémoires*, correspondances et ouvrages inédits de Diderot.

Les principales manifestations

- Colloques**
 - Le Colloque international, qui, du 4 au 11 juillet, se déroule de Paris à Sèvres, Reims et Langres, traite les thèmes suivants : « Diderot philosophe » (responsable : Y. Boileau), « Diderot et l'amour » (J. Goulemot), le 5 ; « Diderot et la politique » (P. Vermière), « Diderot et l'invention littéraire » (E. Walter), le 6 ; « Diderot et la science » (J. Roger), « Diderot et l'art » (J. Chouillet), le 7 ; « Diderot et l'étranger » (R. Mortier), le 8, au Centre international de Sèvres ; « Diderot et le théâtre » (R. Desné), « Le théâtre d'aujourd'hui devant Diderot » (J. Derolles et J. Deloche), le 9, à la Maison de la culture André-Malraux de Reims. Une visite des expositions organisées à Langres a lieu les 10 et 11.
 - Une « table ronde », du CNRS sur l'édition des Œuvres complètes a eu lieu les 2, 3 et 4 juillet à Paris (J. Proust et J. Varloot).
 - « Diderot, l'Encyclopédie et la mer » est le thème du colloque qui se tiendra du 18 au 20 septembre, à l'université de Brest.
 - « Diderot et Graesse, éducation et vie familiale », seront étudiés le 16 novembre, à l'université de Clermont-Ferrand.
 - « Les manuscrits de Diderot » feront l'objet d'un colloque (B. Didier), les 7 et 8 décembre, à l'université de Paris-VIII Saint-Denis.
 - « Les beaux-arts et la musique dans la pensée et l'œuvre de Diderot », les 14 et 15 décembre, au Centre d'études sur le dix-huitième siècle, Aix-en-Provence.
- A l'étranger, plusieurs colloques ont déjà eu lieu, dont ceux de Vienne, Leningrad, Cologne, Charleston, Boston, Bucarest. Parmi ceux qui vont se tenir : Duisbourg (RFA, 3-5 octobre), Hall (RDA, 1^{er} décembre), Edimbourg (Grande-Bretagne, 2-5 septembre), Metastud (Hongrie, 15-22 octobre), Kyoto (Japon, 18-22 octobre), Lisbonne (Portugal, janvier 1985), Tunis (Tunisie, 9-10 novembre).

- Théâtre**
 - On ne dénombre pas moins de vingt et un spectacles montés à l'occasion du bicentenaire. Parmi eux :
 - « Est-il bon ? Est-il méchant ? », mise en scène de J. Dautremey, à la Comédie-Française (repris du 18 au 30 juillet).
 - « Le Rêve de d'Alembert », adaptation et mise en scène de J. Kraemer, création, le 23 octobre, au Théâtre de l'Athénée.
 - « Le Nouveau de Rousseau », mise en scène de G. Werfer, avec Michel Bouquet, tient l'affiche au Théâtre de l'Atelier jusqu'à fin août.
 - Expositions**
 - « Diderot et la critique de Salomon, 1759-1781 », Musée du Breuil-de-Saint-Germain, Langres, jusqu'au 15 septembre.
 - « Les chambres merveilleuses des cent physionomies de Denis Diderot », environnement poétique et audiovisuel créé par la Maison de la culture de Reims, est présenté à la Conciergerie de Paris en juillet et août.
 - « Diderot et l'art de Boucher à David. Les Salons », Paris, hôtel de la Monnaie, du 5 octobre 1984 au 7 janvier 1985.
 - Le projet « Encyclopédie vivante », qui sera réalisé en 1985 par les régions à l'initiative de la Maison de la culture de Reims et devrait aboutir en 1986 à La Villette, est présenté à la Conciergerie de Paris jusqu'au 20 août. Une émission faste sera diffusée par TF 1 en juillet.
 - Concerts**
 - Musiques françaises du dix-huitième siècle, Théâtre municipal, Langres, le 10 juillet.
 - Œuvres du dix-huitième siècle par l'orchestre de chambre Jean-François Paillard, cathédrale de Langres, le 31 juillet.

Un événement mondial : la réédition en 18 volumes de la prestigieuse

Encyclopédie de Diderot et d'Alembert

le chef-d'œuvre du Siècle des Lumières enfin accessible à tous les amateurs

Le monument de la culture occidentale

Depuis plus de deux siècles, la grande Encyclopédie ou Dictionnaire Raisonné des Sciences, des Arts et des Lettres réalisé par Diderot et d'Alembert avec les collaborations des intelligences les plus éclairées de l'époque, de Voltaire à Rousseau, Buffon, d'Holbach ou Turgot, sera à la fois l'œuvre la plus citée et la plus célébrée, mais aussi la moins vue de notre civilisation.

Ce monument gigantesque du Siècle des Lumières vient enfin d'être réédité, en 18 volumes, par Franco Maria Ricci, l'un des éditeurs les plus prestigieux de notre temps.

Cet événement comblera les philosophes et les bibliophiles, mais aussi les industriels, les commerçants, les architectes, les artisans de toutes sortes qui y découvriront une documentation inestimable sur leur spécialité, ainsi que le lecteur curieux pour qui l'Encyclopédie constituera une source inépuisable d'informations et de rêves...

1100 articles parmi lesquels :

- Agriculture
- Antiquités
- Art Militaire
- Chapenterie
- Chasse
- Chirurgie
- Économie
- Équitation
- Graouze
- Histoire Naturelle
- Horticulture
- Imprimerie
- Lutherie
- Marine
- Métallurgie
- Mécanique
- Ménuiserie
- Musique
- Orfèvrerie
- Poterie
- Serrurerie
- Tapiserie
- Théâtre
- Vannerie
- etc.

Dix-huit volumes in-folio, dont douze volumes de planches constituant l'Atlas iconographique le plus vaste de l'ère moderne

Réalisée au format de l'édition originale de Paris (1751-1772), l'Encyclopédie comporte cinq volumes de textes regroupant plus de 11000 articles passionnants sur les idées, la politique, les arts, les techniques, les lettres et les sciences, plus douze volumes de planches reproduisant intégralem...

et des articles et une série d'études inédites d'illustrations spécialisées, comme Roland Barthes, Jorge Luis Borges ou Alain Pons.

ment, on fac-similé la totalité des gravures originales, plus un volume d'analyse contenant 230 biographies, un index des planches

AVERTISSEMENT : Le nombre de collections disponibles est limité. Si vous désirez recevoir, sans engagement de votre part, une documentation complète sur la prestigieuse réédition de l'Encyclopédie réalisée par Franco Maria Ricci, résumez brièvement le bon « contre » à : E.F.S., Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75755 Paris Cedex 15.

Demande de Documentation au sujet de l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert

de désirer recevoir, sans aucun engagement de ma part, une information complète sur l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert rééditée par Franco Maria Ricci.

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

TEL. _____

Renvoies soigneusement cette demande de documentation sans engagement et retournez-la à : E.F.S. Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75755 Paris Cedex 15

Le Monde

culture

DANSE

OUVERTURE DU FESTIVAL DE MONTPELLIER

Chopinot pleins feux, Bagouet nyctalope

Le quatrième Festival de Montpellier confirme sa vocation chorégraphique. Sa durée passe de deux à trois semaines, affiche soixante-huit représentations avec dix-sept compagnies invitées, six créations (toutes de danse contemporaine), un intéressant programme de danses indiennes, plusieurs spectacles de ballet classique et de nombreuses interventions de rue.

C'est Régine Chopinot qui a ouvert le bal avec une création, *Via*, Chopinot devenue en quelques années la star de la jeune danse française. Son style déconcertant, qui structure le mouvement, son choix de musique, son comportement un peu dingue, l'ont fait cataloguer comme « punk », « néo-punk » même pour les menueques d'échiquier. Mais, derrière les gestes fous, les allures crânes, provocantes, il y a une chorégraphie au visage grave, aux yeux attentifs, soucieuse de bien dire ce qu'elle a à dire.

Il existe chez Chopinot une violence latente, une force dynamique, une ironie acide comme chez Pina Bausch, même si son mode d'expression est totalement différent. Le danger pour elle serait de se laisser enfermer dans un look éphémère qui ne retiendrait que son côté « marrant ».

Grand écart prometait beaucoup, *Défilé* ouvrait une perspective théâtrale ambivalente mais peut-être pas assez mûrie ; *Via* est un agréable divertissement dansé, parfaitement

au point - sans plus pourrait-on dire. Mais, lorsqu'on réalise que Régine Chopinot est manant depuis trois semaines et qu'on la voit sur scène, menant sa troupe de haute main, on peut considérer *Via* comme une sorte de respiration où le chorégraphe se reprend pour mieux bondir.

Via est un mouvement perpétuel, coloré, gai, évoquant le cirque, le music-hall, les comédies musicales, le jogging, les feuilletons télé ou le BD. Une heure durant, les danseurs se livrent à une parade délectée sur tout le plateau ; danse dégingolée et oscillante avec des chutes de biberon, des pyramides humaines, des gestes de tortues renversées sur le dos, mais aussi quelques figures très pures découpées au chalumeau, bref tout ce qui fait le style chopinotesque.

« Les déserts d'amour »

Le dessin chorégraphique un peu linéaire est innervé par une musique à citations de Flamenco, de tango, de jazz, de rythmes brésiliens. Et comme Régine Chopinot ne laisse rien au hasard, il faut aussi mentionner son utilisation d'éclairages extrêmement sophistiqués, et les costumes dirigés de Gauthier (robes abêt-jour, sautoir, tongs, tongs genre pensée) et, pour Régine, quelques choses qui ressembleraient à une couche-culotte de bébé.

On reste dans le divertissement avec *Défilé d'amour* de Dominique Bagouet ; un divertissement royal qui

mobilise auprès des danseurs du Centre chorégraphique de Montpellier l'Orchestre de Languedoc-Roussillon, dirigé par Cyril Diederich, et le groupe Hérédité.

Dominique Bagouet sollicite la musique classique pour tester la solidité du geste contemporain, pour affirmer son style face à la pérennité de Mozart. Mais il joue aussi de l'opposition entre la pureté mozartienne et l'univers sonore de Tristan Murail, qui lui offre un espace sans structures, sans limites. De même que le fond de scène ouvert sur la campagne de Grignan offre aux danseurs un champ illimité d'où ils peuvent surgir et se perdre dans une nuit où résonne l'aboiement d'un chien et le cri d'un crapaud.

Ambiance étrange de fête à la Watteau. Dominique Bagouet, poignet cassé, pied subtil, évolue comme un Pierrot lunaire, sans rien laisser paraître de ses angoisses, de ses désirs. La danse déploie ensembles et soli selon des parcours rigoureusement déterminés ; elle se formule en figures pures, balancées, tournées, sautées, croisées... toute une activité étale et glorieuse. Étrange ballet de fantômes qui la musique vivante parvient à maintenir à la surface, à la limite du réel et du rêlé.

MARCELLE MICHEL.

* *Via* sera présenté au Festival d'Avignon. Salle Baudouin, du 20 au 24 juillet.

EXPOSITIONS

TIM AU MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS

Le journalisme dessiné

Le caricaturiste, après avoir été l'ennemi et le défenseur du faible contre le fort, a conquis une place nouvelle, celle d'observateur de l'histoire en train de se faire. Tim, qui expose au Musée des arts décoratifs - Quarante ans de politique - est en bien la preuve vivante. Un historien qui, plus tard, suivrait ses dessins publiés durant ces quatre décennies, glorifierait évidemment y retrouverait le fil de l'époque. Et souvent en parvenant personnel, Tim ne va qu'à l'essentiel. Il écarte le plus spectaculaire, le plus facile ; abordant son métier en journaliste, il ne veut retenir que ce qui importe, dire tout fait aux faits.

Depuis de longues années, il a pris l'habitude de travailler, comme il dit, « au journal », et non dans le retrait de son atelier. Il aime l'agitation qui se fait autour. Chaque mot lancé est une idée possible. Et puis il y a les journaux, presque tous les journaux, dont il est un vorace lecteur, jamais rassasié parce qu'il a toujours l'angoisse du dessin à trouver. Souvent l'illumination de l'idée finale arrive la nuit, après avoir longuement pensé sans que rien ne vienne. Comme si dans la position conchale les idées se déconstruisent, se détachent plus clairement. Il ne lui reste plus qu'à se lever pour les noter !

Son style est le raccourci, le résumé, en une image, souvent sans légende. Contrairement aux dessinateurs de bandes dessinées qui décomposent leur narration en séquences, dont la dernière donne la conclusion, Tim les concentre toutes en une. Naturellement ce court chemin du dessin est un labyrinthe mental. Il arrive qu'on ne sache pas d'où « vient » le dessin, ni même où il va. Empruntant toujours des voies périlleuses, Tim est un dessinateur qui de temps à autre rate son coup. Mais lorsqu'il le réussit (*le Capital* de Marx marqué par un dollar) il peut être grand.

Tim est tout de même un journaliste d'un type particulier. C'est un artiste. De plus il se réfère au grand art pour parler des événements. Il est un des rares, à part le truculent Mésidor du *Canard enchaîné*, grand amateur de baroques fresques narratives, à recourir au pastiche de tableaux de maîtres. *Les Baigneuses*, de Cézanne, *l'Angélique*, de Millet, *la Ronde de nuit*, de Rembrandt, n'ont pas de secret pour lui.

C'est une fois entré à l'Express, il y a vingt-sept ans, que Tim forme le style qu'on lui sait, fait d'abord d'une chevelure de traits incertains avant de finir dans la précision la plus dense. Plus exactement juste après avoir illustré Zola et Kafka. C'est dans ce travail de réflexion que son dessin avait soudain trouvé son chemin de liberté.

On voit dans cette métamorphose soudaine tout ce que Tim doit à Daumier. Son cas est assez singulier dans la caricature actuelle, c'est un anachronisme du dix-neuvième siècle. Comme Daumier il lui arrive de sculpter des têtes : à force d'en avoir les traits dans la mémoire et dans la main, il lui est facile de les modeler en trois dimensions dans la terre glaise. C'est un comique de situation

qui découle de la contradiction des choses et des faits, condensés en une seule image, que le regard saisis globalement avant d'opérer mentalement le démontage. Chez lui le rire n'est qu'un moyen, de la caricature, l'émotion en étant un autre. Son dessin au rire bienveillant va du sourire en coin au sentiment tragique.

Mais avant tout, il est conduit par une volonté de dessiner, de pousser le travail du trait aussi loin que possible afin d'accroître la densité. Il s'aime pas en faire une scénographie légère pour transmettre *illico* un message rapide. Tim est lent. Il lui faut prendre son temps, même s'il dessine vite. Il a la chance d'avoir une tribune hebdomadaire sur un

papier glacé, imprimé en offset, qui lui permet un travail au trait fin, de dégradé et d'estompe, comme le pratiquait autrefois son cher Daumier, en lithographie. C'est la méthode qu'utilisait également Steinlen dans *l'Assiette au beurre*, tandis que Gavarni pratiquait la caricature au lavas.

Cet art, il a beau le pratiquer depuis quarante ans, Tim dit n'en avoir pas trouvé la recette. Il reste toujours à inventer. C'est chaque jour que le dessinateur de l'événement doit aller au charbon.

JACQUES MICHEL.

* Tim, quarante ans de politique. Au catalogue (Éditions Flammarion), texte de François Mathé. Au Musée des arts décoratifs. Jusqu'au 27 août.

CINÉMA

A LA CINÉMATHEQUE

Gaby Morlay, l'ambassadrice

Cinquante films de Gaby Morlay (elle en a tourné une centaine) à la Cinémathèque française, jusqu'au 14 août, c'est un bel hommage rendu à une actrice qui débuta en 1913 et fut, des années 20 jusqu'à sa mort en 1964, une figure populaire du cinéma français. Et l'hommage devient un événement puisqu'il a été organisé, conçu, avec la Cinémathèque de Toulouse. Celle-ci possède, en effet, un « fonds Morlay » très important : soixante-dix-huit films recueillis, sauvés, grâce à Francis Grosso, ami et admirateur de l'actrice, qui est allé jusqu'au mécat pour constituer cette collection.

Raymond Borde, conservateur et président de la Cinémathèque de Toulouse, avait, jadis, rompu avec Henri Langlois. Après sa disparition, il publia une étude sévère sur le « dossier » de la Cinémathèque française. Cette querelle passionnelle, ces mauvais rapports commencèrent à s'apaiser, en 1981, lorsque le CNC (Centre national de la cinématographie) signa une convention avec l'association toulousaine, la plaçant sur le même plan officiel que les Archives du film de Bois-d'Arcy et la Cinémathèque française. Aujourd'hui, Gaby Morlay sert, en quelque sorte, d'ambassadrice à une réconciliation qui n'avait que trop tardé.

Raymond Borde, accompagné de son épouse et de son administrateur, Jean-Paul Gorce, est venu, mercredi soir, inaugurer l'hommage, qui commença avec un sketch du *Billet de mille* (1934) et *la Voile bleue* (1942), célèbre mélo qui fut le plus grand succès commercial de notre cinéma sous l'occupation. Raymond Borde n'a fait qu'une allusion discrète au passé. Personne, d'ailleurs, semble-t-il, ne l'attendait au tournant. Mais, en recevant la Cinémathèque de Toulouse, Bernard Lantier, délégué général de la Cinémathèque française, a souligné l'intérêt des échanges de copies et des liens qui doivent, désormais, s'établir entre Paris et toutes les cinémathèques francophones.

Reste à savoir - et la sélection qui a retenu les films les plus caractéristiques le dira - si Gaby Morlay, au-delà de l'adoration entretenue par une génération déjà ancienne, résiste, dans ses compositions diverses, à l'épreuve du temps. On n'a pas ici des aspects moralisateurs et trop édulcorés du *Volle bleu*. On n'a pas pleuré non plus aux sublimes sacrifices de Louise Jarrand, consacrant sa vie aux enfants des autres. L'atmosphère était, surtout, à la curiosité.

JACQUES SCLIER.

* Projections dans la salle de Chailot.

THEATRE MONT-PARNASSE

exercices de styles

DANIELE LEBRUN
JACQUES SEILER
JACQUES BOUDET

RAYMOND QUENEAU

Du lundi au samedi jusqu'au 28 juillet

VARIÉTÉS

STEVIE WONDER A BERCY

Un melting-pot éblouissant

Stevie Wonder a présenté depuis lundi 2 juillet trois concerts éblouissants au Palais omnisport de Bercy. Et il y donne encore ce jeudi 5 un spectacle avant de partir en tournée dans les régions.

Ce qui frappe d'abord, aujourd'hui, chez cette superstar de la musique américaine qui, à trente-quatre ans, a déjà une aventure de vingt années jalonnées d'impressionnantes succès et d'ambitions artistiques réalisées avec une rigueur, une précision, un plaisir chantonnant, c'est une manière spontanée de parler au public, de se présenter, de glisser naturellement dans son discours des mots français. Très vite ensuite, il galvanise la salle, la fait entrer dans son jeu, l'entraîne dans un univers où il a opéré son propre « melting pot » avec toutes les musiques (soul, blues, rhythm and blues, jazz, rock, reggae, et même country), où il se sent libre de toute attache et où il invente des harmonies en technicoles, pousse le rythme dans sa stabilisé extrême ou, au contraire, au paroxysme.

Maître en composition, arrangeur, interprète, producteur et instrumentiste hors pair - aux claviers comme à l'harmonica - personnage plein d'énergie, affamé de musique et de rencontres, Stevie Wonder a bouleversé les structures traditionnelles de la musique soul. Puis il s'est de plus en plus concentré sur un travail de studio qui a atteint un haut degré de perfection. Pour cette tournée, il a fait imaginer un élégant décor qui dispose ses musiciens (trois guitares, deux percussions, un saxophone, une trompette, un deuxième clavier et quatre choristes) comme dans un studio d'enregistrement. Lui-même, au devant de la scène, a ses différents claviers posés sur des éléments mobiles : ce qui lui permet de jouer sur le mouvement et de gonfler, de faire oublier cette côté de naissance qu'il traite parfois avec humour en disant : « Je ne suis pas

lié extrême ou, au contraire, au paroxysme.

Stevie Wonder use d'ailleurs de son humour sur sa carrière passée puisqu'il parodie durant le concert le personnage d'enfant prodige qu'il fut il y a vingt ans. Depuis, il a su grandir, prendre en main son aventure et développer avec éclat sa magie jusque dans des albums conceptuels. Stevie Wonder a de bons musiciens en sa compagnie, et avec eux il donne toute la force, toutes les lumières nécessaires à ses musiques. Avec une mise en place et une sonorité impeccables. Il reste aussi seul à son piano et chante quelques-unes de ses mélodies sublimes, de ses ballades chargées de vibrations et de swing qui ont fait des dernières années le tour du monde. Avant de terminer par *Happy Birthday* en hommage à Martin Luther King.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Lyon, le 11 juillet, Cannes, le 12, Strasbourg, le 14.

ROCK

LOU REED AU ZÉNITH

Le rôle de l'âge

Le sont loin les concerts où Lou Reed inventait et réinventait le rock à chaque respiration, tranchant et dangereux de l'attitude au verbe, électrique et urgent, portant les mythes à bout de bras, chevauchant les interdits, poudré jusqu'aux pupilles et titubant, le visage bafoué sur des habits sombres. Il avait le groupe le plus furieux et le plus bouillonnant, les compositions les plus sauvages et les plus scénaristiques, des hymnes toujours sur le thème de la révolte et nourris des triplications new-yorkaises. Lou Reed était un sa, un ange de l'enfer, prêt à tout, réquiescent et peu et poussant toujours plus loin les limites d'un théâtre outré et malsain. C'était le début des années 70 : derrière lui s'engouffraient les David Bowie et autres Roxy Music ; avec lui le rock perdait définitivement son innocence et apprenait à jouer avec ses monstres.

De tout cela, aujourd'hui, on garde le souvenir de moments privilégiés, trop intenses, trop rapides pour pouvoir durer sans qu'on se brûle. Lou Reed, en revenant à la normalité, s'achève une respectabilité. Sur scène, il joue sans fard et sans artifice, passant d'un morceau à l'autre avec détachement et les laissant

pour ce qu'ils sont sans en rajouter dans la dimension humaine. Ode à leur contact original, de leurs passions ultimes, on les découvre différemment, dénudés, dégoûtés, autres, parfois méconnaissables. Restent une poésie urbaine superbe et des mélodies impérieuses.

De Lou Reed on ne retient plus que l'auteur-compositeur essentiel, qui a eu sur le rock une influence comparable à celle de Dylan, et le chanteur inimitable avec sa voix aigre-douce qui zigzague et ses accents qui traînent, évocateurs et sautés. Fini de jouer les héros ! Au Zénith, le mardi 3 juillet, Lou Reed s'est contenté d'être lui-même. Il y avait quelques choses d'assez basses à la voir endosser simplement son rôle de musicien et porter son âge avec une certaine confiance, même si, peu à peu, la monotonie des nouveaux arrangements a fini par apporter l'ennui.

Entouré de musiciens inépuables, invisibles tant ils semblent peu impliqués, mal servi par un jeu d'éclairages médiocres, il s'est imposé seul, sans jamais pourtant chercher le contact, devant une salle pleine qui l'a soutenu presque à son insu.

ALAIN WAHL.

NOTES

Jazz

TUSQUES, A DEJAZET

Utopie musicale

Autour de François Tusques, Ramadoff, Sylvain Kassap, Bernard Vitet, Carlos Andru, le Jamaïcain Noel Mac Gille, le Sénégalais Yoro Gueye et quelques autres à la barre, au jazz, aux congas ou à la basse électrique, l'Intercommunal Free Dance Orchestra rassemble toutes sortes d'interprètes, selon la tradition de rencontre de musiciens et de communautés différentes. Son projet est de préparer, en sept jours, à Dejazet (du 6 au 12 juillet), la soirée prévue au Festival de Lorient le 11 août prochain, en compagnie de Djalal Ar Menez et de l'École Carthésienne (chapiteau de 10000 places...).

Les titres de l'Intercommunal Free Dance Orchestra parlent d'eux-mêmes : *les Amis d'Afrique*, *le Voyage de Carmen en Chine*, *l'Illet Chillon au petit matin*, *Vérification d'identité*, *la Valse d'une certaine incertitude enjouée*... Le projet reste clair : coller aux temps présents, maintenir active une sorte d'utopie musicale, jouer et danser.

FRANCIS MARMADE.

• **RECTIFICATIF.** - Une phrase inversée dans l'article de Jean-Louis This relatif à la nomination du nouveau directeur de l'Orchestre philharmonique de Lorraine (*le Monde* daté 1-2 juillet 1984) a été attribué à M. Gérard Akoka, chef « sortant », la direction musicale de l'Orchestre symphonique de Richmond, en Virginie, au détriment de M. Jacques Houtmann, qui s'est illustré depuis de nombreuses années à la tête de cette célèbre formation américaine.

Théâtre

« LA RÉPÉTITION DANS LA FORÊT »

de Nicolas Bataille

Comment William invente un songe

Dans la cave de l'hôtel de Beaux-arts aux voûtes gothiques, le Festival du Marais propose la *Répétition dans la forêt* ou comment Shakespeare écrit le *Songe d'une nuit d'été*, mis en scène par Nicolas Bataille. Sur une estrade minuscule, six comédiens incarnent des artisans choisis pour interpréter une pièce de théâtre à l'occasion d'un mariage. Les rôles sont distribués. Fous rires et plaisanteries, les répétitions débattent dans l'allégresse. Mais Pyrame et Thybée n'inspirent pas ces joyeux lurons. L'un d'eux eux - il s'appelle William - propose une nouvelle pièce puis une autre encore et, peu à peu, les histoires se mêlent. La fantaisie l'emporte sur le drame, et les comédiens, de mieux en mieux dans leurs personnages, cessent de faire les pères pour jouer le comédien. Et c'est ainsi que des observations en filigrane mènent le *Songe d'une nuit d'été*.

Des costumes faits de bouts de tissu et de hardes crochétées maison, quelques accessoires, et le tour est joué. Les six comédiens en corps de danseur choisis par Nicolas Bataille n'ont pas besoin d'autre chose. Ils n'ont pas de complexité, ils sont drôles, surtout dans la première partie de la pièce, et millement ambigus pour ceux qui, comme au temps de Shakespeare, interprètent des rôles réminiscent. Une pièce sans carcan, simple comme bonjour, riche de bonne humeur.

CAROLINE DE BARONCELLI.
* Jusqu'au 12 juillet.

THÉÂTRE

A LA MAIRIE DE PARIS

M. Gérard Violette succède à Jean Mercure comme directeur du Théâtre de la Ville

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a annoncé, le 4 juillet, que le successeur de Jean Mercure, qui est directeur du Théâtre de la Ville depuis 1967, serait l'actuel administrateur du théâtre, M. Gérard Violette (*le Monde* du 5 juillet).

M. Chirac a rendu hommage aux qualités de gestionnaire de Jean Mercure, homme de théâtre et d'investigation, mais aussi un homme « sérieux par son art et son public ». Le maire de Paris a souligné que le Théâtre de la Ville fonctionnait « dans la qualité, l'harmonie et l'équilibre » depuis seize ans avec un taux de fréquentation de 85%, chiffre à peu près égalé dans la capitale, et que cette réussite exceptionnelle est fondée sur une « pluralité disciplinée et une ouverture sur toutes les formes scéniques de la création ». Quant au successeur de Jean Mercure, M. Chirac a répondu aux journalistes qu'il avait opté pour la continuité malgré les nombreux candidats de qualité... « Je ne voulais pas prendre de risque », a-t-il dit. Il compte désormais sur le nouveau directeur, homme « compétent et efficace » pour maintenir la diversité des arts en associant « les formes les plus consacrées de l'art dramatique aux formes les plus novatrices » dans un esprit accessible à tous les courants.

[Gérard Violette est né en 1936. Diplômé de l'Institut d'études politiques en 1959, il est entré au Théâtre de la Ville en 1967 comme administrateur général aux côtés de Jean Mercure.]

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

PRINCIPALITÉ DE MONTAGNE	CONCERTS DU PALAIS GARNIER
Orchestre Philharmonique de Monte-Carlo	Orchestre Philharmonique de Monte-Carlo
Dir. : Claudio Abbado	Dir. : Claudio Abbado
18/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo	18/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo
19/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo	19/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo
20/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo	20/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo
21/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo	21/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo
22/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo	22/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo
23/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo	23/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo
24/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo	24/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo
25/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo	25/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo
26/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo	26/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo
27/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo	27/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo
28/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo	28/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo
29/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo	29/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo
30/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo	30/1 : 19h30 - Opéra de Monte-Carlo

THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA DE PARIS

AVIS DE CONCOURS

ENGAGEMENT DE DANSEUR ET DE DANSEUSES SURMÉRIAIRES

AUDITION : Lundi 23 juillet 1984

ÂGE : Minimum 18 ans, le 23 juillet

QUARTIER : Pour le GRCOP : une audition chorégraphique et une audition musicale

© Pour tous des renseignements de pas indiqués par le Théâtre de l'Opéra

INSCRIPTION ET RENSEIGNEMENTS : Régie de la Danse, 8, rue Scribe - 75008 PARIS - Tél. : 296-50-22 - Poste 373 et 426.

COMMUNICATION

POUR FACTURE IMPAYÉE DE 4,8 MILLIONS

Les PTT coupent le câble de R.-Com réseau d'informations pour radios locales privées

Depuis le 30 juin, soixante-quinze radios réparties sur l'ensemble de la France sont privées des émissions nationales et flashs d'informations nationales et internationales que leur procurait chaque jour la société R.-Com, première agence de presse sonore à l'intention des radios locales. Le câble qui reliait le studio parisien de R.-Com à l'ensemble de ces stations a, en effet, été coupé. Motif : l'arbitraire impayé de 4,8 millions de francs réclamés par les PTT et correspondant à une année d'exploitation permanente du câble.

Aucune société travaillant avec les radios locales privées n'aura sans doute provoqué depuis 1982 autant d'interrogations, de convulsions, voire de jalousies que ne l'a fait R.-Com, bien connue dans ce secteur. Aucune n'aura davantage intrigué les observateurs, agacés les stations périphériques et dérangés tous ceux qui, contemplant la toile d'araignée du réseau tissée sur tout le territoire, se penchaient à rêver aux possibilités et ouvertures multiples que leur procurerait l'exploitation de telles liaisons câblées. Car il y avait un mystère - le coût global de l'opération - et chacun savait que du tarif imposé par les PTT dépendait entièrement l'intérêt de cette exploitation.

Septembre 1982 : M. Philippe de Renty, ancien chef de publicité à *Télé 7 jours* et passionné par la radio, recherche la formule qui permettrait de relier entre elles une centaine de radios locales pour leur fournir des émissions d'informations nationales et internationales. Un produit qui pourrait entrer dans le cadre des 20 % de programmes qu'une radio locale a le droit de se procurer sur le marché extérieur et que de nombreuses stations n'ont ni la volonté ni les moyens de fabriquer elles-mêmes. Il expose alors son projet aux PTT et souhaite bénéficier d'un ensemble de liaisons spécialisées de 10 kHz correspondant à l'implantation d'un réseau non exploité, demandé dans le passé par une société de distribution détreuée de sonoriser ses succursales. Les PTT, qui n'avaient à l'époque jamais reçu de demande semblable, accep-

tent le principe et font état d'un devis mensuel d'exploitation, calculé lors de la construction du réseau, d'un montant de 150 000 F. M. Philippe de Renty parcourt alors les régions, démarchant les radios et diffusant des premiers flashs en janvier 1983. Les PTT acceptent de leur côté de ne facturer l'exploitation du câble qu'à partir de juillet, le temps de raccorder peu à peu les stations intéressées.

En fait, la première facture ne parviendra à la société qu'en février 1984, alors que soixante-quinze radios reçoivent désormais les programmes de R.-Com. Une lettre des PTT, du 15 février annonce déjà un arrêté à payer de 2,9 millions de francs ! Stupéfait de ce montant, M. Philippe de Renty fait valoir l'accord (verbal) d'origine et le devis de 150 000 F mensuels. Une deuxième lettre des PTT datée du 13 mars confirme la première : le coût d'exploitation du réseau est bien de 350 000 F par mois, les liaisons étant permanentes et non pas facturées selon le temps de leur utilisation. M. Philippe de Renty essaie de négocier, mais, à la fin du mois de mai, la dette de la société s'élève à 4,8 millions de francs.

Erreur des PTT, qui, dès le départ auraient sous-estimé le coût d'exploitation du réseau ? Faute ou négligence du patron de R.-Com, qui se serait contenté d'un devis approximatif et ne se serait guère soucié de ces factures qui ne lui parvenaient pas ? L'affaire est étonnante et apparaît d'autant plus compliquée lorsque l'on sait que depuis avril 1983 M. Philippe de Renty et son équipe de professionnels de la radio n'étaient pas tout à fait seuls et avaient trouvé en MM. Bernard Roux (de l'agence de publicité RSCG) et Jacques Dauphin (directeur de la société d'affichage du même nom) des partenaires importants. Intéressés par le marché des radios locales, privées ceux-ci ont, en effet, été séduits par l'initiative de R.-Com et jugent l'opération viable malgré l'interdiction, provisoire d'une part, une commercialisation forfaitaire pour une capacité minimale de dix canaux ; d'autre part, un calcul basé sur l'utilisation horaire réelle avec des tarifs modulés selon la période de la journée, comme pour le téléphone. Le coût horaire dépendra du mode de gestion de chaque canal (accès libre ou conditionnel) et de la consommation mensuelle totale (tarifs dégressifs). Cette combinaison de tarifs forfaitaires et « à la carte » devrait permettre à chaque société locale de choisir son propre rythme de montée en charge, en augmentant progressivement le nombre et la durée des programmes de télévision offerts à l'abonné. M. Dondoux a précisé que cette politique respectait le souci de péréquation nationale : la tarification reste indépendante de la taille du réseau, du support et de la technologie utilisée. Seuls les services rendus sont facturés.

Dans le même souci de réalisme économique, M. Dondoux a fait d'autres ouvertures : les sociétés locales pourront diversifier leurs ressources au-delà de la stricte télévision par câble. Elles pourront commercialiser des services de vidéotexte, de télé-alarme ou de vidéothèque interactive. Toutefois, pour obtenir ces nouveaux marchés, les SLEC n'auront pas de monopole : elles seront en concurrence avec les éditeurs privés ou la DGT.

M. Dondoux a affirmé que l'abandon du principe de préfinancement des réseaux par les collectivités locales ne remettait pas en cause le financement du plan de câblage : « Si on veut un million de prises par an, on en veut un million de prises par an ».

Appel à la grève à Radio-France. - La CFDT et le Syndicat des journalistes CGT ont décidé d'appeler les journalistes de Radio-France à observer une grève à durée non déterminée, à partir du lundi 9 juillet à 0 heure. La CFDT précise que cet arrêt de travail a été décidé en raison du « blocage » constaté au cours de la commission paritaire des journalistes de Radio-France, réunie le 3 juillet, blocage qui, selon la CFDT, est le « symbole de la situation aberrante » où se trouve Radio-France, et notamment France-Inter, qui, « avec 13,5 % d'écoute, a perdu quatre millions d'auditeurs en trois ans ».

Appel à la grève à Radio-France. - La CFDT et le Syndicat des journalistes CGT ont décidé d'appeler les journalistes de Radio-France à observer une grève à durée non déterminée, à partir du lundi 9 juillet à 0 heure. La CFDT précise que cet arrêt de travail a été décidé en raison du « blocage » constaté au cours de la commission paritaire des journalistes de Radio-France, réunie le 3 juillet, blocage qui, selon la CFDT, est le « symbole de la situation aberrante » où se trouve Radio-France, et notamment France-Inter, qui, « avec 13,5 % d'écoute, a perdu quatre millions d'auditeurs en trois ans ».

tion proportionnelle au temps d'utilisation du câble (9 F la minute), soit entre 30 000 et 50 000 F par mois.

En janvier 1984, en raison d'une créance non réglée de 180 000 F à l'URSSAF, R.-Com est déclarée en faillite. Très naturellement, RSCG et Dauphin prennent la location-gérance. Ce n'est pourtant qu'en mai dernier qu'ils apprennent, en même temps que le syndic, les véritables tarifs des PTT (dix fois supérieurs à ce qu'il escomptait). Les démarches du patron de R.-Com pour obtenir leur diminution et l'importance de l'arriéré exigé par les PTT. Certains d'avoir été abusés, ils dénoncent alors le contrat de location-gérance et, après avoir obtenu un délai d'un mois pour la fermeture du câble, avertissent les radios de la suppression du service et annoncent aux dix-sept salariés de R.-Com leur licenciement.

« Un beau gâchis », déplore-t-on chez RSCG et chez Dauphin. « Les hypothèses de base étaient fausses et la gestion trop négligée. Avec ces nouvelles données, R.-Com n'est pas viable. La publicité ne vient pas si facilement sur un tel réseau, et aucun contrôle sérieux n'existait sur les radios qui bénéficiaient de nombreux droits mais n'avaient aucun devoir ».

M. Philippe de Renty, lui, continue de croire à son entreprise. « Pourquoi ne pas partager à plusieurs sociétés l'exploitation du réseau existant », propose-t-il. Agences de presse, journaux, magazines pourraient être intéressés. Renouveller les liaisons en les occupant davantage ». En attendant une solution, nombre de radios se trouvent désemparées. Certaines, dans l'Ouest et le Midi, n'ont plus aucun bulletin d'information ; d'autres improvisent des flashs en se servant des radios nationales et de la presse écrite ; d'autres enfin protestent contre cet incident en notant que les difficultés de R.-Com coïncident avec les déclarations de M. Fillioud visant à interdire les journaux sonores clés en main. Diable ! C'est que ça ne se remplace pas si facilement, une société capable de livrer pour un abonnement annuel de 2 000 F près de dix-huit heures d'informations quotidiennes.

ANNICK COLJEAN.

LES RÉSEAUX CÂBLÉS

La direction générale des télécommunications précise sa politique tarifaire

M. Jacques Dondoux, directeur général des télécommunications, a précisé, le mercredi 4 juillet, la manière dont son administration louera les réseaux aux sociétés d'économie mixte chargées de commercialiser la télévision par câble (*le Monde* du 5 mai). Les premières hypothèses de la DGT (de 50 francs à 60 francs par prise et par canal) rendaient problématique l'équilibre financier des nouveaux réseaux. Les propositions de M. Dondoux assouplissent sensiblement cette position pour tenir compte de la montée en charge quantitative et qualitative de la télévision par câble.

Ainsi, la tarification se fondera sur le nombre réel d'abonnés à une date déterminée, sur la base d'un plancher de pénétration négocié

avec la société locale d'exploitation (SLEC). Si ce plancher n'est pas atteint, la DGT ne facturera que la moitié des raccordements commandés mais non vendus par la SLEC. Pour tenir compte du nombre de canaux utilisés, la DGT propose une tarification à deux étapes : d'une part, une commercialisation forfaitaire pour une capacité minimale de dix canaux ; d'autre part, un calcul basé sur l'utilisation horaire réelle avec des tarifs modulés selon la période de la journée, comme pour le téléphone. Le coût horaire dépendra du mode de gestion de chaque canal (accès libre ou conditionnel) et de la consommation mensuelle totale (tarifs dégressifs).

Cette combinaison de tarifs forfaitaires et « à la carte » devrait permettre à chaque société locale de choisir son propre rythme de montée en charge, en augmentant progressivement le nombre et la durée des programmes de télévision offerts à l'abonné. M. Dondoux a précisé que cette politique respectait le souci de péréquation nationale : la tarification reste indépendante de la taille du réseau, du support et de la technologie utilisée. Seuls les services rendus sont facturés.

Dans le même souci de réalisme économique, M. Dondoux a fait d'autres ouvertures : les sociétés locales pourront diversifier leurs ressources au-delà de la stricte télévision par câble. Elles pourront commercialiser des services de vidéotexte, de télé-alarme ou de vidéothèque interactive. Toutefois, pour obtenir ces nouveaux marchés, les SLEC n'auront pas de monopole : elles seront en concurrence avec les éditeurs privés ou la DGT.

M. Dondoux a affirmé que l'abandon du principe de préfinancement des réseaux par les collectivités locales ne remettait pas en cause le financement du plan de câblage : « Si on veut un million de prises par an, on en veut un million de prises par an ».

Le coût d'investissement pour les télécommunications sera d'environ 2 à 3 milliards de francs par an. C'est un effort comparable à celui fait pour le Minitel. Dès que nous aurons bouclé, en 1986, l'opération télématique, nous retrouverons notre capacité de financement pour les fibres optiques. Nous n'avons pas de problème d'argent ».

Le directeur général des télécommunications a annoncé qu'un nouvel appel d'offres industriel serait fait à la fin de l'année, pour la période 1985-1986 : « Nous espérons ainsi faire baisser les prix de la fibre optique, qui sont encore, à notre avis, trop élevés ».

J.-F. L.

En Grande-Bretagne

OPA SUR LE « DAILY MIRROR »

La société Pergamon Press a lancé le 4 juillet une offre publique d'achat de 80 millions de livres sur chaîne de journaux Mirror Group. Cette chaîne, qui appartient au groupe industriel Reed International, possède le quotidien *Daily Mirror*, qui tire à plus de 3,3 millions d'exemplaires, trois hebdomadaires dominicaux, un quotidien hippique, cinq imprimeries et une société d'édition vidéo. Reed International avait annoncé il y a quelques mois son intention de détacher le Mirror Group du reste de la société pour créer une compagnie indépendante dont les actions seraient mises en vente à la Bourse.

La presse britannique réagit vivement à l'annonce de cette OPA et en souligne le contexte politique. M. Robert Maxwell, président de Pergamon Press et ex-député travailliste, a déjà acheté 10 % du capital d'un autre groupe de presse, la chaîne Fleet Holdings, qui publie le *Daily Express*, le *Star* et le *Sunday Express*. Mais ces journaux étant généralement classés à droite - à l'exception du *Star* - M. Maxwell semble s'intéresser davantage aujourd'hui au Mirror Group, qui projette de lancer un nouveau quotidien londonien du soir avec l'appui financier du mouvement syndical.

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 5 juillet

Le préavis de grève de TDF (Télédiffusion de France) ayant été levé, les programmes seront diffusés normalement

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 *Passaport pour la forme* : Porto-Petro. De C. Barma et A. Knapen. Au Club Méditerranée (Balarès).
- 21 h 30 *Téléfilm* : Une enfance rêvée. D'Isidro Romero. Histoire d'amour et de guerre, des hommes qui portent la mort, et des femmes, la vie. De 1939 à 1943 à la frontière franco-espagnole, les drames à travers les yeux d'un enfant, Fabio, âgé de dix ans.
- 23 h *Journal*.
- 23 h 15 *Vivre en poésie*. De J.-P. Romy.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- SOMMÉE AUSTRALIE
- 20 h 35 *Club des télévisions du monde* : les Trompe-la-mort. Un téléfilm de Channel 9, réal. P. Trenchard-Smith. Anciens membres de commandos militaires, Steve Hall et Rodney Cass travaillent comme cascadeurs pour le cinéma et la publicité. Ces « trompe-la-mort » préparent une bataille médiévale pour un film allemand.
- 22 h 10 *Téléfilm* : Azaria a disparu. Emission de la chaîne américaine Channel 10, réal. J. Aymer. Lady Chamberlain prétend que son bébé Azaria a été volé par un chien sauvage. La police est de son côté persuadée qu'il s'agit d'un enfant et que Lady, avec la complicité de son mari, s'est débarrassée du cadavre de l'enfant. Affaire à suivre.

23 h 40 Journal.

0 h 5 *Bonsoir les clips*.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 *Ciné 16* : la Fuite. De Lucien Layman, réal. Pierre Bureau, avec M. Méryl, B. Derodière, G. Claisse, J.-F. Calvé.
- 21 h 55 *Journal*.
- 22 h 15 *Espace francophone*. Magazine d'expressions françaises de D. Gallet. Gabor : pourquoi un « transpénétrant » ? Une ligne de chemin de fer d'environ 1 000 km.
- 22 h 45 *Nostalvies*. Emission littéraire de Jérôme Garcia.
- 22 h 50 *Prélude à la nuit*. Trois poèmes pour odes Martenot et piano d'André Jolivet par Yvonne et Jeanne Loriod.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 *Nouveaux répertoires dramatiques* : « la Bataille de Waterloo », de Louis Calaferte, précédé d'un entretien avec l'auteur.
- 22 h 30 *Nuits magiques* : Portrait de Ferdinando Camon, écrivain et psychanalyste italien.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 *Concert* : *Pléiade*, comédie lyrique en un prologue et trois actes de Rameau par The Raglan Baroque Singers and Players, dir. N. Kraemer, A. Bury, premier violon, T. Mason, violoncelle continuo, J. Toll, clavier continuo, sol. J.-C. Orlin, A. Watt, S. Varcoe, R. Jackson, P. Langridge, C. Gilbert, R. Parcell, W. Kendall.
- 23 h 20 *Les scènes de France-Musique* : le piano et Schubert.

Vendredi 6 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 30 *TF 1 Vision plus*.
- 12 h *Bonjour, bon appétit*. Magazine de Michel Ollivet comme cascadeurs pour le cinéma et la publicité. Ces « trompe-la-mort » préparent une bataille médiévale pour un film allemand.
- 12 h 30 *Cocktail maison*.
- 13 h *Journal*.
- 13 h 30 *Série* : Aux frontières du possible.
- 15 h 45 *Cyclisme* : Tour de France. 6^e étape Le Mass-Nantes.
- 16 h 55 *Croque-vacances*. Dossiers animés : variétés ; info-magazine ; feuilleton : *Matin et Jany*.
- 18 h 15 *Dessin animé* : *Beary*.
- 18 h 25 *Votre auto a cent ans*.
- 18 h 35 *Série* : grand-mères. De J. Fregat. Grand-mères de l'Isle.
- 19 h 15 *Emissions régionales*.
- 19 h 40 *Tour de France* (résumé).
- 20 h *Journal*.
- 20 h 35 *Musique*. De M. et G. Carpentier. Avec Charles Aznavour, le mine Marcou, Sylvie Vartan, Chantal Goya, les Ballets Barry Collins.
- 21 h 40 *Document* : Le Mousseron des fennecs. D'Aldo Alt.
- Sala travaille en France et rentre « au pays » pour y trouver une femme. Il se rend dans une petite ville au sud de l'Alsace, où se tient chaque année un grand marché. La particularité du « Mousseron », c'est que les femmes à la recherche d'un mari sont elles aussi sur le marché. Parées de leurs plus beaux atours, elles s'échappent pas à la loi du genre : l'offre et la demande (les trois « échecs » de Sala le montrent). Tourné dans la région des lacs Tsalit et Islet. Découvert.
- 22 h 50 *Temps X*. De L. et G. Carpentier. Un épisode de la série : la quatrième dimension.
- 23 h 20 *Journal*.
- 23 h 35 *Les typhons fétides*. Vidéo-clips de Lina Ford, Messenger, Twisted, Yea.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 *ANTIOPE*.
- 12 h *Journal*.
- 12 h 10 *Série* : les enquêteurs associés.
- 12 h 30 *Cyclisme* : Tour de France.
- 12 h 45 *Journal*.
- 13 h 35 *Série* : Les envahisseurs.
- 14 h 25 *Sports* : Tennis : demi-finale des Internationaux de Grande-Bretagne, en direct de Wimbledon.
- 18 h *Récit A 2*. *Superbug*.
- 18 h 30 *C'est la vie*.
- 18 h 50 *Jeu* : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 *Emissions régionales*.
- 19 h 40 *Le théâtre de Bourvord*.
- 20 h *Journal*.
- 20 h 35 *Série* : Machinations. De J.-P. Pérolacci, réal. R. Gaudillat, avec T. Karyo, R. Vogler, D. Chalm.
- 21 h 35 *Apocalypse*. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème « De toutes les couleurs », sont invités : André Bay (Adrien Lucy : le roman de Pascal) ; Pol Barry (les Galités de l'éthique) ; Jeanne Champlain (Suzanne Valdon et la recherche de la vérité) ; Maurice Rethem (Pour l'amour de l'art...) ; Françoise Rullier (la Vie extraordinaire de Raphaël Arietegui).
- 22 h 50 *Journal*.
- 23 h *Ciné-été* : Un homme nommé cheval. Film américain d'E. Silverstein (1969), avec R. Harris, C. Topel, J. Gascon, Dame J. Anderson, M. Tupou (v.o. sous-titré).
- Yves 1820, un aristocrate britannique explorant le Far-West est capturé par des Sioux qui l'utilisent comme « cheval ». Il va, peu à peu, s'adapter à leur vie. Ce western reconstitue les anciennes mœurs indiennes et les épreuves d'initiation d'un blanc devenant « Peau-Rouge », connu un grand succès. C'est une œuvre étrange, par son style néo-réaliste, néo-parodique.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 19 h 3 *Jeu littéraire* : Les mots en tête.
- 19 h 15 *Emissions régionales*.
- 19 h 40 *Variétés* : Festival de l'eau à Lyon.
- 19 h 55 *Dessin animé* : *Inspecteur Gadget*.
- 20 h 5 *Les jeux*.
- 20 h 35 *Vendredi* : Un tube, pourquoi pas moi ? Magazine d'information d'André Campas. A Toulouse, ville du bel canto, André-Claude Elkann et Jean-Claude Morin, lors d'un concours de la chanson organisé par un journal local, ont encouragé des chanteurs en quête de célébrité. Un reportage, des témoignages, des petites histoires de la vie, des rêves, des ambitions souvent déçues.
- 21 h 30 *Téléfilm* : le Feu sacré. De J.-A. Bacquay ; réal. P. Vilchot, avec N. Jado, V. Prune, C. Vadel, X. Guizot.
- Comment mener de front une première année de médecine et des études de danse au Conservatoire. Jérôme et Veronique décident de partir pour Paris faire carrière.
- 22 h *Journal*.
- 22 h 40 *Nostalvies*. Emission littéraire de Jérôme Garcia.
- 22 h 45 *Prélude à la nuit*. Sonnet pour violon et violoncelle, de Ravel interprété par Gérard Poulet (violin) et Philippe Muller (violoncelle).

FRANCE-CULTURE

- 7 h *Regard sur la France 1940-1944* : la Libération.
- 8 h *Les chemins de la connaissance* : l'Egypte en quête d'un empire : à 8 h 33, Le mirage hindou.
- 8 h 50 *Echec au hasard*.
- 9 h 5 *Matinée du temps présent* : Economie et société, faut-il croire à l'Europe ?
- 10 h 30 *Le texte et la image* : Avec Micheline Dupuis : « Pour Dieu et pour le roi ».
- 10 h 50 *Musique* : *Sanghaï*, impressions musicales du sud de l'Inde, éléments de musique carnatique (à 14 h 50 et 21 h 50).
- 12 h 5 *Agenda* : Avec André Labartie.
- 12 h 45 *Paroisses* : les EE.
- 13 h 32 *On commence...* : Aragon « in et off ».
- 14 h 10 *Un livre, des voix* : « L'Enfant chat », de Blaise Boet.
- 16 h 3 *Radio-Canada présente* : « La philosophie existentielle au Québec ? », par J. Laroc.
- 16 h 35 *Les rencontres* de Robinson, avec J.-Y. Loude ethnologue (le marché de la création à Lyon ; l'avènement de la société du rock ; rendez-vous avec M.-C. Delforge, cinéaste-reporter ; itinéraires).
- 18 h 30 *L'Amérique des pionniers* : « Le Fleuve », de F. Norris.
- 19 h 25 *Jazz à l'ancienne*.
- 19 h 30 *Les grandes avenues de la science moderne* : Les sciences de la terre.
- 20 h *Les œuvres internationales*.
- 20 h 30 *Relectures* : *Panathéon*.
- 21 h 50 *Musique* : *Sanghaï*, impressions musicales du sud de l'Inde ; quatre grands interprètes : C. Ranganathan, chant, S. Balachander, vina, M.-S. Subbalakshmi, chant, et L. Jayaraman, violon.
- 22 h 30 *Nuits magiques* : Fauriel.

FRANCE-MUSIQUE

- 2 h *Les maîtres de France-Musique*.
- 7 h 10 *Actualité du disque*.
- 9 h 5 *Le matin des musiciens* : « Glyndebourne Jubilé » l'avenir d'un jubilé : œuvres de R. Strauss, Monteverdi, Mozart.
- 12 h 5 *Concert* : œuvres de Mozart par l'Orchestre du Mozarteum, dir. R. Weikert, sol. P. Fowke, piano.
- 13 h 32 *Les chemins de la terre*.
- 14 h 2 *Requies composées* : tribune internationale des compositeurs d'Irlande : Anna Klagan, J. de Bromhead, R. Deane.
- 14 h 30 *Festins forains*.
- 15 h *Musiciens à l'œuvre* : Bruno Maderna : « Petit ensemble et grand orchestre » ; œuvres de Debussy, Webern, Schoenberg, Maderna, R. Schumann, Berlioz, Mozart.
- 18 h 5 *L'impevue*.
- 19 h *Le temps du jazz* : le clavier bien tempéré ; introduction : Fauriel ; les Aventures de Sidney Bechet.
- 20 h *Avant-concert*.
- 20 h 30 *Concert* : *Tre Scalini*, de Dussapin : *Concerto pour flûte, harpe et orchestre*, de Mozart ; *Dupuis et Chloé*, de Ravel par l'Orchestre national de France, dir. Z. Macal, sol. P. Gallois, flûte, F. Cambréling, harpe.
- 22 h 20 *Les scènes de France-Musique* : le piano et Schubert : à 1 h. Musique traditionnelle de l'Oubangui.


REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,85
IMMOBILIER	55,00	65,42
AUTOMOBILES	55,00	65,42
AGENDA	55,00	65,42
PROP. COMME. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne/col.	La ligne/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,80
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS

Nationales et internationales

Le GROUPE CRI

Assurances - Produits Financiers - Loisirs - Formation
Conseils aux collectivités
recherche

DIRECTEUR

Pour la délégation ILE DE FRANCE

Le candidat doit avoir :

- une formation de niveau supérieur (Grandes Ecoles)
- une expérience réussie d'un responsable si possible, banque / commercial dans l'optique du développement
- une vocation d'entreprendre.

Le candidat doit être :

- rompeur aux relations
- un homme de culture
- un animateur - un organisateur
- un patron.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V., photo
GROUPE CRI
Direction du Personnel
5, avenue du Général de Gaulle - 92813 PUTEAUX CEDEX

Pour SITE AGREABLE, 120 Km Paris sud
Groupe Français à Vocation Internationale
biens d'équipement exportés à 80 %
recherche.

DIRECTEUR

Pour sa petite filiale autonome d'ELECTRONIQUE étudiant
et produisant des dispositifs de contrôle sur machines, effectif
20 personnes, C.A. 10 Millions.

Il devra être axé sur la DIRECTION TECHNIQUE tout en
étant responsable de la gestion et des résultats.

Rémunération attractive et situation offrant d'intéressantes
possibilités de développement personnel à un bon ELECTRO-
NICIEN, attiré par la Gestion et ayant déjà reçu une formation
de base dans ce domaine.

Ecrire à notre Conseil en toute garantie de discrétion avec
C.V., photo et date de disponibilité à N. 4028
PUBLICITES REUNIES, 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt
ST-HONORE - TUILERIES
LUXUEUX BIEN AMEUBLE
60 STUDIO CALME 45 M2
P. sol. 900.000. 285-11-11.

4^e arrdt
PLACE DES VOSGES (nord)
DUPLIX 280 m2, r.-d.-ch.
JARDIN PRIVE 700 m2.
Décoration exceptionnelle.
Prix de 1.200.000 F.
GAREL 587-22-88.

15^e arrdt
ST-HONORE - TUILERIES
LUXUEUX BIEN AMEUBLE
60 STUDIO CALME 45 M2
P. sol. 900.000. 285-11-11.

17^e arrdt
PLACE MALESHERBES
SUPERBE plan de taille
STUDIO + MEZZANINE
340.000 F. 285-11-11.

18^e arrdt
TERRASSE 200 m2
TERRASSE 200 m2
Belle rénov. T. 703-32-31.

19^e arrdt
RUE LAMARCK
Squaire Capécia, dans l'imp.
de 1.800.000 F. T. 73 m2
+ 100 m2. Occupé dame seule.
T. 285-03-50.

20^e arrdt
RUE LAMARCK
Squaire Capécia, dans l'imp.
de 1.800.000 F. T. 73 m2
+ 100 m2. Occupé dame seule.
T. 285-03-50.

21^e arrdt
RUE LAMARCK
Squaire Capécia, dans l'imp.
de 1.800.000 F. T. 73 m2
+ 100 m2. Occupé dame seule.
T. 285-03-50.

22^e arrdt
RUE LAMARCK
Squaire Capécia, dans l'imp.
de 1.800.000 F. T. 73 m2
+ 100 m2. Occupé dame seule.
T. 285-03-50.

23^e arrdt
RUE LAMARCK
Squaire Capécia, dans l'imp.
de 1.800.000 F. T. 73 m2
+ 100 m2. Occupé dame seule.
T. 285-03-50.

24^e arrdt
RUE LAMARCK
Squaire Capécia, dans l'imp.
de 1.800.000 F. T. 73 m2
+ 100 m2. Occupé dame seule.
T. 285-03-50.

25^e arrdt
RUE LAMARCK
Squaire Capécia, dans l'imp.
de 1.800.000 F. T. 73 m2
+ 100 m2. Occupé dame seule.
T. 285-03-50.

26^e arrdt
RUE LAMARCK
Squaire Capécia, dans l'imp.
de 1.800.000 F. T. 73 m2
+ 100 m2. Occupé dame seule.
T. 285-03-50.

27^e arrdt
RUE LAMARCK
Squaire Capécia, dans l'imp.
de 1.800.000 F. T. 73 m2
+ 100 m2. Occupé dame seule.
T. 285-03-50.

28^e arrdt
RUE LAMARCK
Squaire Capécia, dans l'imp.
de 1.800.000 F. T. 73 m2
+ 100 m2. Occupé dame seule.
T. 285-03-50.

29^e arrdt
RUE LAMARCK
Squaire Capécia, dans l'imp.
de 1.800.000 F. T. 73 m2
+ 100 m2. Occupé dame seule.
T. 285-03-50.

30^e arrdt
RUE LAMARCK
Squaire Capécia, dans l'imp.
de 1.800.000 F. T. 73 m2
+ 100 m2. Occupé dame seule.
T. 285-03-50.

Le Constructeur Partenaire

vous propose de réaliser ensemble votre résidence
dans une des plus belles régions de France
(Le Luberon)
Renseignements, documentation gratuite
DOHEM - Le Luberon - Sainte Croix à Lauze
0410 REILLANNE - Tél. : (92) 76-66-16

terrains
25 KM PARIS OUEST
BEAU BOIS 6 ha.
constructible, 2 maisons
300 m2, environnements
inconstructibles.
Ecrire : E. 5635 Havas,
11 rue Carpeaux, 75018
PARIS, ou transmettre.
Part. de terrain à bâtir 3 ha
d'un bloc près C.E.S.
Sortie Toulouse.
Ecrire : E. 5635 Havas,
11 rue Carpeaux, 75018
PARIS, ou transmettre.

propriétés
Près PONT-AVEN, FERME
17^e a., rénovée, sur hauteur.
300 m2 tout confort, pour
chêne, 3 cheminées, 5 km
plage dans zone protégée ou
sable, gîte + plusieurs
bâiments sur 9.000 m2 plantés
d'arbres. Bns de 100 m.
P. 1.200.000 F. à débattre.
M. ROBIN, notaire,
28116 MOULAN-SUR-MER
(98) 39-61-89.

viagers
47 km PARIS SUD, commune
de château, gr. liv., 100 m2
+ 5 p., piscine, dépendances,
grandes terrasses, parc,
2.500 m2 (chêne, marronnier,
chêne) très convenable. Cadeau.
P. 1.150.000 F.
Tél. : 082-64-50.

URGENT
CAUSE DEPART
EXCEPTIONNEL
OUEST PROCHE PARIS
Magnifique propriété
sur très beau parc.
2.100.000 F.
Tél. : H.B., 280-66-13.

TOURNAI près AMBOISE
maison récente sur coteau en-
soleillé 130 m2 au sol, 40 m2
chambre, cuis. aménagée,
3 ch., s. de bain, cab. toilette,
terrasses dalle 48 m2, vue im-
prenable, terrain 1840 m2 clos
et arboré. P. 618.000 F.
620.000 F. (47) 30-12-88.

(27) VALLEE DE L'EURO
commer. récente s/9.000 m2,
site exceptionnel. (32) 21-11-37.

Près LIVAROT (14)
Belle propriété 10 pièces,
compt. dépend., court de tennis,
sur 4,5 ha en parc et prés.
Tél. : 271-27-37.

châteaux
LOT-ET-GARONNE
CHATEAU DEBEAUXJARDIN
XIX^e siècle colonnades
500 m2 HABITABLES
beaucoup d'arbres, sur 3 ha,
parc ombragé, écuries, MAS-
sif de verdure, l'écoulement
à prévoir, 850.000 F. Vi-
sité 17-18. J.-P. DRYON, 17, av.
Talleyrand 97000 METZ.
Tél. : (16) 87-66-28-15.

chalets
VOS LEVERTE JAZIERE 78
Chalet/400 m2, Tarn, pé-
ninsule, 1.700.000 F. 657-66-93.

maisons
A votre CHALET BOIS, seule ad-
resse ciblée séparée par bar,
1 cab. toil., 2 p. chbres
chauffées, 30.000 F. Pour vis-
ité. (37) 21-35-08, h. rep.

villegiature
06 Le Cannet, soit, sept., ville
r.-de-ch., grand living, jardin,
2 ch. s. de bain, w.c., TV,
son + cour jardin, 400.000 F.
Ecrire M. LATREILLE Jacques,
Vers, 24300 SARLAT.

pavillons
Miro ANTONY CENTRE
Maison 7 pièces
sur 1.000 m2 de terrain
Prestations exceptionnelles
1.800.000 F. - 647-62-62.

PAVILLONS
JUSQU'A 120 KM DE PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FRANÇOIS DE PARIS - Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, avenue de Villiers,
75017 PARIS. Tél. : 227-44-44.

VILLERS-SUR-MARNE
Projet de 185 m2 pavillon
2 ch. s. de bain, w.c., TV,
son + cour jardin, 400.000 F.
Ecrire M. LATREILLE Jacques,
Vers, 24300 SARLAT.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

AVENIR
MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15'
de la gare de l'Est par le train.
Prix : 600.000 F. libre à
la vente.
Renseignements M. LAPEYRE,
Tél. : 421-15-00.

MAISON mitoyenne 80 m2,
entrée, cuisine, salle à man-
ger, 2 chambres, salle de
bain, w.c., sur terrain com-
pletment clos et paysagé de
500 m2 avec garage.
Sic à Chelles, près commodité
et écoles à 15' de la gare, 15

ÉTÉ

Histoire d'Amour par konk

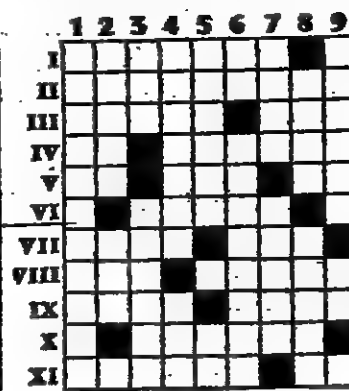
Résumé des chapitres précédents :
Il l'a rencontrée et ils s'aiment.

COMME LA VIE ÉTAIT BELLE !



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3747



HORIZONTALEMENT

I. Quand le travail l'appelle, il part sur le champ. - II. Donne une idée des choses dans une certaine mesure. - III. Guillaume pour saint Joseph. Indispensable pour passer des chiffres aux lettres. - IV. Participe passé. Un tel chef fait autorité dans un camp de nudistes. - V. Matière inusable, mais non incassable. Ébranté. Participe passé. - VI. Ligne des forêts tropicales. - VII. Joint les deux bouts. Dans Tolède ou dans ses arènes. - VIII. Boie du Japon. Une préfecture normande a lancé sa mode. - IX. Dans une question qu'il veut mieux ne pas se poser. Ce n'est qu'un road, mais précieux aux yeux de tous. - X. Se parer des plumes.

du geste ou revêtir la peau de l'âne. - XI. Capitale d'une principauté latine. Copulative.

VERTICALEMENT

1. On l'a vu sur bien des fronts, à l'époque des guerres d'Italie. - 2. Qui en tient une bonne couche. Se rassemble à l'appel du bon. - 3. Raccourci pour une rallonge. Rétablie dans ses fonctions. - 4. Annonce l'arrivée du siège. Station thermale spécialisée dans les douches froides. - 5. Langue dans laquelle on ne parle pas toujours le même langage. Bout de bois. - 6. Préposition. On la digère mal, bien qu'elle puisse s'assimiler à la rigueur. - 7. Est parfois timbré quand les autres se sont affranchis. Pour le faire, plus d'un tour est souvent nécessaire. - 8. Laiton de mer. Contrôle de la Grèce. - 9. Maître volier. Préposition.

Solution du problème n° 3746

Horizontalement

I. Accordé. - II. Sorcier. - III. Th. Daut. - IV. Raccourci. - V. On. Altér. - VI. TVA. Or. - VII. Radoub. - VIII. Goulet. AM. - IX. Urti. Asst. - X. Le. Gout. - XI. Surnat. Se.

Verticalement

1. Astrologues. - 2. Cornu. Or. - 3. Ch. Trubie. - 4. Or. Cavalier. - 5. Rigolade. - 6. D'U. Or. - 7. Erdre. Su. - 8. Asobana. - 9. Ramier. Mita.

GUY BROUITY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 5 juillet.

DES LOIS

- Autorisant l'approbation d'un accord entre la France et l'Organisation de l'aviation civile internationale relatif au statut de l'Organisation.
- Autorisant l'approbation d'un accord international sur le café.
- Autorisant la ratification d'un protocole à l'accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique et culturel.
- Autorisant la ratification d'un accord instituant une fondation européenne.
- Autorisant l'approbation d'une convention de coopération judiciaire entre la France et le Portugal, relative à la protection des mineurs.
- Autorisant l'approbation d'une convention entre la France et l'Espagne concernant la modification de la frontière le long de la route transpyrénéenne d'Arret à Iba.
- Autorisant l'approbation d'un accord entre la France et le Canada sur le transfert des détenus et la surveillance de certains condamnés.

• Autorisant l'adhésion de la France à une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction.

• Autorisant la ratification d'une convention internationale du travail concernant l'emploi et les conditions de travail et de vie du personnel.

• Autorisant l'approbation d'un accord entre la France et Israël sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

• Autorisant l'approbation d'une convention entre la France et Malte, gérant en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative en matière fiscale.

UN DÉCRET

• Portant adaptation aux régions d'assurance-vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales des dispositions du régime général de la Sécurité sociale relatives à l'assurance-vieillesse.

EN BREF

CIRCULATION

CODOROUTE JEUNESSE. - Ce petit guide de 48 pages est le premier manuel d'apprentissage du code de la route et à la sécurité routière s'adressant aux jeunes de huit à quatorze ans. Son but est de les sensibiliser aux problèmes de sécurité routière grâce à des dessins, des textes courts, montrant des scènes de tous les jours, et donnant des conseils pratiques et techniques.

• École. 39, rue Serviez, BP 3038 69397 Lyon CEDEX 3. Tél. : (7) 866-00-40 ; ou 118-130, avenue Jean-Jaures, 75019 Paris. Tél. : (1) 291-57-33, 48 p., 38 F.

DIPLOMES UNIVERSITAIRES

ENSEIGNEMENT À DISTANCE. - Le Centre de télé-enseignement de l'université des sciences sociales de Grenoble assure la préparation à distance des étudiants désireux d'obtenir un diplôme universitaire de droit (DEUG, licence, maîtrise) ou de sciences économiques (DEUG, licence) et ne pouvant assister aux cours. L'enseignement est assuré à l'aide de polycopiés, de cassettes enregistrées, d'émissions de radio ou de télévision. Les programmes sont identiques à ceux des étudiants suivant le régime normal de scolarité. Les modalités de contrôle sont aménagées.

• Université des sciences sociales de Grenoble. Centre de télé-enseignement (inscriptions) BP 47X 38040 Grenoble Cedex. Tél. : (76) 54-51-78, p. 273 (études juridiques) 455 (études économiques).

DOCUMENTATION

GUIDE PRATIQUE DES LANGUES ÉTRANGÈRES. - Le Centre d'information sur les chambres de commerce étrangères en France (CICCF) édite un Guide pratique des langues étrangères 1983 qui rassemble des informations concernant l'emploi des langues dans le domaine professionnel : détail des diplômes, niveaux requis, débouchés et moyens de

préparation. Il renseigne également sur les perspectives de formation offertes aux salariés dans le cadre de la formation professionnelle continue.

• Pour se procurer gratuitement ce guide, s'adresser au CICCF, 147, rue Jules-Guesde, 92389 Levallois-Perret CEDEX. Tél. : (1) 757-50-52. (Joindre 4 timbres à 1,50 F pour frais d'expédition.)

ENTRAIDE

CONTRE LA FAIM. - Le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCCF), 4, rue Jean-Louis 75011 Paris, et le Crédit coopératif lancent un fonds commun de placement en faveur du développement.

• Renseignements techniques au Crédit coopératif, M. Antoine Sarré, tél. : 724-89-36 et au CCCF, M. Jean-Paul Vigier, tél. : 261-51-60.

SANTÉ

LA MÉNOPAUSE « EN FORME ». - Phénomène physiologique normal, étape parmi d'autres dans la vie des femmes, mais sujet tabou, la ménopause reste peu connue, voire ignorée... Ses caractéristiques et ses symptômes sont très personnels, et les désagréments et maux, d'intensité variable selon les femmes, ne sont plus maintenant une fatalité ; ils peuvent bien souvent être traités.

Pour aider les femmes à vivre mieux ce phénomène, comme toute femme, le Comité français d'éducation pour la santé vient d'éditer, grâce à un groupe de gynécologues médicaux, une brochure explicative de seize pages.

• 9, rue Newton, 75116 Paris. Gratuit.

loterie nationale			LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER		
TERMI- NATIONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES	TERMI- NATIONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES
1	821 3 791	2 000	6	9 046 9 776 79 276	2 000 2 000 10 000
2	72 062 062 1 062 13 062 57 062 70 062 71 212	200 500 500 2 000 10 000 10 000 10 000 10 000	7	052 487 572 947 977	500 500 500 500 500
3	3 13 43 253 063 703 9 003 46 233	100 300 300 500 500 500 2 100 10 000	8	16 36 166 066 65 126	200 200 500 1 000 10 000
4	544 064 4 064	500 500 2 000	9	000 029 385 329	500 500 1 000 000
5	2 005 7 426 78 005 369 315	2 000 2 000 10 000 4 000 000	0	5 739 700 5 739 5 600 66 400 71 100	100 500 500 2 000 2 000 10 000 10 000

LOTO
N° 27
TIRAGE
DU MERCREDI
4 JUILLET 1984

1 15 29 33 37 46

POUR LES TIRAGES DES MERCREDIS 19 JUILLET ET SAMEDI 14
VALIDATION JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI

TRANCHE DU VELO
TIRAGE DU MERCREDI 4 JUILLET 1984

loterie nationale			LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER		
Placés et numéros	Les sommes à payer sont indiquées pour chaque coupé pour un billet entier		Placés et numéros	Les sommes à payer sont indiquées pour chaque coupé pour un billet entier	
8	Tous les billets tirés par 8 gagnent 100 F dans toutes les séries.		8	Tous les billets tirés par 8 gagnent 100 F dans toutes les séries.	
1	Tous les billets tirés par 1 gagnent 100 F dans toutes les séries.		1	Tous les billets tirés par 1 gagnent 100 F dans toutes les séries.	
45	Tous les billets tirés par 45 gagnent 400 F dans toutes les séries.		45	Tous les billets tirés par 45 gagnent 400 F dans toutes les séries.	
962	Tous les billets tirés par 962 gagnent 400 F dans toutes les séries.		962	Tous les billets tirés par 962 gagnent 400 F dans toutes les séries.	
2830	Tous les billets tirés par 2830 gagnent 400 F dans toutes les séries.		2830	Tous les billets tirés par 2830 gagnent 400 F dans toutes les séries.	
7671	Tous les billets tirés par 7671 gagnent 400 F dans toutes les séries.		7671	Tous les billets tirés par 7671 gagnent 400 F dans toutes les séries.	
ARLEQUIN	Tous les billets tirés par ARLEQUIN gagnent 400 F dans toutes les séries.		ARLEQUIN	Tous les billets tirés par ARLEQUIN gagnent 400 F dans toutes les séries.	

ARLEQUIN
TIRAGE DU 4 JUILLET 1984

مكتبة الشارقة

ÉTÉ

LE CARNET DU Monde

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France...

Les conditions météorologiques prédominantes...

Vendredi matin, le temps sera clair à peu près partout...

Les températures maximales seront en hausse...

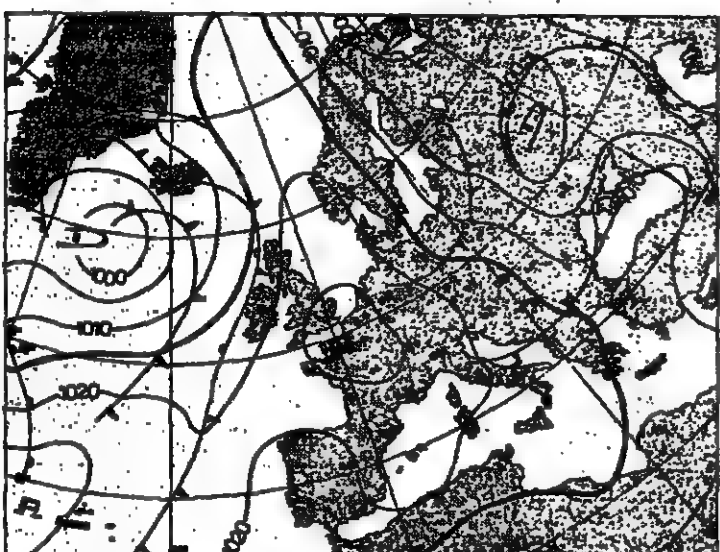
Le vent sera faible, de secteur nord sur les régions de l'est...

La pression atmosphérique restera au niveau de la mer...

Températures (le premier chiffre indique la maximum enregistrée au cours de la journée du 4 juillet...)

Températures relevées à l'étranger: Alger, 26 et 17 degrés; Amsterdam, 15 et 14...

PRÉVISIONS POUR LE 8 JUILLET À 0 HEURE (GMT)



et 7: Athènes, 33 et 24; Bucarest, 14 et 11; Bonn, 15 et 9; Bruxelles, 14 et 6; Le Caire, 36 et 16; Les Canaries, 28 et 21; Coppenhague, 19 et 18; Dakar, 29 et 24; Djakarta, 29 et 21; Genève, 31 et 6; Jérusalem, 29 et 20; Lisbonne, 28 et 15; Londres, 25 et 12; Luxembourg, 15 et 6; Madrid, 33 et 16; Moscou, 29 et 10; Nairobi, 23 et 16; New-York, 29 et 23; Palma-de-Majorque, 29 et 13; Rome, 27 et 16; Stockholm, 18 et 11; Téhéran, 40 et 25; Tunis, 32 et 19.

(Document établi sous le patronage technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES - SAMEDI 7 JUILLET

1. L'Institut de France, 15 heures, 25, quai Conti, M. Bouquet des Chaux (Cours nationale des monuments historiques).

2. Saint-Germain des Prés, 15 heures, 3, place Saint-Germain.

3. Palais de Luxembourg, 15 heures, 15, rue de Vaugirard (Aix, conférences).

4. Ministère des affaires étrangères, 15 heures, 3, quai d'Orsay (Cours nationale d'art et d'histoire).

5. L'Assemblée nationale, 15 heures, 30, quai d'Orsay (M.-C. Lasserre).

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris. Téléphone: 246-17-11 - Téléc: Drouot 842280.

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris. Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures.

MARDI 10 JUILLET

1. 4. - A 21 h. - Impas thibaut. - M. CORNETTE DE SAINT-CYR.

2. 1. - Tibi. - M. MILON et JUTHEAU.

3. 11. - M. NERET-MINET.

4. 13. - M. PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

5. 14. - Livres, cartes postales, timbres, objets, etc. - M. DEURBERGUE.

MERCREDI 11 JUILLET

1. 1. - A 11 heures et à 14 h 15. Tibi mod. - M. LOUDMER.

2. 2. - Bp. obj. de vitrine, arg. - M. GROS, DELETTREZ.

3. 5-6. - Dou. et thib. mod., céramique, tapis, tapisserie, etc. - M. COUTURIER, NICOLAY.

JEUDI 12 JUILLET

1. 9. - Art et publicité. - M. CORNETTE DE SAINT-CYR.

2. 14. - Bons mob. rustiques et de style. - M. DELORME.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 770-67-68.

CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 720-15-94.

COUTURIER, NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 355-85-44.

DELETTREZ, 19, boulevard Montmartre (75002), 261-86-50.

GROS, DELETTREZ, 22, rue Drouot (75009), 770-83-04.

LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 523-15-25.

MILON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 770-07-79.

NERET-MINET, 31, rue La Pérolière (75009), 770-07-79.

PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-88-38.

Réceptions

L'ambassadeur des États-Unis et M. Evon Galbraith ont donné une réception mardi à l'occasion du Jour de l'Indépendance.

Mariages

LIÈNE MATHIVET et Michel BOLE-RICHARD sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité à Paris, 19 bis, rue Fontaine, 75009 Paris.

Rassemblement TULLE

et Stuart WINTON se marient le samedi 7 juillet, à 15 h 15, à la mairie de Montgeron (Seine-et-Marne).

Décès

Ses fils Alexis et André, ses frères Georges et Édouard, ainsi que ses nombreux et fidèles amis, ont le deuil de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

VICTOR ALEXANDROV, journaliste international, écrivain et historien,

décédé à Paris à la suite d'une courte maladie, le 3 juillet 1984. Les obsèques auront lieu le vendredi 6 juillet 1984, à 14 heures, au cimetière russe orthodoxe de Sainte-Geneviève-des-Bois (Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part. 218, boulevard Raspail, 75014 Paris.

Suzanne LEVY-BENHAÏM, maître-assistant à Paris-Dauphine, n'est plus.

Sa famille fait part de ses obsèques, le 6 juillet 1984, à 14 h 30.

Rendez-vous centre principale du cimetière parisien de Bagneux.

Les amis de

M^{me} veuve Suzanne BENHAÏM-LEVY,

ont le tristesse de faire part de son décès survenu le 25 juin. La levée du corps aura lieu vendredi 6 juillet 1984, à 14 heures, à l'Institut médico-légal, et l'inhumation à 14 h 30, au cimetière parisien de Bagneux.

On nous prie d'annoncer le décès de

Maurice BERNARD,

qui s'est éteint le 29 juin en son moulin de L'Hôpital-Camfrout, dans sa soixante-troisième année.

De la part de

Ses époux, Renée Bernard, née Quentin, Ses enfants, Alain et Michelle Mommier, Jean-Louis et Anja Bernard, Bernard et Françoise Parrot, Annie Bernard,

Jean et Danièle Kozarcho, Henri et Marie-Louise Dejoux, Pierre et Françoise Bernard, Ses petits-enfants, Les familles Régulier, Bernard et Nozais.

Ar Vigies, L'Hôpital-Camfrout, 29224 Daulis.

M. André CAUZARD, M. et M^{me} Jacques Denis, Aurélie, Romain et Julien, M. Etienne CAUZARD, M. et M^{me} Philippe CAUZARD, ses enfants et petits-enfants,

font part du décès de

Gilberte CAUZARD,

née Lagarrière, survenue le 2 juillet 1984.

Les funérailles seront célébrées à l'église Saint-Michel des Batignolles, rue Saint-Jean (La Fourche), à Paris-17^e, le vendredi 6 juillet, à 10 h 30. Ni fleurs ni couronnes.

M. et M^{me} Wilfrid Mac Gaw, André et Frédérique, ont le deuil de faire part du décès, survenu dans sa vingt-troisième année, de leur fils et frère,

Bernard MAC GAW,

interne des hôpitaux de Paris.

Le Rove-Rafan, Les Frères, 83320 Carqueiranne.

M^{me} Gilles Pierre, née Lisa Masliah, M. Didier Guimard et M^{me} M. Pierre,

M^{me} Léo et Remy Pierre, M^{me} Lenoir et sa famille, Les familles Masliah, Cohen et Azzam,

ont le deuil de faire part du décès de

M. Gilles PIERRE,

leur époux, père, fils, parent et allié, survenu le 3 juillet 1984, dans sa cinquante-troisième année, à Paris-14^e.

L'inhumation religieuse aura lieu le vendredi 6 juillet, à 10 h 30, au cimetière parisien de Bagneux.

On se réunira à la porte principale du cimetière.

48, cité Solfèro, Lamarna (Tunisie), 65, avenue du Général-de-Gaulle, 92250 La Garenne-Colombes.

Clara Troper, Michel et Mathilde Troper, David et Deborah, La famille Friedman,

ont le deuil de faire part de la mort de

Philippe TROPER,

survenue le 29 juin 1984.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 4 juillet.

Remerciements

M. et M^{me} Henri Perret et leurs enfants, Parents et alliés, prient tous ceux qui leur ont marqué sympathie et amitié lors du décès de

Antoine PERRET,

de trouver ici l'expression de leurs remerciements émus.

Anniversaires

Il y a deux ans disparaissait

Edmond LABIN.

A son souvenir est joint celui de ses deux frères,

Armand LABIN,

décédé en 1956,

Emile LABIN,

décédé en 1974.

L'Association nationale Maréchal-Lyautey organise, le dimanche 8 juillet, au château de Thorey-Lyautey (près de Nancy), les cérémonies commémoratives du cinquantième anniversaire de la mort du maréchal Lyautey. C'est dans ce château, en effet, qu'il décéda le 27 juillet 1934. Une messe, célébrée par Mgr Bernard, évêque de Nancy et de Toul, Mgr Lathier et l'abbé Meble, aura lieu à 10 h 30. La cérémonie commémorative du cinquantième anniversaire au «Mansole» se déroulera à 11 h 30. Une exposition consacrée au maréchal Lyautey, organisée dans les appartements du château, sera ouverte de 9 heures à 19 heures. Enfin, un concert donné par la musique du 26^e régiment d'infanterie débutera à 15 h 15.

Accès: un car partira de la gare de Nancy à 9 h 30; départs de Thorey-Lyautey, au retour, à 13 heures et à 17 h 30.

Renseignements: Association nationale Maréchal-Lyautey, 131, rue du Sergent-Blandan, BP 3851, 54029 Nancy Cedex.

On nous communique: Le 7 juillet 1944

Georges MANDEL

était assassiné par la milice.

Des modifications étant intervenues aux cérémonies anniversaires, le frère de Georges Mandel n'y participera pas pour convenances personnelles.

En ce jour qui marque le huitième anniversaire de la disparition de

M^{me} Inès TOLEDANO,

née Benzer, une pensée émue est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée.

Bonnets - Douvres par milliers.

Rayonnages Bibliothèques

au prix de fabrique du kit au sur mesure

LEROY FABRICANT

équipe votre appartement bureaux, magasins, etc.

25 années d'expérience Une visite s'impose

208, av. du Maine, Paris (14^e) 540-57-40 - M^{me} Aline

VIENT DE PARAITRE

40 NOUVELLES

TOME III

Voici surgir des univers étranges où la réalité se désintègre brusquement et devient cocasse, fantasmagorique ou angossante... des textes merveilleux de Maurice Pons, Georges Sédar, Peter Seeborg... Revenus de l'enfance ou d'un lointain passé, voici des personnages insolites qui revivent sous la plume magique de l'Israélien Samuel-Joseph Agnon, du Français d'origine tunisienne Albert Boccard, du Grec Philoppos Dracodaidis... Si quelques auteurs figureraient déjà dans les sélections précédentes, la plupart sont de nouveaux venus. Ils témoignent, par la diversité de leurs origines, de la vitalité d'un art en pleine renaissance.

40 NOUVELLES, 40 ROMANS D'UNE LECTURE INTENSE ET BRÈVE, IDÉALE POUR LES VACANCES.

Chez votre marchand de journaux 27 F ou au Monde

BON DE COMMANDE « 40 NOUVELLES, TOME III »

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL [] [] [] [] VILLE

NOMBRE D'EXEMPLAIRE (S) X 32 F (Taux d'expédition inclus) = F

COMMANDE À FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE SERVICE DES VENTES AU NUMÉRO, 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09

SOCIAL

Un rapport très critique des députés sur la politique de l'immigration

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale souligne les difficultés sur le terrain

Les résultats des élections européennes posent très clairement le problème du racisme et de la xénophobie en France, phénomènes qu'il faut d'abord combattre au sein même du fonctionnement des services publics, « en attendant d'y parvenir ailleurs », tel est le thème de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, présentée ce jour par MM. Claude Evin et Jean-Michel Belorgey, députés socialistes, respectivement président et rapporteur de cette commission.

Inaugurant une procédure particulière - qui substitue aux avis présentés sur certains aspects du budget une « évaluation en cours d'exercice de la politique menée » - le rapport d'information sur l'immigration rend compte des investigations des députés dans trois domaines : l'action des médias dans le secteur audiovisuel (Radio-France, Radio-France Internationale, TF 1, Antenne 2, France Régions 3), la formation professionnelle et le logement des immigrés. D'autres dossiers seront examinés progressivement.

Selon M. Belorgey - qui fut déjà le rapporteur pour avis à propos du budget du secrétariat d'Etat aux travailleurs immigrés, « l'immigration demeure un domaine complexe, difficile à manier ». Les choix actuels, en la matière, se sont adaptés à la conjonction économique et sociale, mais il est malaisé de percevoir dans quelle mesure, et dans quelles limites, ils se sont traduits dans les faits.

Sur l'action des médias, la référence de base est toujours le rapport présenté en octobre 1982 par M. François Gaspard, député PS, alors ministre de l'Information et de la Culture, sur l'information et l'expression culturelle des communautés immigrées en France. Les carences dénoncées à l'époque par M. Gaspard n'ont guère disparu, même si l'on tient compte des efforts réels accomplis par Radio-France et par les trois chaînes nationales. M. Belorgey rend un hommage particulier, à cet égard, à l'action de

l'Agence pour le développement des relations interculturelles (ADRI) qui produit l'émission « mosaïque » - laquelle était, jusqu'à présent, financée par le Fonds d'action sociale des immigrés (FAS). « Si l'on veut faire bien, il faut plus d'argent », a noté le rapporteur, qui regrette que les moyens financiers alloués à l'ADRI pour 1984 ne représentent, compte tenu du décaissement du FAS, que 75 % de ceux demandés.

Deuxième chapitre : la politique de formation. Celle-ci s'articule autour de deux préoccupations : désenclaver les formations spécifiques conçues à l'intention des immigrés et notamment des adolescents immigrés ; maintenir en même temps des mécanismes d'incitation propres à éviter une « exclusion de fait » des immigrés (ou de leurs enfants) candidats à une formation. Cependant, le rapporteur constate que le contexte socio-économique actuel conduit à privilégier la formation-reconversion par rapport à la formation-promotion. En conséquence, la commission recommande la mise en place de formations nouvelles « permettant d'acquiescer un savoir-faire professionnel plutôt que des qualifications et correspondant à des créneaux possibles d'emploi, la formation générale ne devant plus être tenue pour un préalable aux formations professionnelles ».

Troisième chapitre : celui du logement, « un des domaines où les

conséquences de la « table rase » antérieure sont les plus déplorables », a déclaré M. Belorgey. C'est vrai surtout en ce qui concerne les foyers, non seulement en province, mais surpeuplés en région parisienne. Dans ce secteur, le gouvernement s'efforce d'accroître le passage au « conventionnement » APL (aide personnalisée au logement), de restructurer et de rééquilibrer le parc des foyers malgré les blocages de certaines municipalités, de concentrer les bénéficiaires du 0,1 % sur les opérations destinées réellement aux immigrés, de favoriser les organismes d'HLM dans l'attribution des PLA (prêts localisés aidés). Encore faudrait-il, ajoute M. Belorgey, qu'un décret précise auprès des préfets les cas de figure pour les attributions prioritaires.

Pour une meilleure gestion

En conclusion, le rapporteur estime que, si le pouvoir actuel a pu promouvoir un « ensemble d'efforts d'immigration » - fût-ce dans les domaines de l'aide au retour, ou d'une politique de la petite enfance articulée sur celle menée en faveur des nationaux - de grande problématique subsistent du fait du chômage, de l'alphabétisme, de la déqualification des travailleurs étrangers. Il ne faut donc pas seulement innover, mais aussi gérer intelligemment malgré un climat social défavorable. Faute de quoi persisteront les réactions de racisme et de xénophobie observées ces temps derniers.

A ce propos, M. Belorgey, évoquant la nécessité d'une plus grande maîtrise de la politique d'immigration, ainsi que les problèmes posés par la fermeture des frontières, souligne que le droit pénal et disciplinaire ne soit appliqué ni en droit, ni au-delà : « le gouvernement, constate-t-il, donne des directives humanitaires, mais il est débordé sur le terrain ».

En annexe, le rapport rend compte d'une audition de M. Georges Dufour, ministre d'Etat chargé des travailleurs immigrés, qui a rappelé les grandes lignes de la politique gouvernementale : contrôle des flux migratoires, retour au pays pour les étrangers qui le souhaitent, insertion en France pour les autres. « On peut espérer, affirme M. Dufour, que progressivement les mesures prises pour améliorer la situation des immigrés toucheront la plus grande partie des personnes potentiellement concernées ».

J.B.

PROTESTATIONS SYNDICALES CONTRE LES PROPOSITIONS DU CNPF

Le bureau confédéral de la CGT vient de lancer un appel à favoriser « des luttes de plus grande ampleur » pour « faire entendre les exigences des salariés » et réagir à « la régression généralisée du pouvoir d'achat des salariés, des retraités, des chômeurs ». Il juge « inadmissible et choquant » que « les organismes officiels fassent apparaître à la fois une importante progression des revenus du capital et du patrimoine et une régression des investissements, une extension du chômage ».

La CGT a aussi réagi vivement aux nouvelles propositions du CNPF sur les « emplois nouveaux à contraintes allégées » (ENCA), qualifiées de « mirage » et de « coup de bluff » par M. Louis Vassier, secrétaire de la CGT : « A partir d'une simple enquête-sondage limitée à deux cents chefs d'entreprise, on multiplie, on additionne sans le moindre sérieux pour tenter de donner un visage humain à l'objectif essentiel que poursuit le CNPF : pouvoir licencier à sa guise ».

M. Jean Kaspar, secrétaire national de la CFDT, parle aussi d'« opération publicitaire simpliste » : « Il est temps, dit-il, que le patronat cesse de considérer les salariés comme le seul moyen d'ajuster l'activité des entreprises aux aléas de la conjoncture ».

Quant à la CFDT, elle « s'étonne du mélange des genres pratiqué par la CNPF, qui se déclare favorable à la politique contractuelle mais en appelle d'abord aux pouvoirs publics avant de s'être entretenu avec les partenaires sociaux ».

Enfin, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, dans une lettre publiée par le quotidien la Croix, tout en estimant « souhaitable une plus grande mobilité de l'emploi », considère que ce n'est pas « en laissant les entreprises licencier à l'arbitraire qu'on résout le chômage ».

TRANSPORTS

IMPORTANTES PERTURBATIONS SUR LES VOLS D'AIR INTER

Les pilotes et officiers mécaniciens d'Air Inter ont observé, à compter du jeudi 5 juillet, un arrêt de travail de vingt-quatre heures renouvelable, perturbant profondément le trafic. Priorité a été donnée par la direction aux vols sur la Corse (depuis Paris et les villes du Midi), Marseille et Toulouse. Les vols affrétés de Paris pour Lyon, Rennes, Quimper et Saint-Etienne devaient aussi être assurés. Pour les autres destinations, très peu de décollages étaient prévus.

Selon le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), qui a déclenché le mouvement le 4 juillet, cette grève - reconductible - est destinée à appuyer des revendications portant sur la formation des pilotes. Certains d'entre eux doivent, selon le syndicat, payer actuellement leur propre formation à l'intérieur de l'entreprise.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ les + les	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.
SE-IL	6,698 5,678	- 30 + 20	- 60 + 10	- 370 - 230
DM	6,519 5,523	- 45 0	- 75 - 15	- 350 - 230
Yen (100)	3,061 3,084	+ 105 + 192	+ 345 + 380	+ 580 + 1065
DM	1,085 1,069	+ 145 + 175	+ 385 + 345	+ 855 + 930
DM	2,718 2,782	+ 120 + 145	+ 225 + 285	+ 715 + 785
FR (100)	15,036 15,101	0 + 100	+ 70 + 100	+ 100 + 100
FR	3,653 3,636	+ 210 + 240	+ 445 + 480	+ 1290 + 1375
L (1 000)	4,974 5,000	- 180 - 114	- 340 - 240	- 1050 - 820
L	11,587 11,545	+ 210 + 290	+ 445 + 550	+ 1030 + 1275

TAUX DES EUROMONNAIES

	SE-IL	DM	Yen	FR	L	L (1 000)	F. franc
11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14
11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14
11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14
11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14
11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14
11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14
11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14	11/14

Les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

PRIX

HAUSSE DES TARIFS DE LA RATP LE 1^{er} AOUT

La prochaine hausse des tarifs de la RATP doit intervenir le 1^{er} août et devrait être, en moyenne, de 5 % pour respecter l'objectif gouvernemental de hausses des prix, a indiqué, le 4 juillet, un porte-parole de la RATP.

Si le budget de la RATP a été établi en fonction de ce pourcentage de hausse, les dirigeants de la région voudraient cependant obtenir un ou deux points de plus pour tenir compte d'une part des coûts du transport urbain - qui progressent plus rapidement que la plupart des autres coûts - d'autre part, de l'« effet inflation ».

Le dernier relèvement des tarifs (8,3 % en moyenne) était intervenu le 1^{er} août 1983. Parmi ces hausses, le carnet de dix tickets de 2^e classe était alors passé de 22 à 24 francs, la carte hebdomadaire urbaine de 17,50 à 19,50 francs, et les cartes orange mensuelles de 2^e classe pour les zones 1 et 2 de 110 à 122 francs.

CONJONCTURE

LES INDUSTRIELS FRANÇAIS SERRENT LEURS PRIX A L'ÉTRANGER ET FONT DES BÉNÉFICES EN FRANCE

La concurrence étrangère a diminué au premier semestre sur les marchés extérieurs, et le volume des commandes passées à l'industrie française a progressé par rapport au deuxième semestre 1983, indique l'INSEE dans son enquête bi-semestrielle sur les exportations.

Un deuxième semestre, les industriels français prévoient une augmentation de leurs exportations plus forte que celle de leurs ventes sur le marché intérieur. Cette amélioration est surtout le fait des biens intermédiaires, la concurrence restant au contraire très forte pour les biens d'équipement et l'automobile.

Sur le marché intérieur, la concurrence reste stable. Elle diminue dans les secteurs produisant des biens de consommation courante et des biens intermédiaires, mais augmente dans l'automobile et les biens d'équipement.

Interrogés, les chefs d'entreprise déclarent que leur compétitivité s'améliore, tant sur les marchés extérieurs qu'en France. Sur les marchés étrangers, ils reportent ce gain de compétitivité dans leurs prix de vente, qui se rapprochent de ceux pratiqués par les concurrents étrangers. Par contre, sur le marché français, il semble que l'amélioration de la compétitivité se traduise principalement par une augmentation des marges bénéficiaires.

Selon les cadres CFDT L'INDIVIDUALISATION DES SALAIRES S'ACCENTUE DANS LES ENTREPRISES

Selon l'enquête réalisée par l'Union confédérale des cadres (UCC-CFDT), à partir de deux échantillons SSSI (ou système d'observation des salaires individuels et OSCAR) ou observatoire du salaire des cadres et de leurs revenus, 50 % des salariés ont eu, en 1983, une baisse de leur pouvoir d'achat, mais 28 % ont eu une hausse supérieure à 2 %, les proportions étant presque identiques pour les cadres. Donner une évolution moyenne n'aurait pas de sens. L'UCC-CFDT souligne l'effet de la norme gouvernementale d'augmentation des salaires : en 1983, entre catégories de salariés et, parmi les cadres, entre secteurs (public ou privé) et entre branches professionnelles, les évolutions sont devenues très proches : on assiste de plus en plus à une individualisation des salaires, comme l'avait déjà noté le Centre d'études des revenus et des coûts.

L'UCC n'est pas hostile à cette politique, mais elle demande que celle-ci soit « négociée » dans les entreprises de façon que l'évolution des salaires tienne compte de trois critères : la dérive des prix et l'évolution générale de la productivité, les gains de productivité de l'entreprise, les performances des groupes et des individus.

Par ailleurs, l'UCC-CFDT déclare préférer la suppression ou la réduction de la surtaxe fiscale à une suppression du « 1 % social » ; celui-ci, selon M. Pierre Vanlerenberghe, secrétaire général de l'UCC, ne constitue pas un impôt supplémentaire, mais « une nouvelle contribution sociale », pesant sur tous les revenus. Le supprimer serait « une régression dans l'évolution de la politique sociale ».

Par ailleurs, l'UCC-CFDT déclare préférer la suppression ou la réduction de la surtaxe fiscale à une suppression du « 1 % social » ; celui-ci, selon M. Pierre Vanlerenberghe, secrétaire général de l'UCC, ne constitue pas un impôt supplémentaire, mais « une nouvelle contribution sociale », pesant sur tous les revenus. Le supprimer serait « une régression dans l'évolution de la politique sociale ».

Par ailleurs, l'UCC-CFDT déclare préférer la suppression ou la réduction de la surtaxe fiscale à une suppression du « 1 % social » ; celui-ci, selon M. Pierre Vanlerenberghe, secrétaire général de l'UCC, ne constitue pas un impôt supplémentaire, mais « une nouvelle contribution sociale », pesant sur tous les revenus. Le supprimer serait « une régression dans l'évolution de la politique sociale ».

AFFAIRES

GRINGOIRE-BROSSARD RACHÈTE UNE BISCUITERIE BELGE

Un patron qui ne pleure pas...

Sept ans, ça suffit... pour remonter une entreprise. Quand en 1977, M. Victor Scherrer, consultant, présente au PDG de Pillsbury, multinationale américaine, sa « copie » pour la reprise de Gringoire-Brossard, société de biscuiterie française en déclin, il ressort de l'entretien directeur général de la société.

Aujourd'hui, alors que le spin Gringoire vient d'avoir soixante-dix ans et que « papy Brossard » fait des ravages auprès des enfants, la société Gringoire-Brossard, quatrième firme française de la branche des biscuits, confiserie, confiseries... En Europe, une prioritaire de son développement international, Pillsbury a ainsi pris le contrôle de neuf sociétés depuis 1983.

L'actionnaire américain (à 97 %) a même mis son réseau de ventes pour produits « exotiques » à la disposition de sa filiale : d'ici à fin décembre, 300 tonnes de biscuits français seront expédiées aux États-Unis, soit pour l'équivalent de 1 % du tonnage total de Gringoire-Brossard, dont la chance est grande d'être la même que celle qui n'occupe pas le même marché que lui. Cette énergie se retrouve également au plan européen, ce qui permet à trois sociétés françaises, allemandes et anglaises de collaborer sans se marcher sur les pieds.

Cela devrait permettre à Gringoire-Brossard d'acquiescer aux exportations, qui, jusqu'à présent, ne dépassaient pas quatre millions de francs. Mais voilà une entreprise qui connaît des hausses de charges pour ses matières premières importantes (+ 80 % à 70 % pour les matières grasses, + 100 % pour le noir de coco, + 25 % pour les œufs, + 25 % pour les films en polyéthylène, qui subit les mêmes charges spéciales et la même blocage des marges que les autres, qui est à capitaux américains, qui investit et exporte aux États-Unis et dont, surtout, le patron ne pleure pas. Un cas...

JACQUES GRALL

DANS LE BATIMENT

Une cellule de concertation permanente avec les pouvoirs publics va être créée

De notre correspondant

Toulouse. - C'est sous le patronage du ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Jacques Delors, exprimant sa volonté de faire de la relance du bâtiment une priorité gouvernementale, que M. Paul Quilès s'est adressé aux représentants de la Fédération nationale du bâtiment (FNB). Son nouveau président, M. Jacques Brunier, a appelé à la restauration d'un climat de confiance. M. Paul Quilès lui a répondu sur ce thème : « Une cellule de concertation permanente avec la FNB sera créée pour trouver des solutions avant la fin du mois de juillet ».

Le ministre de l'urbanisme et du logement a aussi annoncé que la totalité des crédits bâtiment inscrits au titre de la troisième tranche du fonds grands travaux soit près de 1,8 milliard de francs était immédiatement disponible. Il s'agit d'une requête précise exprimée par les métiers de la construction. Des prêts à taux réduits seront consentis aux entreprises en mutation, et les entrepreneurs verront les contraintes réglementaires et techniques allégées.

Seul hiatus important entre le bâtiment et son ministre de tutelle,

le refus de M. Paul Quilès de considérer le sureffectif comme principal facteur de la dégradation financière des entreprises de la construction. Selon la FNB, un quart des entreprises seraient en situation de sureffectif, ce qui, selon M. Jacques Brunier, « est un handicap pour l'entreprise, doit être éliminé par quelques années par un dispositif financier approprié ».

En contrepoint, la FNB souhaite une stimulation accrue du marché de l'immobilier, notamment par un système d'exonération fiscale. Le ministre de l'urbanisme et du logement s'est contenté d'exprimer un avis personnel : « La mesure la plus appropriée serait une mesure touchant à l'impôt sur le revenu et aux règles de déduction de certaines dépenses liées à un investissement immobilier ». Tout en démentant consciencieusement les malentendus avec la profession du bâtiment étaient loin d'être dissipés. M. Paul Quilès, à la différence de son prédécesseur, M. Roger Quillot, aura pu s'exprimer à Toulouse sans réactions intempestives de son auditoire.

(Interim.)

AUJOURD'HUI N° 88
juillet 1984
revue de développement social

FORMATION: pour quoi faire ?

Formation des besoins nouveaux. Qualification, mobilité, carrière. La culture, hier et aujourd'hui. D'autres lieux de formation: l'apprentissage, l'entreprise. Les systèmes de formation (docteur). Avec la collaboration de Yvette Chassagné, Hervé Hamon et Patrick Rotman Nicole Notat, Antoine Prost, Philippe Zarifian

Un numéro de 96 pages - 33 F. En vente chez les marchands de journaux ou à commander à Administration de CFDT-AUJOURD'HUI, 4, boulevard de la Villette 75955 Paris cedex 19.

مكتبة المصطفى

AFFAIRES

Le groupe suédois Ericsson plaide pour l'émergence d'un véritable marché européen de la communication

Le groupe suédois Ericsson frappe avec insistance à la porte du Marché commun. « Si l'Europe veut conserver ses positions dans l'industrie des télécommunications, il n'y a qu'un moyen : l'ouverture des marchés. » Pour M. Hakan Ledin, vice-président du groupe suédois, il faut « aller très vite, car pour le moment seuls les grands groupes américains sont capables d'avoir une stratégie européenne », a-t-il déclaré.

Ericsson est prêt à investir dans la CEE, à conclure des accords de coopération, à racheter des entreprises. Non pas dans le secteur traditionnel des télécommunications, mais dans toutes les autres activités de la communication (terminaux, bureaux, centraux privés, réseaux locaux, logiciels, etc.), dans lesquelles Ericsson a déjà, voilà quatre ans, de se redéployer.

Grâce à la téléphonie, aux câbles d'ITT et de Siemens, il régit sur le marché mondial des équipements de télécommunications. Le groupe suédois a amorcé une profonde révision stratégique. A l'été 1980, son chiffre d'affaires était réalisé à concurrence de 50 % en communication publique et pour plus de 70 % avec les administrations des P.T.T. Or, « lorsque nous avons examiné les perspectives d'évolution du marché, nous avons constaté que le « boom » allait se produire dans deux directions : les terminaux et le marché libre (par opposition à celui des P.T.T.). Nous avons donc décidé d'élargir la gamme de nos produits et d'être présents dans les grands domaines de l'industrie de la communication : télécommunications, informatique et bureautique ». Autre objectif : la présence sur le marché américain, car « nous savons qu'il allait s'ouvrir ».

Ce redéploiement va être, à vrai dire, facilité par deux facteurs. Après quelques hésitations face à l'émergence des technologies numériques en communication, Ericsson réussit à adapter son central AXE à cette nouvelle donne, ce qui lui permet de ne pas perdre trop de terrain sur le marché de la téléphonie publique. « Nous avons même augmenté notre part de 10 à 12,6 % (sur opposition à celui des P.T.T.) », affirme M. Hakan Ledin. Second facteur : le contrat soudain de 2 milliards de dollars, qualifié en 1980 de « contrat du siècle du téléphone ». Obtenu conjointement avec Philips, il a permis à Ericsson d'engranger de l'argent frais. Un « cash » bien utile pour amorcer son redéploiement.

Pour s'attaquer au marché libre de la communication, le groupe suédois pouvait s'appuyer sur ses compétences techniques traditionnelles, mais il lui manquait le savoir-faire dans le domaine des terminaux et de l'expérience commerciale de ces marchés. En 1980, Ericsson rachète pour 300 millions de francs la firme

suédoise Datasab, spécialisée dans les terminaux et les petits ordinateurs de bureau. Au début de 1983, c'est le rachat à Electrolux de Facit, société qui lui apporte des compétences dans le traitement de texte et l'équipement de bureau.

Pour s'implanter aux Etats-Unis, le groupe suédois va mener une double action. D'une part, il « attaque » le marché de la téléphonie à travers les équipements de transmission et les câbles qu'il vend aux nouveaux commencent (nouvelles sociétés de transmission qui concurrencent depuis quelques années ATT) ou aux sociétés indépendantes d'ATT. « Ainsi, nous nous sommes alliés avec des relations qui devraient déboucher par la suite sur la vente de matériels de communication ». D'autre part, il cherche un partenaire local. Il le trouve en 1983 en la personne d'Honeywell, dont la division « contrôle-automatisme » avait besoin d'un associé spécialisé dans le téléphone.

Les deux groupes ont donc conclu un accord comportant deux volets : Honeywell commercialise les centraux privés d'Ericsson sur le marché américain, qu'ils soient intégrés ou non dans les réseaux d'entreprise vendus par le groupe suédois ; une filiale commune va développer les futurs systèmes adaptés au marché américain. « Ainsi, nous partageons les coûts de recherche-développement et nous avons un réseau de distribution outre-Atlantique ».

Une alliance qui permet de diminuer le coût de l'adaptation des matériels aux normes américaines (Ericsson avait dépensé 20 millions de dollars pour « américaniser » son central téléphonique privé). Les ventes d'Ericsson aux Etats-Unis atteignent désormais 400 millions de dollars, se répartissant en 220 millions pour les câbles-transmissions et 180 millions pour les autres matériels de communication. Quant au chiffre d'affaires global (25,2 milliards de francs et 1,76 milliard de francs de bénéfices en 1983), il s'est quelque peu réajusté, puisque la communication ne représente plus qu'un tiers et les ventes aux administrations, la moitié.

Aller très vite

Reste que le premier marché pour Ericsson demeure l'Europe. Si les positions sont désormais plus ou moins figées en matière de communication publique (Ericsson n'a vraiment perdu que le marché norvégien et... la France en 1976), le groupe suédois cherche à s'imposer comme un des grands de la communication privée. « Nous savons que, pour nous établir dans ce nouveau domaine en Europe, nous devons compléter du protectionnisme ambiant - nous installer dans les pays européens et produire localement ».

La Suède, comme la Scandinavie, est trop petite pour permettre à un groupe de la taille d'Ericsson non seulement de se développer à partir de son marché intérieur, mais aussi de trouver en son sein les ressources humaines nécessaires. La firme draine déjà chaque année plus de la moitié des diplômés suédois dans les disciplines électroniques. Il lui faut donc trouver ailleurs des réservoirs de main-d'œuvre. Il vient à cet égard de racheter une entreprise allemande de logiciels.

Pour M. Hakan Ledin, l'industrie européenne a une chance à saisir grâce à ses compétences technologiques dans les centraux privés et les réseaux locaux. Pour ce faire, il juge nécessaire que les pays européens - notamment la France - « ouvrent leurs marchés de la téléphonie privée, aujourd'hui très protégés, et développent une norme commune en ces domaines ».

Les grands fabricants américains de centraux privés - ATT, Rolm, Mitel, Intelcom - n'ont pas encore cédé le « trou » avec les Européens. Avec un marché élargi et ouvert, M. Hakan Ledin estime donc que les constructeurs européens - Ericsson, Jeumont-Schneider, Thomson-Alcatel, Plessey - peuvent les battre, résister à leur assaut et imposer peut-être ainsi un standard européen en téléphonie privée. D'autant que l'adaptation aux normes locales coûte, selon lui, plus cher aux Américains qu'aux Européens. Mais pour réussir il faut « aller vite, très vite ».

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

ÉTRANGER

LA GRÈVE DES MINEURS BRITANNIQUES

Reprise des négociations malgré un regain de tension

De notre correspondant

Londres. - Trois semaines après l'échec de leurs dernières discussions, MM. Arthur Scargill, président de l'Union nationale des mineurs, et Ian McGregor, président du conseil d'administration des Charbonnages, devaient se retrouver, le 5 juillet, pour de nouveaux pourparlers. De part et d'autre, on ne se faisait guère d'illusions sur les chances de parvenir rapidement à un accord.

A la veille de ces entretiens, qui pourraient durer plusieurs jours, M. Scargill a encore répété que son interlocuteur devrait purement et simplement renoncer à son plan prévoyant la suppression de vingt mille emplois et la fermeture de nombreux puits, tandis que la direction des Charbonnages a poursuivi, sous forme de publicité dans la presse, sa campagne contre le syndicat des mineurs pour dire à ces derniers que leurs dirigeants les « égarent » ou les « trompent ».

C'est, malgré un climat de tension accrue, le Parti travailliste qui a pris l'initiative de réunir MM. Scargill et McGregor autour de la table des négociations. Les leaders travaillistes manifestent ainsi leur volonté d'essayer d'éviter une détérioration plus grave de la situation après quatre mois d'un conflit qui ne cesse de diviser le mouvement ouvrier et de causer au parti un embarras d'autant plus regrettable qu'il vient de confirmer son rétablissement lors des élections européennes.

Comme au moment des précédentes conversations, en juin, M. Scargill a voulu durcir le mouvement en renforçant le blocus des aciéries (le Monde du 29 juin). Des piquets de grève plus nombreux que d'ordinaire ont fait, mercredi, le siège des principales usines, notamment au Pays de Galles. Des affrontements se sont produits avec la police, mais, ainsi que les autres jours, des convois composés de plusieurs centaines de camion ont pu ravitailler les usines en minerai de fer et en charbon. Par ce moyen, la production peut être maintenue partiellement depuis l'arrêt de l'approvisionnement par le rail.

Il s'agit d'une solution coûteuse, mais elle n'en représente pas moins, jusqu'à présent, pour M. Scargill un échec qui s'ajoute à celui que constitue le refus de la grève par les mineurs des houillères du Nottinghamshire et de certaines basses vallées. La « triple alliance » entre le syndicat des mineurs et ceux des transports et de la sidérurgie a volé en éclats. Seuls les syndicats des chemins de fer respectent la règle de la solidarité demandée par M. Scargill. Les principales organisations ouvrières de la sidérurgie ont déjà fermement rejeté ses exigences au début de la semaine, et le syndicat des routiers, malgré des menaces d'exclusion, ne parvient pas à faire respecter par la base le principe du blocus que la direction a accepté.

FRANCIS CORNU.

LES RÉÉCHELONNEMENTS DE DETTES EXTERIEURES

La renégociation de la dette publique extérieure à court terme du Venezuela va commencer le 23 juillet prochain. Engagé avec 400 banques internationales, elle porte sur le rééchelonnement de 14,5 milliards de dollars de versements échus ou à échoir en 1983 et 1984, sur un total de 28 milliards de dollars.

Le Chili a fait connaître qu'il ne pourra pas rembourser le capital de sa dette de 18,6 milliards de dollars sur les cinq ans à venir, mais qu'il en acquittera les intérêts.

Les Philippines ont demandé à leurs 483 banques créancières de leur accorder un nouveau moratoire de quatre-vingt-dix jours, le quatrième depuis octobre dernier, sur le remboursement de 2,7 milliards de dollars. A l'heure actuelle, et ceci depuis neuf mois, les Philippines ne paient plus que les intérêts d'une dette extérieure de 25,6 milliards de dollars.

MONNAIES

FORTE HAUSSE DU DOLLAR : 8,67 FRANCS

Resté stable mercredi 4 juillet, après son avance de la veille, le dollar a repris son ascension. Jeudi 5 juillet, atteignant 2,8260 DM à Francfort et 8,67 francs à Paris, contre 2,81 DM et 8,63 francs la veille. Cette nouvelle hausse, due comme les précédentes à la perspective d'une montée des taux d'intérêt aux Etats-Unis, rapproche le cours du dollar à Paris de son record historique de 8,6950 francs, établi le 12 janvier 1984. Ce record pourrait, très probablement, être battu.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● ATT et Olivetti coopèrent. - Les compagnies American Telephone and Telegraph et Olivetti ont annoncé la création de la société commune (à 50/50) Unif Europe, qui assurera le développement du système d'exploitation informatique UNIX V sur le vieux continent. Un système d'exploitation est un ensemble d'instructions codées permettant la mise en œuvre des programmes d'application et constituant un intermédiaire entre les ordinateurs et les logiciels. La nouvelle société sera basée à Londres. Rappelons que le groupe américain ATT a acquis récemment 25 % du capital du groupe italien Olivetti.

● Victor Technology passera sous le contrôle d'investisseurs allemands. - Le holding luxembourgeois Beta Systems, gravitant dans l'orbite du groupe allemand Kerkerbachmann implanté à Mannheim, aurait conclu un accord avec les créanciers de Victor Technology en vue de prendre le contrôle de cette entreprise américaine, à 70 %, pour la somme de 30 millions de dollars (260 millions de francs). Beta Systems n'attendrait plus que le feu vert des autorités américaines pour conclure l'affaire.

● Nouvelle offre de Merlin-Gerin pour la reprise de l'italien Magrini. - Merlin-Gerin vient d'annoncer qu'il avait fait une nouvelle offre d'acquisition d'une partie des activités (essentiellement haute et moyenne tension) de la société italienne d'électromécanique Magrini-Galileo, actuellement sous administration contrôlée. Merlin-Gerin avait remporté à une première proposition il y a quelques mois devant l'opposition des syndicats.

● Spie-Trindell : nouvelle filiale de Spie-Batignolles. - Spie-Batignolles, filiale spécialisée dans les travaux publics, du groupe Eimann-Schneider, vient de procéder à une réorganisation interne. Ses activités régionales en France, dans les domaines de l'électricité et de l'électromécanique, sont regroupées avec celles de sa filiale Trindell, qui était passée sous son contrôle en mars 1982. La nouvelle filiale prend le nom de Spie-Trindell, emploie huit mille personnes et représente un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs. La nouvelle société, précise le communiqué de Spie-Batignolles, a un caractère essentiellement régional, compte plus de cent implantations permanentes qui lui permettent « de mieux connaître et de mieux satisfaire les besoins des clients locaux, ainsi que de traiter rapidement les projets des grands clients nationaux ».

Agriculture

● Baisse du prix des terres agricoles. - Selon l'enquête annuelle du ministère de l'Agriculture, le prix des terres agricoles a baissé en 1983 de 10,3 % en valeur réelle et de 1,5 % en francs courants (-1,2 % pour les terres de culture et -2,2 % pour les pâturages). Ces résultats confirment l'estimation donnée par

la Fédération nationale des SAFER (-2 %) du mois de mai dernier. La baisse en valeur réelle se poursuit depuis cinq ans (-30 % en cumulé depuis 1979). Selon le service statistique du ministère, les causes de ce phénomène sont l'inquiétude des acheteurs, les difficultés de trésorerie des paysans, la faible rentabilité du foncier agricole et la peur de l'impôt sur les grandes fortunes. Les baisses les plus fortes sont enregistrées en Corrèze, en Vendée et en Basse-Normandie.

Conjoncture

● Relèvement de l'emprunt d'Etat. - Lancé le 25 juin, l'emprunt d'Etat - second depuis le début de l'année - a vu son montant relevé de 12 à 16,5 milliards de francs. Cette émission comprend une première tranche de 4,5 milliards de francs (au lieu de quatre initialement) à taux fixe. D'une durée de huit ans, prorogable deux fois pour une durée de quatre ans, chaque fois elle comporte un taux d'intérêt de 12,8 %. La seconde tranche de 12 milliards de francs (au lieu de huit initialement), d'une durée de douze ans, est assortie d'un intérêt à taux variable, fixé à 12,30 % pour la première année (le Monde du 27 juin).

Énergie

● Abou-Dhabi étudie un projet d'oléoduc reliant ses champs pétroliers à la mer d'Oman. - Selon la quinzaine local Gulf News, l'émirat d'Abou-Dhabi étudie sérieusement la construction d'un oléoduc qui, partant de son champ de Bab, aboutirait à l'émirat de Foujeirah, sur la mer d'Oman, au-delà du détroit d'Ormuz. Une étude de faisabilité, confiée à la société Bechtel, aurait reçu une conclusion positive. L'oléoduc envisagé serait long de 360 kilomètres et permettrait d'écouler hors du Golfe 500 000 barils de pétrole par jour (25 millions de tonnes par an).

Étranger

● RFA : budget de rigueur en 1985. - Le conseil des ministres ouest-allemand a adopté, dans la nuit de mardi 3 à mercredi 4 juillet, un projet de budget 1985 de quelque 260,2 milliards de deutschemarks (96 milliards de francs), en augmentation de 1,2 % par rapport à celui de 1984. Le projet ne prévoit aucune coupe dans les dépenses sociales, contrairement aux budgets précédents, a précisé un porte-parole du ministère des finances. Le déficit budgétaire, évalué à moins de 30 milliards en 1984, devrait être ramené à 23,9 milliards l'an prochain. - (AFP.)

Brésil : excédent de commerce extérieur en juin. - La balance commerciale du Brésil a été excédentaire en juin de 1,2 milliard de dollars, a indiqué le directeur de la CACEX (département du commerce extérieur de la Banque du Brésil). Selon M. Vazquez, l'excé-

dent commercial du Brésil devrait atteindre 10 milliards de dollars en 1984.

Logement

● Un tron de 16 millions à l'Office des HLM de Toulouse. - Les travaux imputés au tron de 16 millions de francs dans les caisses de l'Office public des HLM de Toulouse. Ce phénomène récent et croissant ne remet toutefois pas en cause, selon le directeur de l'Office, M. Albert Jurado, ni le fonctionnement ni les différents projets de construction. Pour aider les organismes d'HLM, dont un dixième environ des loyers restent impayés en France, M. Quilès, ministre de l'Urbanisme et du Logement, avait suggéré la création d'un institut de développement social qui associerait la Caisse des dépôts et le Crédit foncier.

Transports

● Accord franco-italien sur le contrôle des camions lourds. - Dans un communiqué commun publié le 3 juillet, le ministre français des transports, M. Charles Fiterman, et son homologue italien, M. Claudio Signorile, « sont convenus de soumettre à leurs gouvernements respectifs la décision de faciliter le passage entre les deux pays ». Une partie du contrôle des camions se fera à l'intérieur du pays, ne laissant à la frontière que les contrôles phytosanitaires et des matières dangereuses.

Cet accord confirme la volonté des deux pays d'appliquer, au plus tard au 1^{er} janvier 1985, la directive communautaire relative à la « facilitation » du passage aux frontières, adoptée le 1^{er} décembre 1983. C'est cette question du passage de la frontière entre la France et l'Italie qui avait déclenché en février la « colère » des routiers.

● Graves difficultés pour Air Florida. - La compagnie aérienne américaine Air Florida, fondée il y a douze ans, a demandé le 3 juillet à bénéficier de la protection de la loi sur les faillites, après avoir accumulé 135 millions de dollars de pertes au cours des trois dernières années. Air Florida, qui était en difficulté croissante depuis des mois, a également suspendu les cotations de ses actions à Wall Street, mardi 3 juillet en début de séance. Le chapitre 11 de la loi sur les faillites permet aux entreprises de faire suspendre les poursuites de leurs créanciers, leur donnant ainsi le temps d'élaborer un plan de redressement financier. Pendant ce temps, d'autres compagnies ont commencé à se partager les dépouilles d'Air Florida. Eastern a ainsi déposé une demande pour se voir attribuer la liaison Miami-Londres. Air Florida est la troisième compagnie aérienne américaine importante, après Braniff International et Continental Airlines, à connaître ce genre de déboires depuis mai 1982, du fait, notamment, de la dérégulation des transports aériens aux Etats-Unis. - (AFP.)

LE JOURNAL DES UTILISATEURS DE MICRO-ORDINATEURS

Chez votre marchand de journaux

DECISION informatique

APPLE IIc: UN PORTABLE DE POIDS

MISE EN CONCURRENCE POUR CESSION DES DROITS DE CONSTRUIRE D'UN BATIMENT A USAGE DE BUREAUX

PARIS XV^e Zac Citroën-Cévennes

La SEMEA XV met en concurrence les promoteurs-construiteurs pour la cession des droits de construire correspondant à l'édification d'un ensemble immobilier à usage de bureaux d'une surface de 55 000 m² hors œuvre environ, à l'angle du quai André-Citroën et de la rue Lablanc.

Un dossier comportant les caractéristiques de cet ensemble immobilier et précisant les conditions de l'appel à la concurrence pourra être retiré dans les bureaux de la SEMEA XV, contre remise d'un chèque de 2 372 F ttc, à partir du mercredi 4 juillet.

Il ne sera fourni aucun renseignement par téléphone, préalablement à la remise du dossier.

Société d'Economie Mixte d'Équipement et d'Aménagement du XV^e arrondissement, 55, quai de Grenelle 75015 PARIS.

Bienvenue au Danemark

pays de vos vacances 84.

Un grand choix de formules de vacances aux meilleurs prix :

- 500 terrains de camping, à partir de 19 F par nuit,
- chèques hôtels et auberges à partir de 95 F par nuit, petit déjeuner compris,
- auberges de jeunesse avec chambres familiales, à partir de 26 F par nuit,
- et pour vos repas, le DANEMENU vous propose, pour 52 F, 2 plats de bonne cuisine danoise.

Les Danois et leur joie de vivre vous attendent!

COUPON à retourner : OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE DANEMARK 142 Champs-Élysées 75008 Paris - Tél. 562.17.02 et voir dans tous les bureaux de tourisme.

NOM _____ (M.)

Adresse _____

DANEMARK - à vous de tout cœur!

Bienvenue au Danemark

pays de vos vacances 84.

Un grand choix de formules de vacances aux meilleurs prix :

- 500 terrains de camping, à partir de 19 F par nuit,
- chèques hôtels et auberges à partir de 95 F par nuit, petit déjeuner compris,
- auberges de jeunesse avec chambres familiales, à partir de 26 F par nuit,
- et pour vos repas, le DANEMENU vous propose, pour 52 F, 2 plats de bonne cuisine danoise.

Les Danois et leur joie de vivre vous attendent!

COUPON à retourner : OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE DANEMARK 142 Champs-Élysées 75008 Paris - Tél. 562.17.02 et voir dans tous les bureaux de tourisme.

NOM _____ (M.)

Adresse _____

DANEMARK - à vous de tout cœur!

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'EPARGNE DE FRANCE

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 27 juin 1984 sous la présidence de M. Robert Sion. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1983 qui se soldent par un bénéfice de 4.013.041,05 F.

Compte tenu du report à nouveau de 7.973.660,90 F, elle a décidé d'affecter ainsi qu'il suit ce résultat :

- à la réserve des plus-values à long terme 10.143.198,89 F.
- au report à nouveau 1.843.503,06 F.

AVIS DE CESSATION DE GARANTIE FINANCIÈRE D'AGENT IMMOBILIER

Monsieur Gustave - Raoul VIVIER, agent immobilier, carte professionnelle n° 122, rue de Provence, 75008, inscrit au registre du commerce sous le n° 67 A 1760, a cessé ses activités à compter du 29 décembre 1983, radiation au registre du commerce du 30 décembre 1983.

En application des articles 44, alinéas 2 et 3, et 47, alinéa 2, du décret du 20 juillet 1972, Maître Monique LEGRAND, administrateur judiciaire, informe que la garantie financière prévue par l'article 3, alinéa 2, de la loi du 2 janvier 1970, résultant, conformément à l'article 23 du décret du 20 juillet 1972, d'une consignation déposée à la Caisse des Dépôts et Consignations, cessera dans un délai de 3 jours francs à compter de la date de cette unique insertion.

Messieurs les créanciers pourront produire, s'il y a lieu, dans un délai de 3 mois à compter de la date de la présente insertion, entre les mains de Maître Monique LEGRAND, administrateur judiciaire, 13, boulevard des Invalides, 75007 Paris.

AGENCE HAVAS

An cours de l'assemblée générale ordinaire de l'Agence Havas, réunie le 28 juin au siège de la société, sous la présidence de M. André Rousselet, les actionnaires ont pris connaissance des comptes du groupe pour l'exercice 1983.

Le chiffre d'affaires consolidé atteint 8.328 millions de francs (+12,6 %) et le chiffre d'affaires cumulé, intégrant ceux des 3 principaux sous-groupes (EUROCOM, CEP, Pathé-Cinéma), est de 13.530 millions de francs (+17 %).

Le bénéfice net (part du groupe) s'élève à 152,2 millions de francs (+14,5 %).

Les investissements du groupe ont atteint 202 millions de francs (197 millions de francs en 1982). Ils comprennent notamment les participations prises par l'Agence Havas dans Canal Plus (63 millions de francs) et dans Stigos (15 millions de francs).

Au niveau de la société mère, le chiffre d'affaires est de 1.496 millions de francs (+8 %) et le résultat net de 70,3 millions de francs (+9,5 %).

L'assemblée générale a voté la distribution d'un dividende de 13 francs par action, augmenté de 6,50 francs d'avoir fiscal, soit un revenu global par action de 19,50 francs (+39 %) payable le 31 juillet 1984.

En présentant ces résultats satisfaisants pour l'Agence Havas et le groupe qu'elle conduit, M. André Rousselet a fait état des premières indications favorables recueillies sur l'exercice en cours. L'activité du groupe Havas marque pour le 1^{er} trimestre 1984 une progression moyenne de 14 %, à structures comparables.

Dans le rapport annuel de la société, le président de l'Agence Havas a mis l'accent sur la stratégie de l'entreprise, en France et sur le plan international, caractérisée par :

- la rentabilisation des exploitations régionales ;
- la préservation de l'équilibre multi-médias ;
- l'affirmation de la double vocation de médiateur et de régulateur de l'Agence Havas, tant en ce qui concerne ses relations traditionnelles avec la presse écrite que vis-à-vis des nouveaux médias audiovisuels et télématiques.

L'assemblée générale extraordinaire qui a suivi l'assemblée générale ordinaire a voté les modifications des statuts de l'Agence Havas, rendues nécessaires par l'application de la loi sur la décentralisation du secteur public.

Moulinex

Réunie le 30 juin 1984 sous la présidence de M. Mantelet, l'assemblée générale ordinaire a approuvé à l'unanimité toutes les résolutions proposées par le conseil.

Elle a fixé le dividende, identique à celui de l'exercice précédent, à 4 F, auquel s'ajoute l'impôt déjà versé au Trésor de 2 F, procurant un revenu global de 6 F. Il sera mis en paiement le 18 juillet contre remise du coupon n° 14.

Elle a renouvelé les mandats d'administrateurs de MM. Roland Darnesse et Charles Legros.

Enfin l'assemblée a ratifié la nomination comme administrateur de la société de gestion et de participations industrielles et commerciales (FINAP).

GROUPE C&F

SOFIREM
PARTICIPE A L'EXTENSION
DE LA SOCIÉTÉ CIVIL

SOFIREM vient de décider de participer au programme d'extension de la société Civile, spécialisée dans la construction de moniteurs vidéo monochromes et couleur. Créée en 1980 et implantée dans la zone industrielle de Neuilly-Minimes, à 6 kilomètres de Béthune, la société Civile occupe une usine qui s'est avérée trop petite. Le nouveau bâtiment, trois fois plus vaste, est construit sur un terrain de 3.500 m² et permettra plusieurs extensions ultérieures.

Civil est une société française capable, outre le matériel standard, de construire des moniteurs vidéo de haute et très haute définition. Le modèle couleur de 32 kHz, particulièrement performant, peut être comparé aux modèles similaires étrangers.

Cette opération permettra la création de quatre emplois supplémentaires, grâce à une intervention financière de SOFIREM s'élevant, avec une opération antérieure, à 800.000 F.

LOUIS VUITTON

MAISON FONDÉE EN 1854

Y

L'introduction des actions Louis Vuitton SA sur le marché de New-York a eu lieu le 26 juin 1984 sous forme d'un placement public de 1.031.244 ADR, représentant 257.821 actions Louis Vuitton SA, soit 5 % du capital de la société, à un prix de 5 \$ 15 par ADR (une ADR représentant 1/4 d'action).

Le même jour a eu lieu la cotation de ces ADR sur le marché « over the counter » (NASDAQ). Le cours de clôture s'est établi à \$ 15 par ADR.

Le groupement des underwriters est dirigé par AG Becker Paribas et Bear, Stearns & Co.

On rappelle que les actions Louis Vuitton SA ont été introduites à la cote officielle de la Bourse de Paris le 6 juin dernier sous l'égide de la Banque Paribas. C'est la première fois qu'une société française procède presque simultanément à une introduction sur la Bourse de Paris et sur une bourse américaine.



OBICOOP-SICAV

Nous redonnons ci-dessous les objectifs poursuivis par cette nouvelle Sicav (voir le Monde daté 4 juillet 1984).

- La protection des actifs contre l'inflation monétaire ;
- La recherche de la plus-value devant la distribution d'un dividende ;
- Le respect des contraintes réglementaires d'un certain nombre d'organismes.

GROUPE SCREG

SCREG

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 29 juin 1984 sous la présidence de M. J.-P. Bussière, a approuvé les comptes de l'exercice écoulé.

Le chiffre d'affaires a atteint 20.496 millions de francs hors taxes, contre 9.680 millions pour l'exercice précédent. Ce doublement de l'activité résulte de la prise en compte, pour la première fois en 1983, des sociétés Colas et Sager, entrées dans le groupe SCREG au début de cette même année.

A structures comparables, c'est-à-dire si Colas et Sager avaient été prises en compte en 1982, la progression, d'une année à l'autre, aurait été de 7,5 %.

La part du chiffre d'affaires réalisée à l'étranger en 1983 est de près de 50 %. La répartition géographique de l'activité a été la suivante :

Millions de francs hors taxes	
France	10.369
Afrique	4.700
Continent américain	3.033
Moyen-Orient	1.070
Europe (France exclue)	602
DOM-TOM	470
Extrême-Orient	250
La marge brute d'autofinancement a atteint 942 millions, dont 510 millions d'amortissements.	

Le bénéfice consolidé est de 131,9 millions, contre 89,3 en 1982. La part de SCREG dans ce bénéfice ressort à 104,6 millions, soit 32,56 F par action, contre 32,26 F en 1982 (d'une année à l'autre, le nombre d'actions a été augmenté d'un tiers environ).

Au 31 décembre 1983, les fonds propres du groupe étaient de 1.425 millions. L'assemblée a décidé la mise en paiement, à compter du 18 juillet 1984, d'un dividende de 12 F, accompagné d'un avoir fiscal de 6 F, soit une rémunération globale de 18 F, contre 17,10 F pour l'exercice précédent.

Bien que le carnet de commandes du groupe soit d'environ 15 milliards de francs, et bien que la reprise constatée aux Etats-Unis et dans le Sud-Est asiatique soit un élément favorable, les perspectives d'activité dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics sont en général moroses, notamment en France et dans la plupart des pays en voie de développement. Le groupe devra donc continuer à adapter ses moyens humains et matériels aux possibilités des différents marchés, et supporter de ce fait des coûts de restructuration importants.

COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 28 juin 1984, sous la présidence de M. André Collard, nommé à la tête de la Compagnie par décret en date du 6 avril 1984.

Dans son allocution, après avoir souligné la valeur de l'œuvre déjà accomplie sur le Rhône, le président Collard a évoqué les problèmes que la Compagnie affronte aujourd'hui. A court terme, il s'agit de l'achèvement de l'aménagement du Rhône, avec la chute de Loyettes, dont la réalisation risque d'être sinon compromise, au mieux retardée de deux à trois ans, à la suite du projet de classement du site du confinement de l'Ain. Mais l'objet principal des préoccupations de la Compagnie est la mise en place des moyens nécessaires à l'extension de ses missions : l'ensemble des voies navigables à grand gabarit, dont la liaison Saône-Rhône, qui lui a déjà été confiée par la loi du 4 janvier 1980. Cette extension, récemment confirmée par le gouvernement dans les termes retenus dans le rapport annexé à la deuxième loi de Plan, devrait permettre de fixer un programme de travaux au moins pour l'étendue du D¹ Plan. Elle implique des décisions législatives et réglementaires, actuellement en cours de discussion, dont le Parlement pourrait être saisi, en ce qui le concerne, au cours de sa session d'automne. Elle suppose également que soient réunis des moyens financiers cohérents et substantiels. Le principe d'une contribution apportée par les ressources hydroélectriques du Rhône ayant été retenu, il reste à définir les bases juridiques, les modalités et le niveau de cette contribution. L'aboutissement des discussions diffi-

ciles déjà entreprises à ce sujet dépend d'arbitrages au niveau gouvernemental. Le président a conclu en disant que la Compagnie traversait actuellement une période de transition importante, véritable mutation, nécessitant une vigilance particulière et le soutien actif de tous ceux qui s'intéressent à son action.

Au cours de l'exercice 1983, les travaux d'aménagement énergétique de haut Rhône se sont poursuivis normalement : l'aménagement de Brignol-Cordon sera mis en service à l'automne de la présente année. Les travaux ont été entrepris sur la chute de Saint-Bréme, dont la déclaration d'utilité publique est intervenue le 18 août 1983. Les études déjà en service sur le Rhône ont produit en 1983 16,3 milliards de kilowatts/heure, soit 23,1 % de la production hydroélectrique française, et 5,3 % de la production nationale d'énergie électrique.

L'assemblée a approuvé les comptes de l'exercice 1983, qui font ressortir un bénéfice net de 6.937.991,40 F.

Elle a décidé d'affecter le bénéfice comme suit :

- Réserve légale 346.899,57 F
- Réserve de plus-values de cessions à long terme 5.103.091,83 F
- Dividende 1.488.000,00 F

Le dividende par action soumise avant l'entrée en vigueur de la loi 80-3 du 4 janvier 1980 est de 0,62 F, l'avoir fiscal s'élève à 0,31 F. Compte tenu du revenu des parts de production attribuées aux collectivités locales actionnaires, soit 5 F, le rapport des actions de catégories A et B est de 5,62 F, contre 5,12 F l'année précédente.

Carnet des entreprises

SCREG

JACQUES LOURIA

directeur financier du groupe SCREG où il est entré en avril 1983, président de SCREG US Corp., administrateur des sociétés Colas, Dragages et Travaux publics, SCREG routes, Simec Acieroid, et SACER, vient d'être nommé administrateur de SCREG.

SATI

SOCIÉTÉ AUXILIAIRE DE TRANSPORTS ET D'INDUSTRIES

JEAN-LUC FLINOIS

Ecole polytechnique, promotion 1966, vice-président de SAGA-Transports, vient d'être coopté administrateur de la société SATI par décision d'un conseil d'administration tenu le 27 juin 1984.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-88-33.

Sessions de formation : Le plan comptable révisé

Calendrier et Informations sur simple appel : 265.46.31

- Stages de formation professionnelle continue.
- Formation en Entreprise.
- Séminaires.
- Cours du soir.
- Enseignement à temps complet.
- Préparation aux examens d'Etat.

Gestion Fiscalité Comptabilité

SOCIÉTÉ DE COMPTABILITÉ DE FRANCE
67, boulevard Haussmann
75008 PARIS
TEL : 265.46.31

All of these Securities have been sold. This announcement appears as a matter of record only.

\$50,402,000
(Canadian)

Caisse Nationale de l'Energie

13% Notes Due 1993

Payment of principal and interest unconditionally guaranteed by

The Republic of France

MORGAN STANLEY INTERNATIONAL THE NIKKO SECURITIES CO., (EUROPE) LTD.

BANQUE NATIONALE DE PARIS

SAMUEL MONTAGU & CO.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUE S.A.

ALGEMENE BANK NEDERLAND N.V.

AMRO INTERNATIONAL

BANK OF TOKYO INTERNATIONAL

BANQUE BRUXELLES LAMBERT S.A.

BANQUE GÉNÉRALE DU LUXEMBOURG S.A.

BANQUE INDOSUEZ

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A.

COMMERZBANK

CREDIT LYONNAIS

DAI-ICHI KANGYO INTERNATIONAL

DAIWA EUROPE

ENSKILDA SECURITIES

FUJII INTERNATIONAL FINANCE

IBJ INTERNATIONAL

KREDITBANK INTERNATIONAL GROUP

NIPPON CREDIT INTERNATIONAL (HK) LTD.

ORION ROYAL BANK

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

SUMITOMO TRUST INTERNATIONAL

SWISS BANK CORPORATION INTERNATIONAL

UNION BANK OF SWITZERLAND (SECURITIES)

WESTDEUTSCHE LANDESBANK

YASUDA TRUST EUROPE LTD.

June 29, 1984

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. Lettres au Monde.
- LU : l'état et l'économie, par Robert Delorme et Christine André.

ÉTRANGER

3. EUROPE
- POLOGNE : l'opposition espère toujours un geste du pouvoir.
- GRANDE-BRETAGNE : l'église anglicane en émoi.
4. AMÉRIQUES
- LIBAN : la pacification du grand Beyrouth.
5. AFRIQUE
- HAUTE-VOLTA : les premières élections politiques ont été un traumatisme général.
- DIPLOMATIE.

POLITIQUE

7. Au Parlement, le gouvernement face à l'obstruction de l'opposition.
8. Le communiqué officiel du conseil des ministres.

SOCIÉTÉ

9. SPORTS : au tournoi de tennis de Wimbledon.
10. ÉDUCATION.
- RELIGION : « Les catholiques tenus par la tradition » (II), par Alain Fajon.

LE MONDE DES LIVRES

11. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH : Colette dans la Pléiade.
14 et 15. LE BICENTENAIRE DE DIDOT.
12. LA VIE LITTÉRAIRE.
13. HISTOIRE LITTÉRAIRE : promenade à travers la Bords.

CULTURE

16. DANSE : ouverture du Festival de Montpellier.
- EXPOSITION : Tim au Musée des arts décoratifs.

ÉCONOMIE

22. SOCIAL : un rapport très critique des députés sur la politique de l'immigration.
- PRIX : hausse des tarifs de la RATP le 1^{er} août.
22-23. AFFAIRES : Grégoire-Brossard rachète un biscuitier belge.
23. ÉTRANGER.

RADIO-TÉLÉVISION (18)

- ÉTÉ (20-21):
Météorologie ; Mots croisés ; Loterie nationale ; Loto ; Arlequin.
annonces classées (19) ; Carnet (21) ; Programmes des spectacles (17) ; Marchés financiers (25).

Le numéro du « Monde » daté 5 juillet 1984 a été tiré à 442 010 exemplaires

LATREILLE
spécialiste du très beau vêtement
soldes d'été
QUALITÉS IRREPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tél: 329.44.10
PARCOURS ATTENTIF À NOS MAGASINS

L'Affaire des doubles rideaux indiens

En coton importé des Indes, adaptables à toutes tailles : chemin de fer, anneaux bois ou cuivre, deux fois, 125 X 270, le tout surfile, la pare
420 F
Autres dimensions, livraison 30 F. Toutes
160 F
Volage tige et en blanc ou crème : très drapés, fenêtre 300 X 250 :
55, rue de Sevres-V^e (face Bon Marché), 548 41.13 ou 183, Faub.-Saint-Antoine-XI^e, 343.01.08.
SEVRES-TISSUS ET NOUVELLE BOUTIQUE
58, Gde-Rue à Juvisy, 921.05.95

A B C D E F G

Les honneurs militaires ont été rendus au général Salan

Une très brève cérémonie a marqué, jeudi 5 juillet à 9 heures, la levée de corps du général Raoul Salan, décédé à l'âge de quatre-vingt-cinq ans le 3 juillet (le Monde du 4 juillet). Devant le cercueil de celui qui fut l'officier général le plus décoré de France, seules sa croix de guerre et sa médaille militaire, et le casque troué d'une balle allemande qu'il porta durant la première guerre mondiale.

Aux côtés de la famille du général étaient présents des membres de celle de l'empereur Bao-Dai, le général Edmond Jouhaud, désormais

le dernier survivant des quatre chefs de l'OAS, MM. Jean-Marie Le Pen et Jacques Soustelle et quelques centaines de personnes, âgées pour la plupart, dont beaucoup portaient le béret rouge ou le bonnet de police et des décorations. Une vingtaine d'associations d'anciens combattants et de rapatriés d'Algérie avaient délégué leurs drapeaux crépus de noir. Aucun membre du gouvernement n'assistait à la cérémonie.

Comme le veut l'usage lorsque le défunt était un haut dignitaire dans l'ordre de la Légion d'honneur - le général Salan était titulaire de la grande croix - les honneurs militaires ont été rendus. Les armées de terre et de l'air et la marine nationale étaient respectivement représentées par un détachement du 1^{er} Train des équipages (Paris), du commando des fusiliers de l'air (Saint-Cyr-l'Ecole) et par la section d'honneur de la marine (Paris). Les sonneries *Aux champs* et *Aux morts* ont été interprétées par un tambour et deux clairons de la Garde républicaine, avant que le fourgon mortuaire, dépourvu de toute marque extérieure, prenne la route de Vichy (Allier), où les obsèques devaient être célébrées le jour même, dans l'intimité.

En URSS LE GÉNÉRAL GOVOROV AURAIT ÉTÉ NOMMÉ VICE-MINISTRE DE LA DÉFENSE

Moscou (AP). - Le général d'armée Vladimir Govorov, qui commandait depuis 1980 l'ensemble des troupes soviétiques en Extrême-Orient, semble avoir été nommé vice-ministre de la défense de l'URSS. Bien que sa nomination n'ait pas été annoncée officiellement, son nom figure, en effet, dans la liste des vice-ministres de la défense qui assistaient, le 2 juin, à une réception donnée au Kremlin en l'honneur des diplômés des académies militaires.

[Fils du maréchal Leonid Govorov, ancien officier de l'armée tsariste qui brisa le siège de Leningrad en janvier 1944, le général Vladimir Govorov avait été nommé comme l'un des « décideurs » possibles dans l'affaire du Boeing sud-coréen abattu par la chasse soviétique au-dessus de l'île Sakhaline l'an dernier : un fait qui constituait en chef des troupes d'Extrême-Orient, il avait en effet sous ses ordres toutes les forces armées stationnées dans les deux régions militaires à l'est de la mer du Japon.]

Mais il est vrai que les spéculations que l'on peut faire sur les suites possibles de cette affaire sont aussi hasardeuses que contradictoires. Ainsi, en mai, l'on avait parlé de suicide après la mort « prématurée » du général Romanov, ancien chef d'état-major de la défense anti-aérienne, qui avait donné les premières explications officielles (fausses) sur l'incident au début de septembre 1983, et qui venait alors d'être rétrogradé (le Monde du 3-4 juin). D'autre part, quelques semaines plus tôt, le pilote qui abattit l'avion sud-coréen, Ivan Joukov, avait été fait héros de l'Union soviétique.]

CERRUTI 1881
LIGNE POUR FEMME
PARIS

Soldes

15 Pl. de la MADELEINE
39 av. VICTOR-HUGO

La maison des BIBLIOTHEQUES

PROFITEZ DES VACANCES POUR CHOISIR COMPOSER OU AGRANDIR VOTRE BIBLIOTHEQUE !
NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT
Pour recevoir le nouveau catalogue, renvoyez ce bon à la MDR 75080 Paris Cedex 14.
Nom, Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Date d'envoi : _____
Cet envoi est gratuit.
Cet envoi est gratuit.
(1) 320.73.33

A PARIS
61, RUE FROIDEVAUX - 14^e
Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h, et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption.
Métro : Denfert-Rochereau, Galvée, Edgar-Quinet, Anvers, 28, 38, 58, 68, 88, 98, 108, 118, 128, 138, 148, 158, 168, 178, 188, 198, 208, 218, 228, 238, 248, 258, 268, 278, 288, 298, 308, 318, 328, 338, 348, 358, 368, 378, 388, 398, 408, 418, 428, 438, 448, 458, 468, 478, 488, 498, 508, 518, 528, 538, 548, 558, 568, 578, 588, 598, 608, 618, 628, 638, 648, 658, 668, 678, 688, 698, 708, 718, 728, 738, 748, 758, 768, 778, 788, 798, 808, 818, 828, 838, 848, 858, 868, 878, 888, 898, 908, 918, 928, 938, 948, 958, 968, 978, 988, 998, 1008, 1018, 1028, 1038, 1048, 1058, 1068, 1078, 1088, 1098, 1108, 1118, 1128, 1138, 1148, 1158, 1168, 1178, 1188, 1198, 1208, 1218, 1228, 1238, 1248, 1258, 1268, 1278, 1288, 1298, 1308, 1318, 1328, 1338, 1348, 1358, 1368, 1378, 1388, 1398, 1408, 1418, 1428, 1438, 1448, 1458, 1468, 1478, 1488, 1498, 1508, 1518, 1528, 1538, 1548, 1558, 1568, 1578, 1588, 1598, 1608, 1618, 1628, 1638, 1648, 1658, 1668, 1678, 1688, 1698, 1708, 1718, 1728, 1738, 1748, 1758, 1768, 1778, 1788, 1798, 1808, 1818, 1828, 1838, 1848, 1858, 1868, 1878, 1888, 1898, 1908, 1918, 1928, 1938, 1948, 1958, 1968, 1978, 1988, 1998, 2008, 2018, 2028, 2038, 2048, 2058, 2068, 2078, 2088, 2098, 2108, 2118, 2128, 2138, 2148, 2158, 2168, 2178, 2188, 2198, 2208, 2218, 2228, 2238, 2248, 2258, 2268, 2278, 2288, 2298, 2308, 2318, 2328, 2338, 2348, 2358, 2368, 2378, 2388, 2398, 2408, 2418, 2428, 2438, 2448, 2458, 2468, 2478, 2488, 2498, 2508, 2518, 2528, 2538, 2548, 2558, 2568, 2578, 2588, 2598, 2608, 2618, 2628, 2638, 2648, 2658, 2668, 2678, 2688, 2698, 2708, 2718, 2728, 2738, 2748, 2758, 2768, 2778, 2788, 2798, 2808, 2818, 2828, 2838, 2848, 2858, 2868, 2878, 2888, 2898, 2908, 2918, 2928, 2938, 2948, 2958, 2968, 2978, 2988, 2998, 3008, 3018, 3028, 3038, 3048, 3058, 3068, 3078, 3088, 3098, 3108, 3118, 3128, 3138, 3148, 3158, 3168, 3178, 3188, 3198, 3208, 3218, 3228, 3238, 3248, 3258, 3268, 3278, 3288, 3298, 3308, 3318, 3328, 3338, 3348, 3358, 3368, 3378, 3388, 3398, 3408, 3418, 3428, 3438, 3448, 3458, 3468, 3478, 3488, 3498, 3508, 3518, 3528, 3538, 3548, 3558, 3568, 3578, 3588, 3598, 3608, 3618, 3628, 3638, 3648, 3658, 3668, 3678, 3688, 3698, 3708, 3718, 3728, 3738, 3748, 3758, 3768, 3778, 3788, 3798, 3808, 3818, 3828, 3838, 3848, 3858, 3868, 3878, 3888, 3898, 3908, 3918, 3928, 3938, 3948, 3958, 3968, 3978, 3988, 3998, 4008, 4018, 4028, 4038, 4048, 4058, 4068, 4078, 4088, 4098, 4108, 4118, 4128, 4138, 4148, 4158, 4168, 4178, 4188, 4198, 4208, 4218, 4228, 4238, 4248, 4258, 4268, 4278, 4288, 4298, 4308, 4318, 4328, 4338, 4348, 4358, 4368, 4378, 4388, 4398, 4408, 4418, 4428, 4438, 4448, 4458, 4468, 4478, 4488, 4498, 4508, 4518, 4528, 4538, 4548, 4558, 4568, 4578, 4588, 4598, 4608, 4618, 4628, 4638, 4648, 4658, 4668, 4678, 4688, 4698, 4708, 4718, 4728, 4738, 4748, 4758, 4768, 4778, 4788, 4798, 4808, 4818, 4828, 4838, 4848, 4858, 4868, 4878, 4888, 4898, 4908, 4918, 4928, 4938, 4948, 4958, 4968, 4978, 4988, 4998, 5008, 5018, 5028, 5038, 5048, 5058, 5068, 5078, 5088, 5098, 5108, 5118, 5128, 5138, 5148, 5158, 5168, 5178, 5188, 5198, 5208, 5218, 5228, 5238, 5248, 5258, 5268, 5278, 5288, 5298, 5308, 5318, 5328, 5338, 5348, 5358, 5368, 5378, 5388, 5398, 5408, 5418, 5428, 5438, 5448, 5458, 5468, 5478, 5488, 5498, 5508, 5518, 5528, 5538, 5548, 5558, 5568, 5578, 5588, 5598, 5608, 5618, 5628, 5638, 5648, 5658, 5668, 5678, 5688, 5698, 5708, 5718, 5728, 5738, 5748, 5758, 5768, 5778, 5788, 5798, 5808, 5818, 5828, 5838, 5848, 5858, 5868, 5878, 5888, 5898, 5908, 5918, 5928, 5938, 5948, 5958, 5968, 5978, 5988, 5998, 6008, 6018, 6028, 6038, 6048, 6058, 6068, 6078, 6088, 6098, 6108, 6118, 6128, 6138, 6148, 6158, 6168, 6178, 6188, 6198, 6208, 6218, 6228, 6238, 6248, 6258, 6268, 6278, 6288, 6298, 6308, 6318, 6328, 6338, 6348, 6358, 6368, 6378, 6388, 6398, 6408, 6418, 6428, 6438, 6448, 6458, 6468, 6478, 6488, 6498, 6508, 6518, 6528, 6538, 6548, 6558, 6568, 6578, 6588, 6598, 6608, 6618, 6628, 6638, 6648, 6658, 6668, 6678, 6688, 6698, 6708, 6718, 6728, 6738, 6748, 6758, 6768, 6778, 6788, 6798, 6808, 6818, 6828, 6838, 6848, 6858, 6868, 6878, 6888, 6898, 6908, 6918, 6928, 6938, 6948, 6958, 6968, 6978, 6988, 6998, 7008, 7018, 7028, 7038, 7048, 7058, 7068, 7078, 7088, 7098, 7108, 7118, 7128, 7138, 7148, 7158, 7168, 7178, 7188, 7198, 7208, 7218, 7228, 7238, 7248, 7258, 7268, 7278, 7288, 7298, 7308, 7318, 7328, 7338, 7348, 7358, 7368, 7378, 7388, 7398, 7408, 7418, 7428, 7438, 7448, 7458, 7468, 7478, 7488, 7498, 7508, 7518, 7528, 7538, 7548, 7558, 7568, 7578, 7588, 7598, 7608, 7618, 7628, 7638, 7648, 7658, 7668, 7678, 7688, 7698, 7708, 7718, 7728, 7738, 7748, 7758, 7768, 7778, 7788, 7798, 7808, 7818, 7828, 7838, 7848, 7858, 7868, 7878, 7888, 7898, 7908, 7918, 7928, 7938, 7948, 7958, 7968, 7978, 7988, 7998, 8008, 8018, 8028, 8038, 8048, 8058, 8068, 8078, 8088, 8098, 8108, 8118, 8128, 8138, 8148, 8158, 8168, 8178, 8188, 8198, 8208, 8218, 8228, 8238, 8248, 8258, 8268, 8278, 8288, 8298, 8308, 8318, 8328, 8338, 8348, 8358, 8368, 8378, 8388, 8398, 8408, 8418, 8428, 8438, 8448, 8458, 8468, 8478, 8488, 8498, 8508, 8518, 8528, 8538, 8548, 8558, 8568, 8578, 8588, 8598, 8608, 8618, 8628, 8638, 8648, 8658, 8668, 8678, 8688, 8698, 8708, 8718, 8728, 8738, 8748, 8758, 8768, 8778, 8788, 8798, 8808, 8818, 8828, 8838, 8848, 8858, 8868, 8878, 8888, 8898, 8908, 8918, 8928, 8938, 8948, 8958, 8968, 8978, 8988, 8998, 9008, 9018, 9028, 9038, 9048, 9058, 9068, 9078, 9088, 9098, 9108, 9118, 9128, 9138, 9148, 9158, 9168, 9178, 9188, 9198, 9208, 9218, 9228, 9238, 9248, 9258, 9268, 9278, 9288, 9298, 9308, 9318, 9328, 9338, 9348, 9358, 9368, 9378, 9388, 9398, 9408, 9418, 9428, 9438, 9448, 9458, 9468, 9478, 9488, 9498, 9508, 9518, 9528, 9538, 9548, 9558, 9568, 9578, 9588, 9598, 9608, 9618, 9628, 9638, 9648, 9658, 9668, 9678, 9688, 9698, 9708, 9718, 9728, 9738, 9748, 9758, 9768, 9778, 9788, 9798, 9808, 9818, 9828, 9838, 9848, 9858, 9868, 9878, 9888, 9898, 9908, 9918, 9928, 9938, 9948, 9958, 9968, 9978, 9988, 9998, 10008, 10018, 10028, 10038, 10048, 10058, 10068, 10078, 10088, 10098, 10108, 10118, 10128, 10138, 10148, 10158, 10168, 10178, 10188, 10198, 10208, 10218, 10228, 10238, 10248, 10258, 10268, 10278, 10288, 10298, 10308, 10318, 10328, 10338, 10348, 10358, 10368, 10378, 10388, 10398, 10408, 10418, 10428, 10438, 10448, 10458, 10468, 10478, 10488, 10498, 10508, 10518, 10528, 10538, 10548, 10558, 10568, 10578, 10588, 10598, 10608, 10618, 10628, 10638, 10648, 10658, 10668, 10678, 10688, 10698, 10708, 10718, 10728, 10738, 10748, 10758, 10768, 10778, 10788, 10798, 10808, 10818, 10828, 10838, 10848, 10858, 10868, 10878, 10888, 10898, 10908, 10918, 10928, 10938, 10948, 10958, 10968, 10978, 10988, 10998, 11008, 11018, 11028, 11038, 11048, 11058, 11068, 11078, 11088, 11098, 11108, 11118, 11128, 11138, 11148, 11158, 11168, 11178, 11188, 11198, 11208, 11218, 11228, 11238, 11248, 11258, 11268, 11278, 11288, 11298, 11308, 11318, 11328, 11338, 11348, 11358, 11368, 11378, 11388, 11398, 11408, 11418, 11428, 11438, 11448, 11458, 11468, 11478, 11488, 11498, 11508, 11518, 11528, 11538, 11548, 11558, 11568, 11578, 11588, 11598, 11608, 11618, 11628, 11638, 11648, 11658, 11668, 11678, 11688, 11698, 11708, 11718, 11728, 11738, 11748, 11758, 11768, 11778, 11788, 11798, 11808, 11818, 11828, 11838, 11848, 11858, 11868, 11878, 11888, 11898, 11908, 11918, 11928, 11938, 11948, 11958, 11968, 11978, 11988, 11998, 12008, 12018, 12028, 12038, 12048, 12058, 12068, 12078, 12088, 12098, 12108, 12118, 12128, 12138, 12148, 12158, 12168, 12178, 12188, 12198, 12208, 12218, 12228, 12238, 12248, 12258, 12268, 12278, 12288, 12298, 12308, 12318, 12328, 12338, 12348, 12358, 12368, 12378, 12388, 12398, 12408, 12418, 12428, 12438, 12448, 12458, 12468, 12478, 12488, 12498, 12508, 12518, 12528, 12538, 12548, 12558, 12568, 12578, 12588, 12598, 12608, 12618, 12628, 12638, 12648, 12658, 12668, 12678, 12688, 12698, 12708, 12718, 12728, 12738, 12748, 12758, 12768, 12778, 12788, 12798, 12808, 12818, 12828, 12838, 12848, 12858, 12868, 12878, 12888, 12898, 12908, 12918, 12928, 12938, 12948, 12958, 12968, 12978, 12988, 12998, 13008, 13018, 13028, 13038, 13048, 13058, 13068, 13078, 13088, 13098, 13108, 13118, 13128, 13138, 13148, 13158, 13168, 13178, 13188, 13198, 13208, 13218, 13228, 13238, 13248, 13258, 13268, 13278, 13288, 13298, 13308, 13318, 13328, 13338, 13348, 13358, 13368, 13378, 13388, 13398, 13408, 13418, 13428, 13438, 13448, 13458, 13468, 13478, 13488, 13498, 13508, 13518, 13528, 13538, 13548, 13558, 13568, 13578, 13588, 13598, 13608, 13618, 13628, 13638, 13648, 13658, 13668, 13678, 13688, 13698, 13708, 13718, 13728, 13738, 13748, 13758, 13768, 13778, 13788, 13798, 13808, 13818, 13828, 13838, 13848, 13858, 13868, 13878, 13888, 13898, 13908, 13918, 13928, 13938, 13948, 13958, 13968, 13978, 13988, 13998, 14008, 14018, 14028, 14038, 14048, 14058, 14068, 14078, 14088, 14098, 14108, 14118, 14128, 14138, 14148, 14158, 14168, 14178, 14188, 14198, 14208